



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS
Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation
04/12/2025

Date d'affichage
23/12/2025

Objet de la délibération :
CR du conseil communautaire
du 20 novembre 2025
N°082/2025

PRÉSENTS : M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAU Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES : Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Le compte rendu du conseil communautaire du 20 novembre 2025 a été adressé le 04 décembre 2025 par messagerie électronique avec accusé de réception aux délégués titulaires, suppléants et aux mairies.

Il appelle des remarques : coquilles rectifiées page 14, 16 et 19 (CR modifié en PJ de la délibération).
Le compte-rendu du conseil communautaire du 20 novembre 2025 est validé à l'unanimité des suffrages exprimés (2 abstentions).

*Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.
Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>*

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture
le 23/12/2025
Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN,

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS
COMPTE RENDU DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 20 novembre 2025 Maisons des associations de la CCPS
13 rue de Jantival, Vaudigny

L'an deux mille vingt-cinq, le 20 novembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 13/11/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

PRÉSENTS : M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. PERROTEZ Eric ; M. WEBER Alain ; M. JEANDEL Mathieu ; M. PIERRAT Eric ; M. KLEIN Jérôme ; M. VALLANCE Pierre ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. KACZMAR Jean-Jacques (suppléant) ; M. PEIGNIER Bernard ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; M. MARCHAL Pierre (suppléant) ; M. XEMAY François ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; M. LAMBINET Didier ; Mme SIRON Marie-France ; M. HURIET Dominique ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre

ABSENTS : M. SAINT MIHIEL Mathieu ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. CHESINI Romuald ; M. BERGÉ Olivier ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie et Mme SCHUBNEL Catherine.

EXCUSES : Mme MEYER Brigitte ; M. BOULANGER Jean-Marc ; Mme BELLOT Nicole ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. TIMON Yann ; Mme HAYE Bénédicte ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. MARTIN Michaël ; Mme THIRION Barbara ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; Mme CLAUDE Dominique ; Mme BRETON Clara ; Mme DAMIEN Viviane ; M. THOMAS Didier ; M. MAHUT Loïc ; M. COLIN Stéphane et Mme LANOIS Coralie

Communes présentes (32) :

Affracourt ; Autrey ; Benney ; Bralleville ; Ceintrey ; Chaouilley ; Crantenoy ; Diarville ; Forcelles saint Gorgon ; Gerbécourt Haplemont ; Goviller ; Gripport ; Gugney ; Houdreville ; Laneuveville devantt Bayon ; Lebeuville ; Lemainville ; Omelmont ; Ormes et Ville ; Parey saint Césaire ; Praye ; Roville devant Bayon ; Saint Remimont ; Tantonville ; Vaudémont ; Vaudeville ; Vaudigny ; Vézelize ; Vitrey ; Voinémont ; Vroncourt et Xirocourt.

Communes absentes (11) :

Forcelles sous Gugney ; Germonville ; Hammeville ; Jevoncourt ; Laloeuf ; Lemenil Mitry ; Neuville sur Moselle ; Ognéville ; Quevilloncourt ; Saint Firmin et Saxon Sion.

Communes excusées (12) :

Bainville aux Miroirs ; Bouzanville ; Clérey sur Brénon ; Dommarie Eulmont ; Etreval ;

Fraignes en Saintois ; Haroué ; Houdelmont ; Housséville ; Mangonville ; They sous Vaudémont et Thorey Lyautey.

ORDRE DU JOUR :

-Approbation du compte-rendu du conseil communautaire du 25 septembre 2025.

ENVIRONNEMENT :

-Charte des ENR de la Multipôle.
-Marché public de fournitures et de prestations : achat et plantation de haies (TVB).

COHESION SOCIALE :

-CTG.
-Conventionnement avec les structures de gestion de la Petite Enfance (Multi-accueil, périscolaire et extrascolaire).
-CIAS et modification de l'intérêt communautaire.

BUDGET - FINANCES :

-Décision modificative.
-Dissolution du budget EAU CCPS.

ASSAINISSEMENT :

-Règlement de service de l'assainissement non collectif.
-Convention de partenariat : Médiateur de l'eau.
~~Tarifs du service public d'assainissement collectif et fixation de la contre-valeur AERM.~~
-Participation pour le raccordement à l'égout (article L1331-7).
-Redevance "réseau unitaire".
~~Marché public de prestations de gestion et d'entretien de l'assainissement.~~
-Création de deux postes de catégorie C au grade d'adjoint technique et d'un poste de catégorie B au grade de technicien pour la gestion du service assainissement collectif.
-Création d'un poste de catégorie A au grade de secrétaire de mairie à 20/35 ème, par transfert de la compétence assainissement,

Point communication CCPS

-Questions diverses.

Moment de convivialité avec l'arrivée du Beaujolais nouveau.

Accueil du Président, vérification du quorum et désignation du secrétaire de séance : Gauthier Brunner

Il a été pris la décision de retirer, ce soir, les points relatifs à la révision des tarifs de redevance d'assainissement et au marché de prestations d'assainissement.

Le service d'assainissement fait face à une hausse de ses charges, notamment liées à l'estimation des prestations externes (Curage, travaux, électromécanique). Cette situation aura un impact sur les tarifs et nécessite encore des ajustements.

Afin d'éclairer pleinement notre décision et de travailler avec les communes membres à des solutions équilibrées, nous proposons de reporter ces sujets au prochain conseil communautaire du 11 décembre. Cela nous permettra de voter les tarifs dans les délais, avant le 1er janvier, tout en assurant transparence et responsabilité.

-APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 septembre 2025 (DCC 66/2025)

Point présenté par M. Jérôme KLEIN.

Le compte-rendu du conseil communautaire du 25 septembre 2025 a été adressé le 13/11/2025 par messagerie électronique avec accusé de réception aux délégués titulaires, suppléants et aux mairies. Le CR n'appelle pas de remarque. Le compte-rendu du conseil communautaire du 25/09/2025 est validé à l'unanimité (affichage des délibérations le 29/09/2025).

ENVIRONNEMENT : (DCC 067-068/02025)

Charte des ENR de la Multipôle :

Point présenté par Sebastien Daviller

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Vu la démarche "Charte des Énergies Renouvelables" initiée par la Multipôle Nancy Sud Lorraine

La Multipôle Nancy Sud Lorraine a initié une réflexion et un travail concerté sur le développement des énergies renouvelables (ENR) à l'échelle de l'ensemble du territoire regroupant les 13 intercommunalités.

Au regard des objectifs nationaux de réduction de consommation énergétique à l'horizon 2050, des ateliers réunissant techniciens et élus des territoires ont abouti à l'élaboration de cette Charte ainsi qu'à une territorialisation des différentes énergies à développer au niveau de chaque territoire (cf. présentation).

Principes fondateurs de la Charte :

Cette Charte s'est élaborée autour des principes communs suivants :

- **Réponse à l'intérêt commun** : renforcement de l'autonomie énergétique du territoire ;
- **Implication des collectivités, des acteurs locaux et des citoyens** dans les projets ENR ;
- **Projets favorables aux activités locales** et au développement territorial ;

- **Insertion au cadre de vie**, préservation du patrimoine et des paysages ;
- **Qualité et cohérence environnementale** des installations.

Cette Charte, non opposable juridiquement, permet à notre collectivité, tout en conservant ses propres orientations stratégiques, de réaffirmer la volonté politique de s'inscrire dans une démarche collective de transition énergétique à l'échelle du bassin de vie.

Elle constitue un engagement volontaire de coopération avec les territoires voisins pour un développement cohérent et équilibré des énergies renouvelables.

Suite à la présentation et notamment au tableau de territorialisation des ENR dans chaque territoire, Thierry Nicolas intervient en signalant que nous allons appauvrir nos forêts avec la méthanisation et la biomasse. De plus, si davantage d'éoliennes sont installées, cela va détruire nos paysages.

Sébastien Daviller précise que pour les forêts, les programmes de coupe proposés par l'ONF peuvent alimenter un réseau de biomasse locale, sachant que ce sont l'accroissement et l'entretien des forêts qui sont prélevés. Thierry Nicolas trouve préjudiciable pour les forêts du territoire de les raser pour faire de la biomasse. Il lui est alors rappelé que seul l'accroissement est utilisé et qu'il n'y a pas de destruction de forêt pour la biomasse.

Il est alors demandé ce que va apporter cette Charte et si elle s'oppose aux communes et aux choix locaux de développement des ENR.

Il est précisé que la Charte permet de poser une réflexion et des principes quant au développement des ENR. Elle n'est pas opposable mais permet de faire face aux nombreux démarchages pour l'installation de telle ou telle ENR dans une démarche concertée et équilibrée.

Aussi, le Conseil communautaire avec un contre (Thierry Nicolas) et une abstention (Francis Trotoyt) décide :

- **D'APPROUVER le contenu de la Charte des Énergies Renouvelables (ENR) portée par la Multipôle Nancy Sud Lorraine, document non opposable, engageant la Communauté de Communes du Pays du Saintois dans une démarche volontaire de coopération pour un développement équilibré des énergies renouvelables sur le territoire ;**
- **D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la présente Charte des ENR ainsi que tout document afférent ;**
- **DE CHARGER Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.**

**Marché public de fournitures et de prestations : achat et plantation de haies (TVB) :
Point présenté par Gauthier Brunner**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L. 2123-1 et R. 2123-1 relatifs aux marchés publics à procédure adaptée ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt "Trames Vertes et Bleues" de la Région Grand Est et la notification du soutien financier ;

Vu la convention de financement avec l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse

Dans le cadre de sa politique en faveur de la préservation et du développement de la biodiversité, la Communauté de Communes du Pays du Saintois a engagé depuis 2022 un projet de restauration de corridors écologiques sur son territoire.

Ce projet poursuit trois objectifs principaux :

- Restaurer des corridors écologiques permettant à la faune de circuler entre les différents espaces naturels du territoire ;
- Faciliter le passage "hors route" de la faune sauvage, réduisant ainsi les risques de collisions et de mortalité ;
- Favoriser et développer la biodiversité locale par la plantation de haies champêtres et bocagères composées d'essences locales.

Localisation et périmètre du projet :

Le projet concerne les communes de Lalœuf, Ognéville et Vitrey, avec un objectif de plantation d'environ 1 kilomètre linéaire de haies par an.

Le choix de ce secteur repose sur plusieurs critères :

- Un corridor écologique facilement restaurable d'un point de vue technique et foncier ;
- Une forte motivation des acteurs locaux (communes, agriculteurs, propriétaires) ;
- Un espace relativement ordinaire en termes de configuration, permettant une reproductibilité du projet sur d'autres secteurs du territoire par la suite.

Ce projet s'inscrit dans une démarche structurée et concertée :

2022 : Stage de Marjorie portant sur la faisabilité du projet de restauration de la trame verte ;

Août 2023 : Présentation du projet en commission intercommunale ;

2024 : Stage d'Inès sur la mise en œuvre opérationnelle du projet ;

2024 : Lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt "Trames Vertes et Bleues" de la Région Grand Est, permettant de sécuriser les financements du projet ;

2025-2028 : Déroulement opérationnel du projet sur 3 ans.

Financement :

Le projet bénéficie d'un soutien financier important de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM) :

Coût total prévisionnel du projet	83 500 € TTC
Subvention AERM (80 %)	66 800 €

Reste à charge CCPS

16 700 €

Ce plan de financement sera ajusté en fonction du montant définitif du marché public.

Pour la réalisation des travaux de plantation (fourniture de plants, préparation du sol, plantation, protection, paillage), il est nécessaire de lancer un marché public à procédure adaptée (MAPA) conformément aux dispositions du Code de la commande publique, Marché de 3 ans, alloti.

Un partenariat sera formalisé avec les agriculteurs exploitants pour assurer l'entretien des haies après la phase de plantation (taille, surveillance, remplacement des plants morts). Cette implication locale garantit la pérennité du projet et son appropriation par les acteurs du territoire.

Jean-Paul Robert s'interroge sur la répartition entre replantation sur le domaine public et le domaine privé. Cette information sera communiquée lors du prochain conseil communautaire.

Jacques Mangin demande si d'autres haies seront replantées dans d'autres communes que les trois mentionnées. Gauthier Brunner explique qu'il s'agit d'une première phase du projet et que d'autres haies pourront effectivement être développées sur d'autres secteurs. Jean-Philippe Thomassin souligne que de nombreuses haies du territoire ne sont pas du tout entretenues et qu'il serait plus pertinent d'entretenir l'existant avant d'en planter de nouvelles.

Bernard Peignier indique qu'il est opposé à ce projet, estimant que d'autres actions sont bien plus prioritaires.

Aussi, le Conseil communautaire avec 3 contre (Victor Salgueiro, Bernard Peignier et Francis Trotot) et 6 abstentions (Mathieu Jeandel + procuration de Bénédicte Haye, Jean-Philippe Thomassin + procuration de Jean-Marc Boulanger et Jacques Mangin + procuration), décide :

-lancer une procédure adaptée (MAPA) alloti (2 lots) en vue de la passation d'un marché public de fournitures et de prestations pour la plantation de 3 KM de Haies.

-Notifier le marché aux titulaires retenus.

-Précise que les crédits correspondants seront inscrits au budget général.

COHESION SOCIALE : (DCC 069-071/2025)

Points présentés par Mireille Grillet

CTG :

En 2021, la Communauté de Communes du Pays du Saintois a engagé l'élaboration d'une Convention Territoriale Globale (CTG) en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle.

Cette première convention, d'une durée de 4 ans (2021-2025), portait sur trois axes prioritaires :

- La petite enfance ;
- La parentalité ;
- L'enfance-jeunesse.

Co-signée avec la CAF et la Communauté de Communes cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2025.

Le bilan de cette première période est très positif et démontre :

- Une dynamique partenariale renforcée entre les acteurs du territoire ;
- Le développement et la consolidation de l'offre de services aux familles ;
- Une meilleure coordination des actions en faveur de la petite enfance, de la jeunesse et du soutien à la parentalité ;
- Une mobilisation réussie des financements de la CAF pour soutenir les projets locaux.

Au regard de ce bilan positif et afin de poursuivre et d'amplifier cette dynamique, il est proposé de renouveler la Convention Territoriale Globale pour une nouvelle période de 6 ans (2026-2031).

Cette seconde génération de CTG s'articulera autour de six axes structurants :

- Petite enfance
- Enfance Jeunesse
- Parentalité
- Cadre de vie, logement
- Autonomie et insertion
- Accès au droit

Un plan d'action pluriannuel est élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires pour décliner concrètement ces orientations stratégiques.

Aussi, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

-D'approuver le contenu et les orientations du projet de renouvellement de la Convention Territoriale Globale telle que présentée pour 2026-2030 ;

-D'autoriser le Président de la CCPS à signer ladite convention ainsi que tout document s'y rapportant

-De s'engager à mettre en œuvre les actions prévues dans le cadre de cette convention, en conformité avec les objectifs fixés.

Conventionnement avec les structures de gestion de la Petite Enfance (Multi-accueil, périscolaire et extrascolaire) :

Le renouvellement de la CTG s'accompagne du renouvellement des conventions de partenariat avec les différentes structures d'accueil Petite enfance de multi-accueil, Périscolaire et extrascolaire

Bilan et structures concernées :

Structures	Conventionnement CTG 1 2021-2025		Subventions CCPS2021-2025(Montant en € par an)	
Multi- accueil				
Globe Trotters Benney	22 places		50 054,62 €	
Pirouettes Galipettes Ceintrey	25 places		56 880, 25 €	
Pimprenelle Vézelize	32 places		72 806,72 €	
	Périscolaire	Extrascolaire	Périscolaire	Extrascolaire
Péris’cool Benney	60 places*	12 places	11 383,96 €	1 655,16 €
Familles Rurales Ceintrey-Voinémont	54 places	16 places	21 954,78 €	2 206,88 €
SIS Diarville	10 places	8 places	4 065,70 €	1 103,44 €
Les P’tits Petons Haroué	24 places*	16 places	9 757,68€	2 206,88 €
MJC Houdelmont	6 places	/	2 439,42 €	/
4 Villages Neuviller	14 places	14 places	5 691,98 €	1 931,02 €
Familles Rurales Tantonville	12 places	8 places	4 878,84 €	1 103,44 €
Grenadine Vézelize	40 places	20 places	16 262,80 €	2 758,60 €
SIVOM Xirocourt	15 places	/	6 098,55 €	/

Ce futur conventionnement propose les modifications suivantes :

- Article 2 : Engagement de l'association

Au-delà des documents exigibles, il est également demandé aux structures périscolaires, extrascolaires, multi accueil :

- La participation à la réunion annuelle du Groupe de Pilotage de la CTG,
- La participation chaque année aux groupes de travail thématique : les associations sont invitées à s'investir dans les réflexions collectives en participant à un minimum de quatre rencontres par an, afin de contribuer à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des projets thématiques.

Cette démarche vise à favoriser la complémentarité des initiatives, la circulation de l'information et la mise en cohérence des actions au bénéfice des publics accompagnés.

- Participation à la manifestation « Saintois en éveil : Grandir dans les Paysages » : il est attendu des structures qu'elles prennent part à cette action phare, soit par leur présence aux temps forts soit par la mise en œuvre de projets ou d'activités contribuant aux objectifs de la manifestation.

- Le / la Président-e s'engage à rencontrer l' élu-e et le coordinateur CTG au minimum une fois par an, afin de faire le bilan annuel de l'année passée, et les projections de l'année suivante.

En plus pour les multi accueil :

- Tendre vers un rapprochement avec les autres structures multi accueil du territoire dans l'intérêt des publics accompagnés (éventuellement par le biais du RPE et de la CTG)

- Article 3 : Engagement de la collectivité territoriale

- La régularisation de la subvention ne pourra dépasser 15% des effectifs déclarés au service du département et de l'année 2025

- Les versements seront conditionnés à la participation effective des structures, conformément précisés à l'article 2 (Engagement de l'association). Un prorata pourra être appliqué en fonction du respect de ces engagements. La CCPS se réserve le droit de procéder à tout moment à un contrôle.

Prorata :

La contribution financière pourra être réduite selon la non-participation de l'association aux différentes instances, pondérées selon leur importance :

Comité de pilotage : - 10 %

Groupe technique (4 rencontres au minimum) : - 20 %

Manifestation « Saintois en éveil : grandir dans les paysages » : - 10 %

Rencontre avec l' élu-e et le coordinateur : - 10 %

En cas d'absence à l'une de ces instances, le montant total sera réduit proportionnellement selon la pondération ci-dessus.

Le calcul du prorata sera effectué en fin d'exercice sur la base des participations effectives attestées par les feuilles d'émargement ou procès-verbaux de séance.

De plus, depuis 2021, la subvention accordée aux structures conventionnées de la petite enfance n'a pas été réévaluée. Il est proposé au conseil communautaire d'appliquer une revalorisation annuelle de 1 %, correspondant au taux d'inflation calculé par l'INSEE en janvier 2025.

Ceci donnerait le coût à la place suivant :

	2021-2025	2026	2027	2028	2029	2030
Périscolaire	406,57 €	410,64 €	414,74 €	418,89 €	423,08 €	427,37 €
Extrascolaire	137,93 €	139,31 €	140,70 €	142,11 €	143,53 €	144,97 €
Crèche	2 275,21 €	2 297,96 €	2 320,94 €	2 344,15 €	2 367,59 €	2 391,27 €

Aussi, Le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

-D'approuver le contenu des conventions aux structures de gestion Petite Enfance du territoire, à savoir Multi-accueil, Périscolaire et Extrascolaire ;

-D'approuver une revalorisation annuelle de 1 %, correspondant au taux d'inflation calculé par l'INSEE en janvier 2025 sur les subventions de financement aux dites structures.

-D'approuver et d'autoriser le Président à signer les conventions type Multi accueil, périscolaire et extrascolaire pour une durée de 5 ans (durée de la CTG, 2026-2030).

CIAS et modification de l'intérêt communautaire :

Depuis plusieurs années, la Communauté de communes du Pays du Saintois développe et coordonne de nombreuses actions sociales sur son territoire en lien avec les communes membres, les associations et les partenaires institutionnels.

Ces actions, qui couvrent des domaines variés (petite enfance, parentalité, jeunesse, seniors, solidarité, insertion), ont démontré la pertinence d'une approche intercommunale des politiques sociales pour :

- Assurer une cohérence territoriale des actions sociales ;
- Mutualiser les moyens et les compétences ;
- Répondre aux besoins sociaux identifiés à l'échelle du bassin de vie ;
- Servir de relais essentiel entre les politiques sociales nationales, le Département et les réalités locales.

Cf présentation

La Communauté de communes mène d'ores et déjà de nombreuses actions sociales d'intérêt communautaire :

Actions de santé et de solidarité :

- Campagnes de vaccination ;
- Actions de solidarité (Ukraine, etc.) ;

Petite enfance et parentalité :

- Gestion du Relais Petite Enfance ;
- Co-organisation de la "Journée de sensibilisation à l'accueil d'enfants différents" ;
- Forum des métiers (petite enfance/jeunesse) ;
- Programme "Saintois en éveil : Grandir dans les Paysages" ;
- Soutien des structures de Petite Enfance du territoire

Lien social et animation :

- "Partage ton café, ta tisane" : actions de convivialité et de lutte contre l'isolement ;

Information et coordination :

- Diffusion de l'information CTASF (Centre Territorial d'Action Sociale et de la Famille) et adhésion de la CCPS ;
- Relais d'informations sur l'habitat, l'emploi, l'accès aux droits ;
- Conseils aux élus en matière d'action sociale ;

Soutien aux associations et aux acteurs sociaux :

- Subventions aux associations : mobilité solidaire, Relais Familles (France Services, LAPE), NVES, etc. ;

Participation à des dynamiques partenariales :

- Groupes de travail du Conseil Départemental 54, Contrat Local de Santé (CLS), violences conjugales, "la dignité dans les assiettes", etc.

Qu'est-ce qu'un CIAS ?

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) est un établissement public administratif (EPA) rattaché à l'EPCI, conformément aux articles L.123-4 et suivants du Code de l'action sociale et des familles.

Il dispose de la personnalité morale et de l'autonomie financière, comme un Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Il agit en régie de l'EPCI pour les actions sociales communautaires et dispose d'un conseil d'administration et d'un budget propre.

Les missions du CIAS :

Le CIAS constitue un lieu ressource du territoire qui œuvre à la mise en cohérence des actions et des acteurs du lien social. Il est complémentaire aux Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) qui conservent leurs compétences de proximité et d'aide sociale individuelle.

Le CIAS ne peut exercer que ce qui relève de la compétence "action sociale d'intérêt communautaire".

Pourquoi créer un CIAS maintenant ?

La création d'un CIAS permettra de :

- Structurer et pérenniser les actions sociales déjà menées par l'intercommunalité ;
- Donner une visibilité institutionnelle à la politique sociale intercommunale ;
- Disposer d'un cadre juridique adapté pour exercer les missions d'action sociale ;
- Bénéficier d'une autonomie de gestion (budget dédié, conseil d'administration) ;
- Renforcer la coordination avec les partenaires (Département, CAF, associations) ;
- Assurer une complémentarité optimale avec les CCAS des communes membres.

Pour pouvoir créer un CIAS, il convient préalablement de modifier la définition de l'intérêt communautaire de la compétence facultative "Action sociale d'intérêt communautaire".

Nouvelle définition de l'intérêt communautaire :

L'intérêt communautaire de la compétence facultative "Action sociale d'intérêt communautaire" est redéfini comme suit :

Relèvent de l'intérêt communautaire :

- Les actions visant à favoriser et soutenir l'implantation d'accueils pour personnes âgées ou handicapées, notamment en accordant des garanties d'emprunt ;
- L'action sociale d'intérêt communautaire exercée par le CIAS s'entend des interventions et dispositifs qui, par leur portée intercommunale, leur caractère structurant ou leur vocation à renforcer la cohérence territoriale, contribuent à l'accompagnement social des habitants du territoire :
- La réalisation de l'analyse des besoins sociaux (ABS) liée à la période de mandature ;
- Le soutien aux actions d'animation de la vie sociale, éducatives ou familiales dont l'impact dépasse le périmètre d'une seule commune ;
- Les dispositifs ou services à vocation intercommunale, tels que la coordination des acteurs éducatifs et sociaux, le soutien aux structures d'accueil de la petite enfance, de l'enfance, les actions collectives d'insertion, de l'emploi et du vieillissement ;
- Les études, diagnostics, coordinations et accompagnements favorisant la mutualisation et la cohérence des politiques sociales locales ;
- La coordination et l'appui technique aux CCAS des communes membres, notamment pour le montage de projets communs ou la mutualisation des moyens ;

Ces missions sont exercées, pour la partie intercommunale, par le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS), établissement public administratif de la Communauté, conformément aux articles L.123-4 et suivants du Code de l'action sociale et des familles.

Les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) conservent leurs missions de proximité et d'aide sociale individuelle.

François Xemay signale que le CIAS va remplacer les CCAS. Mireille Grillet précise que le CIAS ne remplace pas les CCAS. Les actions de ces deux structures sont complémentaires. Le CIAS, comme exposé, ne développera pas de missions de proximité et d'aide individuelle propres aux CCAS.

Bernard Peignier demande comment va se passer concrètement le cas où une commune est sollicitée par une personne : que devra faire le maire ? Il devra prendre contact avec le CIAS de la CCPS

Aussi, pour la création d'un CIAS, il est proposé au Conseil communautaire de modifier la définition de l'intérêt communautaire de la compétence facultative "Action sociale d'intérêt communautaire" selon les termes exposés ci-dessus

Cette délibération s'effectue à la majorité des deux tiers.

Le Conseil communautaire à la majorité des deux tiers valide la modification de l'intérêt communautaire telle que présentée.

Suite à la validation cette modification de l'intérêt communautaire, il sera présenté au conseil communautaire de décembre :

- Délibération de création du CIAS précisant son organisation et ses statuts ;
- Composition du conseil d'administration du CIAS ;
- Adoption du budget du CIAS

BUDGET - FINANCES : (DCC 071-072/2025)

Points présentés par Dominique Lemoine

Décision modificative :

DECISION MODIFICATIVE Budget OM

- Etudes menées pour l'optimisation de la déchetterie, à intégrer au bien DECHETTERIE
Etudes sol caractérisation terre et déchets (Suez pour 7 423.80 €)
Etude optimisation déchetterie (Anathème pour 14 749.97 €)

DEPENSES Chapitre 041 Compte 2138	+ 22 173.77 €
RECETTES Chapitre 041 compte 2031	+ 22 173.77 €

Pour la bonne marche budgétaire de la CCPS, le Conseil communautaire valide à l'unanimité cette DM.

Dissolution du budget EAU CCPS :

Vu l'arrêté préfectorale du 16/10/2024 actant l'extension du périmètre du SEPS au 55 communes du territoire

Considérant qu'à compter de cette date, le service public de l'eau n'est plus exercé par la Communauté de communes du Pays du Saintois rendant sans objet le maintien du budget annexe correspondant ;

Considérant qu'il convient en conséquence de procéder à la clôture du budget annexe "Eau" et au transfert de l'actif et du passif au Syndicat des eaux de Pulligny et du Saintois conformément aux dispositions comptables et juridiques en vigueur ;

La clôture du budget eau fait apparaître les résultats suivants :

TRANSFERT RESULTAT FONCTIONNEMENT MANDAT AU COMPTER 678

Excédent de fonctionnement 2024 = 45 751,13 €

TRANSFERT RESULTAT D'INVESTISSEMENT MANDAT AU COMPTE 1068

Excédent d'investissement 2024 = 198 262,34 €

Réduction des excédents d'investissement = - 26 358,13 €

Montant à transférer = 171 904,21 €

Aussi, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

-De prononcer la clôture du budget annexe "Eau" de la Communauté de communes à la date du 1 er decembre 2025

-De valider la reprise de l'actif et du passif du service de l'eau par le Syndicat des eaux de Pulligny et du Saintois selon l'état patrimonial correspondant aux procès-verbaux des biens immobiliers, mobiliers et résultats annexés à la présente délibération.

-De charger M. le Président et le comptable public de procéder aux opérations comptables de clôture du budget annexe "Eau" et de transfert des écritures correspondantes

- ASSAINISSEMENT : (073-080/2025)

Points Présentés par Marc Francois

Règlement de service de l'assainissement collectif :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-8, L.2224-12 et R.2224-22-4

Conformément à l'article L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales, pour les communes et les groupements de collectivités territoriales, établissent pour chaque service d'assainissement dont ils sont responsables, un règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers ou des propriétaires.

Par délibération n°053/2025 du 25 septembre 2025, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays du Saintois (CCPS) a approuvé le transfert, à titre facultatif, à compter du 1^{er} janvier 2026 de la compétence assainissement collectif pour ses communes membres de Affracourt, Ceintrey, Chaouilley, Diarville, Etreval, Forcelles Saint Gorgon, Goviller, Housséville, Laloef, Mangonville, Neuville, Ognéville, Omelmont, Parey-Saint-Césaire, Praye, Roville-devant-Bayon, Saxon-Sion, Tantonville, Vaudémont, Vaudeville, Vézelize, Voinémont et Xirocourt et la modification statutaire en découlant.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver le règlement du service d'assainissement collectif, en annexe à la présente délibération, qui sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2026 sur le territoire de compétence de la CCPS. Ceci permettra de disposer d'un règlement de service à l'échelle communautaire mis en cohérence avec l'évolution de la réglementation, de clarifier les limites d'intervention pour les usagers et d'arrêter une pratique commune pour le service. Les règles établies conformément à la réglementation en vigueur et aux spécificités locales visent à assurer le bon fonctionnement du service public et sa continuité.

Ce règlement de service vise ainsi à :

- Définir les règles d'utilisation des réseaux de la CCPS ;
- Expliquer les règles de branchements et les non-conformités ;
- Définir les sanctions éventuelles ;
- Mettre à disposition les formulaires nécessaires ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité de :

- **Approuver le règlement du service public d'assainissement collectif, applicable au 1^{er} janvier 2026 sur les communes ayant transféré leur compétence assainissement collectif à la CCPS ;**
- **Autoriser le président à signer toutes pièces relatives à la présente et à procéder à toutes formalités nécessaires à la diffusion et à l'application du règlement de service.**

-Convention de partenariat : Médiateur de l'eau :

À compter du 1^{er} janvier 2026, la collectivité devient l'interlocuteur principal des usagers du service public d'assainissement collectif.

Pourquoi une convention avec la Médiation de l'Eau (association) ?

La Médiation de l'Eau est un dispositif reconnu par l'État, créé pour résoudre à l'amiable les litiges entre les usagers et les services publics ou délégataires de l'eau et de l'assainissement.

Obligation depuis le 1^{er} janvier 2016 de garantir aux consommateurs la possibilité d'un recours gratuit.

Objectif :

→ Offrir aux usagers un recours gratuit, impartial et indépendant, en cas de différend non résolu par le service.

→ Garantir un service public de qualité et à l'écoute des usagers.

La convention permet à la collectivité de formaliser son adhésion au dispositif national, conformément aux recommandations de la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC).

Pour la CCPS, cette convention permet de :

- Renforcer la confiance entre le service public et les usagers.
- Limiter les contentieux et les démarches judiciaires coûteuses.
- Améliorer la qualité du service grâce au retour d'expérience de la Médiation.
- Conformité réglementaire avec le Code de la consommation (articles L.612-1 à L.616-3)

Contenu de la convention et coût de l'adhésion :

- Engagement à informer les usagers de l'existence du médiateur (site internet, factures, courriers).
- Modalités de transmission des dossiers de litige.
- Convention à durée indéterminée avec possibilité de résiliation à tout moment.
- 100 HT + 0.0096 HT par abonnés pour les services gérant moins de 25 000 abonnés, soit environ 140 € /an.

Le Conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le Président à signer ladite convention

Participation pour le raccordement à l'égout (article L1331-7) : PFAC

L'article L.1331-7 du Code de la Santé publique prévoit la perception d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif dite « PFAC » auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement en vertu de l'article L.1331-1 du Code de la Santé publique. Le plafond légal de la PFAC est fixé à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le propriétaire en application de l'article L.1331-2 du Code de la Santé publique.

Par ailleurs, l'article L.1331-7-1 du Code de la Santé publique prévoit également la perception auprès des propriétaires d'immeubles ou établissements dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique d'une PFAC « assimilés domestiques » dont le montant tient compte de l'économie qu'il réalise en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire et qui s'ajoute le cas échéant aux sommes dues au titre des articles L.1331-2, L.1331-3, et L.1331-6 du Code de la Santé publique

La PFAC et la PFAC « assimilés domestiques » concernent :

- les propriétaires d'immeubles neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau ;
- les propriétaires d'immeubles préexistants à la construction du réseau et non encore raccordés au réseau ;

- les propriétaires d'immeubles existants, déjà raccordés et procédant à des travaux de modification ou d'aménagement susceptibles de générer des effluents supplémentaires.

La PFAC et la PFAC « assimilés domestiques » sont exigibles à la date du raccordement de l'immeuble à un réseau de collecte, ou à la date d'achèvement de l'extension ou du réaménagement d'un immeuble déjà raccordé qui rejette des eaux usées supplémentaires.

François Xemay intervient en dénonçant les dernières législations qu'il juge aberrantes : quelle logique y a-t-il à prendre une compétence à la carte ? La CCPS devient compétente sur seulement 23 communes, ce qui ne permet pas une optimisation satisfaisante des moyens ni une harmonisation du service.

Bruno Chiaravalli demande comment se passe le vote en conseil communautaire sachant que toutes les communes ne sont pas concernées. Il lui est répondu qu'il s'agit d'un vote normal du conseil communautaire, mais portant sur la compétence assainissement qui ne concerne effectivement que 23 communes. L'obligation à tout le territoire aurait été plus simple à gérer.

Ainsi, le Conseil communautaire décide avec une abstention (Thierry Nicolas) d'approuver :

- **le montant de la participation pour le financement de l'assainissement collectif et de la participation pour le financement de l'assainissement collectif « assimilés domestiques » fixé à 2 500 € + 15 €/m² de surface plancher pour tout nouveau raccordement d'un nouvel immeuble ou d'une construction nouvelle à un réseau de collecte existant, ou d'un immeuble existant à un réseau nouvellement créé à compter du 1^{er} janvier 2026,**
- **pour le montant de la participation pour le financement de l'assainissement collectif et de la participation pour le financement de l'assainissement collectif « assimilés domestiques » pour toute extension ou réaménagement d'un immeuble ou d'une construction déjà raccordés et qui génèrent des eaux usées supplémentaires, la prise en compte de la surface de plancher supplémentaire (en m²), objet de l'extension ou du réaménagement, dans le calcul de la PFAC et de la PFAC assimilés domestiques au tarif de 15 /m² de surface de plancher supplémentaire à compter du 1^{er} janvier 2026.**

Redevance "réseau unitaire" :

La compétence « *gestion des eaux pluviales urbaines* » continuera de relever des communes membres de la CCPS.

Pour mémoire, et en application des dispositions de l'article L. 2226-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) la gestion des eaux pluviales urbaines correspond « (...) à la *collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines* ».

En tant que service public administratif, la gestion des eaux pluviales urbaines est à la charge du budget général de l'autorité compétente, qui en assure l'exercice quand le service public d'assainissement collectif (service public industriel et commercial) est financé par un budget annexe dédié, équilibré en recettes et en dépenses.

L'état des lieux des services d'assainissement collectif, qui relèveront de la CCPS à compter du 1^{er} janvier 2026, a recensé la présence de réseaux unitaires. Est considéré comme un réseau unitaire, un réseau évacuant dans les mêmes canalisations les eaux usées et les eaux pluviales urbaines.

Dès lors qu'ils sont communs à deux services publics distincts, se pose la question du financement de l'exploitation et des investissements sur ces réseaux unitaires.

Dans ce cadre, il convient de mettre en place une contribution annuelle des 23 communes via leur budget général, au financement des dépenses de fonctionnement du budget annexe assainissement collectif de la CCPS afin de compenser le surcoût que représente la gestion et le traitement des eaux pluviales urbaines acheminées aux stations d'épuration du territoire par les réseaux unitaires d'assainissement des eaux usées.

Les linéaires de chaque commune sont signalés par Marc François.

Pour ce faire, la circulaire du 12 décembre 1978 relative aux modalités d'application du décret n°67-945 du 24 octobre 1967 concernant l'institution, le recouvrement et l'affectation des redevances dues par les usagers des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration précise dans son paragraphe « *Contribution de la commune au titre des eaux pluviales* » que « (...) dans le cas de réseaux totalement unitaires, les fourchettes de participation du budget communal devraient en général se situer entre 20 p. 100 et 35 p. 100 des charges de fonctionnement du réseau, amortissements techniques et intérêts des emprunts exclus, et entre 30 p. 100 à 50 p. 100 des amortissements techniques et des intérêts des emprunts ».

Appliqué au cas de la CCPS, cette contribution annuelle est définie à hauteur de 357 €/kml. Les longueurs de réseau unitaire retenues pour le calcul de la contribution annuelle de chaque commune membre de la CCPS figureront en annexe à la présente délibération.

Alain Mougnot et Georges Munger signalent que Vézelize est fortement impactée par cette redevance et précisent que celle-ci n'avait pas été communiquée avant que les communes ne se positionnent sur le transfert ou non de leur compétence à la CCPS.

Il est précisé que le curage et l'entretien des eaux pluviales reste une compétence des communes.

Aussi, le Conseil communautaire décide avec 5 contre (Patrick Gass + procuration , Georges Munger + procuration et Alain Mougnot) et une abstention (Thierry Nicolas) d'approuver la mise en place, à compter du 1^{er} janvier 2026, d'une contribution annuelle du budget général des 23 communes vers le budget annexe assainissement collectif de la CCPS correspondant, au titre des dépenses de fonctionnement sur les réseaux unitaires à hauteur de 357 €/km selon les longueurs de réseau unitaire précisées pour chaque commune.

-Création de deux postes de catégorie C au grade d'adjoint technique et d'un poste de catégorie B au grade de technicien pour la gestion du service assainissement collectif :

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Dans le cadre de la prise de compétence « assainissement collectif » par la communauté, il est indispensable de doter le service des moyens humains nécessaires à son bon fonctionnement et à la continuité du service public.

La gestion d'un service d'assainissement implique des missions techniques variées et essentielles :

- L'exploitation et l'entretien des réseaux d'assainissement collectif,
- La surveillance et la maintenance des stations d'épuration,
- Le contrôle des installations d'assainissement
- La gestion administrative et technique du service,
- Le suivi réglementaire et environnemental.

Ces missions nécessitent une organisation structurée et des compétences techniques spécifiques pour garantir la qualité du service rendu aux usagers et le respect des obligations réglementaires en matière d'assainissement.

Il est proposé de créer les emplois permanents suivants, en application de l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique :

-2 emplois de catégorie C au grade d'adjoint technique

-1 emploi de catégorie B au grade de technicien

Le Conseil communautaire décide avec une abstention de bien vouloir :

- **CONSIDÉRER** que la création de ces emplois est nécessaire au bon fonctionnement du service public d'assainissement et à l'exercice de la compétence transférée de secrétariat de mairie ;
- **CRÉER** deux emplois permanents de catégorie C au grade d'adjoint technique à temps complet pour le service assainissement ;
- **CRÉER** un emploi permanent de catégorie B au grade de technicien à temps complet pour le service assainissement ;

-Création d'un poste de catégorie A au grade de secrétaire de mairie à 20/35 ème, par transfert de la compétence assainissement :

Dans le cadre du transfert de la compétence un poste est transféré de droit à la CCPS, c'est le poste administratif du SIAC, un emploi de secrétaire de mairie assimilé au cadre d'emplois des attachés territoriaux à raison de 20/35ème

Le temps de travail est fixé à 20/35ème d'un temps complet, soit environ 17 heures hebdomadaires.

L'agent transféré sera chargé d'assurer les missions administratives de la compétence assainissement : facturation, accueil, budget

Le conseil communautaire valide avec une abstention la création de cet emploi permanent.

Point communication CCPS :

Information rétrocession des panneaux d'affichage de l'ex Saintois

Appel à l'engagement des communes pour la distribution de la lettre d'information CCPS

Moment de convivialité : Beaujolais nouveau

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

CR du conseil communautaire

du 20 novembre 2025

N°082/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Le compte rendu du conseil communautaire du 20 novembre 2025 a été adressé le 04 décembre 2025 par messagerie électronique avec accusé de réception aux délégués titulaires, suppléants et aux mairies.

Il appelle des remarques : coquilles rectifiées page 14, 16 et 19 (CR modifié en PJ de la délibération).

Le compte-rendu du conseil communautaire du 20 novembre 2025 est validé à l’unanimité des suffrages exprimés (2 abstentions).

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification

Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN,

Schéma Directeur Cyclable de la Communauté de Communes Pays du Saintois

Rapport final du SDC

Mai 2025



Sommaire

1. La synthèse du diagnostic cyclable.....	p5
2. Rappel de la co-construction du maillage.....	p13
3. Les préconisations d'aménagements.....	p20
4. Le chiffrage global du Schéma Directeur Cyclable.....	p30
5. Un outil de visualisation et suivi du Schéma intégrant les fiches itinéraires.....	p46
6. Financements et gouvernance.....	p52

- ▶ **Une réflexion menée conjointement par deux intercommunalités :**
 - la CC du Pays de Colombey et du Sud toulais : 38 communes et 11336 habitants ;
 - la CC du Pays du Pays du Saintois : 55 communes et 14 644 habitants
- ▶ **La CCPCST et la CCPS se sont saisies de la compétence d'organisation de la mobilité et sont devenues Autorité Organisatrice de la Mobilité Locale depuis le 1er juillet 2021 ;**
- ▶ **Chaque CC est devenue l'acteur légitime pour l'organisation des services de mobilité à l'intérieur de son périmètre de façon à améliorer les conditions de déplacements des habitants ;**
- ▶ **Un outil au service de ces nouvelles AOM, le Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) ;**
- ▶ **Il s'agit d'un document de planification volontaire, non opposable, non prescriptif, ... pour décliner de manière opérationnelle leur stratégie de mobilité adaptée aux spécificités locales de chaque CC permettant :**
 - *A chacun de se déplacer pour les besoins les plus courants ;*
 - *Et d'insuffler un changement des comportements pour certains usagers en développant les solutions de déplacements alternatives à l'autosolisme et limiter sa dépendance ;*
- ▶ **Cette double démarche constituera un réel outil programmatique, véritable feuille de route traduite sous la forme d'un programme d'actions opérationnelles** adaptées aux besoins et en adéquation avec les finances locales, et préoccupations écologiques et sociales, propres au territoire.
- ▶ **Elle se concrétisera par :**
 - un document global de planification de la mobilité qui sera le Plan de Mobilité Simplifié de chaque CC...
 - ... dont le volet « cyclable » sera décliné dans un document spécifique valant Schéma Directeur Cyclable.

Rappel des objectifs du Schéma Directeur Cyclable mené conjointement au PdMS

- ▶ Un Schéma Directeur Cyclable (SDC) , est une démarche globale de planification pour promouvoir le vélo, comme mode de déplacement alternatif à la voiture individuelle et plus globalement aux modes motorisés ;
- ▶ Un SDC est un document volontaire, non opposable, mais indispensable pour répondre à de nombreux appels à projets et pour accéder à diverses sources de financement liées au développement du vélos et plus largement des modes actifs !
- ▶ Aujourd'hui la part modale du vélo en France c'est 3 %, mais en augmentation : un objectif de 9% à travers le plan vélo national en 2024 et 12% en 2030 ;
- ▶ Le SDC vise à définir un réseau hiérarchisé de liaisons cyclables pour créer un maillage cohérent et attractif pour développer la pratique cyclable sur le territoire ; *(le volet « services vélos et, communication pour développer la pratique » a été traité à travers les actions inscrites au PdMS sur le stationnement, la location longue durée de VAE, ...)*

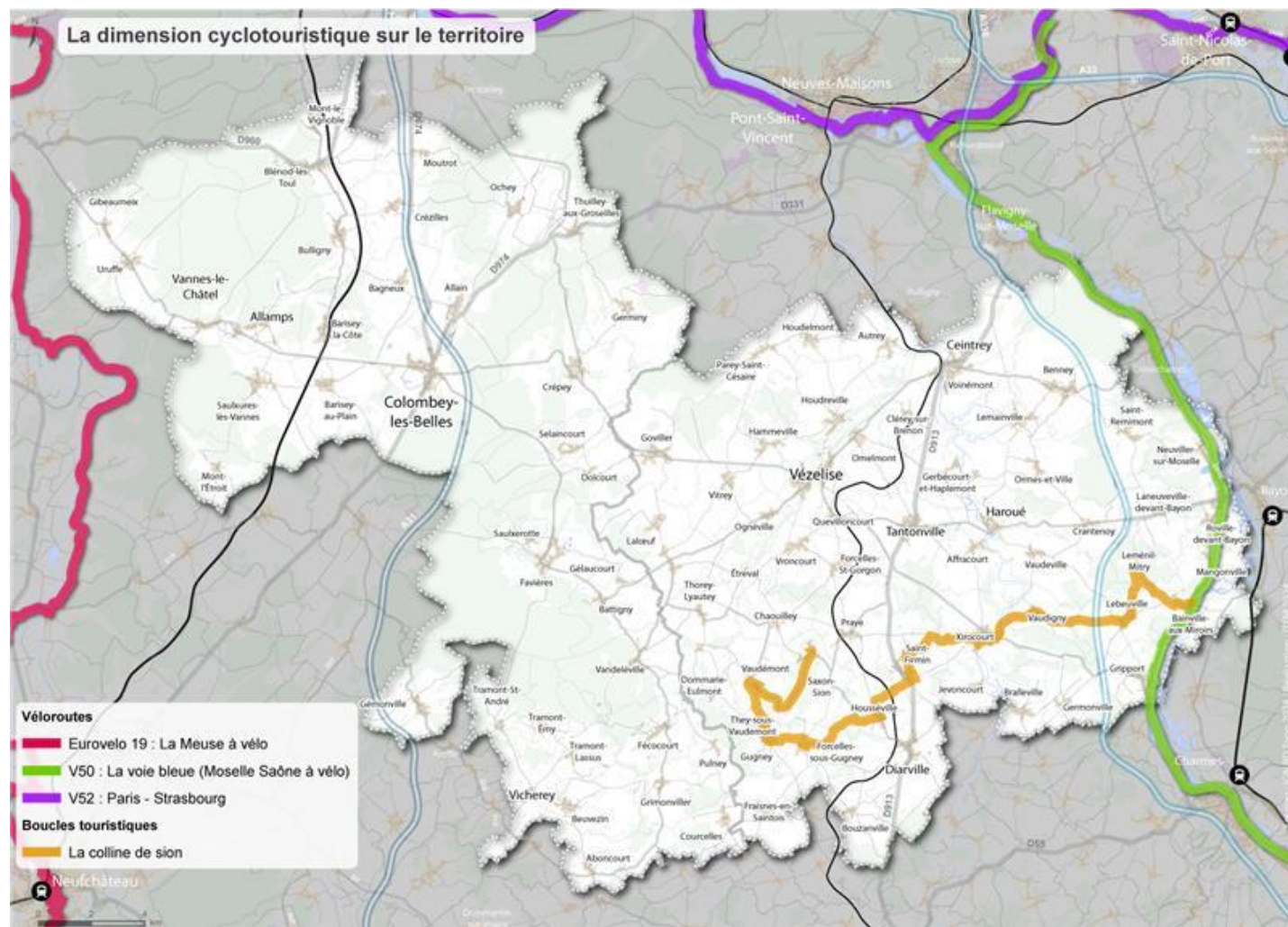
***Une étude démarrée en avril 2024 et finalisée en mai 2025
avec 3 phases techniques et 1 phase transversale de co-construction - concertation - suivi***



Synthèse du diagnostic cyclable

Un territoire à proximité de 3 itinéraires structurants nationaux

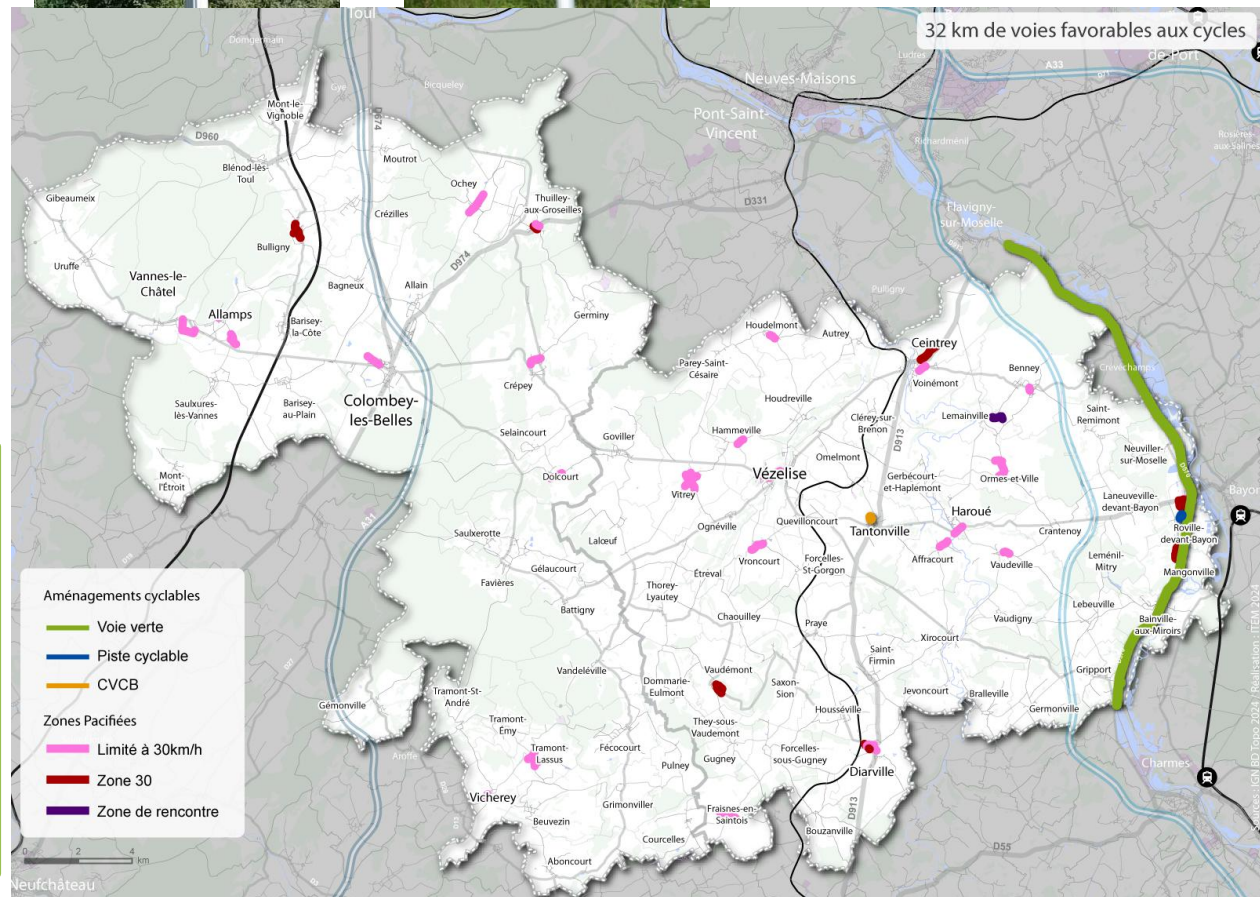
- ▶ **La Véloroute 50 « La voie Bleue »** aménagée en site propre (voie verte) traverse le territoire sur la frange Est au fil de la Moselle.
- ▶ **La Véloroute 52 « Paris – Strasbourg »** à proximité du territoire, aménagée dans la boucle de la Moselle.
- ▶ **L'Eurovélo 19 « La Meuse à vélo »** qui tangente l'Ouest du territoire entre Commercy et Neufchâteau, jalonnée sur des routes à faible trafic sans aménagement cyclable sécurisé.
- ▶ **La véloroute communautaire « la colline de Sion » de Saxon-Sion à Bainville-aux-Miroirs** jalonnée sur route à faible trafic.



Le lien entre les 2 CC et ces véloroutes sera questionné dans le cadre de l'élaboration du Schéma Cyclable.

14 km d'aménagements cyclables sur le territoire complétés par 18 km de zones pacifiées

- ▶ La **Voie Bleue** présente de **bonnes conditions de cyclabilité**. Les intersections avec les RD à fort trafic (D9 à Roville) sont sécurisées par une signalisation lumineuse « cycliste en approche ». Seules les barrières aux entrées de voie verte sont préjudiciables.
- ▶ Les rares aménagements cyclables présents sur le territoire (0,2 km) sont de **qualité moyenne, voire mauvaise**.
- ▶ La **Voie Bleue est jalonnée** (indication des communes proches) ainsi que **l'itinéraire vers la colline de Sion**.



Quelques services à destination des cyclistes



Présent



Présent mais peu développé



Absent

Services	Présence	Description
Stationnement vélo		190 places de stationnement vélos relevées, essentiellement près des écoles et mairies. 95 % sous forme de racks (type de stationnement à éviter)
Location de vélos		
Aide à l'achat		Aide régionale pour les vélos spécifiques : vélocargo (500 €), vélo adapté (jusqu'à 3000 €), kit conversion (200 €). Pas d'aide des collectivités en complément.
Location solidaire de vélos		La CCPS propose à la location 2 vélos à assistance électrique aux actifs ou personnes en recherche d'emploi n'ayant pas le permis de conduire ou pas encore de véhicule (via l'association APIC54). Sur la CCPCST La Fabrique met à disposition des VAE et voitures sans permis
Evènements festifs autour du vélo		
Information sur le vélo utilitaire		
Atelier de réparation		
Vélobus et écomobilité scolaire		SRAV sur la CCPCST proposé par la CCPCST et la structure NOOBA (Contrat Territorialisé de Jeunesse et d'Education Populaire) : 1 session de 3 demi-journées en avril 2024 suivie par 15 jeunes.
Borne relais technique		
Association locale de promotion du vélo		Présence uniquement d'associations cyclosporives (ex : « Les VTTistes du Saintois »)



Un usage du vélo essentiellement tourné vers les loisirs et le cyclotourisme

► Selon les données éco-compteurs de la Voie Bleue :

- A Grippont 27 000 passages en 2023 +/- 5 000 / mois en été)
- A Flavigny, 46 000 passages en 2023 (+/- 6 à 8 000 / mois en été)

- La seule véritable **pratique utilitaire** du vélo a été constatée au niveau des **établissements scolaires** : 22 élèves à vélo ou trottinette constatés sur 9 établissements (dont 10 à l'école de Colombey).

Pratique sportive à Barisey-au-Plain



Pratique cyclotouristique à Roville-devant-Bayon



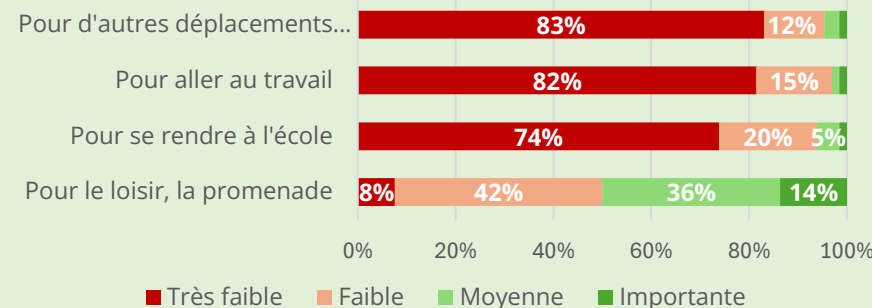
Ecole de Chaouilley



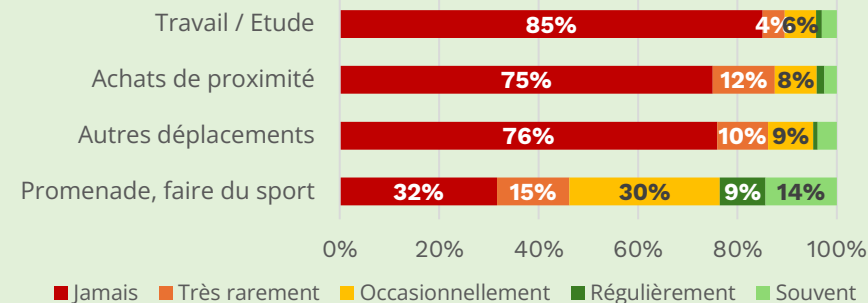
2 vélos à l'école maternelle de Diarville



Intensité de la pratique du vélo (élus) Pays de Colombey et Pays du Saintois

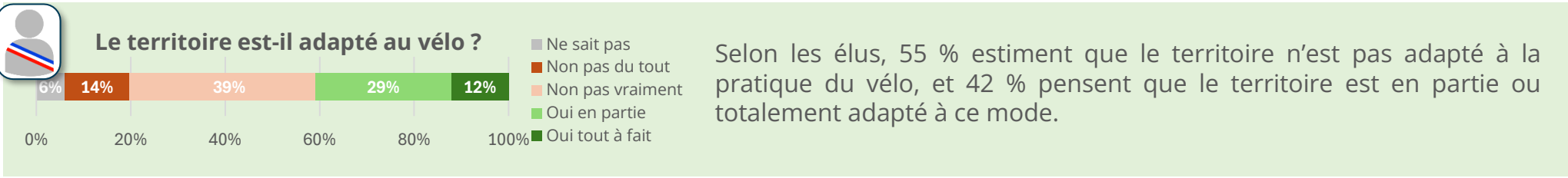
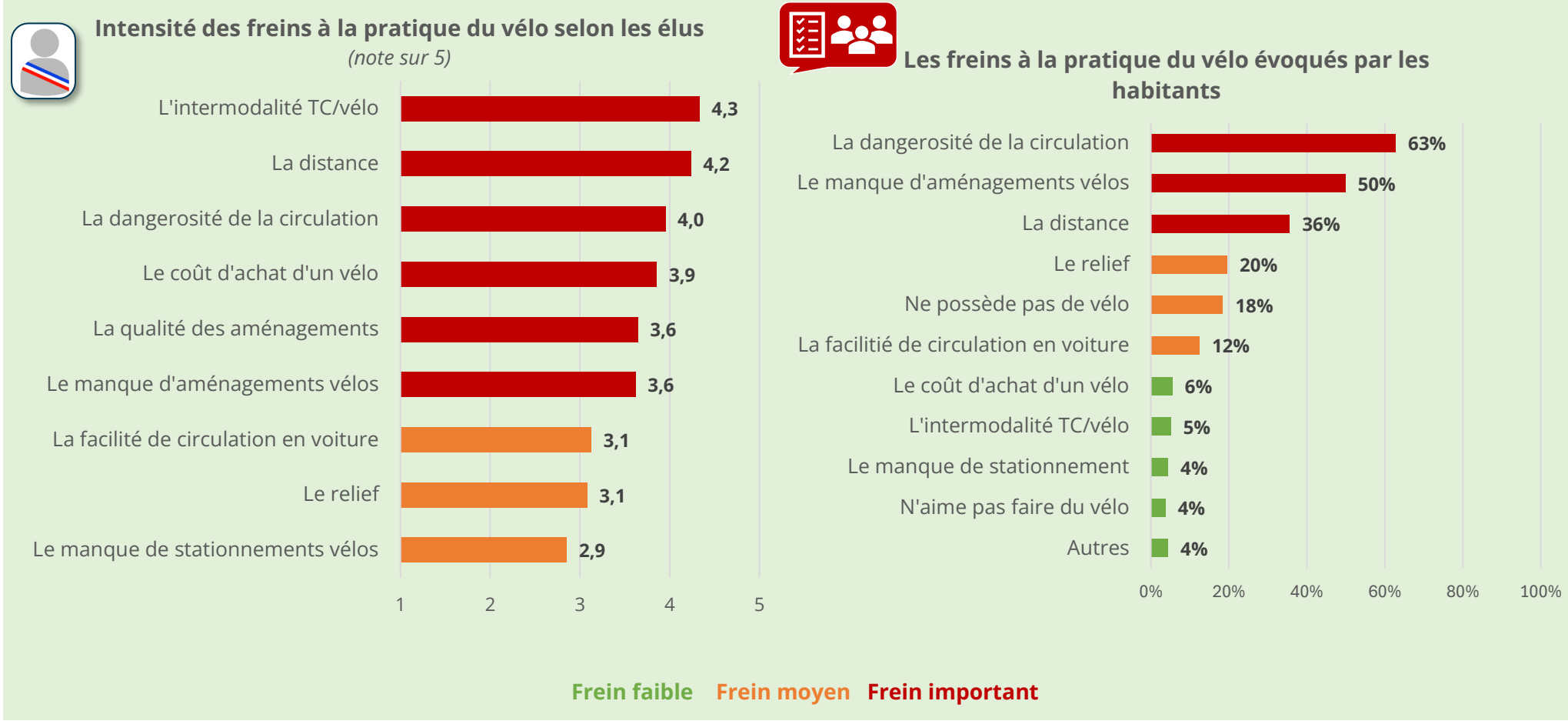


Fréquence d'utilisation du vélo (population)



Les enquêtes confirment la **faible pratique du vélo pour des déplacements du quotidien**. La pratique du vélo constatée est tournée vers **les loisirs et la promenade** (cyclotourisme, cycloport...).

La dangerosité et le manque d'aménagements : principaux freins à la pratique du vélo



3 habitants sur 5 à moins de 30 min à vélo électrique d'une polarité principale du territoire

- La position centrale des 2 principales polarités sur chaque CC offre une bonne accessibilité depuis les communes :

- 63 % de la population des deux CC vit à moins de 30 min à vélo électrique d'un pôle (Colombey-les-Belles ou Vézelize)
- Et 1 habitant sur 5 à moins de 12 min à vélo (3 km)

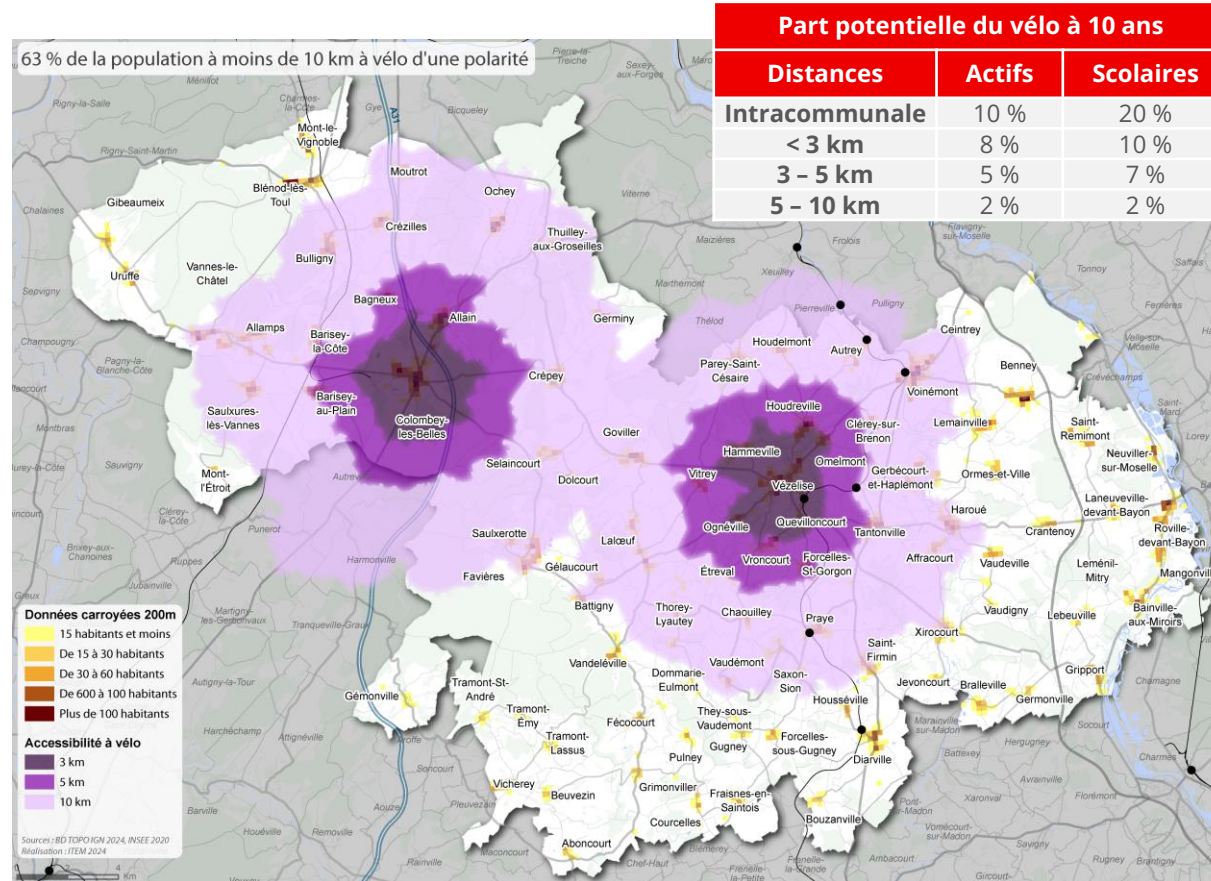
- Concernant les déplacements d'actifs et de scolaires (INSEE) :

- 2 206 actifs du territoire parcourent moins de 3 km pour aller travailler et 3 427 moins de 10 km
- 1 827 sont scolarisés à moins de 3 km de leur domicile, et 3 309 à moins de 10 km.

- Ainsi en appliquant des parts modales cibles sur ces flux (< 10 km), le potentiel d'utilisation du vélo chez les actifs et scolaires est estimé à environ 2 380 personnes.

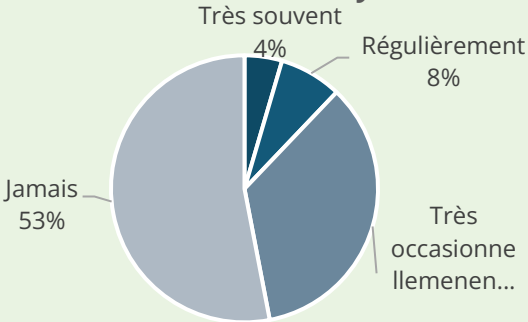
+ le potentiel lié aux autres motifs : en moyenne dans les territoires ruraux, 44 % des déplacements font moins de 5 km.

	Population à moins de...		
Pôle	3 km (10-12 min)	5 km (15-20 min)	10 km (30 min en VAE)
Colombey-les-Belles	7%	10%	30%
Vézelize	9%	13%	13%
Total	17%	22%	63%



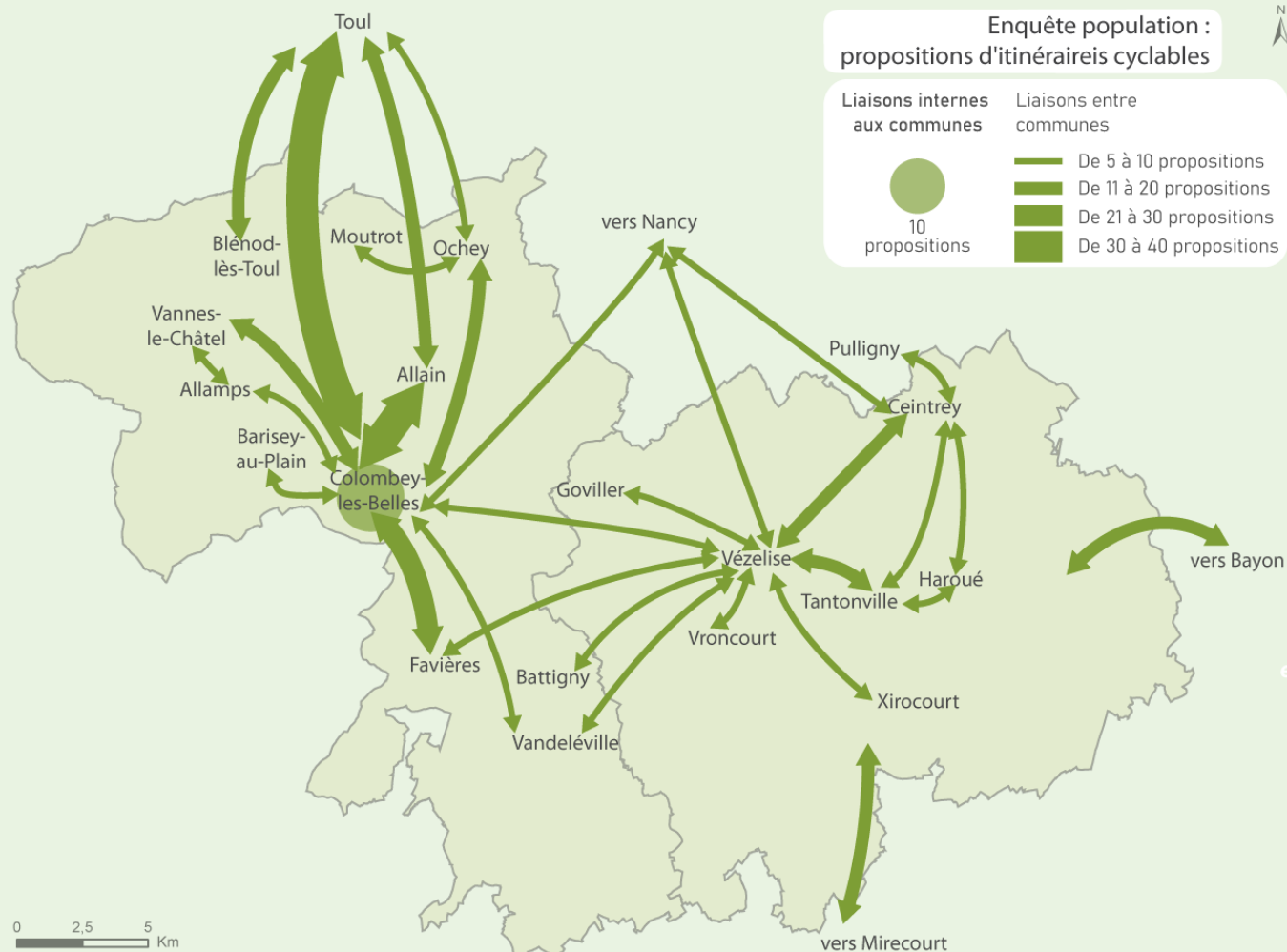
Des attentes en termes de liaisons cyclables

Demandes des administrés pour la création de liaisons cyclables



Les réflexions et projets des communes :

- Liaison entre Vannes-le-Châtel et les communes limitrophes liée à la future école (RPI)
- Le long de la RD à Goviller
- Vers Bayon
- Vers Favières et Ochey sur les anciennes voies ferrées de l'OTAN





Rappel de la co- construction du maillage

2 ateliers pour définir le maillage du Schéma Directeur Cyclable



Atelier 1 :

Le 24 septembre

17 participants répartis en 3 sous-groupes



Atelier 2 :

Le 10 octobre

24 participants répartis en 4 sous-groupes



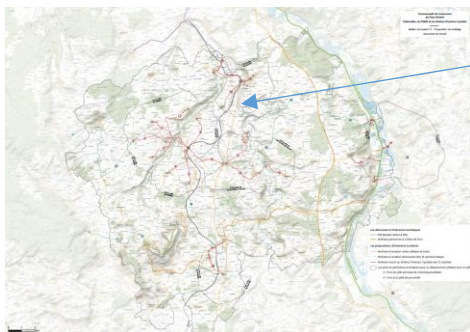
Ces ateliers ont réuni des élus des communes et de la CCPS, des représentants des partenaires institutionnels (Région, Département, CC voisines), des habitants.

4 principes de définition

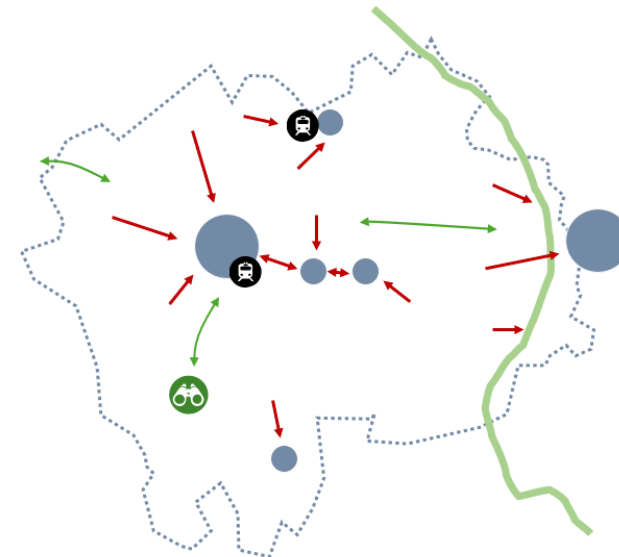
► Le maillage cyclable proposé répondait à 3 principes :

- Des liaisons intercommunales pour des déplacements du quotidien et de loisirs (5 km autour de Vézelize et Bayon, 3 km autour des pôles de proximité)
- La prise en compte des futures gares
- Des liaisons de loisirs (pour relier les véloroutes, vers la colline de Sion...).

► Un travail sur carte A0 du territoire et accompagnée de grilles de réponses



N°	Libération	Informations	Choix	Justification
14	Maillage de Cerny et de Vézelize	A Cerny : Grande Rue A Vézelize : Rue sur Tête, Rue de la Gare, Rue du Moulin, Rue de la Gare	<input checked="" type="checkbox"/> Valable <input checked="" type="checkbox"/> Modifier <input checked="" type="checkbox"/> Supprimer	
15	Certains axes de Cerny	Par la Route d'Elzette et la D908 (S44) 1000 m La D908 vers Pailly et Cerny sentier agricole à destination	<input checked="" type="checkbox"/> Valable <input checked="" type="checkbox"/> Modifier <input checked="" type="checkbox"/> Supprimer	
16	Cerny sur Brenon	Par les chemins et D913 700 m (S44) 1000 m	<input checked="" type="checkbox"/> Valable <input checked="" type="checkbox"/> Modifier <input checked="" type="checkbox"/> Supprimer	



Atelier 1 :

- Juger de la pertinence des liaisons proposées
- Retenir, modifier, écarter, ajouter....

Une synthèse intermédiaire

Atelier 2 :

- Arbitrer les itinéraires n'ayant pas fait consensus
- Identifier des préconisations d'aménagement

Une phase d'arbitrage/validation

Différents usagers du vélo avec des besoins en aménagements différents

► Des usages « **utilitaires** » :

- Un motif précis génère ce déplacement : **travail, achat, RDV ...**
- Pour le plus grand nombre, **un trajet utilitaire peut être réalisé à vélo si :**
 - **La distance est inférieure à 8 km** (moins de 5 km est l'aire de chalandise prioritaire) **éventuellement étendue à 10 km avec un VAE** (vélo à assistance électrique);
 - **Le temps de trajet ne dépasse pas 30 min ;**
 - **Un stationnement sécurisé est présent** à destination.
- Outre sa faisabilité « physique », il s'agit pour un cycliste de trouver le meilleur compromis entre **EFFICACITÉ et SÉCURITÉ**.
 - trajet le plus **direct**, avec le **moins de dénivelé**, un **faible trafic** ou des **aménagements séparés**, une **présence humaine** et de **l'éclairage** la nuit



► Différents usages du vélo liés aux **loisirs** :

- **Une pratique loisir / promenade** : parcours sécurisés (voies vertes, chemin et route à faible trafic...) sans forcément un itinéraire précis, avec trajet en boucle.
- **Une pratique liée au cyclotourisme** : recherche de qualité paysagère, d'un parcours apaisé sur des aménagements dédiés (véloroute et voie verte) de bonne qualité, continus et signalés.
- Une **pratique cyclosportive** : privilégie les routes existantes (avec un revêtement roulant et de qualité), sans recherche d'aménagements dédiés.

Synthèse du travail des 2 ateliers

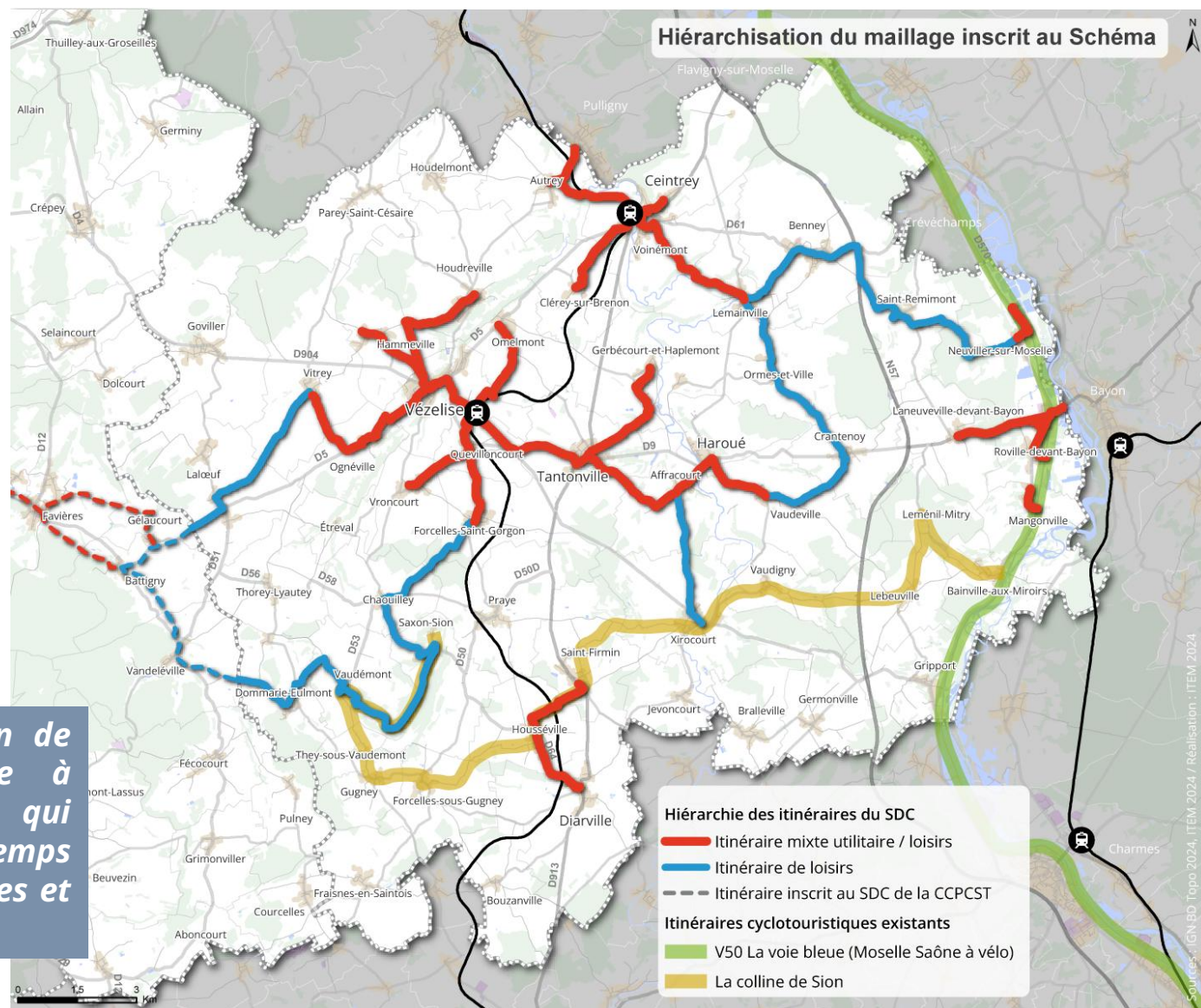
► 26 itinéraires et variantes proposés initialement par le BE au 1^{er} atelier :



Le maillage global retenu au Schéma validé lors du COPIL de phase 2

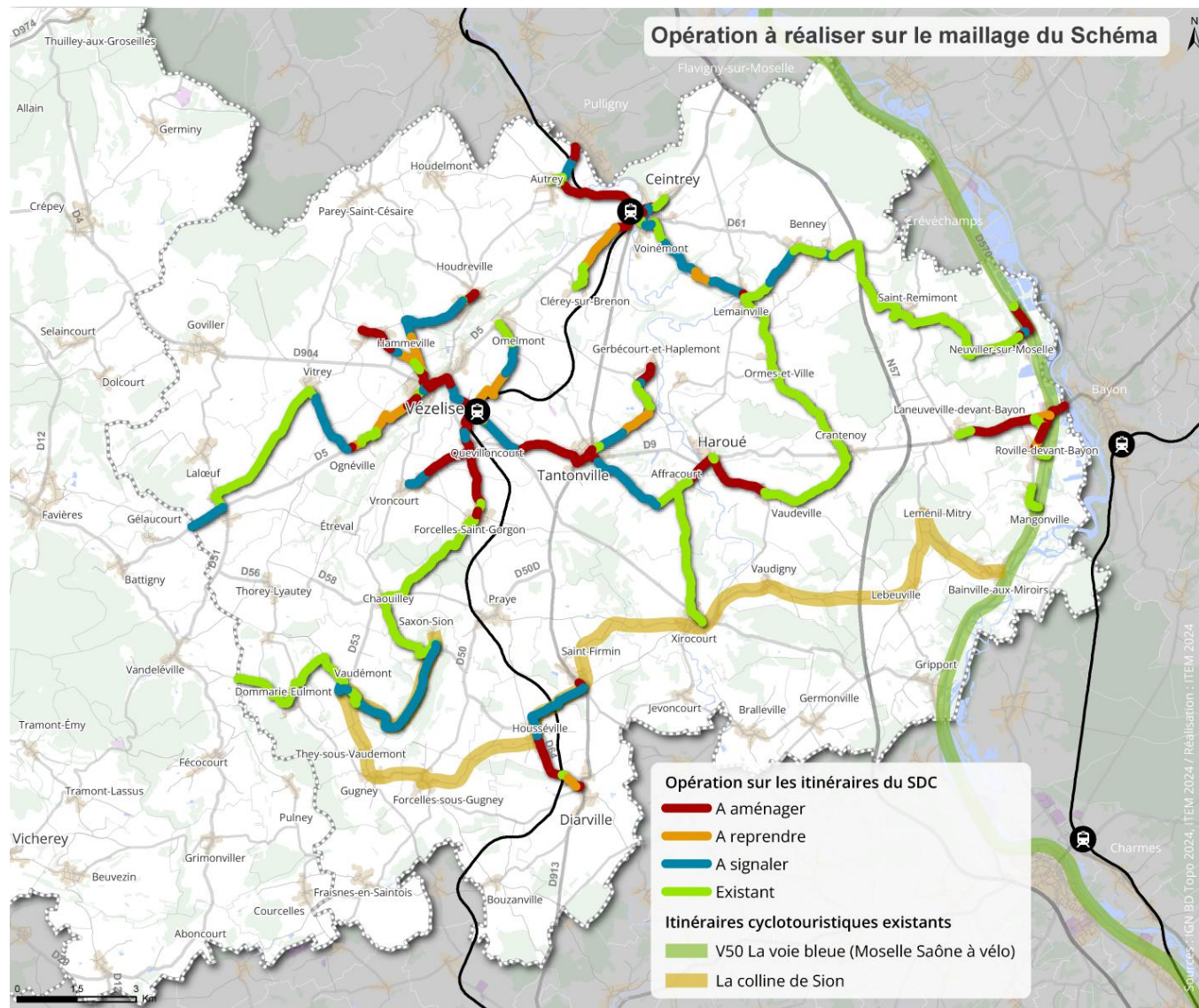
- ▶ **Un maillage cyclable découpé en 30 itinéraires** eux-mêmes découpés en **237 tronçons**.
- ▶ **96 km** d'itinéraires cyclables
- ▶ Un **maillage hiérarchisé** en fonction de la **vocation** des itinéraires :
 - **Les itinéraires structurants** à vocation mixte utilitaire et loisir (55 km) ;
 - **Les itinéraires à dominante touristique / loisirs** (41 km).

Un maillage qui traduit l'ambition de développer la pratique cyclable à l'échelle intercommunale, mais qui nécessitera d'être phasé dans le temps au regard des contraintes techniques et des priorités budgétaires.



Opération à réaliser sur le maillage global ?

- ▶ **Sur les 96 km** d'itinéraires cyclables de la CCPS :
- **Env. 44 km** ont des aménagements déjà existants
- **Env. 23 km** demandent uniquement du marquage et/ou de la signalisation (pas de travaux de voirie)
- **Env. 8 km** sont sur des chemins existants mais nécessitant d'être réaménagés
- **Env. 22 km** sont à aménager (pas de chemin ou d'aménagement pré-existant)

















Les préconisations d'aménagements

Définition des aménagements

- ▶ Aménager un itinéraire vélo, ce n'est pas réaliser des pistes cyclables partout !
- ▶ Il s'agira d'utiliser le **panel d'aménagements cyclables** disponible selon le contexte, le besoin (potentiel) et l'usage (utilitaire, mixte...).
- ▶ Un souhait émis en atelier d'aller principalement sur des **aménagements légers sur les routes à faible trafic** de type route partagée ou route à accès restreint.

 V85 VITESSE LIMITE RÉELLEMENT PRATIQUÉE	 TRAFIC MOTORISÉ EN UNITÉS DE VÉHICULE PARTICULIER PAR JOUR (DANS LES DEUX SENS)	DÉBIT CYCLISTE SOUHAITÉ (EN NOMBRE DE VÉLOS PAR JOUR)			
		   	  	 	
		RÉSEAU CYCLABLE SECONDAIRE (TRAFIC INFÉRIEUR À 750 CYCLISTES/JOUR)	RÉSEAU CYCLABLE PRINCIPAL (TRAFIC COMPRIS ENTRE 500 ET 3000 CYCLISTES/JOUR)	RÉSEAU CYCLABLE À HAUT NIVEAU DE SERVICE (TRAFIC >2000 CYCLISTES/JOUR)	
30 KM/H OU MOINS	< 2000	Trafic mixte	Vélorue ou trafic mixte	Vélorue ou piste cyclable	Piste cyclable
	2000 À 4000		Bande cyclable ou trafic mixte		
	> 4000	Piste ou bande cyclable			
50 KM/H	< 1500	Trafic mixte			Piste cyclable
	1500 À 6000	Piste ou bande cyclable			
	> 6000				
70/80 KM/H	< 1000	Trafic mixte	Piste cyclable/voie verte/bande cyclable/ bande dérivée de droite		Piste cyclable
	1000 À 4000	Piste cyclable/voie verte/bande cyclable/ bande dérivée de droite	Piste cyclable ou voie verte		



Classification des aménagements en 3 familles

**3 niveaux d'aménagement en faveur des cycles
à adapter suivant la typologie de la chaussée, le niveau de trafic ...**

- Les aménagements en site propre**



Piste cyclable, voie verte, route à accès restreint

- Les aménagements sur chaussée**



Bande cyclable, chaudiou, ...

- Les aménagements en voirie partagée**



Zone 30, Zone de rencontre, Route partagée, Vélorue, double sens cyclable...

Typologies d'aménagement

Les sites propres

Les pistes cyclables



Chaussée **réservée aux cycles** et physiquement séparée de la circulation motorisée. De 100 k€ / km à 700 k€ / km

Les voies vertes et chemins non revêtus



Réservée à la circulation des véhicules non motorisés, des piétons, cavalier (selon les cas). Des niveaux d'aménagements différents (revêtement etc...) en fonction de la localisation, des usages... Coûts très variables selon la base de départ jusqu'à plus de 500 k€ / km en cas de création ex-nihilo avec travaux importants.

Des routes à accès restreint (statut de voies vertes)

En **fermant certaines voies secondaires à la circulation générale** (sauf ayants droits : riverains, agriculteurs...) en les dédiant aux modes actifs. Selon les cas et configurations un système de barrières/bornes peut permettre de créer deux impasses de chaque côté, sans possibilité de trajet direct pour les automobiles.

Des quasi-sites propres à moindre coût !



Typologies d'aménagement : Les aménagements sur chaussée

Les bandes cyclables

Voie sur la chaussée exclusivement réservée aux cycles sur une chaussée identifiée par un marquage.
De 30 k€ / km pour du simple marquage à 300 k€ / km en cas de reprise de chaussée globale



La chaussée à voie centrale banalisée (CVCB)

Voie où les véhicules motorisés circulent sur une voie centrale et les cyclistes sur les bandes de rive.
De 30 à 100 k€ / km en cas de reprises mineures de la chaussée, type de marquage et revêtement ...



Typologies d'aménagement : Le partage de la voirie et la pacification

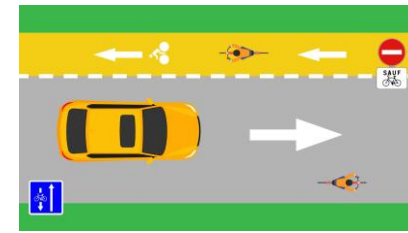
La zone pacifiée (zone 30, zone de rencontre)



Ces chaussées **sont à double sens pour les cyclistes**. Coûts très variables entre simple signalisation, intégration de dispositif de ralentissement type plateaux piétons ... jusqu'à retraitement globale de l'emprise et de la voirie)



Zone 30 en sens unique avec contresens cyclables



Route à faible trafic où cohabitent cyclistes et automobilistes

Avec une signalisation horizontale et parfois verticale qui rappelle la présence de cyclistes.

La vélorue

Il s'agit de donner **une priorité relative aux cyclistes sur le trafic motorisé**. Le cycliste se positionne au milieu de la voie et est légitimé par du marquage au sol.



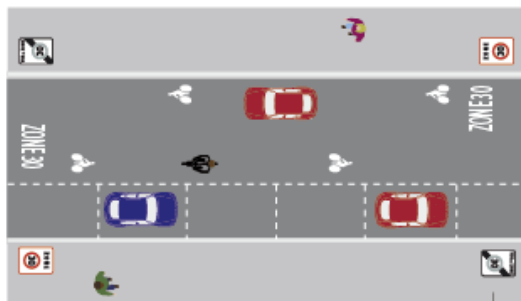
- ▶ Sur les **237 tronçons** du maillage, une **préconisation** a été faite en lien avec le potentiel, la vocation, le trafic et le profil de la voirie.
- ▶ Elle s'appuie sur les **préconisations générales du CEREMA**

Exemple :

3 tronçons de voirie distincts et
3 préconisations d'aménagement



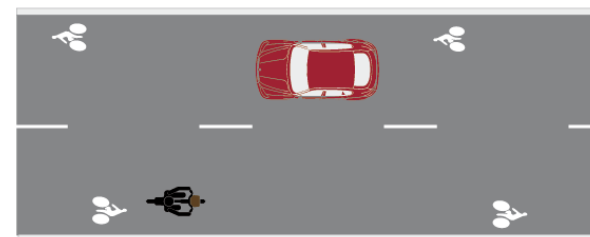
Aménagement préconisé :
Zone 30



Aménagement préconisé : Voie verte



Aménagement préconisé :
Route partagée





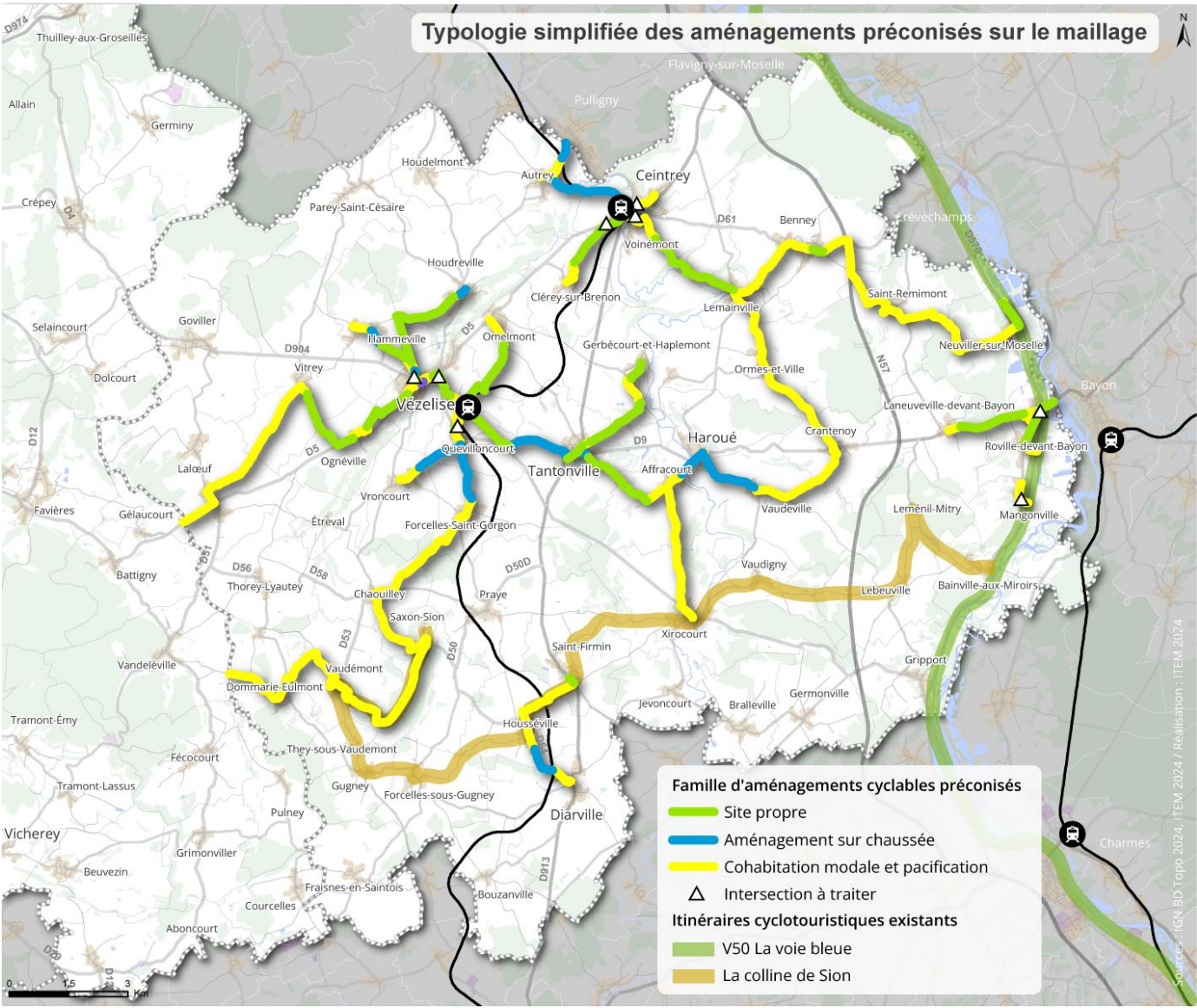
Des préconisations et non des prescriptions définitives

- ▶ Ces préconisations représentent **un avis technique** (pour réaliser le chiffrage estimatif) **défini sur la base des données et l'état des connaissances lors de la réalisation du schéma.**
- ▶ Lors de la mise en œuvre opérationnelle, les choix définitifs de l'aménagement sont susceptibles d'évoluer et ce pour plusieurs raisons :
 - Si des contraintes techniques, géotechniques, foncières, des coûts trop importants révélés lors des études de faisabilité... sont identifiées. Soit il pourra être réalisé un autre type d'aménagement, soit si des contraintes ne peuvent être surmontées, cela pourra nécessiter une modification du tracé car le schéma n'est pas un document opposable !
 - Selon les choix de la collectivité sur des types d'aménagements préférentiels (exemple : préférence pour des pistes cyclables au lieu de bandes cyclables ou chaudiou) **ou niveau d'aménagement**
 - En fonction de l'avis technique du gestionnaire de voirie (même s'il n'est pas le maître d'ouvrage dans la réalisation des aménagements ou le financeur, il reste souverain sur ses voies et devra approuver en amont des travaux qu'il autorise les choix techniques)
 - En fonction des moyens financiers disponibles (il peut être envisagé un aménagement moins qualitatif ou sécurisé, voire de transition si les moyens mobilisables par le maître d'ouvrage ne permettent pas l'aménagement optimal envisager au départ par exemple)
 -

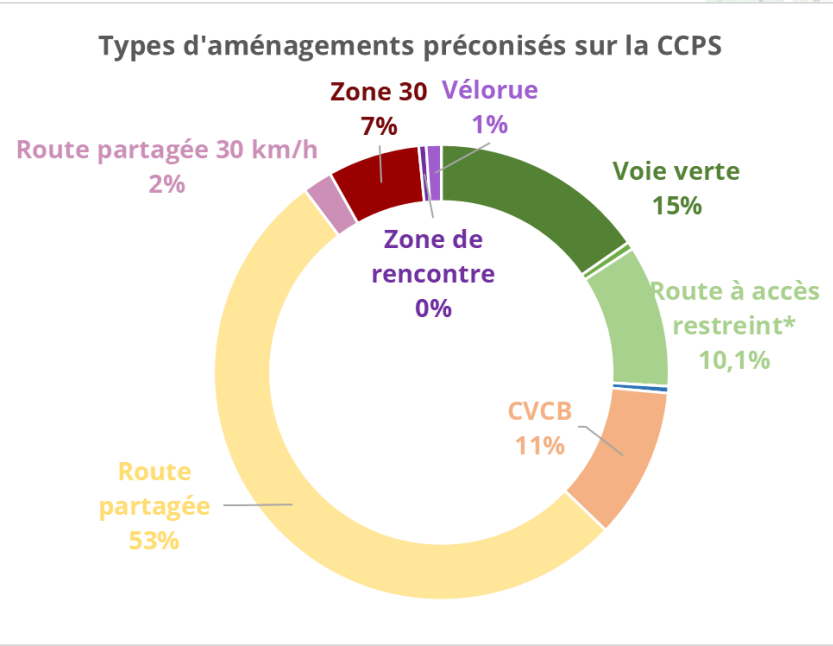
La typologie « simplifiée » des aménagements envisagés

► Sur près de 26% de l'ensemble du linéaire, les vélos seraient en site propre (ou quasi-site propre) pour circuler.

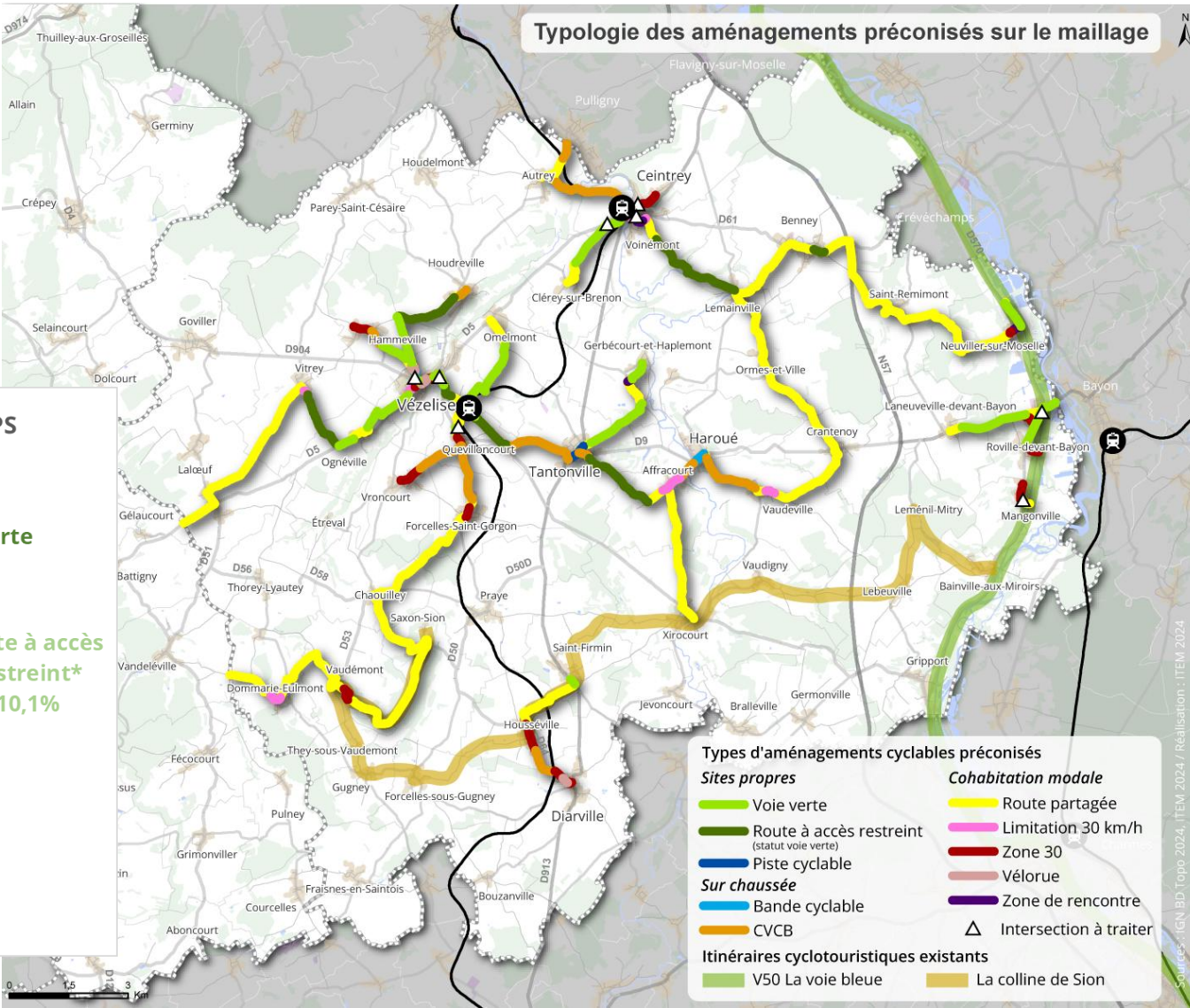
Aménagement...	Linéaire
... en site propre (ou quasi-site propre avec circulation des ayants-droits)	25 km (26%)
... sur chaussée	11 km (11%)
... de cohabitation modale	63 km (63%)



La typologie des aménagements envisagés



* Statut de voie verte





Le chiffrage global du Schéma Directeur Cyclable

► Sur la base des aménagements envisagés sur chaque tronçon de voirie sont proposés :

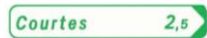
- Un chiffrage estimatif par ratio de chaque tronçon,
- décliné selon l'importance de l'intervention (*ex : création d'une voie verte sur un chemin existant, sur accotement....*)



Coûts par ratio au mètre linéaire (en € HT) pour les différents types d'aménagement (linéaire et franchissement) **ou à l'unité pour certains éléments** (écluses, plateaux piétons positionnés sur le linéaire, etc.)



Intégration des coûts de traitement de 8 intersections délicates sur des traversées de RD (marquage spécifique, création d'un ilot refuge...)



Coût de jalonnement par ratio au mètre linéaire selon la longueur de l'itinéraire et son type (milieu urbain ou rural)

- **La somme de chaque tronçon + des intersections fournit une estimation de coût par itinéraire et au global**
- **Les coûts estimatifs d'entretien** (balayage, désherbage, reprise du marquage, rénovation du revêtement...)

Mettre en place du jalonnement sur les itinéraires retenus au schéma en lien avec l'aménagement

► Objectifs :

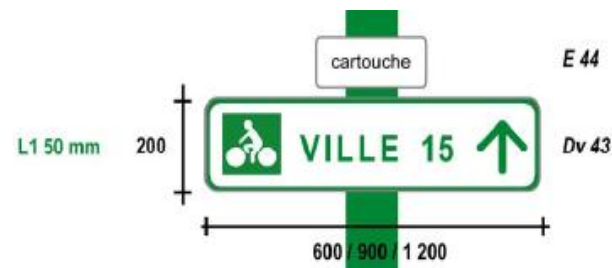
- **Guider le cycliste** tout au long de son parcours sur des **itinéraires** adaptés et sécurisés
- **Mettre en valeur** les infrastructures réalisées

► Les clés d'un jalonnement efficace :

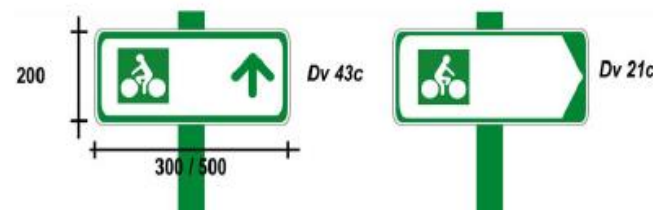
- **Uniformité** et **homogénéité** des panneaux
- **Simplicité** et **pertinence** des mentions jalonnées
- **Visibilité** des panneaux sur le réseau
- **Continuité** des itinéraires

Type de jalonnement	Coût
Jalonnement hors agglomération Directionnel uniquement	+/- 330 € HT/km
Jalonnement en agglomération Directionnel uniquement	+/- 1 500 € HT/km

Un coût total du jalonnement directionnel estimé à environ 67 k€ HT



Panneau de pré-signalisation sur le maillage mixte



Panneau simplifié (hors agglomération)



Indiquer les pôles générateurs et raisonner en distance / temps

Traiter les intersections délicates pour les cycles sur les itinéraires

- ▶ Dans le cadre du schéma 8 intersections délicates ont été identifiées sur les itinéraires pour faire le lien entre les différents tronçons :

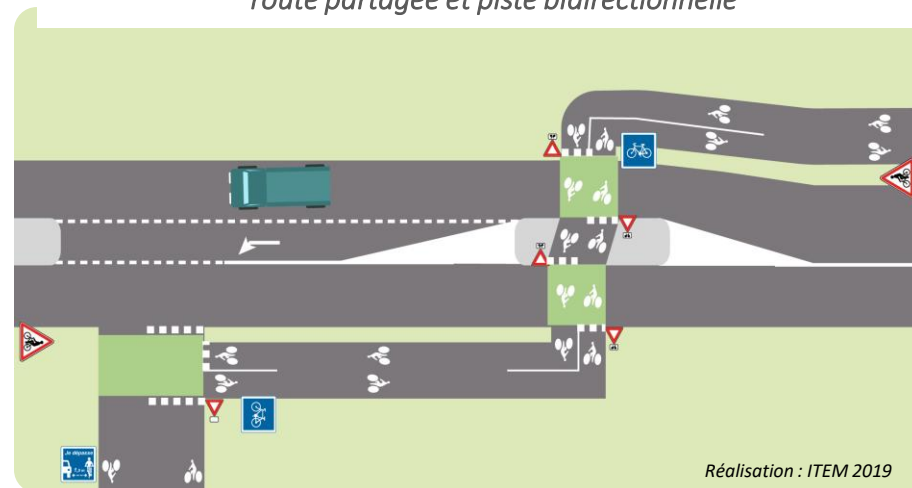
- ▶ Les opérations peuvent-être variées :

- Aménagement d'une traversée pour les cycles
- Matérialisation de la traversée existante pour les cycles
- Aménagement d'une piste à l'extérieur du giratoire
- Marquage vélo dans le giratoire
- Aménagement d'un ilot central
- Aménagement d'un carrefour à feux
- Création d'un SAS Vélo
- Réalisation d'un plateau piéton

- ▶ Les coûts associés aux traitements de chaque intersection sont intégrés dans le détail des itinéraires.

Un coût global estimé à 136 k€ HT

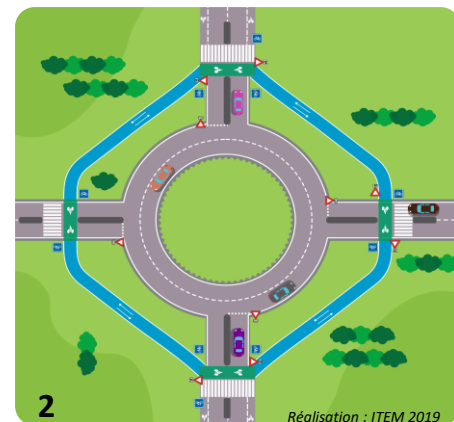
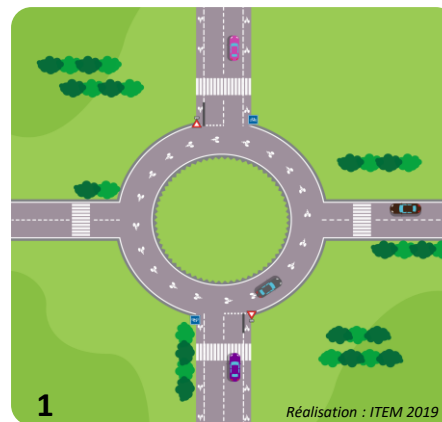
Exemple : gestion de l'intersection sur une route à fort trafic entre une route partagée et piste bidirectionnelle



Exemple : marquage ou aménagement d'un giratoire




Matérialiser des pictogrammes vélo au centre de l'anneau, ou sur le tiers extérieur si l'anneau a une largeur supérieure à 6 mètres

Giratoire de taille importante (rayon > 28 mètres) avec un trafic élevé. Il s'agit d'aménager une piste cyclable à l'extérieur de l'anneau



Un chiffrage estimatif de l'ordre de 5 M€ HT sur la base des aménagements préconisés

- ▶ **Le chiffrage global sur la base de préconisations d'aménagements représente un coût de l'ordre de 4,7 millions d'€ HT pour l'ensemble du linéaire de la CCPS** (ce montant s'entend hors coûts d'acquisitions foncières que pourrait impliquer la réalisation de certains aménagements).
- ▶ Ce chiffrage ne prend pas en compte les études et n'intègre pas les financements possibles, les travaux de mutualisation réalisables dans le cadre des programmes d'entretien et de réfection de voirie...

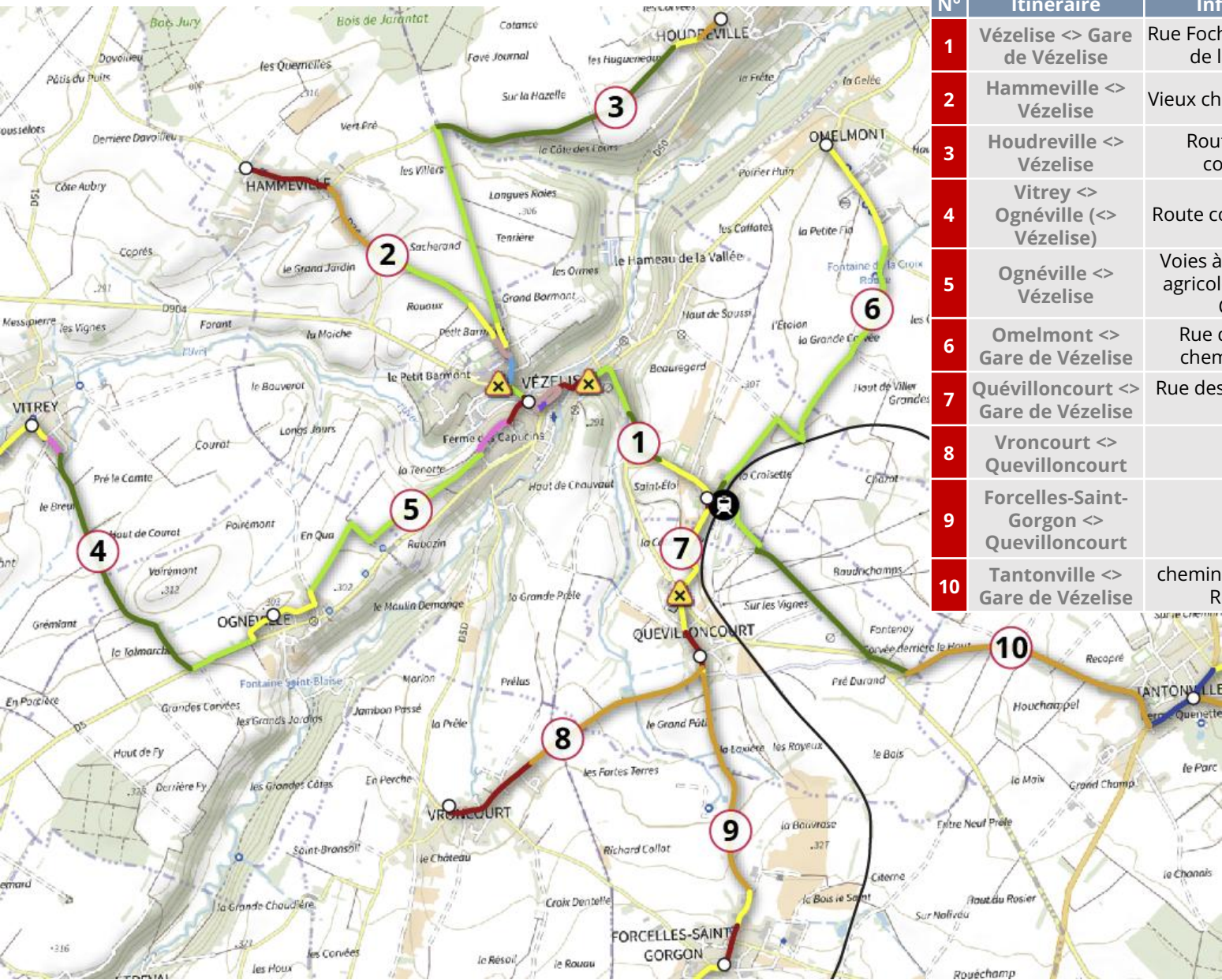
Détails des coûts HT	Coûts estimatifs global	Itinéraires structurants	Itinéraires touristiques
 Aménagement du linéaire	4,5 M€	+/- 4,5 M€	7 k€
 Traitement des intersections	+/- 136 k€	+/- 136 k€	-
 Installation du jalonnement	+/- 67 k€	+/- 41 k€	+/- 26 k€
Total	4,7 M€ HT		
	Sur 10 ans	468 k€ / an	Une vision long terme !
	Sur 15 ans	312 k€ / an	
	Sur 20 ans	234 k€ / an	

- **Un coût moyen d'aménagement de 88 € HT/ml** (hors linéaire existant et hors jalonnement).
- **Les coûts d'entretien à terme : +/- 104 k€ HT/an**

Zoom sur les types de revêtement des voies vertes et chemins cyclables

Revêtement	Illustration	Description	Prix (m ²)	Durée de vie moyenne	Cout annuel / km		
					Entretien régulier	Investissement (voie verte de 3 m)	Total
Stabilisé non renforcé		Granulats de très petit diamètre, compacté lors de sa mise en œuvre, sans liant.	15 €/m²	6 ans	5 k€/an	7,5 k€/an	12,5 k€/an
Stabilisé renforcé		Stabilisé par un liant minéral (chaux, pouzzolanique, à base de sel, ciment hydraulique, organo-minéral...)	35 €/m²	15 ans	3 k€/an	7,0 k€/an	10 k€/an
Enrobé bitumineux coulé à froid		Mélange de graviers, de sable et de bitume (appliqué à température ambiante)	25-35 €/m²	20 ans	2 k€/an	4,5 k€/an	6,5 k€/an
Enrobé bitumineux coulé à chaud		Mélange de graviers, de sable et de bitume (mélangé à 180°C et coulé à chaud)	40-60 €/m²	25 ans	2 k€/an	6 k€/an	8 k€/an
Enrobé végétal		le bitume est remplacé par un liant issu de plantes oléagineuses	40-50 €/m²	20 ans	2 k€/an	6,8 k€/an	8,8 k€/an

Secteur Vézelize



N°	Itinéraire	Informations	Longueur	Coût
1	Vézelize <> Gare de Vézelize	Rue Foch, Av Leclerc, Rue de la Grimpette	1,94 km	153 800 €
2	Hammeville <> Vézelize	Vieux chemin de Vézelize	2,41 km	137 900 €
3	Houdreville <> Vézelize	Route et chemin communaux	3,90 km	171 700 €
4	Vitrey <> Ognéville (< Vézelize)	Route communale et D5	2,64 km	105 200 €
5	Ognéville <> Vézelize	Voies à créer, chemins agricoles, Montée des Capucins	2,04 km	318 800 €
6	Omelmont <> Gare de Vézelize	Rue de la Feuillée, chemins agricoles	2,87 km	165 100 €
7	Quévilloncourt <> Gare de Vézelize	Rue des Tilleuls, Rue de la Gare	1,08 km	32 500 €
8	Vroncourt <> Quévilloncourt	D53	1,81 km	19 600 €
9	Forcelles-Saint-Gorgon <> Quévilloncourt	D50	1,92 km	25 600 €
10	Tantonville <> Gare de Vézelize	chemins agricoles, Clos Renard, D9	3,89 km	303 500 €

- Types d'aménagements cyclables préconisés
- Sites propres**
- Voie verte
 - Route à accès restreint (statut voie verte)
 - Chemin non revêtu (statut voie verte)
- Sur chaussée**
- Bande cyclable
 - CVCB
- Cohabitation modale**
- Route partagée
 - Limitation 30 km/h
 - Zone 30
 - Zone de rencontre
 - Vélorue
- Intersection à traiter**
- Itinéraires cyclotouristiques existants**
- V50 Moselle Saône à vélo
 - Itinéraire de la Colline de Sion

Liaison Vitrey <=> Battigny

N°	Itinéraire	Informations	Longueur	Coût
4	Vitrey <=> Ognéville (<=> Vézelize)	Route communale	2,64 km	105 200 €
32	Vitrey <=> Battigny (CCPCST)	D51 et D5	5,10 km	3 600 €

Types d'aménagements cyclables préconisés

Sites propres

- Voie verte
- Route à accès restreint (statut voie verte)
- Chemin non revêtu (statut voie verte)

Sur chaussée

- Bande cyclable
- CVCB

Cohabitation modale

- Route partagée
- Limitation 30 km/h
- Zone 30
- Zone de rencontre
- Vélorue

- Intersection à traiter

Itinéraires cyclotouristiques existants

- V50 Moselle Saône à vélo
- Itinéraire de la Colline de Sion



Secteur Tantonville et Haroué

Types d'aménagements cyclables préconisés

Sites propres

- Voie verte
- Route à accès restreint (statut voie verte)
- Chemin non revêtu (statut voie verte)

Sur chaussée

- Bande cyclable
- CVCB

Cohabitation modale

- Route partagée
- Limitation 30 km/h
- Zone 30
- Zone de rencontre
- Vélorue

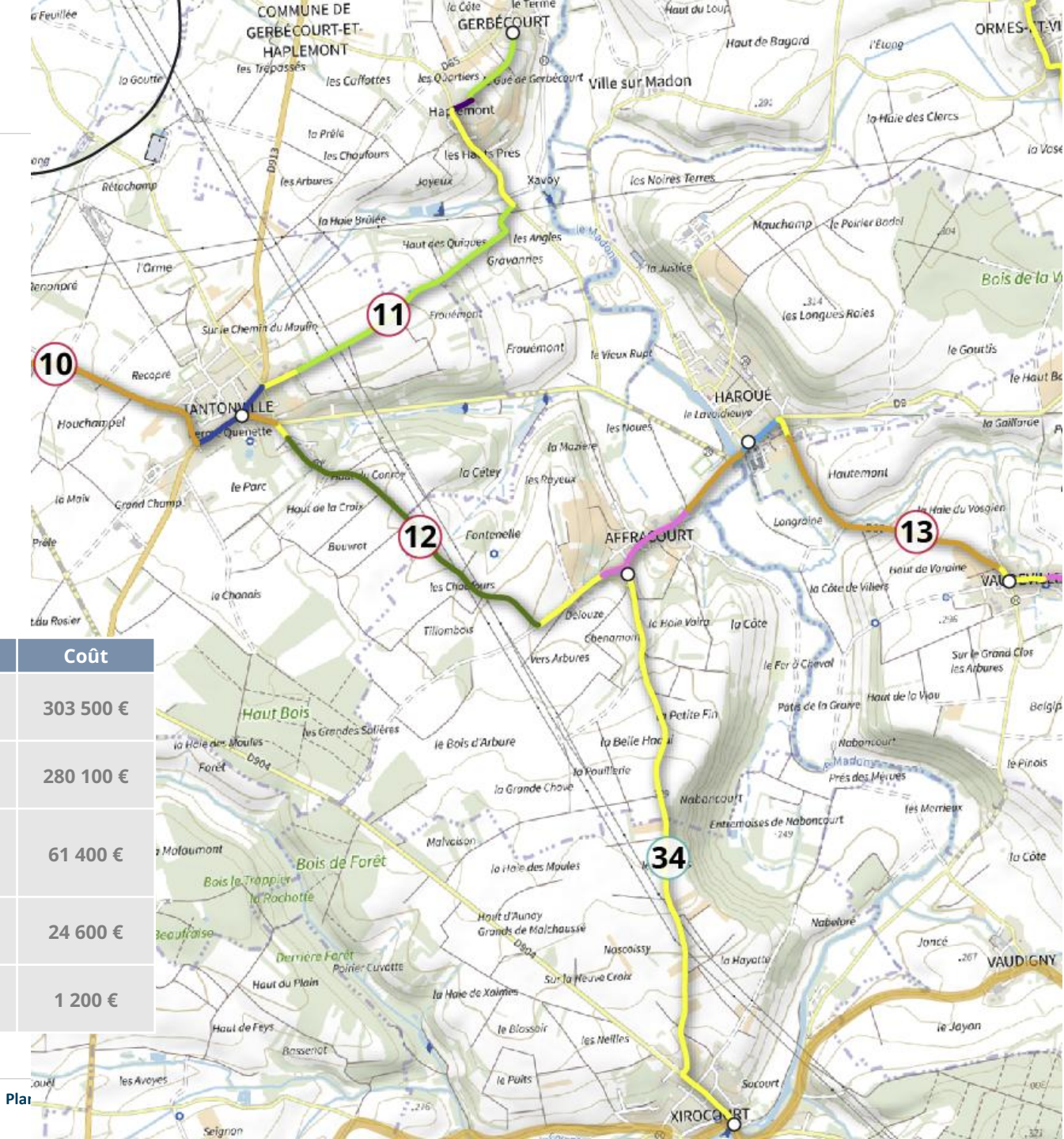


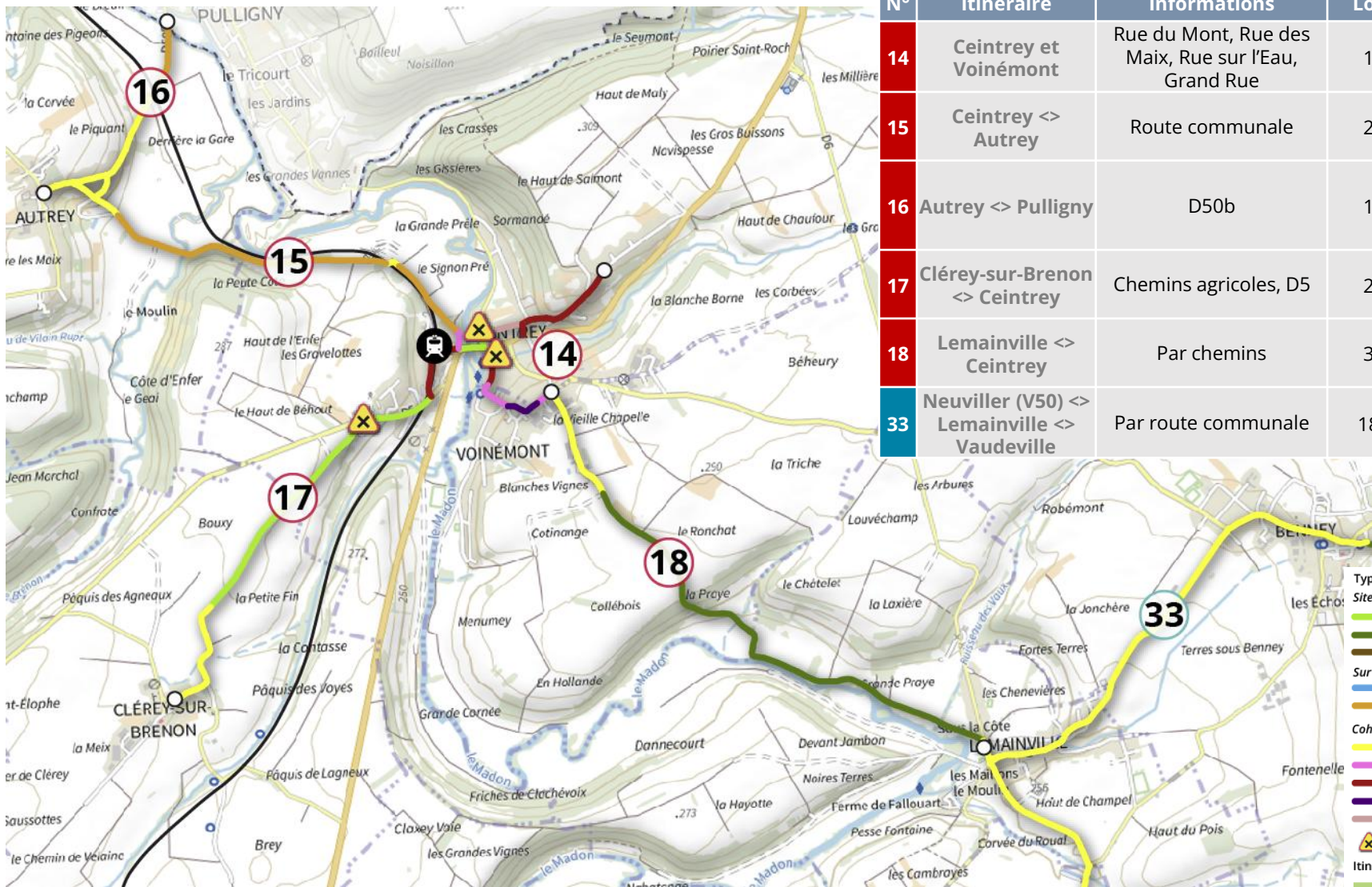
Intersection à traiter

Itinéraires cyclotouristiques existants

- V50 Moselle Saône à vélo
- Itinéraire de la Colline de Sion

N°	Itinéraire	Informations	Longueur	Coût
10	Tantonville <> Gare de Vézelize	chemins agricoles, Clos Renard, D9	3,89 km	303 500 €
11	Gerbécourt <> Tantonville	Rue du Château, chemins agricoles	3,24 km	280 100 €
12	Tantonville <> Affracourt <> Haroué	Route communale et D6	4,13 km	61 400 €
13	Haroué <> Vaudeville	D67	1,81 km	24 600 €
34	Xirocourt <> Affracourt	Par route communale	3,50 km	1 200 €

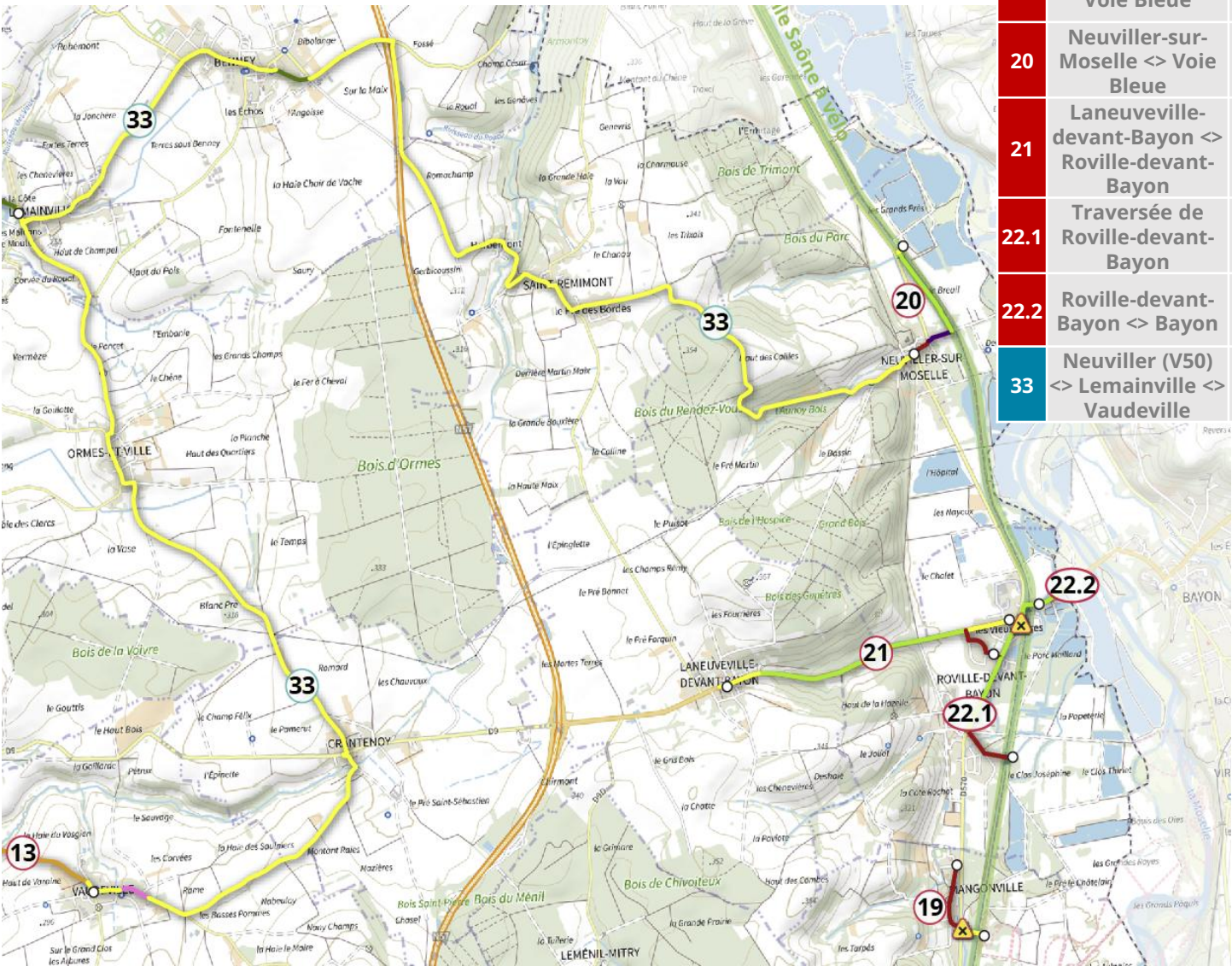




N°	Itinéraire	Informations	Longueur	Coût
14	Ceintrey et Voinémont	Rue du Mont, Rue des Maix, Rue sur l'Eau, Grand Rue	1,78 km	1 098 500 €
15	Ceintrey <> Autrey	Route communale	2,57 km	31 100 €
16	Autrey <> Pulligny	D50b	1,35 km	7 400 €
17	Clérey-sur-Brenon <> Ceintrey	Chemins agricoles, D5	2,54 km	218 500 €
18	Lemainville <> Ceintrey	Par chemins	3,30 km	110 200 €
33	Neuville (V50) <> Lemainville <> Vaudeville	Par route communale	18,23 km	16 600 €

- Types d'aménagements cyclables préconisés
- Sites propres**
- Voie verte
 - Route à accès restreint (statut voie verte)
 - Chemin non revêtu (statut voie verte)
- Sur chaussée**
- Bande cyclable
 - CVCB
- Cohabitation modale**
- Route partagée
 - Limitation 30 km/h
 - Zone 30
 - Zone de rencontre
 - Vélorue
- Autres**
- Intersection à traiter
- Itinéraires cyclotouristiques existants**
- V50 Moselle Saône à vélo
 - Itinéraire de la Colline de Sion

Secteur vallée de la Moselle



N°	Itinéraire	Informations	Longueur	Coût
19	Mangonville <> Voie Bleue	Grande Rue	0,68 km	21 100 €
20	Neuville-sur-Moselle <> Voie Bleue	D570, halage VNF	1,09 km	147 500 €
21	Laneuveville-devant-Bayon <> Roville-devant-Bayon	D9, Rue de la navette	2,78 km	506 200 €
22.1	Traversée de Roville-devant-Bayon	D570, chemin de l'Ecluse	1,30 km	217 000 €
22.2	Roville-devant-Bayon <> Bayon	D9	0,49 km	462 300 €
33	Neuville (V50) <> Lemainville <> Vaudeville	Par routes communales	18,23 km	16 600 €

Types d'aménagements cyclables préconisés

Sites propres

- Voie verte
- Route à accès restreint (statut voie verte)
- Chemin non revêtu (statut voie verte)

Sur chaussée

- Bande cyclable
- CVCB

Cohabitation modale

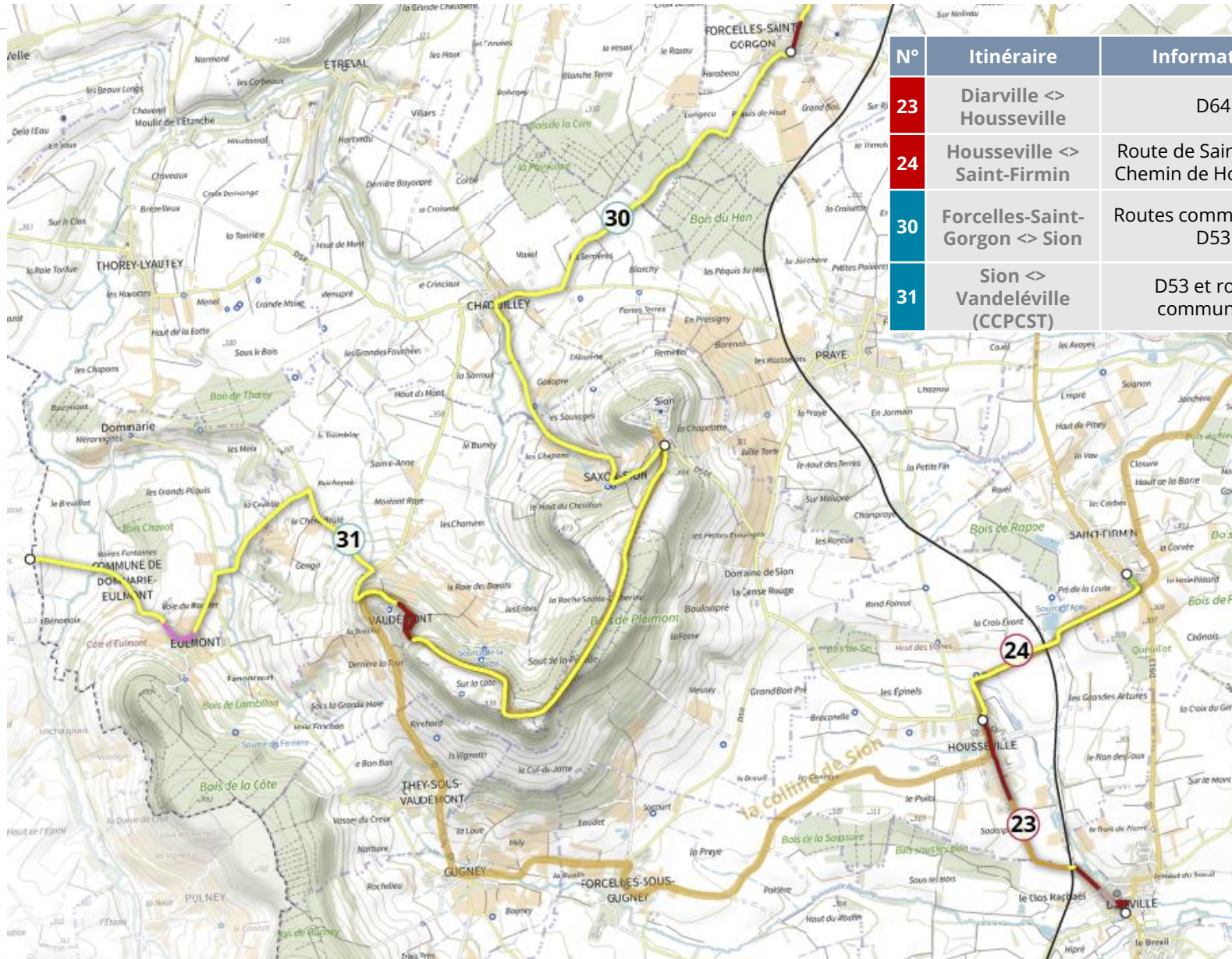
- Route partagée
- Limitation 30 km/h
- Zone 30
- Zone de rencontre
- Vélorue

- Intersection à traiter

Itinéraires cyclotouristiques existants

- V50 Moselle Saône à vélo
- Itinéraire de la Colline de Sion

Secteur Diarville, colline de Sion



N°	Itinéraire	Informations	Longueur	Coût
23	Diarville <> Housseville	D64	2,14 km	48 400 €
24	Housseville <> Saint-Firmin	Route de Saint-Firmin, Chemin de Housseville	2,02 km	46 900 €
30	Forcelles-Saint-Gorgon <> Sion	Routes communales et D53	5,69 km	2 900 €
31	Sion <> Vandeléviller (CCPCST)	D53 et routes communales	8,84 km	7 500 €

Types d'aménagements cyclables préconisés

Sites propres

- Voie verte
- Route à accès restreint (statut voie verte)
- Chemin non revêtu (statut voie verte)

Sur chaussée

- Bande cyclable
- CVCB

Cohabitation modale

- Route partagée
- Limitation 30 km/h
- Zone 30
- Zone de rencontre
- Vélorue

- Intersection à traiter

Itinéraires cyclotouristiques existants

- V50 Moselle Saône à vélo
- Itinéraire de la Colline de Sion

Caractéristiques des itinéraires (I)



N°	Itinéraire	Longueur (km)					Coûts en € HT				
		Total	A aménager	A reprendre	A signaler	Existant	Aménagement	Intersection	Jalonnement directionnel	Total travaux + jalonnement	Coût /ml travaux (hors jalonnement) sur la partie « hors existant »
1	Vézélise <> Gare de Vézélise	1,94	1,37	0,00	0,57	0,00	130 000 €	20 900 €	2 900 €	153 800 €	79 €
2	Hammeville <> Vézélise	2,41	1,48	0,47	0,21	0,24	121 000 €	15 300 €	1 600 €	137 900 €	57 €
3	Houdreville <> Vézélise	3,90	0,71	0,78	2,10	0,32	153 000 €	15 300 €	3 400 €	171 700 €	44 €
4	Vitrey <> Ognéville (<> Vézélise)	2,64	0,14	0,29	1,72	0,49	102 000 €	0 €	3 200 €	105 200 €	40 €
5	Ognéville <> Vézélise	2,04	0,30	1,19	0,19	0,36	316 000 €	0 €	2 800 €	318 800 €	156 €
6	Omelmont <> Gare de Vézélise	2,87	0,00	1,34	0,79	0,74	164 000 €	0 €	1 100 €	165 100 €	57 €
7	Quévilloncourt <> Gare de Vézélise	1,08	0,87	0,00	0,22	0,00	30 000 €	900 €	1 600 €	32 500 €	30 €
8	Vroncourt <> Quevilloncourt	1,81	1,21	0,00	0,60	0,00	19 000 €	0 €	600 €	19 600 €	11 €
9	Forcelles-Saint-Gorgon <> Quevilloncourt	1,92	1,65	0,00	0,00	0,27	25 000 €	0 €	600 €	25 600 €	13 €
10	Tantonville <> Gare de Vézélise	3,89	2,20	0,21	1,32	0,15	301 000 €	0 €	2 500 €	303 500 €	78 €
11	Gerbécourt <> Tantonville	3,24	0,51	0,86	0,97	0,90	279 000 €	0 €	1 100 €	280 100 €	86 €
12	Tantonville <> Affracourt <> Haroué	4,13	0,97	0,00	1,92	1,24	60 000 €	0 €	1 400 €	61 400 €	15 €
13	Haroué <> Vaudeville	1,81	1,58	0,00	0,00	0,22	24 000 €	0 €	600 €	24 600 €	14 €
14	Ceintrey et Voinémont	1,78	0,67	0,00	0,49	0,61	1 039 000 €	56 800 €	2 700 €	1 098 500 €	618 €
15	Ceintrey <> Autrey	2,57	1,93	0,00	0,19	0,46	30 000 €	0 €	1 100 €	31 100 €	12 €
16	Autrey <> Pulligny	1,35	0,40	0,00	0,46	0,49	7 000 €	0 €	400 €	7 400 €	5 €
17	Clérey-sur-Brenon <> Ceintrey	2,54	0,62	1,26	0,00	0,66	216 000 €	900 €	1 600 €	218 500 €	86 €

Caractéristiques des itinéraires (II)



N°	Itinéraire	Longueur (km)					Coûts en € HT				
		Total	A aménager	A reprendre	A signaler	Existant	Aménagement	Intersection	Jalonnement directionnel	Total travaux + jalonnement	Coût /ml travaux (hors jalonnement) sur la partie « hors existant »
18	Lemainville <> Ceintrey	3,30	0,12	0,55	2,02	0,60	106 000 €	0 €	4 200 €	110 200 €	33 €
19	Mangonville <> Voie Bleue	0,68	0,00	0,00	0,00	0,68	0 €	20 900 €	200 €	21 100 €	31 €
20	Neuviller-sur-Moselle <> Voie Bleue	1,09	0,86	0,00	0,20	0,03	147 000 €	0 €	500 €	147 500 €	135 €
21	Laneuveville-devant-Bayon <> Roville-devant-Bayon	2,78	1,67	0,40	0,00	0,70	504 000 €	0 €	2 200 €	506 200 €	182 €
22.1	Traversée de Roville-devant-Bayon	1,30	0,78	0,12	0,00	0,40	215 000 €	0 €	2 000 €	217 000 €	167 €
22.2	Roville-devant-Bayon <> Bayon	0,49	0,47	0,00	0,01	0,00	441 000 €	20 600 €	700 €	462 300 €	947 €
23	Diarville <> Housseville	2,14	1,30	0,45	0,35	0,04	47 000 €	0 €	1 400 €	48 400 €	23 €
24	Housseville <> Saint-Firmin	2,02	0,17	0,00	1,73	0,12	46 000 €	0 €	900 €	46 900 €	23 €
30	Forcelles-Saint-Gorgon <> Sion	5,69	0,00	0,00	0,00	5,69	0 €	0 €	2 900 €	2 900 €	1 €
31	Sion <> Vandeleville (CCPCST)	8,84	0,00	0,00	4,39	4,45	4 000 €	0 €	3 500 €	7 500 €	1 €
32	Vitrey <> Battigny (CCPCST)	5,10	0,00	0,00	0,93	4,16	1 000 €	0 €	2 600 €	3 600 €	1 €
33	Neuviller (V50) <> Lemainville <> Vaudeville	18,23	0,00	0,00	1,30	16,92	1 000 €	0 €	15 600 €	16 600 €	1 €
34	Xirocourt <> Affraccourt	3,50	0,00	0,00	0,00	3,50	0 €	0 €	1 200 €	1 200 €	0 €

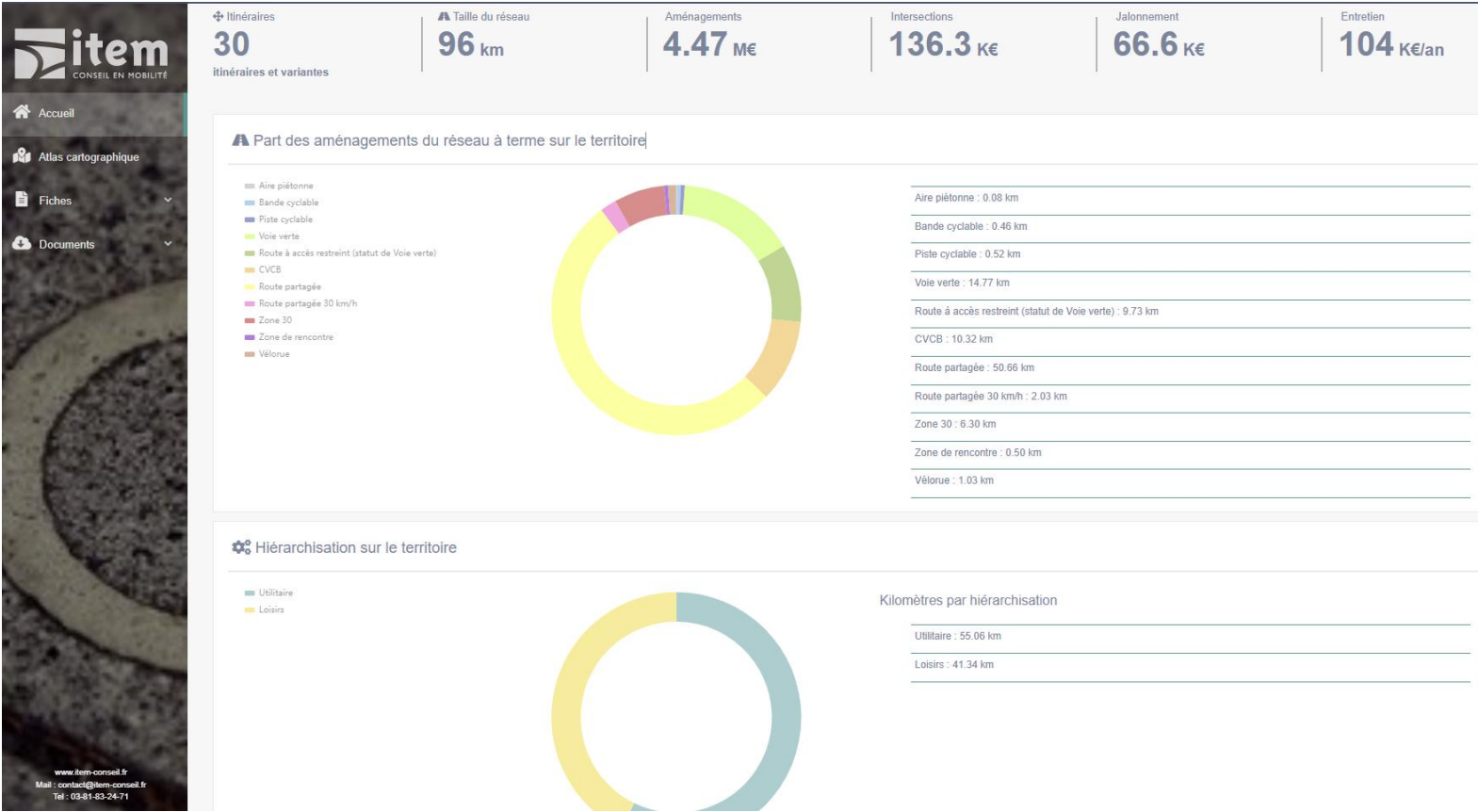


Un outil de visualisation et suivi du Schéma intégrant les fiches itinéraires

Mise à disposition d'un outil cartographique en ligne qui intègre les cartes du schéma et des fiches « itinéraires & communes »



- ▶ L'outil dispose d'un tableau de bord sur l'avancé global du schéma (tableau et graphique de synthèse) et d'un atlas cartographique pour visualiser les cartes du schéma à différentes échelles, des fiches spécifiques à chaque itinéraire
- ▶ Il intègre un module de mise à jour des tronçons et intersections pour le suivi des travaux réalisés et donc de l'avancement du schéma (km aménagés/restants, réévaluation automatique des coûts restants, des cartographies ...).

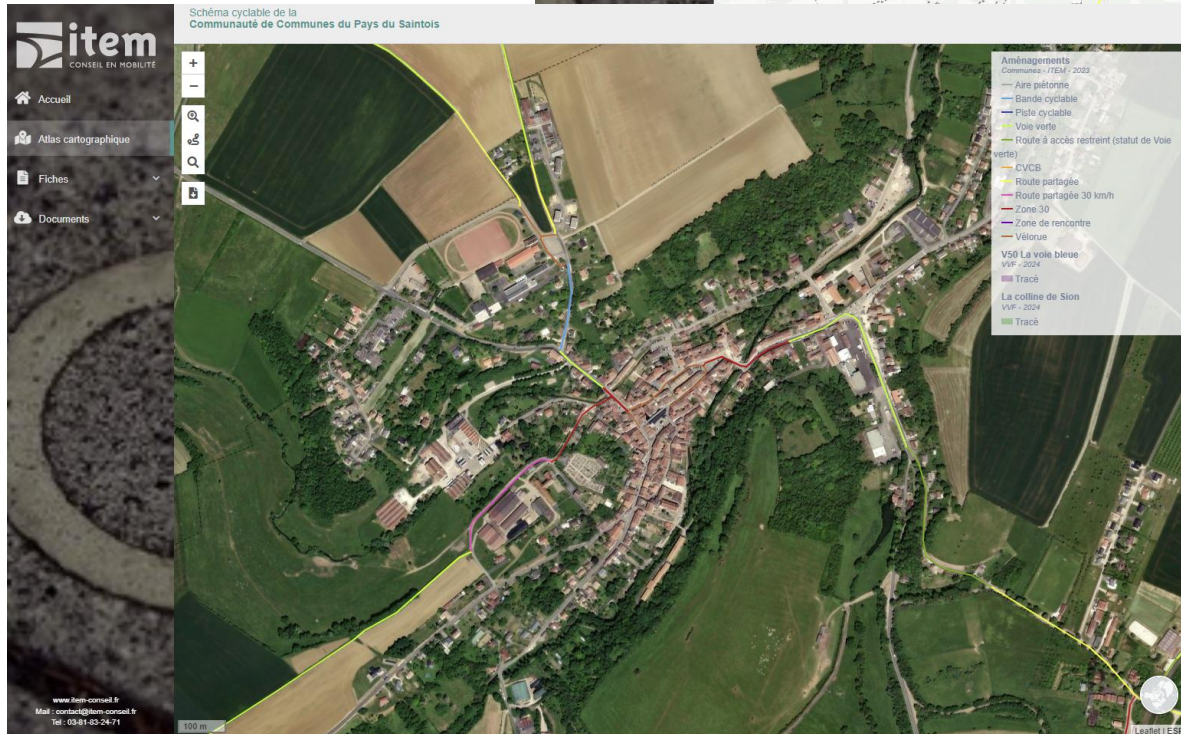
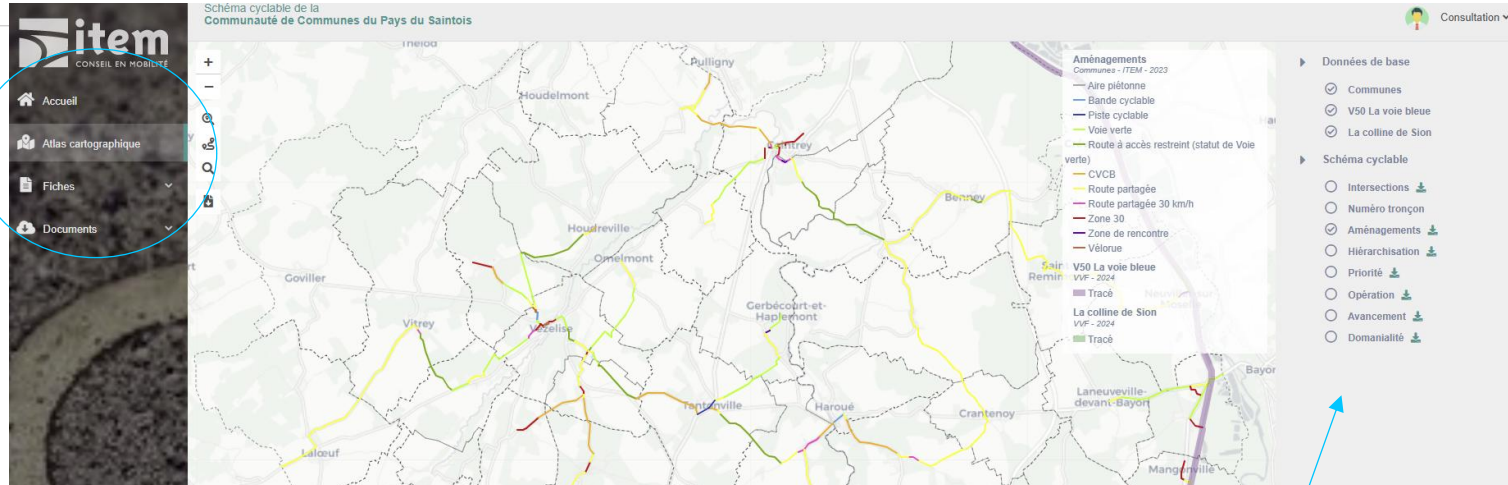


Cet outil est mis à disposition de la CC et des communes ...

- 2 types de comptes d'accès pour l'utilisation de l'outil :
- 1 compte « consultation », qui ne permettra pas de modification.
 - 1 compte « administrateur » qui permettra le suivi et la mise à jour du Schéma en lien avec les travaux réalisés.

Un onglet « atlas cartographique » reprenant l'ensemble des cartes du schéma

Outil de
visualisation
cartographique

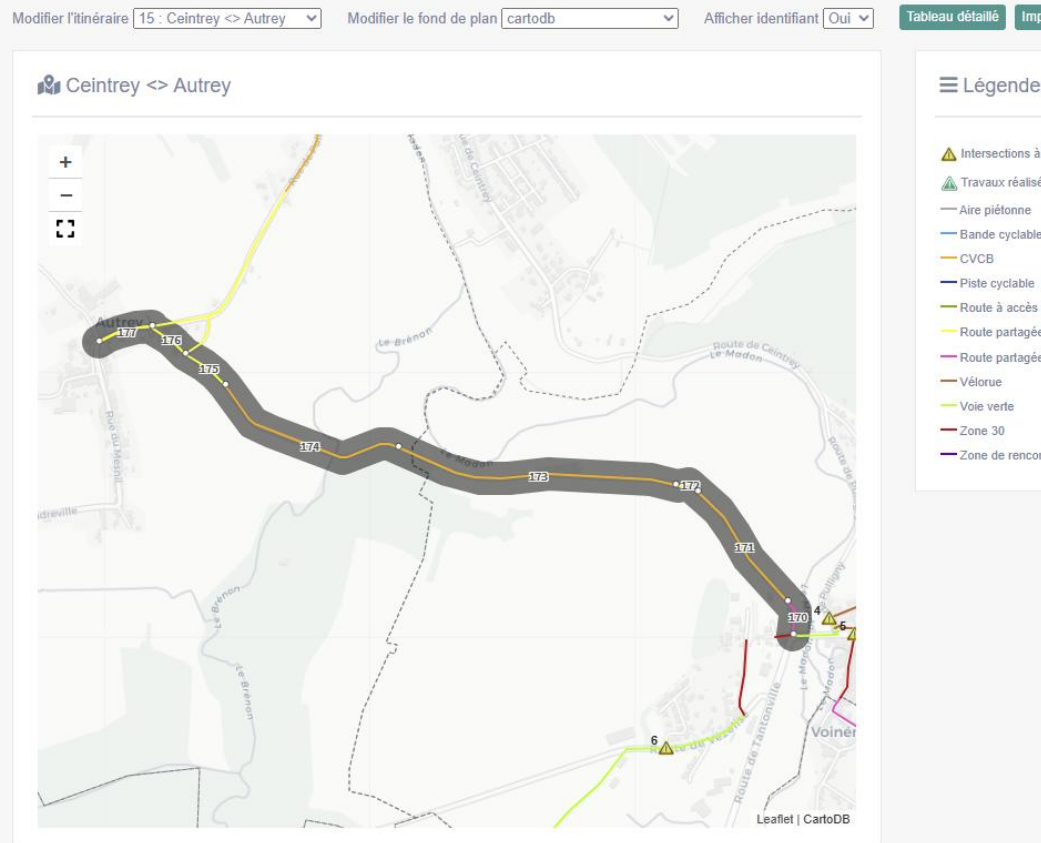


L'atlas cartographique :
des cartes dynamiques à
différentes échelles et sur
différents fonds de carte
(maillage, hiérarchisation,
typologies
d'aménagements, type
d'opérations ...).

Un outil qui intègre des fiches détaillant chaque itinéraire

- **Des fiches par itinéraire :** exemple d'une fiche itinéraire qui présente la synthèse des différents tronçons et intersections le constituant, les coûts d'aménagement restant, ...

Données générales de l'itinéraire
(longueur, coûts restant...)



Données chiffrées

Longueur totale	2.57 km
Dont existant : 0.46 km / à signaler : 0.19 / à reprendre : - km / à aménager : 1.93 km / Terminé : - km	
Communes concernées	Autrey, Ceintrey
Coût restant d'aménagements	29 567 €
Coût restant des intersections	0 €
Coût restant de jalonnement	1 069 €
Coût restant GLOBAL	30 637 €
Coût entretien annuel	6 156 €/an
Coût mètre linéaire	14,5 €/ml

Données pour chaque tronçon

Tronçon	Commune	Voie	Longueur	Opération	Aménagement final	Etat	Aménagement	Jalonnement	Entretien	Coupe
170	Ceintrey	Route d'Autrey	113 m	A signaler	Route partagée 30 trajectoire matérialisée	NR	454 €	170 €	51 €/an	
171	Ceintrey	Route d'Autrey	436 m	A aménager	Chaussée à voie centrale banalisée marquage simple	NR	6 541 €	144 €	1 374 €/an	
172	Ceintrey	Route d'Autrey	75 m	A signaler	Route partagée trajectoire matérialisée	NR	224 €	112 €	34 €/an	
173	Ceintrey	Route d'Autrey	873 m	A aménager	Chaussée à voie centrale banalisée marquage simple	NR	13 096 €	288 €	2 750 €/an	
174	Autrey	Rue de Ceintrey	617 m	A aménager	Chaussée à voie centrale banalisée marquage simple	NR	9 253 €	204 €	1 943 €/an	

Coupe type projetée ou du tronçon



Un onglet « fiches communes» reprenant l'ensemble des tronçons concernés sur une commune donnée



► **Des fiches pour chaque commune :** exemple d'une fiche « commune » qui présente la synthèse à son échelle avec tous les tronçons intégrés dans différents itinéraires du schéma.

Données générales sur la commune (longueur, coûts restant...) :



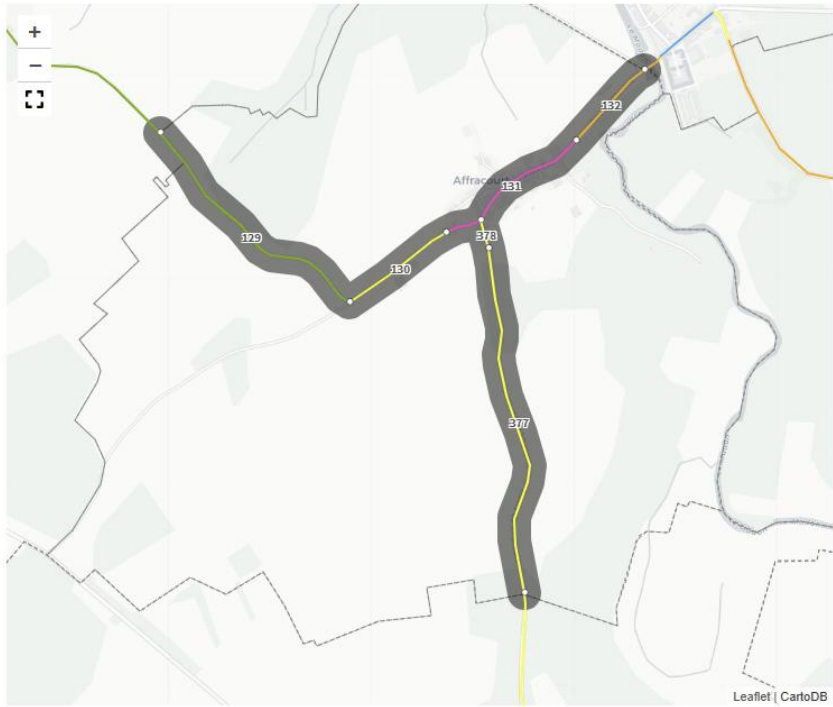
CONSEIL EN MOBILITÉ

- Accueil
- Atlas cartographique
- Fiches
 - Fiches itinéraires
 - Fiches communes
- Documents

www.item-conseil.fr
Mail : contact@item-conseil.fr
Tel : 03-81-83-24-71

Modifier la commune Modifier le fond de plan Afficher identifiant

Affracourt



Légende

- Intersections à traiter
- Travaux réalisés
- Aire piétonne
- Bande cyclable
- CVCB
- Piste cyclable
- Route à accès restreint (statut de Voie verte)
- Route partagée
- Route partagée 30 km/h
- Vélorue
- Voie verte
- Zone 30
- Zone de rencontre

Données chiffrées	
Longueur totale	4,11 km
Dont existant : 2,66 km / à signaler : 1,05 km / à reprendre : - km / à aménager : 0,39 km / Terminé : - km	
Coût restant d'aménagements	29 140 €
Coût restant des intersections	0 €
Coût restant de jalonnement	1 355 €
Coût entretien annuel	1 288 €/an

Détail des tronçons concernés et des intersections sur la commune :

Tronçon	Commune	Voie	Longueur	Opération	Aménagement final	Etat	Aménagement	Jalonnement	Entretien	Coupe
129	Affracourt		1 053 m	A signaler	Route à accès restreint	NR	1 579 €	347 €	13 €/an	
130	Affracourt	Rue de Sion	476 m	Existant	Route partagée 50 km/h	Existant	0 €	157 €	5 €/an	-
131	Affracourt	Grande Rue - D6	657 m	Existant	Route partagée 30 km/h	Existant	0 €	217 €	14 €/an	-
132	Affracourt	D6	394 m	A aménager	Chaussée à voie centrale banalisée avec enrobé coloré	NR	27 561 €	130 €	1 240 €/an	
377	Affracourt	D6	1 414 m	Existant	Route partagée	Existant	0 €	467 €	14 €/an	-
378	Affracourt	Grande Rue - D6	114 m	Existant	Route partagée 50 km/h	Existant	0 €	38 €	1 €/an	-

Exemple impression « fiche commune »

Commune : Roville-devant-Bayon



Liste de tous les tronçons concernés et des intersections sur la commune avec aménagements préconisés et montants associés :

Tronçon	Commune	Voie	Longueur	Opération	Aménagement final	Etat	Aménagement	Jalonnement	Entretien
222	Roville-devant-Bayon	D9	687 m	A aménager	Voie Verte sur accotement avec busage	NR	206 178 €	227 €	2 612 €/an
223	Roville-devant-Bayon		401 m	A reprendre	Couloir de courtoisie	NR	2 003 €	601 €	248 €/an
224	Roville-devant-Bayon	Résidence de la Navette	388 m	Existant	Zone 30	Existant	0 €	581 €	4 €/an
231	Roville-devant-Bayon	Rue du 4 Septembre 1944	402 m	Existant	Zone 30	Existant	0 €	603 €	4 €/an
232	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	103 m	A aménager	Voie verte surélevée en remplacement de stationnement latéral	NR	36 107 €	155 €	392 €/an
233	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	123 m	A reprendre	Voie verte sur trottoir à élargir hors chaussée	NR	12 269 €	184 €	466 €/an
234	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	113 m	A aménager	Voie verte surélevée en remplacement de stationnement latéral	NR	39 519 €	169 €	429 €/an
235	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	141 m	A aménager	Voie verte sur trottoir à élargir hors chaussée	NR	14 071 €	211 €	535 €/an
236	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	119 m	A aménager	Voie verte surélevée en remplacement de stationnement latéral	NR	41 503 €	178 €	451 €/an
237	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	123 m	A aménager	Voie verte sur trottoir à élargir hors chaussée	NR	12 289 €	184 €	467 €/an
238	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	126 m	A aménager	Voie verte surélevée en remplacement de stationnement latéral	NR	44 060 €	189 €	479 €/an
239	Roville-devant-Bayon	Avenue du Général Leclerc - D570	51 m	A aménager	Voie verte avec reprise du trottoir	NR	15 163 €	78 €	192 €/an
240	Roville-devant-Bayon	D9	149 m	A aménager	Voie Verte sur emprise à créer avec terrassement	NR	89 504 €	224 €	567 €/an
241	Roville-devant-Bayon	D9	19 m	A aménager	Passerelle en encorbellement	NR	189 125 €	28 €	72 €/an
242	Roville-devant-Bayon	Franchissement de l'écluse	20 m	A aménager	Passerelle courte	NR	78 885 €	30 €	75 €/an
243	Roville-devant-Bayon	Route de Bayon - D9	58 m	A aménager	Voie Verte sur accotement	NR	14 495 €	87 €	220 €/an
244	Roville-devant-Bayon	D9	14 m	A signaler	Voie Verte à signaler	NR	72 €	22 €	55 €/an
245	Roville-devant-Bayon	D9	228 m	A aménager	Voie Verte sur accotement avec busage	NR	68 384 €	342 €	866 €/an

ID	Intersection	Commune	Opération	Etat	Coût
8	Traversée de la D570	Roville-devant-Bayon	Création d'un îlot central	A aménager	20 600 €

Légende

- Intersections à traiter
- Travaux réalisés
- Aire piétonne
- Bande cyclable
- CVCB
- Piste cyclable
- Route à accès restreint (statut de Voie verte)
- Route partagée
- Route partagée 30 km/h
- Vélorue
- Voie verte
- Zone 30
- Zone de rencontre

Données chiffrées

Longueur totale	3.26 km
Dont existant : 0.79 km / à reprendre : 0.01 km / à aménager : 0.52 km / Terminé : - km	
Coût restant d'aménagements	863 636 €
Coût restant des intersections	20 600 €
Coût restant de jalonnement	4 091 €
Coût entretien annuel	8 133 €/an



Financements et gouvernance

Les possibilités de financements des aménagements et des services cyclables (I) : nombreuses, évolutives....

► Via l'Etat et la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

Cette dotation est notamment destinée aux projets de Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité. Les projets vélos sont éligibles (La date limite de dépôt des dossiers qui seront examinés dans le cadre de la répartition 2025 était fixée au 15 février- préparer 2026 !).

► Via les appels à projet réguliers du fonds national « mobilités actives » :

- L'AAP7 « Aménagements cyclables » - Il concerne la création d'itinéraires sécurisés et la résorption des discontinuités, jusqu'à 50 % des dépenses éligibles ([AAP 2024 clos – Nouvel AAP en 2025?](#)).
- Appel à projet « territoires cyclables » - Il vise à accompagner sur une durée maximale de 6 ans des territoires peu ou moyennement denses (CC, ...), pour accélérer la réalisation des itinéraires prévus par leur schéma directeur cyclable. Soutenir au moins 1 territoire par Région. ([AAP 2024 clos – Nouvel AAP en 2025?](#)).
- Appel à projet « développer le vélotourisme » - Pour accompagner les collectivités dans le développement des véloroutes : des aides pour être labellisé « Accueil Vélo », pour l'implantation d'aires de services et pour réaliser des études de tracé d'une véloroute inscrite au schéma national ou régional ([AAP jusqu'à janvier 2025](#)).
- Fonds Vert : Mesure « soutenir les aménagements cyclables » - Projets éligibles : résorption de discontinuité cyclable & la réalisation d'un aménagement cyclable continu et sécurisé pour des itinéraires de moins de 15 km de longueur, qui peut contenir une résorption de discontinuité. ([Ouvert du 12/03 au 15/12/2025](#))

► Via les Certificats d'Economies d'Energie pour les mobilités

- AAP « AVELO 3 » (ADEME) : Développer le système vélo dans les territoires. Accompagnement à la définition, l'expérimentation et l'animation de politiques cyclables : études de planification ou opérationnelle, expérimentations de services, animation. ([3^{ème} relevé de l'AAP ouvert jusqu'au 19/05/2025](#)).
- ALVEOLE + (FUB) : financement d'emplacements vélos jusqu'à 40% et d'actions de sensibilisation comme les stages de remise en selle... ([jusqu'à mai ou juillet 2025 selon les types de demandes](#)).
- Génération Vélo : soutien au déploiement du Savoir Rouler à Vélo ([pour l'instant jusqu'à fin 2025](#)).
- Objectif Employeur Pro-Vélo (FUB) : Accompagnement des employeurs privés, publics et associatifs dans la promotion du vélo pour les déplacements domicile-travail et professionnels ([clos fin 2024 mais un nouveau dispositif à venir ou prolongation ?](#))

Les possibilités de financements des aménagements et des services cyclables (II) : nombreuses, évolutives....

► Via la Région Grand Est avec 2 dispositifs de soutien et d'accompagnement jusqu'en 2028

- Le dispositif « Soutien à la réalisation des infrastructures cyclables et la mise en œuvre de services vélos pour la mobilité de demain » soutient financièrement les AOM locales (portage à l'échelle de l'EPCI) dans le **développement d'aménagements cyclables** (préconisations du CEREMA, enrobé) **et des services** (stationnement, bornes...).

Le soutien, **à hauteur de 25 % des coûts** avec un plafond de 10 € / habitant, peut être bonifié

- s'il s'agit d'une AOM rurale autonome (+ 10 %) ou péri-urbaine (+ 5%),
- qu'une analyse environnementale est effectuée (entre 5 et 15 %)
- ou qu'une liaison permet de rejoindre 2 AOM / résorption d'une discontinuité (+ 10 %).

- Le dispositif « **structuration et la mise en tourisme des véloroutes et voies vertes** » pour contribuer **au développement du cyclotourisme issue du SNV** : études et travaux (taux de 20 % avec un plafond de 400 k€), services, accueils des touristes et mise en tourisme (taux de 20 % avec un plafond de 50 k€).
- **Itinéraires cyclables inscrits aux schémas national ou régional des véloroutes** : aide de 40 % des dépenses éligibles HT.

► Département : le Plan Vélo 54 voté en juin 2022 avec 10 M€ sur la période 2022-2028 :

- **Volet vélo au quotidien** : Financement des aménagements cyclable pour les territoires ayant un SDC à hauteur de 30 % (sans plafond). **Le Plan Vélo a défini une armature vélo à l'aide de lignes d'intention : les projets répondant à ces logiques d'axe sont prioritaires mais le Département peut subventionner tout itinéraire.**
- **Un volet itinérance** : V50.
- **Un volet loisirs** : porte notamment sur des boucles autour de la voie bleue (V50)



Chaque projet nécessitera une analyse des financements mobilisables : en effet, en amont de la réalisation une analyse spécifique sera nécessaire afin d'identifier si les linéaires concernés s'inscrivent dans ceux ouvrant droit à des financements concernés par le Plan Vélo Départemental, ou d'autres mécanismes de financements non spécifiques qui peuvent être explorés : programmes européens (Leader, Feder....), voire si des programmes CEE et des AAP sont ouverts et peuvent être sollicités sur ces périodes...

Certains financements sont cumulables, mais souvent un reste à charge obligatoire de 20% pour le gestionnaire.

La mise en œuvre du schéma directeur cyclable : quelles sont les compétences mobilisées ? (I)

- ▶ **Le Schéma est porté par la CCPS. Il n'a pas de caractère « opposable » : il n'y a pas d'obligation de réalisation, pas de délai fixé...**

- ▶ **Il est en revanche indispensable pour répondre à l'essentiel des appels à projets qui ouvrent droit à des co-financements sur les aménagements, études pré-opérationnelles ...**

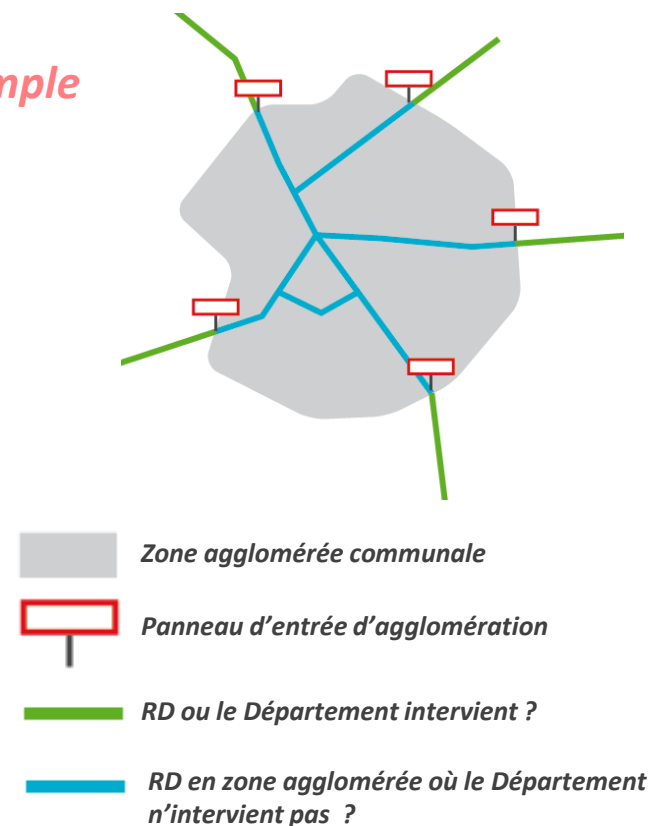
- ▶ **La mise en œuvre opérationnelle de ce qui sera retenu dans le schéma fera appel :**
 - **à la compétence d'organisation de la Mobilité pour le développement de services vélos** (*inscrit dans le plan d'actions du PDMS réalisé conjointement...*)
 - **Compétence détenue par la CCPS en tant qu'AOM locale**

 - **à la compétence voirie pour la réalisation des aménagements** (*sauf s'ils ne sont pas à réaliser sur des voiries : exemple d'aménagement d'une voie verte dans un chemin forestier...*).
 - **Aujourd'hui, la CCPS ne dispose pas de la compétence voirie sur l'essentiel du réseau** (*sauf sur quelques voies d'accès aux ZA ...*). Cette compétence est actuellement essentiellement partagée entre :
 - **le Département**
 - **les Communes**

La mise en œuvre du schéma directeur cyclable : quelles sont les compétences mobilisées ? (II)

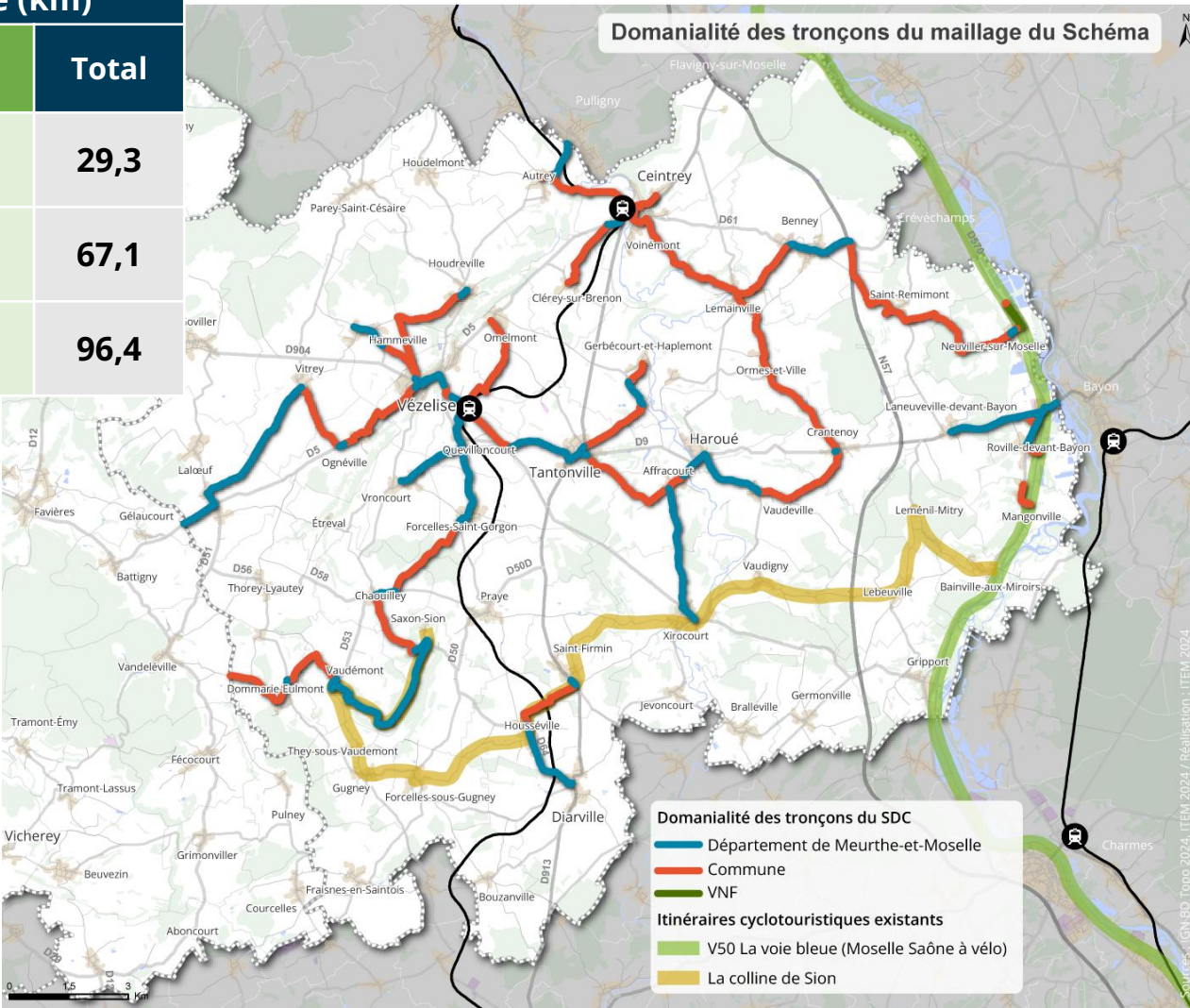
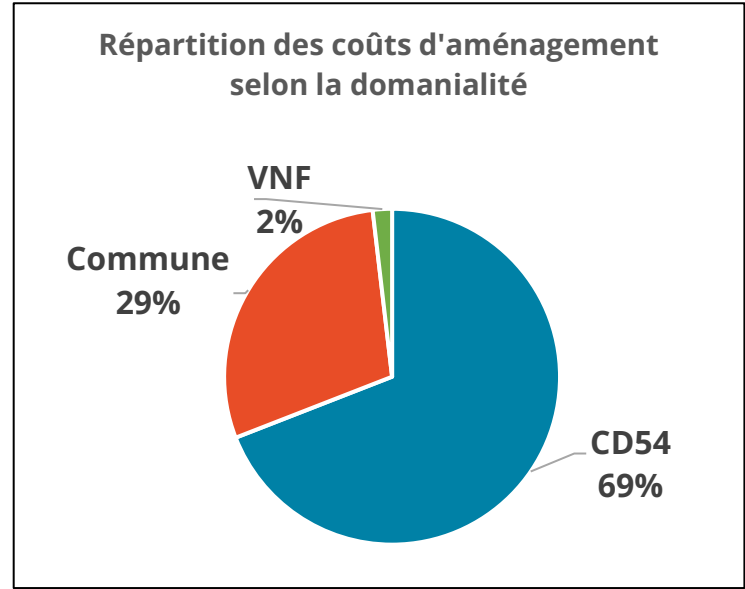
- ▶ Ainsi, sur le volet « aménagement » ce sont les communes et le département qui auront « théoriquement » en charge la mise en œuvre de ces aménagements.
- ▶ Mais une analyse sera nécessaire en amont de chaque projet car les coûts des aménagements cyclables ne sont pas forcément directement liés aux voiries et donc imputables aux gestionnaires. Exemples :
 - certaines voies vertes/pistes peuvent utiliser les cheminements hors de la bande roulante ;
 - le rôle du gestionnaire de voirie est souvent différent si les aménagements sont sur la chaussée ou non ;
 - des aménagements peuvent être à réaliser en partie sur l'accotement/stationnement dont la domanialité sera à analyser dans les études avant travaux ;
 - le rôle du gestionnaire de voirie est souvent différent en zone agglomérée ou hors zone agglomérée ;
 - certains itinéraires sont directement éligibles aux financements de la politique départementale, régionale ... (ex : *fonction de rabattement vers un collège, inscription au Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes...*).

Exemple



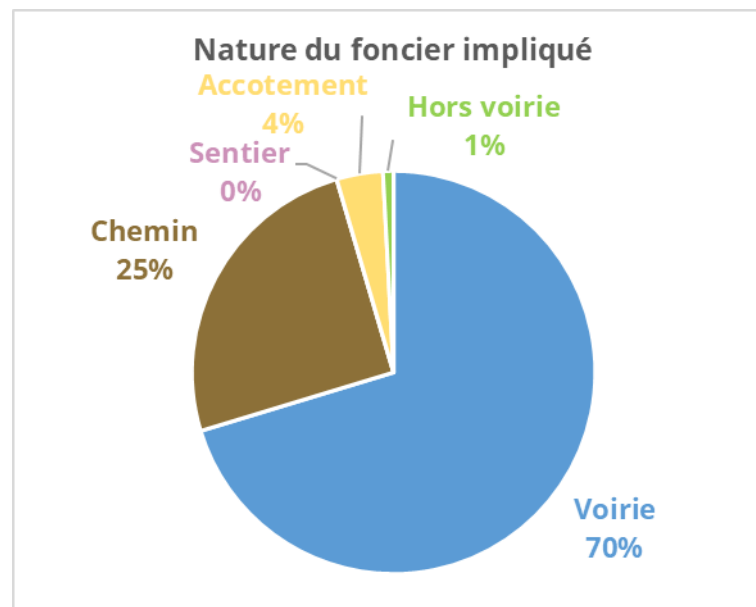
Les Communes : 1ers acteurs compétents pour la réalisation du maillage

Linéaire selon la domanialité de la voirie (km)				
Situation	CD54	Communes	VNF	Total
commune En agglomération	15,7	13,6	0,0	29,3
commune Hors agglomération	23,7	42,6	0,7	67,1
Total	39,5 (30 %)	56,2 (65 %)	0,7 1 %	96,4



L'implication foncière

- ▶ **70 % du linéaire est réalisé sur l'emprise existantes de la voirie**
- ▶ **25 % est réalisé sur des chemins aujourd'hui non revêtus** (chemin agricole, chemin communal ou rural...)
- ▶ **5 % demande une étude foncière** car réalisé en dehors de voie existantes (ex : sur parcelles privées) ou sur accotement le long de routes existantes.



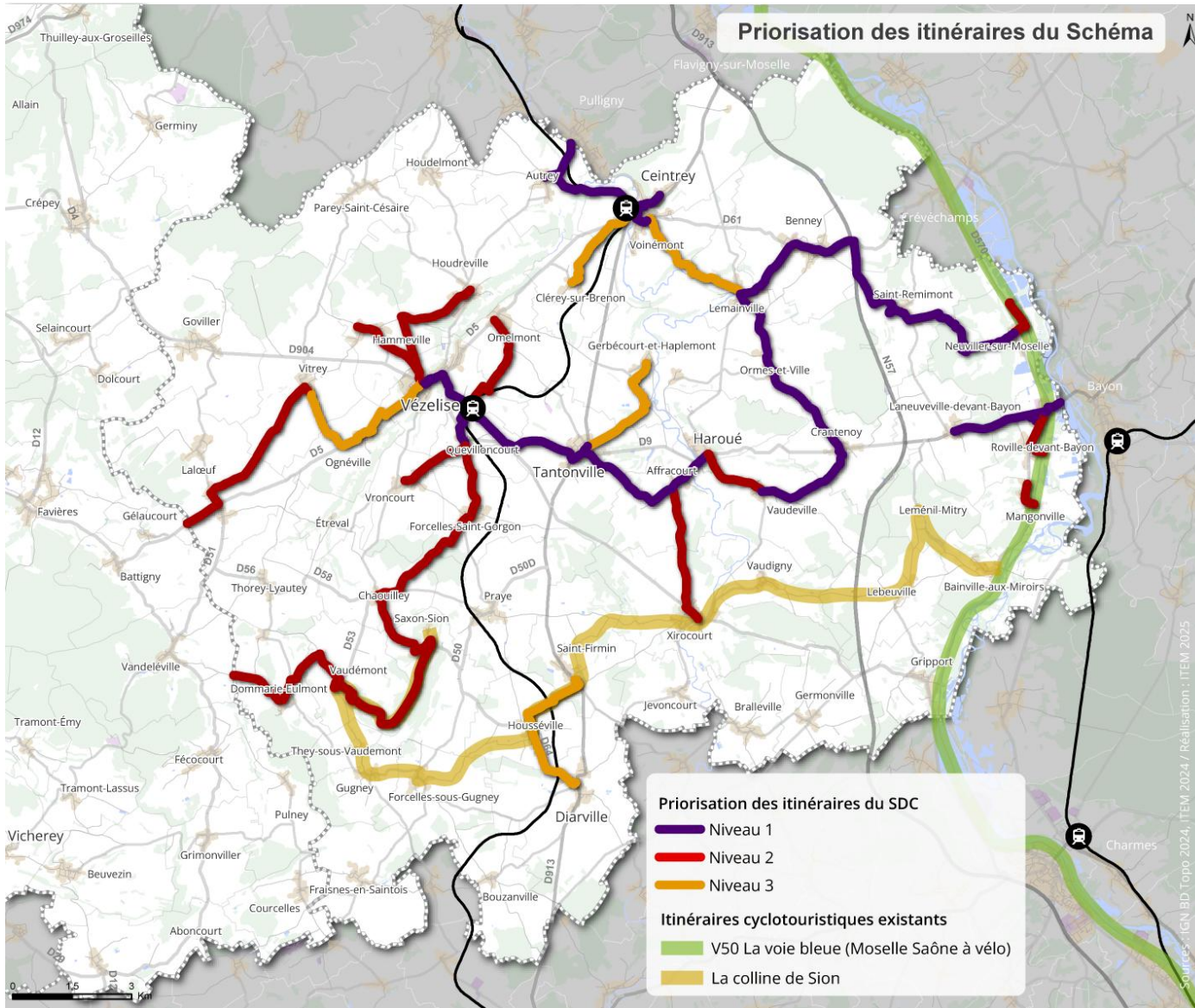
L'analyse foncière sera à affiner pour chaque réalisation d'itinéraire en fonction du type d'aménagement retenu et des contraintes techniques, financières et foncières rencontrées.

La priorisation des itinéraires

► La priorisation demeure **indicative** mais pourra guider la mise en œuvre du Schéma (conditionner les priorités de réalisation et le financement) et apporter une **aide à la décision aux décideurs**.

Linéaire et couts selon la priorisation

Niveau de priorité	Linéaire	Coûts
Priorité 1	38,07 km	2,67 M€
Priorité 2	40,44 km	0,88 M€
Priorité 3	17,92 km	1,13 M€
Total	96,4 km	4,7 M€



Un rôle à définir pour la CCPS sur le volet aménagement

► **Ce sera à la CCPS de définir son propre rôle dans la mise en œuvre du schéma** (au regard de ses priorités, son ambition politique, ses moyens humains et financiers...), **car les possibilités sont multiples en étant AOM locale et/ou en l'absence de compétence sur l'essentiel des voiries !**

- **Simple rôle de sensibilisation auprès des communes**
- **Vérification de l'homogénéité des aménagements / projets en lien avec le schéma**
- **Un rôle lié à l'ingénierie**
 - Accompagnement/suivi des études opérationnelles sur les aménagements complexes
 - Accompagnement technique dans la recherche de subventions, et montage des dossiers de subventions
 - Rédaction d'un cahier des charges pour des études d'avant travaux, pour des marchés de Maîtrise d'Œuvre ...
- **Une intervention financière à travers un fonds de concours :**
 - Sur les études en amont des projets / prestations de suivi des travaux
 - sur les aménagements
- **En proposant des conventions de « Maîtrise d'Ouvrage déléguée » à des communes ou au Département.** Ce mécanisme n'entraîne aucun transfert de compétence
- **A travers une compétence « de création, aménagement et entretien de liaisons cyclables d'intérêts communautaires en lien avec le schéma » :** cela permet d'assurer la MO des travaux, de les financer (rôle d'AOM permis par la LOM) Mais n'implique pas de transfert de la compétence voirie (accord des gestionnaires de voirie)
- **Prise de compétence voirie sur les voies identifiées comme relevant de l'intérêt communautaire en lien avec le Schéma en amont des travaux.**

Exemples : retours sur quelques expériences de SDC



Contexte du territoire	Principaux points du Schéma Vélo	Rôle identifié de la CC
CC Périurbain d'une Agglo <ul style="list-style-type: none">• 5 communes• 18 000 habitants	100,1 km d'itinéraires retenus +/- 14,6 M€ selon les préconisations	Un simple rôle de suivi du schéma, de mobilisation et de coordination entre les différents maîtres d'ouvrage Un accompagnement technique des communes potentiellement envisageable en amont de la mise en œuvre des opérations
Territoire «global » (hyperurbain / urbain / périurbain / rural) <ul style="list-style-type: none">• 32 communes• 152 000 habitants	340 km d'itinéraires retenus Distinction des itinéraires en deux catégories : <ul style="list-style-type: none">✓ A vocation pendulaire✓ A vocation touristique, de loisirs ou intra communale 3,6 M€ projetée sur 10 ans	Mise en place d'un fonds de concours pour subventionner une partie des aménagements sur le reste à charge des communes (20 à 40 % selon la vocation des itinéraires qu'importe les préconisations en matière d'aménagements)
CC à vocation rurale <ul style="list-style-type: none">• 43 communes• 55 000 habitants	383 km d'itinéraires retenus +/- 19,7 M€ selon les préconisations	Mise en place d'un fond de concours pour subventionner une partie des aménagements sur le reste à charge des communes ; Distinction des tronçons entre ceux situés en agglomération ou hors agglomération Les aménagements en zone urbaine identifié dans le schéma se feront à l'initiative des communes mais feront néanmoins d'objet d'un fonds de concours Communautaire
Territoire rural avec une centralité urbaine (17 000 habitants) <ul style="list-style-type: none">• 88 communes• 56 000 habitants	227 km d'itinéraires retenus +/- 17 M€ selon les préconisations	<u>Gouvernance qui engage cette mandature mais pas les suivantes.</u> La CA accompagnerait les communes : <ul style="list-style-type: none">- financement d'études pré opérationnelles nécessaires des itinéraires inscrits au schéma ;- sur les aspects techniques : montage des dossiers



- ▶ Au vu de la durée de la mise en œuvre opérationnelle du schéma, de la typologie différente des itinéraires, des communes concernées (*avec ou sans services techniques...*), il peut paraître délicat de s'orienter vers l'un ou l'autre des solutions de manière certaine et/ou manière unique ;
- ▶ En effet, différentes solutions pourront peut-être co-exister :
 - selon les cas et itinéraires/projets concernés ;
 - Selon la temporalité : le choix des élus actuels pourra être différent de ceux d'un futur mandat !
- ▶ Ainsi, la méthode selon laquelle la CC pourra intervenir, pourra être évolutive ;
- ▶ Ces éléments seront affinés, en parallèle de la validation du Schéma Directeur Cyclable (délibération hors Schéma).
- ▶ Mais avec l'essentiel des itinéraires dans le schéma, impliquant à minima 2 communes, il semble important que la CC joue un rôle pour faciliter la coordination et permettre un démarrage des projets ;



Contact ITEM Etudes & Conseil :

Geoffroy Brischoux

Chef de projet

Tél : 03 81 83 24 71 – 06 62 67 43 09

brischoux@item-conseil.fr



Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes Pays du Saintois

Rapport final

Mai 2025

Sommaire

Contexte et planning de l'étude.....	p3
1. La synthèse du diagnostic.....	p6
2. La co-construction de la stratégie et du plan d'actions.....	p12
3. Le plan d'actions mobilité de la CCPS.....	p17
Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs et l'intermodalité.....	p22
Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information.....	p36
Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique.....	p41
Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme.....	p52
Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité.....	p59
Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur.....	p66
Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement et diminuer les besoins de déplacements.....	p70
Synthèse des actions.....	p74
4. Liste des aides disponibles.....	p7

- **Une réflexion menée conjointement par deux intercommunalités :**
 - la CC du Pays de Colombey et du Sud toulinois : 38 communes et 11336 habitants ;
 - la CC du Pays du Pays du Saintois : 55 communes et 14 644 habitants
- **La CCPCST et la CCS se sont saisies de la compétence d'organisation de la mobilité et sont devenues Autorité Organisatrice de la Mobilité Locale depuis le 1er juillet 2021 ;**
- **Chaque CC est devenue l'acteur légitime pour l'organisation des services de mobilité à l'intérieur de son périmètre** de façon à améliorer les conditions de déplacements des habitants ;
- **Un outil au service de ces nouvelles AOM, le Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) ;**
- **Il s'agit d'un document de planification pour décliner de manière opérationnelle leur stratégie de mobilité ;**
- **Cette étude menée à l'échelle des deux intercommunalités qui vise à poursuivre et traduire concrètement les réflexions sur la prise de compétence Mobilité aboutira ainsi :**
 - à un document global de planification qui sera le Plan de Mobilité Simplifié du territoire...
 - ... dont le volet « cyclable » sera décliné dans document valant Schéma Directeur Cyclable (SDC).

Objectifs de cette double étude de planification

- ▶ Ces 2 documents distincts réalisés conjointement et pour chaque CC (PDMS et le SDC) auront pour objectifs :
 - **Disposer d'un diagnostic** sur l'adéquation entre offres, besoins et pratiques de mobilité, sur et en interaction avec le territoire et d'identifier les carences et dysfonctionnements ;
 - **Définir une stratégie globale de mobilité adaptée aux spécificités locales de chaque CC** permettant :
 - *A chacun de se déplacer pour les besoins les plus courants ;*
 - *Et d'insuffler un changement des comportements pour certains usagers ;*
 - **Développer les solutions de déplacements alternatives à l'autosolisme et limiter sa dépendance ;**
 - **Se doter des moyens de développer la pratique cyclable utilitaire** (utilisation du vélo au quotidien), pour des déplacements courts ou de moyenne distance sur les secteurs présentant des potentialités ;
 - **Adopter une réflexion concertée « avec » et surtout « entre » les acteurs de la mobilité, partenaires institutionnels et associatifs du territoire pour aboutir à un document partagé par tous ;**
- ▶ Cette double démarche constituera un réel outil programmatique :
 - Une **feuille de route** en matière de mobilité à l'échelle de chaque territoire ;
 - Traduite sous la forme **d'un programme d'actions opérationnelles** adaptées aux besoins et en adéquation avec les finances locales, et préoccupations écologiques et sociales, propres au territoire.

Déroulement global de l'étude

- ▶ 3 phases techniques et 1 phase transversale de co-construction - concertation - suivi

Réunion de
lancement

Phase 1

*Diagnostic de la
mobilité sur le territoire
et enjeux*

+/- 4 mois

**Avril
2024**

**validation
1^{er} juillet 2024**

Phase 2

*Proposition de scénarios
stratégie de mobilité du
PDMS et du volet
cyclable*

+/- 4 mois

**Atelier n°1
24 septembre**

**Atelier n°2
10 octobre**

**validation
9 décembre
2024**

Phase 3

*Plan d'actions et
concrétisation des deux
documents de planification*

+/- 4 mois

**Atelier n°3 27
janvier**

**validation
6 mai 2025**

- ▶ + phase 4 pour l'adoption des documents (procédure définie par la LOM)



*Co-construire et échanger en vue de l'approbation d'un projet partagé
Suivre et valider les différentes phases de l'étude*



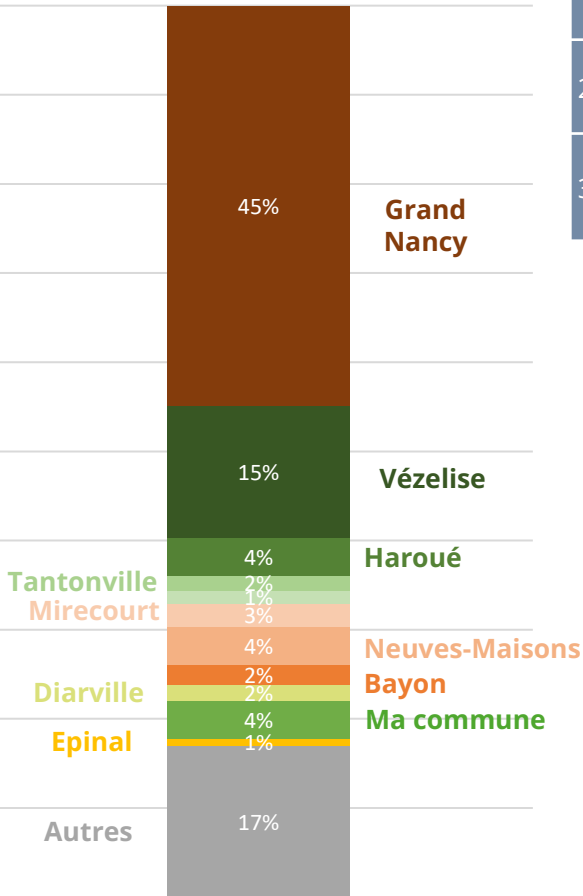


Synthèse du diagnostic

Depuis la CCPS, des besoins de déplacements orientés vers Nancy et Vézelize



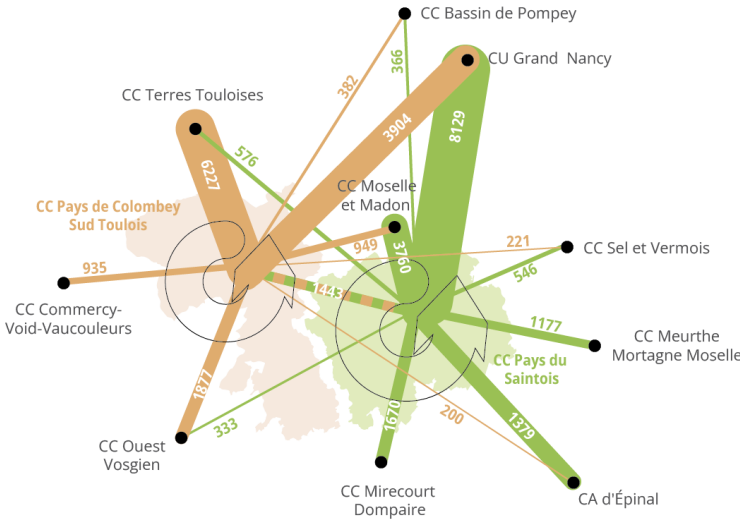
Destinations privilégiées des habitants tous motifs confondus
Pays du Saintois



Principales destinations des habitants par motif (hors travail et scolarité)						
	Achats de proximité	Moyenne/ grande surface	Activités culturelles	Activités sportives	Rendez-vous médicaux courants	Rdv administratifs
1° destination	Vézelize 34 %	Nancy 48 %	Nancy 65 %	Nancy 23 %	Nancy 22 %	Nancy 41 %
2° destination	Nancy 16 %	Autres 12 %	Autres 16 %	Autres 13 %	Vézelize 19 %	Autres 9 %
3° destination	Autres 10 %	Neuves-Maisons 8 %	Vézelize 1 %	Ma commune 8 %	Haroué 17 %	Vézelize 8 %

- ▶ Vézelize polarité principale pour les services de 1^{ère} nécessité.
- ▶ Importance de Nancy : 1^{ère} destination pour tous les motifs de déplacements, notamment pour le travail et les achats.
- ▶ Haroué, pour le motif médical.
- ▶ Polarisation très relative des pôles de proximité du territoire (Bayon, Diarville, Tantonville) avec un rayonnement très local.

Principaux flux tous motifs en relation avec la CCPCST et la CCPS

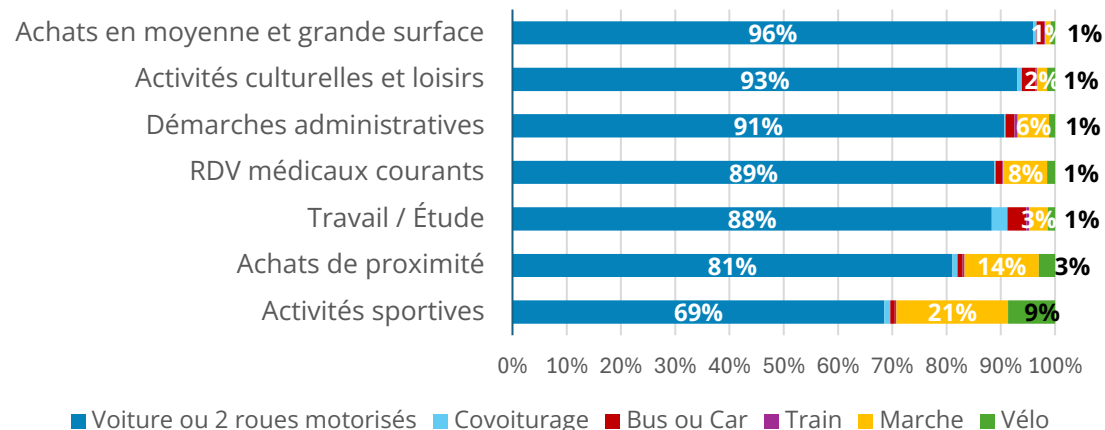


Sources : orange 2022, IGN 2024
Réalisation : ITEM 2024

L'hégémonie de la voiture dans les pratiques de déplacement

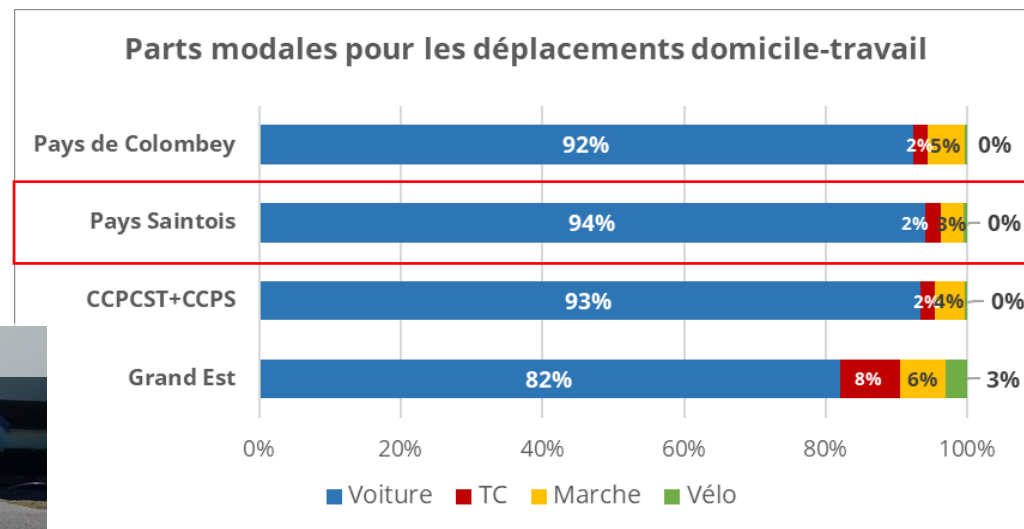
- ▶ **L'usage de la voiture est très prédominant** quel que soit le motif de déplacement.
- ▶ **Des pratiques et besoins de mobilité en lien avec des pôles extérieurs** (Neuves-Maisons, Nancy...) pour lesquels l'offre régulière de TC n'apporte pas une réponse à la hauteur des besoins.
- ▶ **Un réseau routier clairement hiérarchisé** et un **niveau de trafic très modéré**.
- ▶ **Des dispositifs de pacification mis en place dans certaines communes** mais loin d'être généralisés (moins d'1 sur 4).
- ▶ **Des conditions de stationnement aisées** avec une offre généreuse et peu de réglementée.

Parts modale selon le motif de déplacement



■ Voiture ou 2 roues motorisés ■ Covoiturage ■ Bus ou Car ■ Train ■ Marche ■ Vélo

Parts modales pour les déplacements domicile-travail



■ Voiture ■ TC ■ Marche ■ Vélo



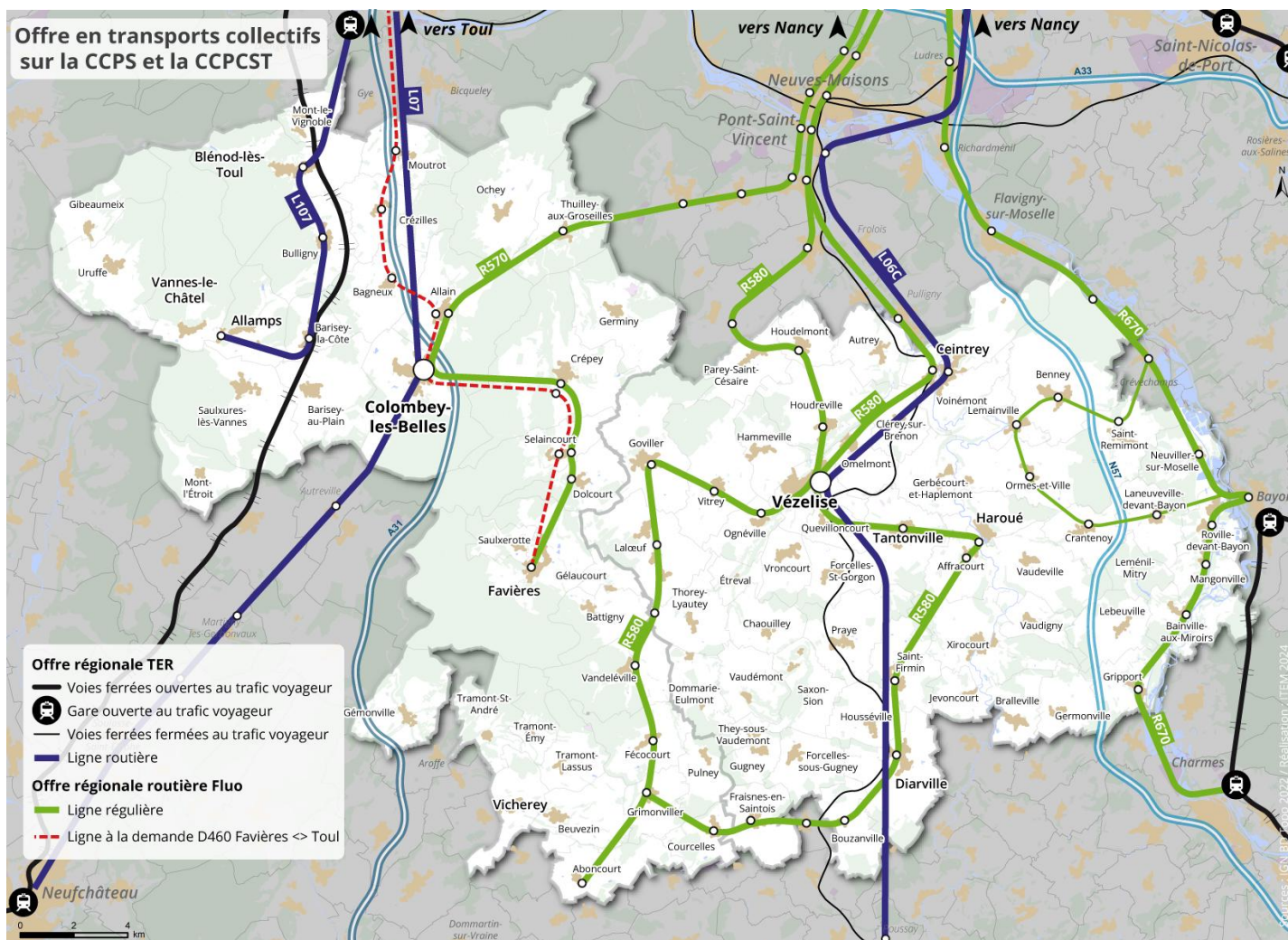
Arrêts-minutes à Vézelize



Plateau à Roville-devant-Bayon

Une offre de transport collectif orientée vers Nancy

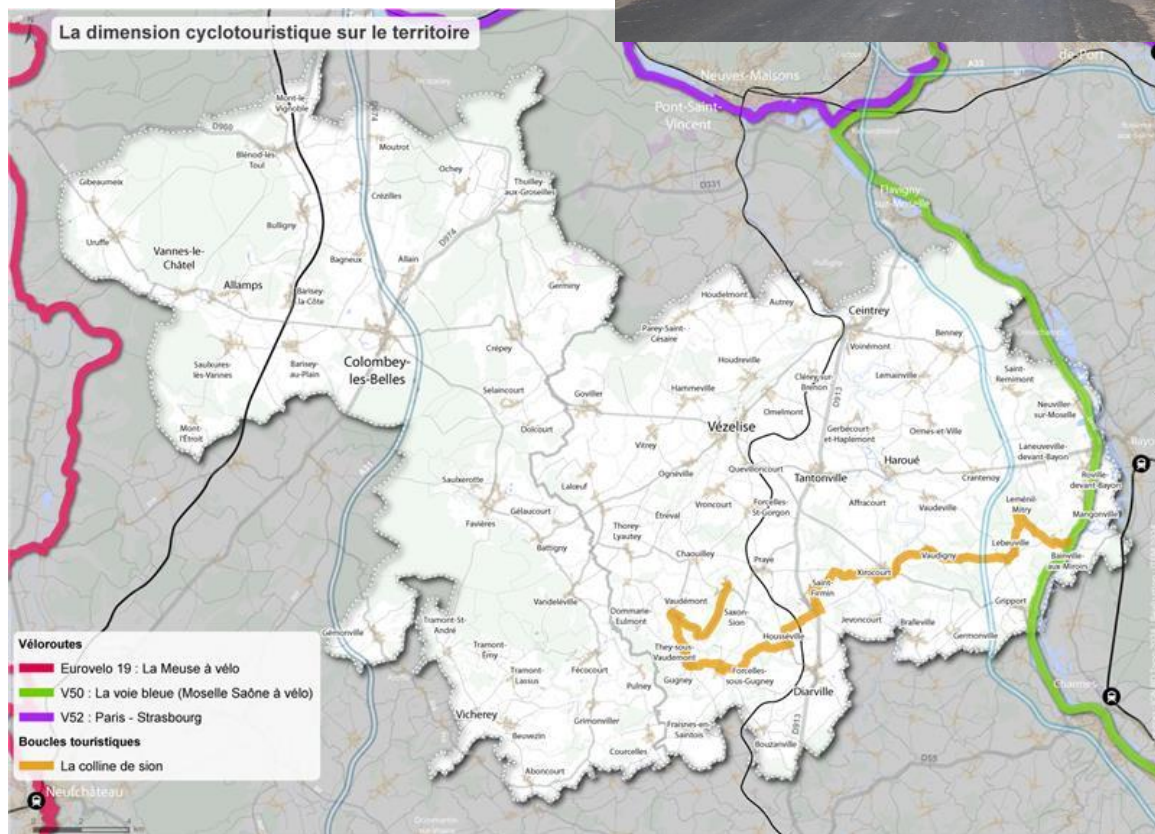
- ▶ Une offre ferroviaire à proximité de la CCPS à la gare de Bayon à 30 min de Vézelize.
- ▶ Une offre routière pour connecter le territoire aux pôles externes : une ligne TER avec une offre attractive (mais seulement 2 arrêts) et une offre assez limitée sur les lignes Fluo entre 1 et 5 A/R par jour, surtout destinée aux **captifs** (peu adaptée pour les actifs).
- ▶ Des **lignes scolaires** dans la quasi-totalité des communes ouvertes à tous.
- ▶ Des **arrêts de bus** plutôt bien identifiés mais manque d'équipement d'intermodalité et une information sur place insuffisante.
- ▶ Une **information TC** présente sur la **plateforme Fluo** mais **peu connue des habitants** (70 % ne la connaît pas).



- ▶ La réouverture en 2027 de ligne Pont-Saint-Vincent <-> Mirecourt : une future desserte structurante pour le Saintois avec 2 gares (Vézelize et Ceintrey) desservies par 14 AR.

Les modes actifs et les nouvelles mobilités

- ▶ Les cheminements piétons sont globalement présents sur les traversées principales des communes, toutefois ils sont souvent de qualité moyenne à **mauvaise** car trop étroits ou au revêtement dégradé.
- ▶ Un territoire à proximité de 2 itinéraires structurants nationaux : la V50 Moselle Saône à vélo, la V52 « Paris – Strasbourg », + l'itinéraire de la colline de Sion.
- ▶ 14 km d'aménagements cyclables (essentiellement la voie verte de la V50) complétés par 18 km de zones pacifiées.
- ▶ Un usage du vélo essentiellement tourné vers les loisirs et le cyclotourisme.
- ▶ Le covoiturage : un réseau d'aires structurantes le long de la N57 à compléter par des aires plus locales.
- ▶ La Mobilité solidaire de Familles Rurales destinée à toute personne rencontrant des problèmes de mobilité et/ou d'isolement. 604 déplacements en 2023 depuis la CCPS.



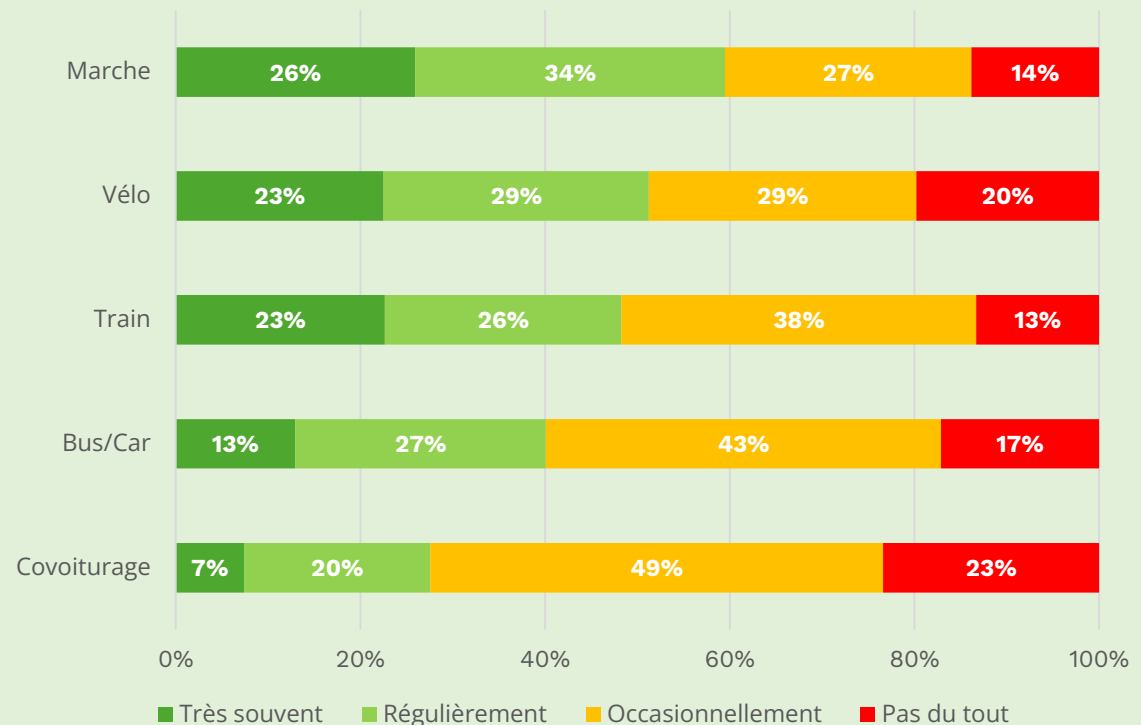
Quelles perspectives de report modal déclarées en cas d'amélioration des offres de mobilité ?



Si des améliorations étaient apportées, les répondants seraient prêts à utiliser davantage :

- Principalement **les modes actifs** avec une très forte utilisation régulière (« très souvent » + « régulièrement ») à 60 % pour la marche et 52 % pour le vélo ;
- Ensuite vient le **train** : 49 % d'usage régulier ;
- le **bus/car** et le **covoiturage** seraient les modes aux potentialités les plus limitées mais avec tout de même respectivement 40 et 27 % d'utilisateurs réguliers chez les répondants.

Si des améliorations étaient apportées, vous utiliseriez davantage...



► Toutefois des perspectives de report modal à nuancer car cela est du « déclaratif » et le changement de comportement est souvent plus limité.



La co-construction de la stratégie mobilité du PDMS

Un travail de co-construction mené dans une large concertation avec deux sessions en atelier



- 20 à 30 participants (*élus, partenaires, représentants des habitants...*)



- Un travail de production avec des participants répartis en 4 sous-groupes ;



L'atelier 1 : formaliser les enjeux et imaginer les premières pistes d'actions

► 7 « leviers opérationnels » / « enjeux à traiter » retenus pour améliorer la mobilité des habitants :

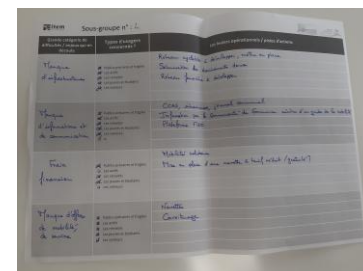


*Pas de
priorité
entre eux !*

- 1 *Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante*
- 2 *Améliorer la communication et l'information*
- 3 *Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et à la sécurisation de leur pratique*
- 4 *Limiter l'autosolisme*
- 5 *Diversifier les services de mobilité*
- 6 *Réduire le coût de la mobilité pour l'usagers*
- 7 *Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements*



► Des enjeux déclinés en premières pistes d'actions (les réponses à apporter à l'avenir !) afin d'alimenter le second atelier de travail.



L'atelier 2 : construire le « scénario » stratégique composé des pistes d'actions

- ▶ En préambule les 7 enjeux ont été déclinées en 33 pistes d'actions potentielles pouvant être à développer sur la CCPS.
- ▶ Quelles solutions retenir ? Chaque sous-groupe a construit son scénario stratégique à travers un travail pour répartir les actions potentielles selon 4 catégories !



**Action clés
qui constitueront le
socle de la stratégie
du PdMS**

**Action possible
pour compléter la
stratégie du PdMS**

**Piste de réflexion
possible mais hors
PdMS aujourd'hui au
regard des choix à
effectuer**

**Action à écarter
(non pertinente ...)**



- ▶ La synthèse des réflexions de chaque sous-groupe a fait ressortir :
 - **18 actions qui seraient à intégrer dans la stratégie mobilité** (14 actions ressortant comme actions « socles » et 4 à dominante « complémentaire »)
 - **9 actions à arbitrer**, pour lesquelles aucun consensus ne se dégage
 - **5 actions classées en « pistes de réflexion »** possibles pour l'avenir mais hors du Plan de mobilité au regard des choix à effectuer
 - **1 action à écarter**

La formalisation de la stratégie opérationnelle



- ▶ A partir de la synthèse de l'atelier : formalisation de 4 scénarios différenciés selon l'intégration ou non d'actions qui n'avaient pas fait consensus .



Une phase d'arbitrage et choix du scénario avec les élus du territoire

(Comité Technique puis Conférence des Maires)



- ▶ Le scénario retenu :
 - ▶ les 18 actions pressenties aux ateliers ont été retenues
 - ▶ 2 actions à arbitrer ont été fusionnées avec d'autres parmi les 18 « retenues ».



18 actions constituent la stratégie de mobilité de la CCPS structurée autour des 7 enjeux à traiter

- ▶ Pour la CC du Pays de Colombey : **20 actions retenues** pour sa stratégie mobilité
- ▶ Dont **13 actions communes avec le Pays du Saintois** : certaines de ces actions pourront être développées de manière conjointe, pour une meilleure cohérence et diminuer les coûts de mise en œuvre !



Le plan d'actions du PDMS

Les 18 actions en réponse aux 7 enjeux :

- ▶ **Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante**
 - 1 - Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car
 - 2 - Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
 - 3 - Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire
- ▶ **Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information**
 - 4 - Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité
 - 5 - Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement
- ▶ **Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique**
 - 6 - Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC
 - 7 - Développer un stationnement vélo adapté aux besoins
 - 8 - Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
 - 9 - Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Les 18 actions en réponse aux 7 enjeux : (II)

► Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 - Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 - Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

► Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 - Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 - Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 - Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'utilisateurs du vélo

► Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

15 - Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 - Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

► Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 - Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 - Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...)

La formalisation du plan d'action du PdMS



- ▶ Un troisième atelier pour dessiner le contour opérationnel de certaines actions.

- ▶ Ces contributions sont venues alimenter le plan d'action, avec pour certaines un arbitrage amont nécessaire quand les avis étaient très divergents ...

- ▶ Des propositions de contours opérationnels (sur la base des contributions des ateliers, de propositions du BE... avec parfois différents scénarios) afin d'alimenter la formalisation des fiches actions du PdMS.

- ▶ Il s'agit de propositions, hypothèses ... qui seront à conforter avant la mise en œuvre ou le lancement d'expérimentations :
 - A travers des études pré-opérationnelles ;
 - En fonction du choix des Elus et des capacités financières par exemple de la CC ;
 -

- ▶ Il faut rappeler que le PdMS est un document global de planification volontaire et n'a pas de caractère opposable et son contenu n'est pas prescriptif ...

- ▶ De même, la priorisation des actions resterait indicative. Toutefois les Elus de la CC ont fait le choix de ne pas inscrire de priorisation dans le PDMS. Le plan d'action global fixe le cap et les actions à étudier / engager en priorité seront définis progressivement en concertation avec les Elus en fonction des finances, opportunités, appels à projet, position des partenaires ...

Fonctionnement général du covoiturage dynamique			
Privilégier une offre ?	<input type="checkbox"/> Gratuité pour l'utilisateur	<input type="checkbox"/> Uniquement opportuniste (pas de réservation ou mise en relation préalable)	Quel type de fonctionnement ?
	<input type="checkbox"/> Paiement pour l'utilisateur	<input type="checkbox"/> Mise (avec mise en relation préalable possible via application) et	
	<input type="checkbox"/> Sans rémunération du chauffeur	<input type="checkbox"/> Application et des personnes citées type arrêt stop	
	<input type="checkbox"/> Avec une rétribution du chauffeur par l'utilisateur ?	<input type="checkbox"/> Uniquement destinée de réflexion des distributeurs/partenaires lanceurs	
	<input type="checkbox"/> Avec une rétribution du chauffeur par la collectivité ?	<input type="checkbox"/> Mise (avec mise en relation préalable possible via application)	
Faut-il une plage de fonctionnement de la ligne au cours de la journée ?		Faut-il intégrer une garantie retour en heure de pointe ? (l'opérateur détermine une solution de transport si la personne n'est pas prise en charge au bout de X minutes par exemple)	
<input type="checkbox"/> oui		<input type="checkbox"/> oui	
<input type="checkbox"/> non		<input type="checkbox"/> non	
Remarque ou précision :		Si oui au bout de combien de temps selon vous ?	
Portage de telle ligne de covoiturage dynamique ? :			
<input type="checkbox"/> CCEG car la ligne concernerait essentiellement des flux sortant vers une autre CC ou CCs ;			
<input type="checkbox"/> Les intervenus concernés par l'origine/destination de la ligne ;			
<input type="checkbox"/> La Région devrait porter de telles expérimentations car les lignes sortent du périmètre d'une seule CC et viroient complétement au-delà (voir l'offre TC) ;			
Autres remarques, points à prendre en considération sur le contour de l'action à mettre en œuvre :			

B

27

-> Acteurs à mobiliser pour la mise en œuvre des actions

-> Coûts estimatifs à affiner et à répartir durant la mise en œuvre des actions

-> Au-delà de la mise en œuvre de l'action, **mesurer l'efficacité des actions**

-> Les **effets attendus** sur l'usage des nouvelles offres

-> Les **difficultés potentielles** (technique / financière / gouvernance) liées à la mise en œuvre des actions

-> Préciser ce qui **justifie et cible** la mise en œuvre de l'action

➔ **Vision synthétique proposée en 1^{ère} page** – Présentation des mesures à mettre en œuvre

➔ Présentation du contour opérationnel envisageable pour les mesures à mettre en œuvre, exemple sur d'autres territoires...

29



Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs et l'intermodalité

Action 1 Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de cars

📌 Constats du diagnostic

- Les lignes régionales Fluo R580 et R670 connecte la CCPS à Nancy et n'apportent qu'une réponse partielle aux besoins de déplacements.
- La ligne TER L06C desservant Diarville et Vézelize va être supprimé à l'ouverture de la ligne 14.

📌 Objectif

- Proposer un renforcement de l'offre compatible avec les besoins des actifs et des captifs vers/depuis Nancy.

📌 Mesures à mettre en œuvre

Mesure 1 : Pérenniser la desserte routière de Diarville à la suite de la mise en service de la ligne 14 par un prolongement des services de la R580

Avec la mise en service de la ligne 14, la ligne TER routière L06C qui assurait la desserte en substitution de la voie ferroviaire va être supprimée en décembre 2027.

Il s'agira pour Diarville, aujourd'hui desservie par 2 allers le matin et 4 retours le soir par la L06C de conserver une desserte équivalente une fois la ligne 14 en service et d'offrir un aller-retour à la demi-journée vers Nancy.

Mesure 2 : Ajouter un aller-retour en matinée et en après-midi pour la R580 en rabattement vers la gare de Ceintrey

Afin de renforcer la desserte du territoire en heures creuses, il est souhaité d'ajouter un aller le matin vers Ceintrey (scénario 1) et un retour l'après-midi depuis Ceintrey (scénario 2) circulant aussi les samedis (scénario 3) pour compléter la desserte en journée des polarités de la CCPS (Vézelize, Tantonville, Haroué).

Mesure 3 : Ajouter un aller-retour sur la R670 desservant Lemainville et Benney à la mi-journée

Il s'agit de permettre des déplacements à la demi-journée à Nancy.

Mesure 4 : Veiller à permettre le transport des vélos

- A travers les contrats, obliger les transporteurs à équiper les véhicules avec des accroches vélos intérieurs ou extérieurs.



Accroche intérieure pour 2 vélos ou
extérieure pour 4/6 vélos extérieur

📌 Publics cibles

- Actifs
- Captifs

📌 Périmètre

- CCPS

Acteurs

Région

Rôle

Cheffe de file - AOM des lignes régionales

CCPS

Lobbying auprès de la Région pour l'évolution de l'offre régionale

📌 Coûts

- **Pas de coût direct pour la CCPS.**
- **Evolution proposée de l'offre : un total de 167 k€/an** (base coût estimé à +/- 4€/km)
 - Mesure 1 : 55 €/an
 - Mesure 2 : jusqu'à 84 k€/an
 - Mesure 3 : 28 k€/an
- **Si nécessité d'améliorer le transport des vélos : +/-5 k€ par véhicule**

📌 Suivi des mesures

- Evolution globale de la fréquentation
- Evolution du rapport coût / voyage
- % véhicules équipés de stationnement vélos

📌 Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

📌 Faisabilité

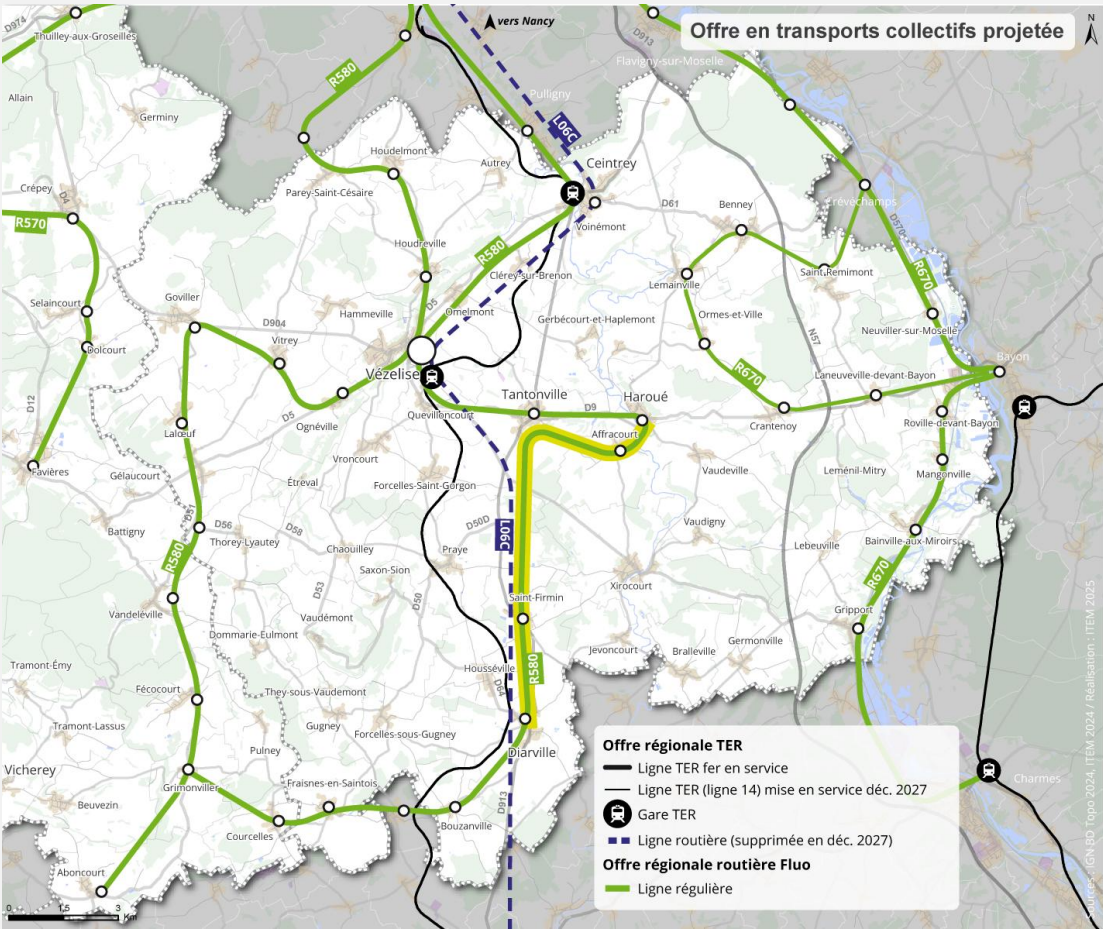


Action 1

Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de cars

📌 Détails des mesures à mettre en œuvre

Mesure 1 : Pérenniser la desserte routière de Diarville à la suite de la mise en service de la ligne 14 par un prolongement des services de la R580

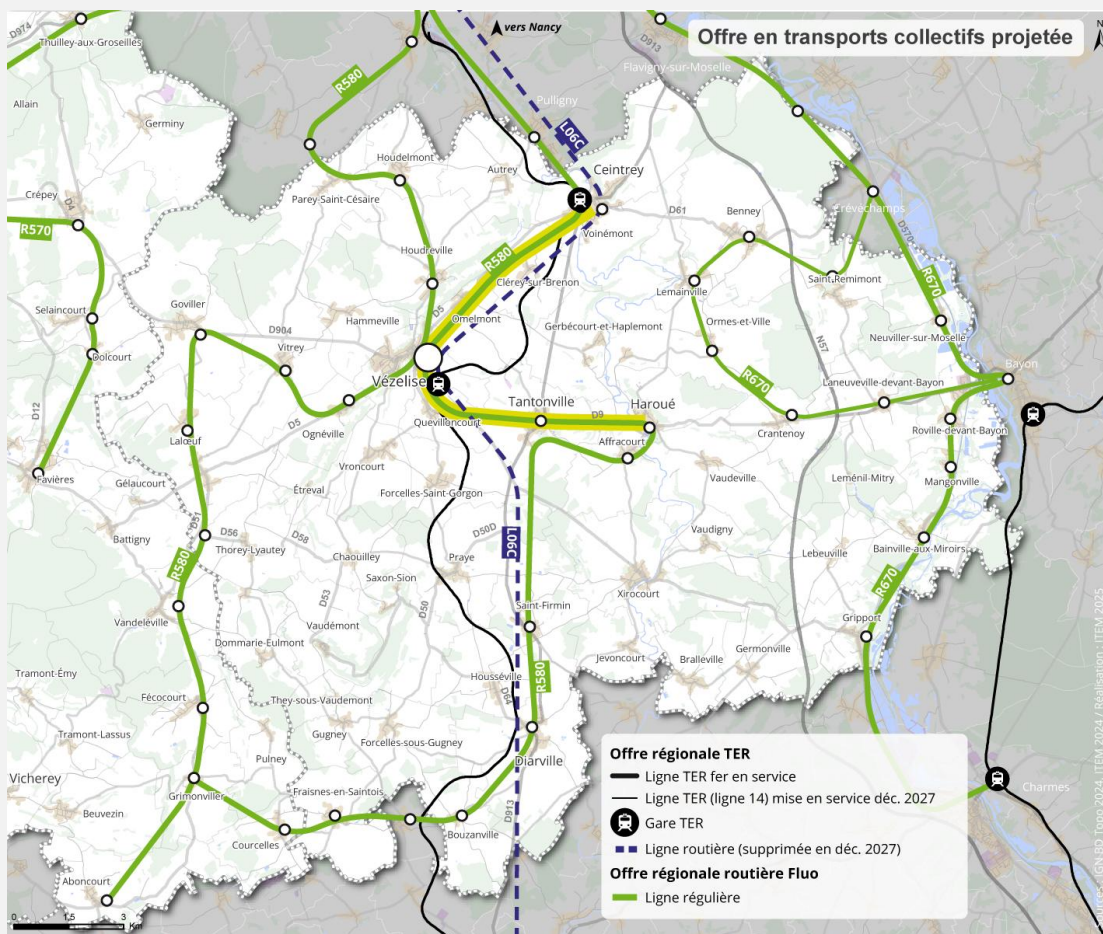


Lignes	Offre actuelle en période scolaire			Adéquation offre / demande pour les habitants de la CCPS	
	JOB	Sam	Dim	Captifs	Actifs
R580 Grimonviller <> Vézelize <> Nancy	1-4 AR (selon les communes)	1-4 AR (selon les communes)	0	Moyen à Bon	Limité à Moyen

Propositions d'évolution de l'offre	Objectifs poursuivis	Coûts (ratio 4 €/km)
<p>Prolonger les services 8, 101, 110 et 108/111 de Haroué à Diarville en desservant Affracourt (à la demande) et Saint-Firmin</p> <p>Diarville bénéficiera ainsi de 3 allers vers Nancy (2 aujourd'hui) et 4 retours (4 également aujourd'hui).</p>	Conserver une desserte équivalente une fois la ligne 14 en service et permettre un aller-retour à la demi-journée vers Nancy	55 k€/an

1

Mesure 2 : Ajouter un aller-retour en matinée et en après-midi pour la R580 en rabattement vers la gare de Ceintrey



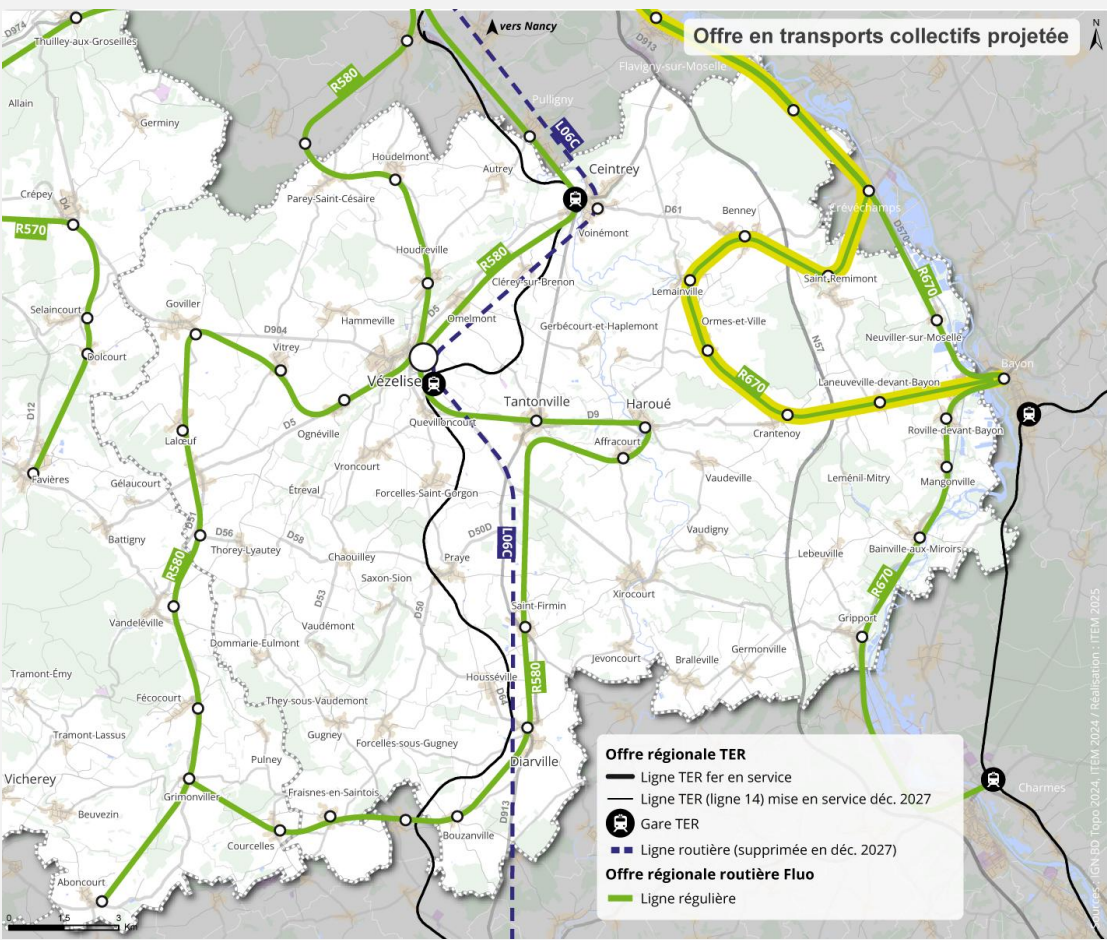
Propositions d'évolution de l'offre	Objectifs poursuivis	Coûts (ratio 4 €/km)
<p>Scénario 1 : Ajouter un aller le matin d'Haroué à la gare de Ceintrey</p> <p>Il permettra une correspondance en gare de Ceintrey en milieu de matinée pour rejoindre ensuite Nancy en train.</p>	Compléter l'offre TC pour rejoindre Nancy en s'appuyant sur le train	35 k€/an
<p>Scénario 2 : Ajouter un retour l'après-midi de la gare de Ceintrey à Haroué</p> <p>Il permettra une correspondance en gare de Ceintrey en milieu d'après-midi pour offrir un retour supplémentaire depuis Nancy par le train.</p>	Compléter l'offre TC pour revenir de Nancy en s'appuyant sur le train	35 k€/an
<p>Scénario 3 : Etendre au samedi l'aller-retour supplémentaire entre Haroué et la gare de Ceintrey</p>	Compléter l'offre TC pour revenir de Nancy en s'appuyant sur le train	14 k€/an

Total (sc. 1+2+3) :
+/- 84 k€/an

Action 1 Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de cars

Détails des mesures à mettre en œuvre (suite)

Mesure 3 : Ajouter un aller-retour sur la R670 desservant Lemainville et Benney en début d'après-midi



Lignes	Offre actuelle en période scolaire			Adéquation offre / demande pour les habitants de la CCPS	
	JOB	Sam	Dim	Captifs	Actifs
R670 Grimonviller <> Vézélise <> Nancy	2-5 AR (selon les communes)	0-4 AR (selon les communes)	0	Moyen à Bon	Limité à Moyen

Propositions d'évolution de l'offre	Objectifs poursuivis	Coûts (ratio 4 €/km)
<p>Ajouter un aller-retour à la mi-journée entre Bayon et Nancy passant par Saint-Remimont, Benney, Lemainville, Ormes-et-Ville, Crantenoy, Laneuveville et Roville du lundi au samedi</p> <p>A noter que le retour Nancy > Bayon est déjà existant les mercredi et samedi en période scolaire.</p>	Compléter l'offre TC pour se déplacer à Nancy à la demi-journée	28 k€/an

Action 2

Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

📌 Constats du diagnostic

- Il n'existe pas d'offre de transport à la demande à l'échelle globale pour desservir l'ensemble des communes.

📌 Objectif

- Offrir une solution de mobilité pour tous les habitants pour se déplacer de manière occasionnelle vers les pôles de proximité tout au long de l'année

📌 Mesures à mettre en œuvre

L'objectif est d'offrir une solution de mobilité à tous les habitants du territoire pour se déplacer de manière occasionnelle vers les pôles de proximité et vers les gares (pour se connecter aux trains sur certains créneaux horaires).

Mesure 1: Mise en place d'un transport à la demande (TAD) de type zonal

- Un TAD **ouvert à certains publics** (personnes âgées, jeunes, en recherche d'emploi...);
- Le **fonctionnement serait entre 9h – 13h et 14h – 17h30** pour les demi-journées de fonctionnement afin de correspondre aux horaires d'ouverture des services et commerces;
- Une **réservation qui serait effectuée la veille du départ et/ou 48h** (calcul d'itinéraire selon les réservations);
- Une **expérimentation au minimum de 24 mois**, le temps de faire connaître le service auprès des publics ciblés;
- 2 scénarios** : un TAD zonal en rabattement sur les polarités (scénario 1), un TAD global sur toute la CCPS (scénario 2).

Mesure 2 : Mettre en place d'un transport à la demande (TAD) vers les gares en complément

Ce TAD concernerait les habitants des communes non desservies par une offre régulière régionale (ligne routière ou ferroviaire) souhaitant utiliser le train pour un déplacement à la journée vers le **Grand Nancy**.

📌 Publics cibles

- Captifs (personnes âgées, jeunes...)

📌 Périmètre

- CCPS



Acteurs

Rôle

CCPS

Maître d'ouvrage en tant qu'AOM locale

Commune

Partenaires techniques pour la communication et la diffusion de l'information

Région

Partenaire technique/financier

📌 Coûts

- TAD services – scénario 1 : de 47 à 187 k€/an (hors recettes)
- TAD services – scénario 2 : de 35 à 59 k€/an (hors recettes)
- TAD gare : de 16 à 44 k€/an (hors recettes)
- 0,15 ETP pour le suivi, la gestion et la communication

📌 Suivi des mesures

- Evolution globale de la fréquentation
- Taux de déclenchement par ligne et OD réalisées
- Evolution du rapport coût / voyage réalisé
- Enquête de satisfaction

📌 Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

📌 Faisabilité



**Action
2**
Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
👉 Mesures à mettre en œuvre :

Mesure 1 – Scénario 1 : Mise en place d'un transport à la demande (TAD) de type zonal avec 3 secteurs géographiques en rabattement sur les polarités (le tripôle Vézelize/Tantonville/Haroué, Bayon et Mirecourt) avec des horaires prédéfinis

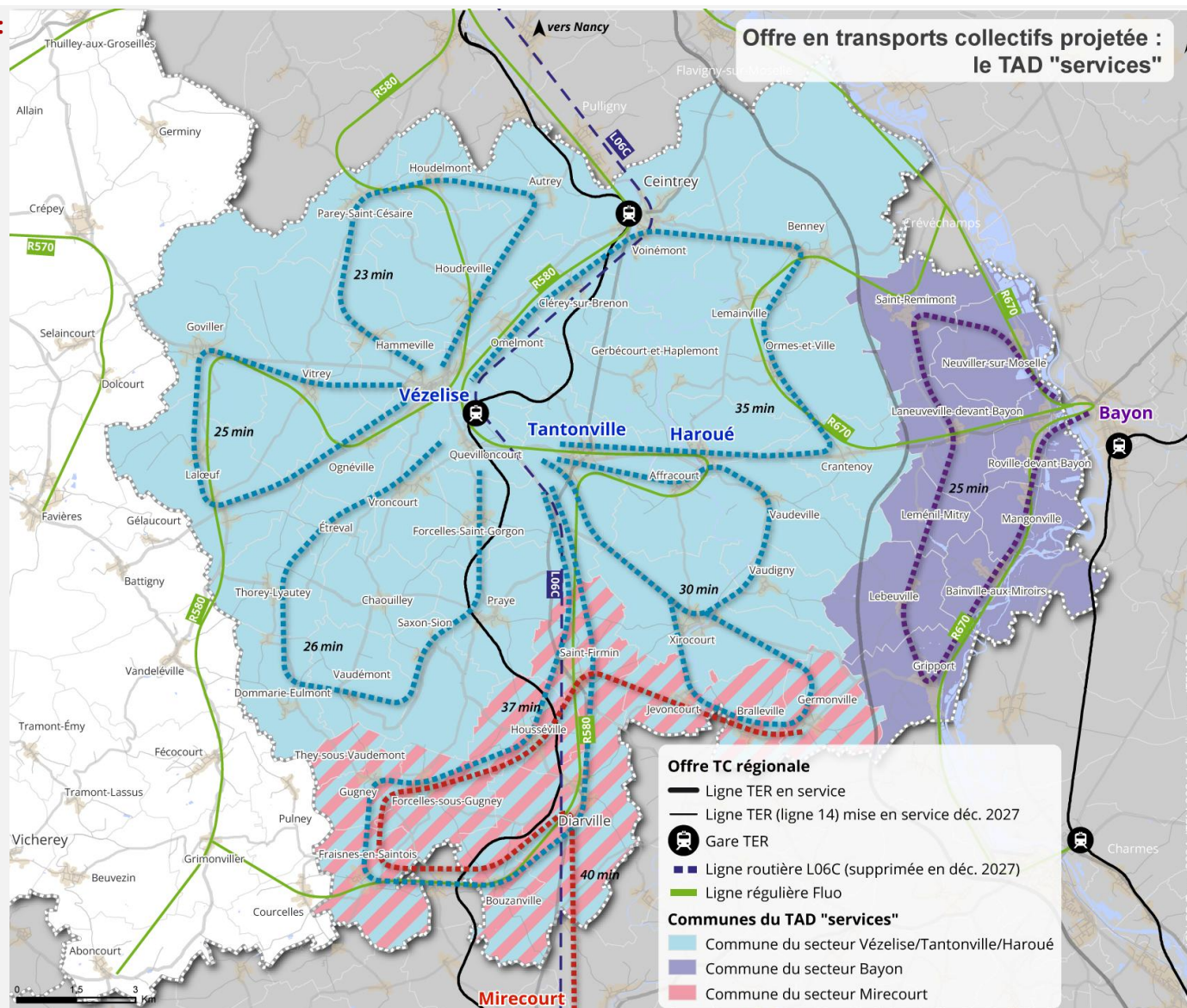
- Fonctionnement sur des **demi-journées par semaine** où **chaque commune disposerait d'1 AR à la demi-journée vers les polarités** avec un temps sur place d'environ 1h30 à 2h.
- Organisation du TAD zonal avec des **boucles virtuelles de rabattement permettant le ramassage au domicile** dans les communes et **dépose sur des points stratégiques dans la polarité** (supermarché, maison de santé, Maison France Services, etc...).
- 7 circuits de ramassage de 30 minutes en moyenne :
 - 1 vers Mirecourt : pour ces communes le TAD pourra aussi permettre de venir sur Vézelize/Tantonville/Bayon en alternant 1 jour vers Vézelize, 1 autre jour vers Mirecourt ;
 - 5 vers le tripôle Vézelize/Tantonville/Haroué ;
 - 1 vers Bayon.
- Pour l'exploitation du service : déléguée à un **prestataire** (soit un transporteur soit artisans taxis) à travers un **marché de services** (expérimentation minimum 24 mois).
- Pour évaluer les coûts d'exploitation, 3 niveaux d'offre sont proposés.

Coûts d'un TAD selon 3 hypothèses de niveau d'offre				
Hypothèses		1	2	3
Nb demi-journées / semaine de fonctionnement		2	4	6
Km maximum parcourus / an		14 500 km	24 200 km	29 000 km
Taux de déclenchement estimé		90 %	70 %	60 %
Coût par an exploitation	Via transporteur (coût global avec gestion réservation - base 3€/km)	93 k€/an	145 k€/an	187 k€/an
	Via recours à des taxis (base 1,5€ /km - hors gestion des réservations assurée par CC)	47 k€/an	73 k€/an	93 k€/an
Recettes* (base 2 passagers/boucle à 4€ A/R)		920 passagers 3,6 k€/an	1420 passagers 5,7 k€/an	1 830 passagers 7,3 k€/an

* Les recettes sont limitées et couvrent la publicité et la communication, mais ne suffisent pas à compenser les coûts d'exploitation.

Action 2 Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

👉 Mesures à mettre en œuvre :



**Action
2**
Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
👉 Mesures à mettre en œuvre (suite) :
Scénario 2 : Mise en place d'un transport à la demande (TAD) de type zonal global

- Le transport est réalisé par l'intermédiaire d'un **véhicule et d'un personnel de la CCPS** ;
- Le trajet s'effectuerait **depuis le domicile à l'adresse de destination** (possibilité d'aller partout comme un taxi) **dans toute la CCPS** ;
- Une tarification dépendante des distances réalisées** lors du trajet : 2 € pour une distance jusqu'à 20 km aller-retour / 5 € pour une distance supérieure à 20 km aller-retour.
- Pas d'horaires prédéfinis** : le premier usager qui réserve dicte l'horaire de départ et les réservations supplémentaires viennent se greffer sur les réservations précédentes pour mutualiser ou enchaîner les trajets si cela est réalisable avec l'offre de véhicule dédiée. Si cela n'est pas possible la réservation n'est pas validée.
- Un scénario impliquant une monopolisation de véhicules importantes pour une faible mutualisation mais permettant une certaine « liberté » aux passagers (possibilité de se déplacer n'importe où sur le territoire).

Coûts d'un TAD selon le scénario 2 et 2 hypothèses de niveau d'offre		
Hypothèse	Hypothèse 1	Hypothèse 2
Nb demi-journées de fonctionnement par semaine	2 demi-journées	4 demi-journées
Besoin chauffeurs	0,45 ETP (4 demi-journées par semaine)	0,9 ETP (8 demi-journées par semaine)
Coûts chauffeurs	20 k€/an	40 k€/an
Coût 1 véhicule (amortissement, assurance...)	8 k€/an	8 k€/an
Km parcourus par an	18 000 km/an	28 000 km/an
Cout km parcours par an (0,4€/km)	7,2 k€/an	11,2 k€/an
Cout total / an	35 k€/an	59 k€/an
Recettes (base +/- 3 passagers à 4€ A/R)	620 passagers 2,5 k€/an	950 passagers 3,8 k€/an

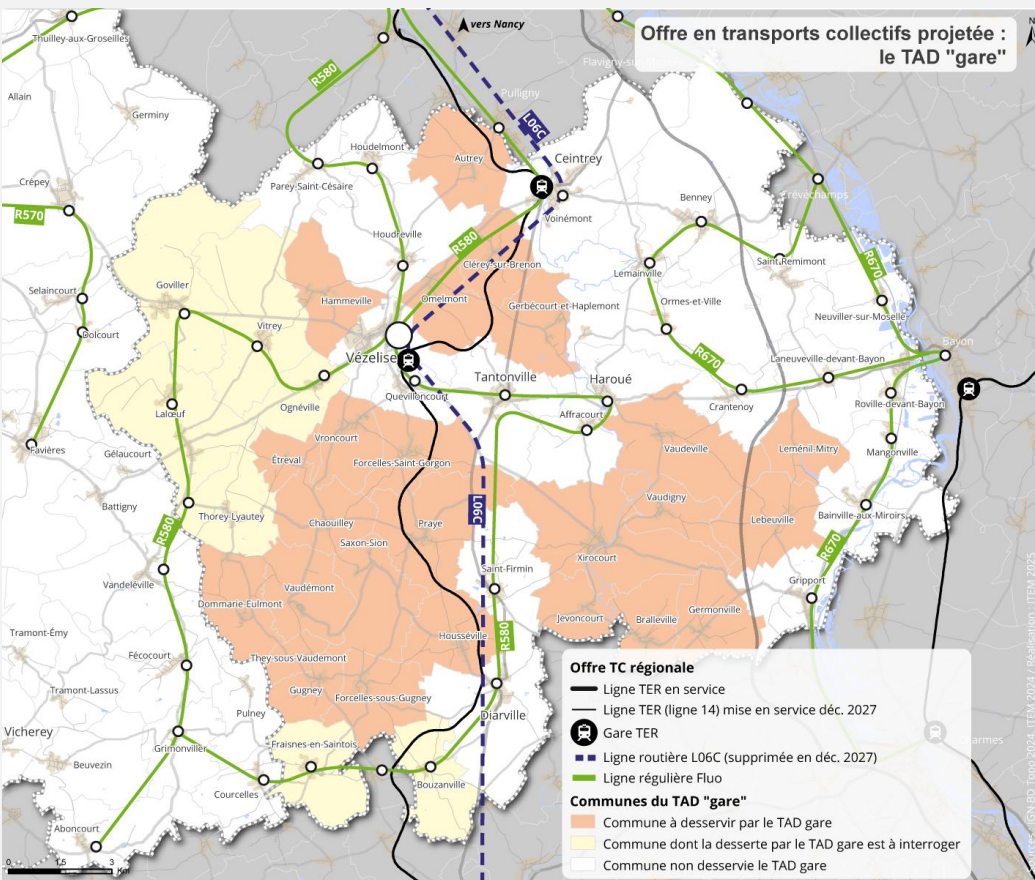
Action 2

Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

👉 Mesures à mettre en œuvre (suite) :

Mesure 2 : Mettre en place d'un transport à la demande (TAD) vers la gare de Vézelize en complément

- Un rabattement vers la **gare de Vézelize** pour **toutes les communes non desservies par une ligne Fluo** permettant d'aller à Nancy à la journée. Les communes en jaune sur la carte sont desservies par une ligne Fluo mais à des horaires contraignant (départ avant 7h le matin) et sans circulation durant les vacances. Il s'agira de s'interroger sur l'intégration ou non de ces communes dans le TAD « gare ».
- Un service **sans véritablement de circuits prédéfinis** mais plutôt par des zones de desserte dont les contours sont évolutifs selon la demande (exemple de découpage des zones sur la carte ci-contre avec estimation des boucles moyennes de ramassage pour le chiffrage) ;



- Des horaires prédéfinis selon les **horaires de train à Vézelize** (1 seul départ le matin et 1 seul retour en fin d'après-midi).
- Afin d'éviter une explosion des coûts, il faut garantir un usage du TAD « gare » pour des **besoins occasionnels**, en limitant l'usage de ce service à **2 ou 3 fois par mois** (sauf exception par exemple pour les personnes ayant commencé un travail depuis moins de 3 mois, une formation...) ;

Coûts d'un TAD « gare » selon 2 hypothèses de niveau d'offre (fourchette de coûts selon les communes prises en compte)

Hypothèses		1	2
Nombre de journées par semaine de fonctionnement		3	5
Km maximum parcourus / an		10-13 000 km	12-15 000 km
Taux de déclenchement estimé		50 %	35 %
Coût par an exploitation	Via transporteur (coût global avec gestion réservation - base 3€/km)	31-38 k€/an	36-44 k€/an
	Via recours à des taxis (base 1,5€ /km hors gestion des réservations assurée par la CC)	16-19 k€/an	18-22 k€/an
Recettes (base 3 à 4 passagers par jour à 4€ A/R)		230-300 passagers 1,0-1,2 k€/an	270-360 passagers 1,1-1,4 k€/an

**Action
2**
Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
Exemples :
Le transport à la demande de la Communauté de Communes des Collines du Perche Normand
(Orne, 16 communes, 12 150 hab.)

- Une offre mise en place depuis 2007 (avec une reconfiguration en 2021).
- **Une exploitation assurée par les artisans taxis**, tandis que la collectivité est en charge du suivi et des réservations.
- Un transport à la demande ouvert à l'ensemble des habitants de la CC pour des trajets internes à la CC et vers quelques polarités extérieures.
- Les jours et horaires de fonctionnement dépendent du motif de déplacement de l'utilisateur.

Année	2019	2021	2022
Voyages	4 538	4 048	4 898
Km	79 000	94 000	115 000
Dépenses	63 k€	94 k€	107 k€
Recettes	13 k€	18 k€	25 k€
Subventions	-	16 k€	16 k€
Reste à charge CC	50 k€	60 k€	66 k€

Libertad de la Communauté de Communes des Portes du Haut-Doubs
(Doubs, 47 communes, 25 000 hab.)

- **Une association assure la prise des réservations et l'organisation du planning des courses ;**
- Des ayant droits spécifiques (les captifs) ;
- Un transport selon un **système zonal pour des trajets non réguliers dont le départ et l'arrivée se situent à l'intérieur de la CC** (4€ par trajet pour l'utilisateur) ;
- Fonctionnement du lundi au vendredi de 6h30 à 19h et le samedi de 8h à 12h sauf jours fériés ;
- **Deux véhicules disponibles, donc la garantie de la course n'est pas assurée, ni le choix spécifique de l'horaire** (adaptation en fonction des demandes)
- Sur 1 an, 6000 trajets effectués représentant près de 51 000 km parcourus et une moyenne de 10 personnes par jour et 214 bénéficiaires différents ;
- **Coût pour la CC PHD (après déduction des recettes) : 64 k€/an**



Action 3 Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM

📌 Constats du diagnostic

- La réouverture de la ligne TER 14 est prévue par décembre 2027.
- 2 gares sur la CCPS : Ceintrey (desservie par 14 AR) et Vézelize (dont la desserte prévisionnelle est de seulement 2 AR).

📌 Objectif

- Offrir des points d'accès ferroviaires au territoire pour offrir une alternative à la voiture pour rejoindre Nancy

📌 Publics cibles

- Actifs
- Captifs

📌 Périmètre

- CCPS

📌 Mesures à mettre en œuvre

Mesure 1 : Aménager mes haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables pôles d'échanges multimodaux

Pour constituer un PEM qualitatif, différents aspects doivent être considérés pour favoriser l'intermodalité entre les différents modes de transport :

- Le **stationnement** automobile : jalonement de la gare, stationnement des véhicules
- Le rabattement **vélo** : les aménagements cyclables en rabattement et le stationnement sécurisé ;
- Le **covoiturage** : organisation d'un point de rencontre avec des places dédiées et aménagement d'arrêt de covoiturage dynamique
- Les rabattements **piétons** depuis le centre-bourg de Vézelize et de Ceintrey et la qualité des cheminements au sein du PEM pour l'accès ;
- La réalisation de **quais bus** pour assurer le rabattement avec une ligne routière de bus et assurer l'intermodalité avec les lignes existantes passant à proximité ;
- La qualité de **l'information** multimodale.

Mesure 2 : Faire du lobbying auprès de la Région pour renforcer la desserte du Pays du Saintois

Sur les 14 AR qui circuleront entre Nancy et Mirecourt, seulement 2 s'arrêteront à Vézelize (2 allers le matin vers Nancy et 2 retours l'après-midi de Nancy). Si la gare de Ceintrey bénéficiera de 14 AR, sa position excentrée ne permet pas à toute la CCPS de bénéficier de cette desserte ferroviaire. Il s'agira de faire du lobbying auprès de la Région pour améliorer la desserte de l'ensemble de la Communauté de Communes :

- Soutenir **une desserte renforcée à Vézelize**, pour que, du fait de sa position plus centrale à l'échelle de la CCPS, une plus grande part de la CCPS bénéficie des avantages du train en termes de mobilité (3000 habitants sont à moins de 5 min en voiture de la gare de Vézelize) ;
- **Promouvoir à plus long terme la réouverture de la halte de Diarville** pour que le sud de la CCPS ait un point d'accès ferroviaire et offrir un accès à la Colline de Sion pour les touristes.

Acteurs

Rôle

CCPS

Maitre d'ouvrage en tant qu'AOM locale sur l'interface gare

Région

Maitre d'ouvrage sur la partie ferroviaire en tant qu'AOM régionale et cheffe de file de l'intermodalité

Communes CD54

Partenaire technique et/ou financier

SNCF Réseau

Ancien gestionnaire d'infrastructure

📌 Coûts

- Halte de Vézelize : +/- 480 k€
- Halte de Ceintrey : +/- 445 k€
- Prévoir 0,3 ETP CCPS (lobbying, avancée et suivi des études et du projet...)

📌 Suivi des mesures

- Evolution fréquentation de la gare par type d'usagers ;
- Occupation du stationnement (VL, Vélos)

📌 Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

📌 Faisabilité



Action 3 Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM

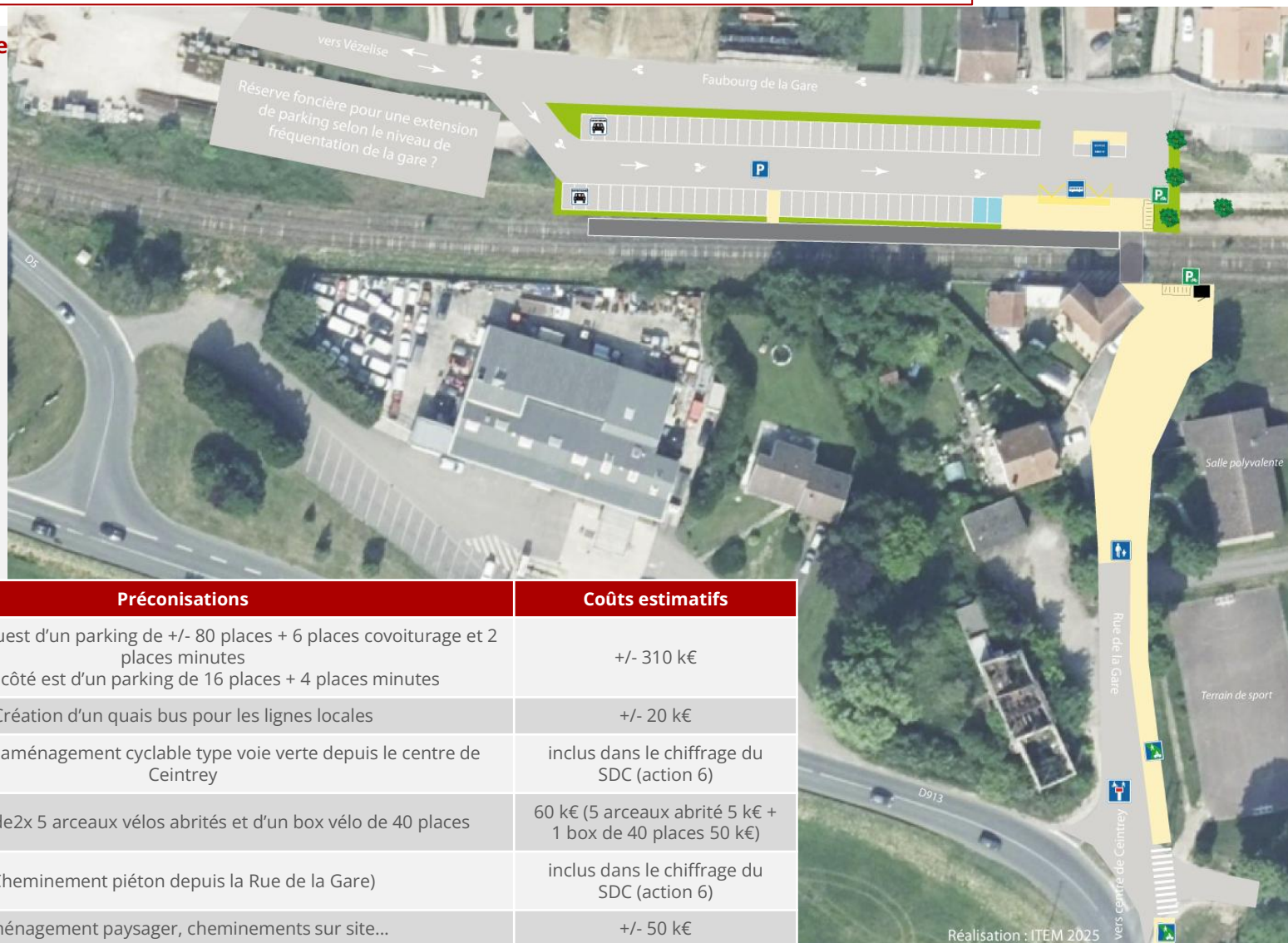
📌 Détails des mesures à mettre en œuvre

Zoom Mesure 1 : gare de Vézelize

Thématiques	Préconisations	Coûts estimatifs
Stationnement	Création d'un parking de +/- 50 places et 2 places covoiturage et 2 places minutes	+/- 220 k€
Transport collectif	Création de 2 quais bus de passage ou en terminus	+/- 40 k€
Rabatement vélo	Création d'un aménagement cyclable type route partagée en direction de Quevilloncourt et de Vézelize	inclus dans le chiffrage du SDC (action 6)
Stationnement vélo	Installation de 5 arceaux vélos abrités et d'un box vélo de 40 places	55 k€ (5 arceaux abrité 5 k€ + 1 box de 40 places 50 k€)
Rabatement piéton	Cheminement piéton depuis la Rue de la Grimpette (400 m)	+/- 60 k€
Autres aménagements	Aménagement paysager, cheminements sur site...	+/- 100 k€
Information mobilité	Panneaux d'information, plans	+/- 5 k€

Total : +/- 480 k€



**Action
3**
Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM
➤ Détails des mesures à mettre en œuvre
Zoom Mesure 1 : gare de Ceintrey


Thématiques	Préconisations	Coûts estimatifs
Stationnement	Création côté ouest d'un parking de +/- 80 places + 6 places covoiturage et 2 places minutes Création côté est d'un parking de 16 places + 4 places minutes	+/- 310 k€
Transport collectif	Création d'un quai bus pour les lignes locales	+/- 20 k€
Rabatement vélo	Création d'un aménagement cyclable type voie verte depuis le centre de Ceintrey	inclus dans le chiffrage du SDC (action 6)
Stationnement vélo	Installation de 2x 5 arceaux vélos abrités et d'un box vélo de 40 places	60 k€ (5 arceaux abrités 5 k€ + 1 box de 40 places 50 k€)
Rabatement piéton	Cheminement piéton depuis la Rue de la Gare)	inclus dans le chiffrage du SDC (action 6)
Autres aménagements	Aménagement paysager, cheminements sur site...	+/- 50 k€
Information mobilité	Panneaux d'information, plans	+/- 5 k€

Total : +/- 445 k€

A close-up photograph of a hand holding a red pushpin, pinning a map. The map shows a grid of streets and some geographical features. The text "Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information" is overlaid on the image in a purple font.

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

Action 4

Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité disponibles

📌 Constats du diagnostic

- Une méconnaissance de l'offre de déplacement alternative à la voiture individuelle de la part des habitants.
- 70 % de la population ne connaît pas la plateforme régionale d'informations Fluo.

📌 Objectif

- Améliorer la connaissance des solutions de mobilité pour favoriser leur utilisation.

📌 Synthèse des mesures à mettre en œuvre

Mesure 1 : Créer un guide mobilité reprenant l'ensemble des offres de mobilité à l'échelle de la CCPS

- **Élaborer un guide en intégrant une approche multimodale** (voiture partagée, transports en commun, services vélo, covoiturage, mobilité solidaire, lignes scolaires ouvertes à tous, ...) **avec une cartographie** de l'offre de transports en commun (plan + fiches horaires + informations tarifaires), des itinéraires cyclables, et des aires de covoiturage.
- Prévoir des renvois vers la plateforme régionale « **Fluo Grand Est** » qui regroupe les informations relatives au transport collectif de la Région.
- Mettre en évidence les **avantages procurés par les modes de transport alternatifs** (coût, temps, bienfaits sur la santé, l'environnement, ...) de façon à initier une action de fond sur le changement de comportement.

Mesure 2 : Assurer une communication multisupport pour toucher tout le monde

- **Divers supports combinables seraient à envisager et devront être régulièrement actualisés :**
 - Un **format papier et PDF** pour l'impression et le téléchargement, avec une diffusion par mailing, dans les bulletins municipaux et distribué dans les établissements recevant du public (Mairies, Office du Tourisme, Maison France Service) (limiter la distribution papier pour faciliter l'actualisation !).
 - Un **format en répertoire web** sur un site dédié ou intégré au site de la CCPS (à privilégier) avec une page « répertoire » spécifique à mettre à jour à chaque évolution de l'offre de mobilité.

Mesure 3 : Uniformiser et renforcer la communication entre les acteurs

La communication sur la mobilité au sein des structures recevant du public (qu'il s'agisse des collectivités territoriales, des Maisons France Services, des CCAS et des structures d'insertion,...) est limitée et hétérogène. La communication proposée par les différents acteurs du territoire envers les habitants, doit **être plus importante, qualitative ...**

📌 Publics cibles

- Tous publics

📌 Périmètre

- CCPS

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS	Maitre d'ouvrage pour coordonner / améliorer la communication locale
Communes / Région / CD / acteurs de la mobilité solidaire...	Partenaires pour la mise à disposition des données de l'offre et relais de l'information.

📌 Coûts

- **Prévoir entre 6 et 10 k€ :**
 - Création d'un site web dédié : +/- 5 k€
 - Maquettage d'un livret mobilité par une agence externe : +/- 5 k€
 - Impression de 300 livrets : 1 k€
- 0,15 ETP pour l'année de première création du guide/répertoire, puis suivi ponctuel.

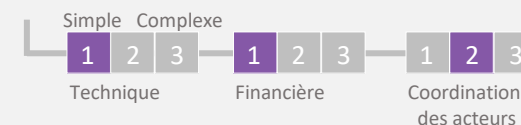
📌 Suivi des mesures

- Nombre de guides papiers distribués
- Nombre de téléchargements du guide ou de connexions internet à la page
- Evolution de la fréquentation des services

📌 Impact report modal

Limité **Moyen** Élevé

📌 Faisabilité

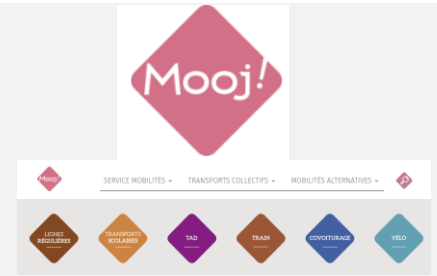


**Action
4**

Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité disponibles

► Détail mesures à mettre en œuvre

Zoom mesure 1 : Pour aider la CCPS dans ces réflexions, des exemples de guides multimodaux ont été analysés et comparés. 3 concernent des guides au format papier/imprimable et 1 est une plateforme mobilité dédiée.



Territoire	CC du Thouarsais	CC Rivière Chinon St Benoît la Forêt	CC du Genevois	Mooj! Plateforme mobilité de Mauges Communauté
Type répertoire	Livret à imprimer ou télécharger	Livret à imprimer ou télécharger	Livret à imprimer ou télécharger	Site internet dédié
Un sommaire	non	non	non	Page d'accueil avec menu
Nombre de pages / format	11 pages / format A4	11 pages / format A4	9 pages / format A4	6 sous menus dédiés aux modes
Présentation du territoire	non	non	Oui avec carte de l'offre	non
Offre présentée	Mode actifs, plan vélo & services associés, TC, TAD, mobilité inclusive, covoiturage, carburants alternatifs	TC, modes actifs, voiture individuelle, voiture partagée, stationnement	Voiture solo pour montrer ses points négatif, voiture autrement, TC, modes actifs,	Cars régional, TER, bus et TAD communautaire, transport scolaire, vélo, services vélos, covoiturage, services de mobilité solidaire
Carte de l'offre	Oui (dont plan vélo, plan TC local et plan avec liaisons extérieures)	Oui (mais schématique avec plan vélo, plan lignes TC)	Oui avec un plan de l'offre multimodale sur une double page	Non – juste plan de l'offre TC
Grille / détail des horaires précis	Non pour assurer pérennité du guide	Non pour assurer pérennité du guide	Non pour assurer pérennité du guide	Oui
Comparatif entre les modes	Non	Non	Oui	Renvoi sur le calculateur régional
Sensibilisation	Très limitée	Très limitée	Oui	Non
Contact pour en savoir plus	Oui (nombreux contacts et renvoi web)	Oui (nombreux contacts et renvoi web)	Oui (nombreux contacts et renvoi web)	Oui (téléphone, mail et guichet)
Les « plus » du répertoire	Quiz « A vous de jouer ! »	Des zooms & conseils par mode (comment équiper son vélo ? Eco-conduite...)	Focus sur l'autosolisme et son coût, des conseils & recommandations pour améliorer sa mobilité.	-


Action
4

Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité disponibles

👉 Détail mesures à mettre en œuvre (suite) Suite zoom mesure 1

TRAINS ET AUTOCARS RÉSEAU TER SNCF

Voyager en train, c'est du temps gagné !




Le train, c'est :

- Confortable : fîel le stress et les embouteillages, je peux écouter de la musique, lire un livre, travailler, me reposer...
- Écologique : avec le TER, je contribue à préserver l'environnement.
- Pratique : je peux monter dans le train avec mon vélo.

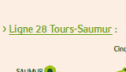
Mars habitait Châlon et travaillait à Tours.
Pour 35 minutes, il prend le train à 7h34 et repart de Tours à 7h53.
Pour gagner du temps, Mars prend son vélo entre son lieu d'habitation et la gare de Châlon puis entre la gare de Tours et son lieu de travail.

Zoom : Accès plus




- Accès Plus est un service gratuit d'accueil en gare et d'accompagnement au train. Ce service personnalisé s'engage à faciliter l'organisation du voyage des clients en situation de handicap. Informations au 0890 640 650 (0,11 €/min TTC) ou sur www.accessibilite.sncf.com
- La gare de Châlon est également accessible aux personnes à mobilité réduite (accès de plain-pied, signalétique adaptée...).

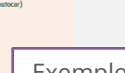
Ligne 28 Tours-Saumur :



Ligne 29 Tours-Chinon :



Ligne autocar TER Chinon-Loudun-Thouars :



Informations pratiques

- En partant de Châlon, je me rends facilement :
 - En autocar à Loudun et à Thouars ;
 - En train ou en autocar à Tours : 11 départs quotidiens (du lundi au vendredi), 5 départs le dimanche ;
 - En train à St-Pierre-des-Corps, afin de rejoindre l'aéroport Charles de Gaulle en seulement 1h15.
- En partant de Port-Boulet, je me rends facilement à Tours, Orléans, Saumur, Angers, Nantes et même la côte Atlantique.
- Tarifs : De nombreux abonnements et tarifs préférentiels existent pour les lycéens, étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi et salariés.

Où m'informer ?

- Site internet : www.ter.sncf.fr/centre
- TER Centre : 0 800 83 59 23, du lundi au samedi de 6h à 20h
- Gare de Châlon :
 - Lundi au vendredi : 6h-20h05
 - Samedi : 6h00-20h05
 - Dimanche et jours fériés : 13h05-20h05
- Guichet de la gare de Châlon :
 - Lundi au vendredi : 6h00-13h/13h40-20h40
 - Samedi : 6h00-13h40-20h40
 - Dimanche et jours fériés : 13h40-20h40

Exemple carte multimodale détaillée sur le répertoire de la CC du Genevois



Exemple présentation synthétique de l'offre de TC régionale sur le répertoire de la CC du Chinois

COVOITURAGE

Le covoiturage est un mode de déplacement pratique, économique et convivial. Vous pouvez covoiturer pour les trajets du quotidien ou les trajets de longues distances.

Les aires existantes

Pour améliorer et faciliter vos déplacements, plusieurs aires de covoiturations sont aménagées sur le territoire. Ces parkings peuvent servir de lieu de rendez-vous ou de dépôt, mais aussi vous permettre de stationner votre voiture dans un endroit adapté, si vous êtes passager. Le stationnement est gratuit et n'a pas de temps limité. Covoiturer devient alors plus facile !

COVOITURAGE en Thouarsais



Le groupe facebook

La Communauté de Communes du Thouarsais met à disposition des habitants un groupe Facebook de covoiturage : Covoiturage en Thouarsais. En le rejoignant vous pouvez proposer ou rechercher des trajets de courtes et longues distances.

Aire de covoiturage



À TOUTES LES JOURS !

Combien économisez-vous si vous faites un trajet Thouars-Bordeaux en covoiturage avec 4 personnes ?

A) 15 €
B) 22 €
C) 32 €
D) 41 €

EN SAVOIR PLUS : www.thouars-communaute.fr/TER-RDS-Covoiturage
www.facebook.com/groups/369372363592207/

Exemple comparaison de trajets avec différentes solutions de mobilité sur le répertoire de la CC du Genevois

À chaque besoin et chaque trajet...

Retrouvez la carte de la mobilité de la communauté de communes du Genevois page suivante



... sa solution !

St-Julien / route de Thairy vélo sur près de 50% de voies sécurisées St-Julien / Le Galien	"Je me rends à Pôle emploi ou à la Mission Locale." Gratuit 7 min
Vallières arrêt Vallières Espace Pol tpg ligne N Viry-Chef-Lieu	"Je vais à la MJC de Viry." 1,60 € 16 min
Vulbens Je prends un passager via Kixit ou covoiturage-leman.org ArchParc	"Je vais travailler à ArchParc en voiture et souhaite partager les frais." Je gagne jusqu'à 12€ / semaine 20 min
Savigny navette Proxigem Vallières	"Je dois aller à Vallières mais le bus ne passe pas par chez moi." 6€ aller-retour 10 min
Gare de St-Julien train gare d'Annemasse bus Tango arrêt Lycée Jean-Monnet Maison des adolescents à Vétraz-Monthoux	"Je veux aller à la Maison des adolescents." 3,90 € + 1,60 € 32 min
Archamps place de l'Eglise arrêt Pont de Combe tpg ligne M arrêt St Julien SNCF St-Julien centre-ville	"Je me rends à St-Julien pour faire des achats." 1,60 € 28 min
Feigères en voiture P+R gare de St-Julien bus tpg D arrêt Lancy-Pont-Rouge Lancy (canton de Genève)	"Tu peux aussi autostopper depuis l'arrêt Rezo Ponce Place de l'Eglise : c'est gratuit et ce sera souvent plus rapide !" "Je vais travailler tous les jours à Lancy." Lémans Pass 96€/mois (+P+R gratuit) 40 min

Action 5 Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

📌 Constats du diagnostic

- Les répondants semblent prêts à changer leurs habitudes de mobilité si une amélioration de l'offre est apportée, notamment pour les modes actifs.

📌 Objectif

- Améliorer la connaissance des solutions de mobilité pour favoriser leur utilisation.

📌 Synthèse des mesures à mettre en œuvre

1. Promouvoir des challenges mobilité organisés à l'échelle régionale

Le défi « J'y vais! » organisé chaque année par l'ADEME Grand Est pour encourager et promouvoir la mobilité durable, en particulier le vélo, lors des trajets domicile-travail et domicile-école. Il a pour objectif d'encourager et de promouvoir les alternatives à l'autosolisme. Ce challenge est décliné en fonction des publics (établissements scolaires ou actifs) et en fonction du mode (vélo ou modes alternatifs à la voiture particulière).

2. S'appuyer sur des manifestations locales existantes pour faire connaître à cette occasion l'offre de mobilité aux habitants via un stand d'information, des animations ludiques (essai de VAE...).

3. Organiser des événements festifs grand public à l'échelle intercommunale (fête du vélo, la voie Verte d'un jour)

Exemple Fête de la mobilité à Baume-les-Dames



Au programme :

- Balades urbaines à vélos ;
- Atelier réparation vélos ;
- Village de la mobilité : simulateurs de conduite, vélo smoothies, quizz, etc... ;
- Tables rondes (« Comment se déplace-t-on près de chez nous ?... ») ;
- Ciné-cyclo ...



📌 Publics cibles

- Tous publics

📌 Périmètre

- CCPS

Acteurs	Rôle
CCPS	Chef de file en tant qu'AOM locale, organisateur ou relais local en cas d'évènement porté par d'autres acteurs
Région / CD / ADEME	Organisateurs ou partenaires techniques et/ou financiers
Communes	Partenaires techniques dans la mise en œuvre des évènements

📌 Coûts

- Fête de la mobilité : +/- 10 k€/opération
- Challenge de la mobilité : 1 000 €/an comprenant la communication et les lots pour les lauréats
- 0,1 ETP/an

📌 Suivi des mesures

- Nombre d'évènements réalisés
- Nombre de participants aux challenges mobilité
- Nombre de personnes sensibilisées

📌 Impact report modal

Limité Moyen Élevé

📌 Faisabilité



A close-up photograph of a hand holding a red pushpin, which is being placed onto a map. The map shows a grid of streets and some green areas. The background is slightly blurred, focusing attention on the hand and the pushpin.

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

Action 6

Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

Constats du diagnostic

- Une pratique faible du vélo notamment utilitaires chez les habitants
- Une demande forte de création d'aménagements ressortie dans le questionnaire

Objectif

- Répondre aux enjeux énergétiques et environnementaux en favorisant la pratique du vélo au quotidien.

Synthèse des mesures à mettre en œuvre

Il s'agira de mettre en œuvre le maillage de liaisons douces définis dans le Schéma Directeur Cyclable (SDC) afin de sécuriser et développer la pratique du vélo sur le territoire et en lien avec les territoires voisins.

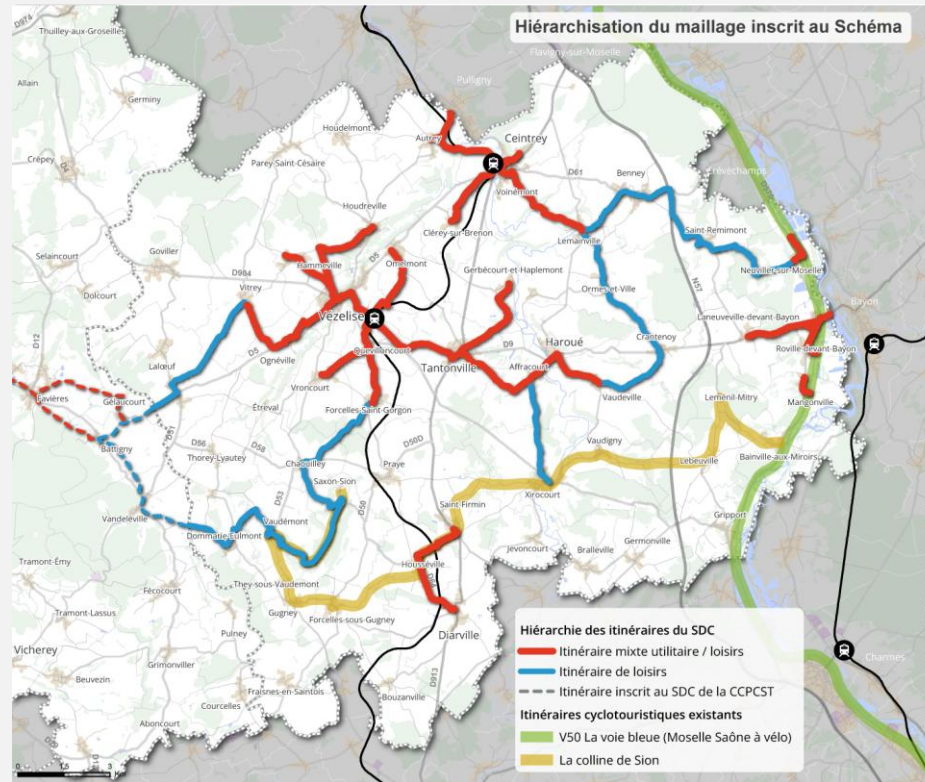
Un maillage global de 96 km d'itinéraires cyclables.

Le maillage cyclable se décompose en **30 itinéraires**, eux-mêmes découpés en **237 tronçons**.

Un maillage hiérarchisé en fonction de la vocation des itinéraires

- Les itinéraires structurants à vocation mixte utilitaire et loisirs (55 km)
- Les itinéraires à dominante touristique / loisirs (41 km).

- Ce maillage traduit l'ambition de développer la pratique cyclable à l'échelle intercommunale, mais nécessitera d'être phasé dans le temps au regard des fortes contraintes techniques et des priorités budgétaires.



Publics cibles

- Tous publics

Périmètre

- CCPS

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS	Rôle à définir selon son souhait d'intervention (même sans compétence voirie) dans la mise en œuvre des aménagements
CD54, Communes ..	Acteurs théoriques (gestionnaire voirie) compétents pour la mise en œuvre des aménagements
Région, ADEME, Etat, UE	Partenaires financiers selon leurs dispositifs de subventions

Coûts

- **4,7 M€ HT pour le maillage retenu, à partager entre les différents gestionnaires de voiries et financeurs.**
- De nombreuses sources de financement à étudier à chaque projet (AAP, programme CEE...)

Suivi des mesures

- Linéaire d'aménagements cyclable réalisés (% d'avancement, km/habitant...)
- Part modale du vélo chez les actifs...

Impact report modal

Limité Moyen Élevé

Faisabilité



Action 6

Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

👉 Détails des mesures à mettre en œuvre

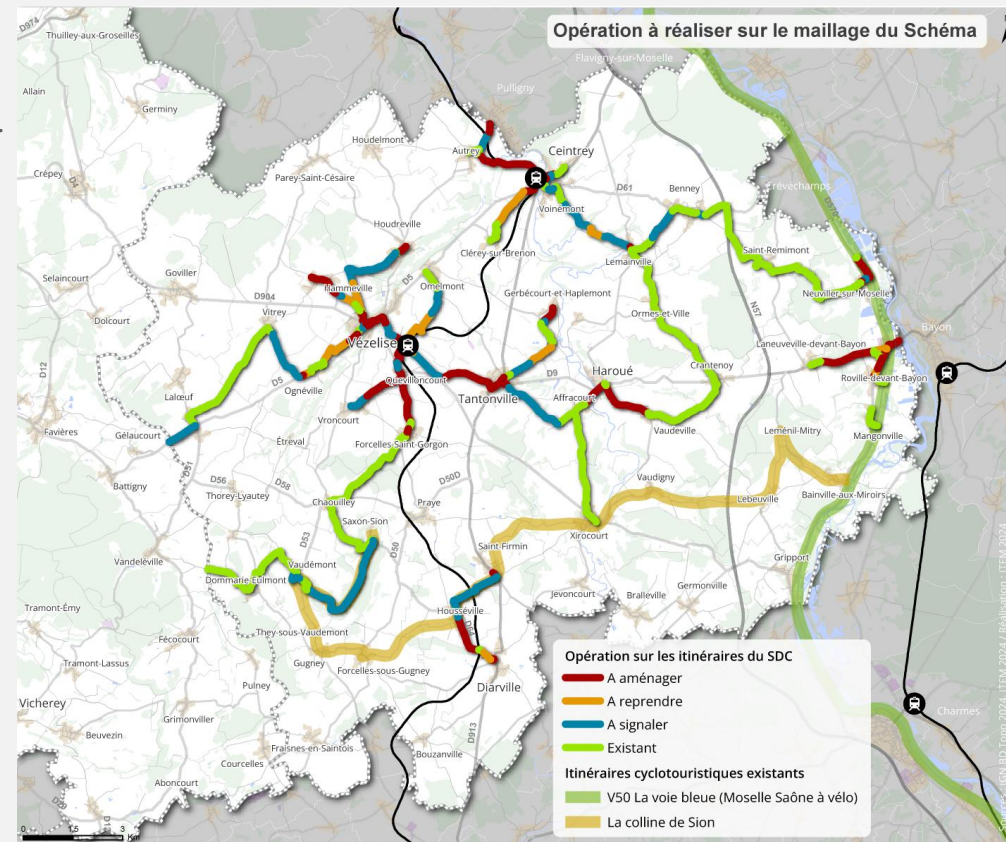
Les préconisations d'aménagement

Pour chaque tronçon, une préconisation d'aménagement a été faite en lien avec le potentiel de cyclistes, le trafic routier, le profil de voirie, etc. Il s'agit d'utiliser le panel d'aménagements cyclables disponible selon le contexte, le besoin et l'usage. Les préconisations s'appuient sur les recommandations du CEREMA.

- Ces préconisations représentent un **avis technique** (pour notamment réaliser le chiffrage estimatif) défini sur la base des données et état des connaissances au moment de la réalisation du schéma.
- Lors de la mise en œuvre opérationnelle, les choix définitifs de l'aménagement sont en revanche susceptibles d'évoluer et ce pour plusieurs raisons :
 - Si des contraintes techniques, foncières, ... apparaissent ;
 - Selon les choix de la collectivité sur les aménagements préférentiels ;
 - En fonction de l'avis technique du gestionnaire de voirie ;
 - En fonction des moyens financiers disponibles et les aides mobilisables.

Opération à réaliser sur le linéaire du maillage	Linéaire
Aménagement existant <i>Pas d'aménagement à réaliser en dehors des opérations d'entretien</i>	Env. 44 km 46 %
A signaler <i>Uniquement du marquage et/ou de la signalisation (pas de travaux de voirie)</i>	Env. 23 km 24 %
A reprendre <i>Chemin existant mais nécessitant d'être réaménagé</i>	Env. 8 km 8 %
A aménager <i>Pas de chemin ou d'aménagement existant</i>	Env. 22 km 23 %
Total	96 km

- 70 % du maillage ne nécessite pas de travaux de voirie conséquent.** Il s'appuie sur des chemins existants qui ne nécessite pas de reprises majeures ou sur des routes à faible trafic où l'implantation d'une signalisation peut être recommandée.
- En revanche 30 % nécessite des travaux parfois importants, pour aménager un itinéraire praticable à vélo.



Action 6

Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

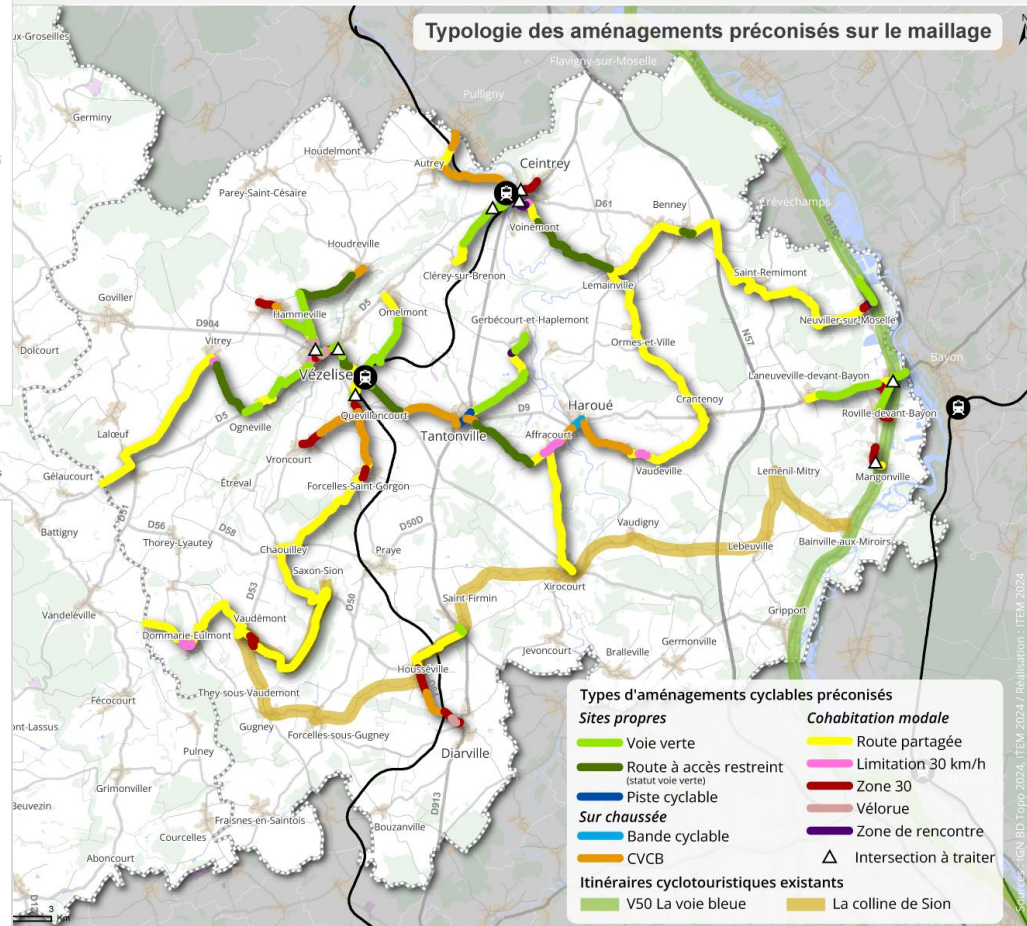
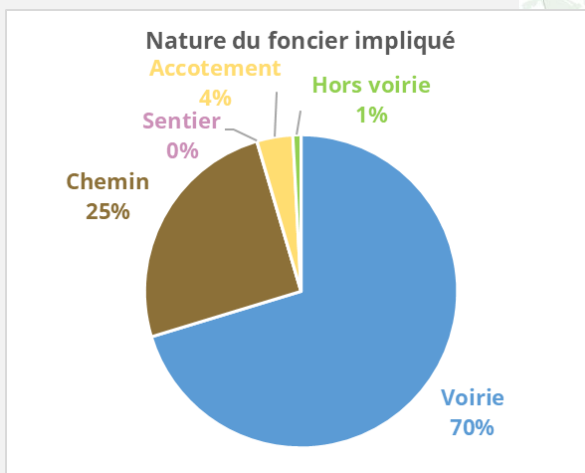
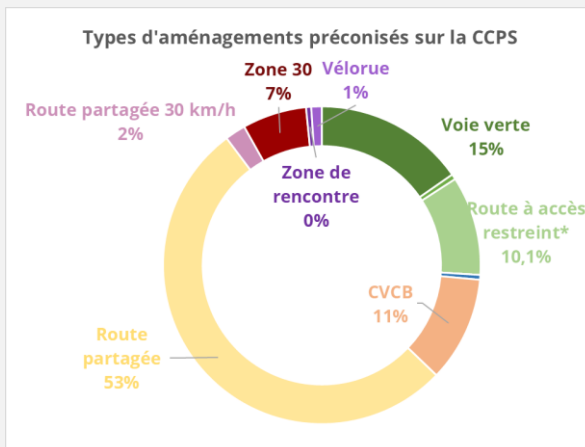
📌 Détails des mesures suite :

Répartition des types d'aménagements préconisés :

- 38 % du linéaire accueillerait des aménagements cyclables (25 % site propre ou assimilés, environ 12 % d'aménagements sur chaussée), et 62 % de la cohabitation modale (secteurs pacifiés ou simple signalisation sur route partagée).

Le foncier mobilisé :

- 70 % du linéaire est réalisé sur des voiries existantes et 25 % sur des chemins.
- 5 % du linéaire demande une étude des possibilités foncières, car réalisé sur des sentiers qu'il faut élargir, soit sur l'accotement le long de routes existantes, soit situés en dehors des voies existantes.
- Pour le linéaire aménagé sur des chemins existants, il s'agira de vérifier la nature du foncier et envisager une DUP pour une entière maîtrise foncière.



Action
6

Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

👉 Détails des mesures suite :

Le chiffrage du Schéma Cyclable

Un chiffrage estimatif de ces aménagements a été réalisé à l'aide de ratios au mètre linéaire selon les aménagements envisagés sur chaque tronçon, déclinés selon l'importance de l'intervention et intégrant le traitement des intersections délicates (marquage dans giratoire, ...) et le jalonnement.

Il représente environ **4,7 millions d'euros HT** pour l'ensemble du linéaire de la CCPST. Ce montant s'entend **hors coûts des études de faisabilité et des acquisitions foncières** que pourrait impliquer la réalisation de certains aménagements, **mais ne prend pas en compte les financements extérieurs possibles** (DSIL, AAP, CEE...) **et les travaux de mutualisation** réalisables dans le cadre des programmes d'entretien et de réfection de voirie ne sont pas pris en compte.

Détails des coûts (hors taxes)	Coûts estimatifs global	Maillage communal	Itinéraires touristiques
Aménagement du linéaire	4,5 M€	4,5 M€	7 k€
Traitement des intersections	+/- 136 k€	+/- 136 k€	-
Installation du jalonnement	+/- 67 k€	+/- 41 k€	+/- 26 k€
Total	4,7 M€ HT		

Le coût moyen des travaux s'élève à **88 € HT/ml** sur la partie restant à aménager / à reprendre / à signaler, montant qui pourra s'ajuster en fonction du niveau réel d'aménagement souhaité.

A terme, les coûts d'entretien s'élèvent à **+/- 104 k€/an** une fois le maillage entièrement finalisé.

La mise en œuvre du schéma directeur cyclable : un travail multi-partenarial

- Le Schéma porté par la CCPS **n'a pas de caractère « opposable »** : pas d'obligation de réalisation, pas de délai fixé... Il est en revanche **indispensable pour répondre à l'essentiel des appels à projets** qui ouvrent droit à des **co-financements** sur les aménagements, études pré-opérationnelles...
- La mise en œuvre opérationnelle du schéma fera appel :
 - à la **compétence d'organisation de la Mobilité, détenue par la CCPS**, pour le développement de **services vélos** (inscrit dans le plan d'action du PdMS) ;
 - à la **compétence voirie** pour la réalisation des **aménagements** (sauf s'ils ne sont pas à réaliser sur des voiries : exemple d'une voie verte sur un chemin ...), **détenue essentiellement par le Département et les Communes**
- Ainsi, sur le **volet « aménagement »** ce sont **le Département et les Communes** qui auront « théoriquement » dans la configuration actuelle en charge la mise en œuvre des aménagements.
- Ce sera à la CCPS de définir son propre rôle dans la mise en œuvre du schéma** (au regard de ses priorités, son ambition politique, ses moyens humains et financiers...), **car les possibilités d'intervention sont multiples en étant AOM locale et/ou en l'absence de compétence sur l'essentiel des voiries !**
 - Rôle de **sensibilisation**, ou rôle lié à **l'ingénierie** avec accompagnement techniques, recherche de subventions,...
 - Une intervention **financière et/ou sur les travaux** (conventions de « Maîtrise d'Ouvrage déléguée » ou, compétence « de création, aménagement et entretien de liaisons cyclables d'intérêts communautaires en lien avec le schéma » : (rôle permis par la LOM et qui n'implique de transfert de la compétence voirie).

En amont de la réalisation de chaque projet, il sera nécessaire d'analyser les financements mobilisables afin d'identifier si les linéaires concernés s'inscrivent dans les financements concernés par le SRV, le Plan Vélo Départemental, si des AAP sont ouverts ou si d'autres dispositifs peuvent être explorés (programme Leader, Feder...)... Certains financements sont cumulables, mais souvent avec un reste à charge obligatoire de 20% pour le gestionnaire.

Action
7

Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

➤ Constats du diagnostic

- Une offre de stationnement faible et hétéroclite : +/- 190 places réparties sur 28 points dans 25 % des communes de la CCPCST et de la CCPS.

➤ Objectif

- Disposer d'un espace de stationnement à destination et sécuriser les cycles
- Organiser l'espace public en évitant le stationnement anarchique de vélos

➤ Synthèse des mesures à mettre en œuvre

Il s'agit d'augmenter tant quantitativement que qualitativement le stationnement vélo, sur l'espace public et aux abords des pôles générateurs pour laisser son vélo en toute sécurité et éviter le stationnement sauvage.

Mesure 1 : Définir les contours d'une vague d'équipement adaptée à la durée de stationnement du vélo

En fonction de la vocation (achat dans des commerces de proximité, intermodalité ...) et du temps de stationnement (courte durée ou longue durée), plusieurs types d'équipement sont envisageables.

- **Pour du stationnement longue durée** (à certains arrêts des lignes régionales ou locales et sur certaines aires de covoiturage), les types d'équipement les plus appropriés sont l'installation de box individuels fermés ou des arceaux abrités.



Arceaux abrités
5 k€ pour module de 5 arceaux



Box individuels
4 k€ pour un module 2 box

On peut envisager d'installer +/- **4 modules d'arceaux abrités ou de box sécurisés** en lien avec les arrêts Fluo sur Vézelize, Tantonville, Haroué et Roville-devant-Bayon, soit **un coût moyen de l'ordre de 16 k€**.

- **Pour du stationnement courte ou moyenne durée** (proche des commerces ou des équipements communautaires par exemple), les dispositifs sont moins onéreux : les arceaux simples, possiblement abrités.

Une première étape pourrait être réalisée avec 300 arceaux à répartir sur les communes et à proximité pôles générateurs principaux (+/- 40 à Vézelize, +/- 20 dans les autres polarités et de 1 à 5 dans les autres communes) soit **un coût de l'ordre de 45 k€**.



Arceaux simples
150 € pour 1 arceau

➤ Publics cibles

- Tous publics

➤ Périmètre

- CCPS

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS	Pilote de l'action pour la réalisation d'une commande groupée
Communes	Partenaires techniques (voire financier) pour l'installation des stationnements

➤ Coûts

- Une 1^{ère} vague de 300 arceaux sur l'espace public et 4 modules de stationnement moyenne/longue durée : +/- 61 k€ (hors installation)
- Des aides possibles à explorer, exemple avec le programme des CEE Alvéole + jusqu'à 40% de l'investissement avec des plafonds par type d'équipements éligibles.

➤ Suivi des mesures

- Evolution du nombre et point de stationnements, taux d'équipement pour 1000 hab. ...
- Evolution de l'occupation du stationnement vélo (enquête terrain sur des secteurs cibles)

➤ Impact report modal

Limité Moyen Élevé

➤ Faisabilité



Action
7

Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

🔍 Détail mesures à mettre en œuvre

Quelques **préconisations** peuvent être suivies afin d'optimiser au mieux l'implantation des points de stationnement :

- Le stationnement doit être **visible** et **signalé** : l'implantation d'un panneau en hauteur aide à leur repérage ;
- Il doit être également **facile d'accès** depuis la chaussée ou l'aménagement cyclable (pas de ressaut à franchir) en privilégiant les espaces consacrés au stationnement VL ;
- Il peut être implanté en lieu et place de la place de stationnement située en amont de chaque traversée piétonne (obligation issue de la LOM) ;
- Il est conseillé **d'homogénéiser le modèle** de stationnement afin d'améliorer la lisibilité de l'offre de stationnement vélo.
- Le stationnement doit bénéficier de **dimensions** facilitant l'attache optimale du vélo à l'aide d'un seul antivol de type U ;
- Les racks sont à proscrire (vulnérabilité au vol et risque de voilure).

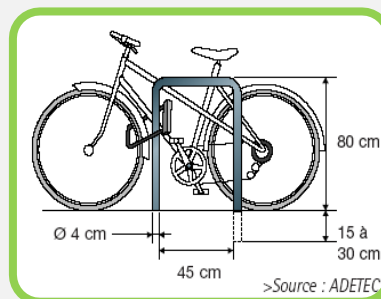
Mesure 2 : Assurer un portage par la CCPS à travers un groupement de commande pour un choix de matériel commun permettant de donner une identité visuelle et permettre une cohérence dans les équipements.

Il peut être envisagé un achat global par la CCPS, voire avec la CC du Pays de Colombey et une installation par les communes pour déployer les arceaux, de manière à obtenir un stationnement uniformisé à l'échelle des 2 CC.

Mesure 3 : Inciter le Département à mettre à niveau l'équipement en stationnement vélos dans les collèges

A noter que pour le cas du collège, le stationnement des élèves et du personnel s'effectue dans l'enceinte de l'établissement et reste à la charge du Département. Il est toutefois préconisé de prévoir quelques arceaux sur l'espace public (comptabilisé dans la mesure 1) pour les visiteurs ou lorsque le parc de l'établissement n'est pas disponible.

Nombre de stationnements préconisés selon la taille de la commune			
Pôle à équiper	< 500 hab.	500 – 1 000 hab.	> 1 000 hab.
Administration (mairie, MFS...)	1 à 2 arceau(x)	1 à 2 arceaux	3 à 4 arceaux
Commerces de proximité	2 arceaux	2 à 4 arceaux	1 arceau pour 2 commerces
Culture / salle polyvalente	2 à 3 arceaux	3 à 6 arceaux	6 à 15 arceaux
Santé	2 arceaux	2 à 3 arceaux	3 à 6 arceaux
Ecole primaire	2 à 3 arceaux	3 à 4 arceaux	5 à 8 arceaux
Collège	6 arceaux (sur voirie)		
Tourisme (patrimoine, loisirs...)	4 à 10 arceaux		
Equipement sportif	2 à 3 arceaux	6 à 12 arceaux	10 à 20 arceaux
Arrêt TC / covoiturage	De 0 à 5 arceaux ou box selon la fréquentation		



Racks à proscrire

Action 8

Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

Constats du diagnostic

- Le territoire rassemblant la CCPCST et la CCPS est encadré par différentes véloroutes : l'EV19 à l'ouest et la V50 à l'Est dont la connexion est possible hors territoire par la V52 passant par Nancy...
- La CCPS a jalonné un itinéraire entre la V50 et la Colline de Sion.

Objectif

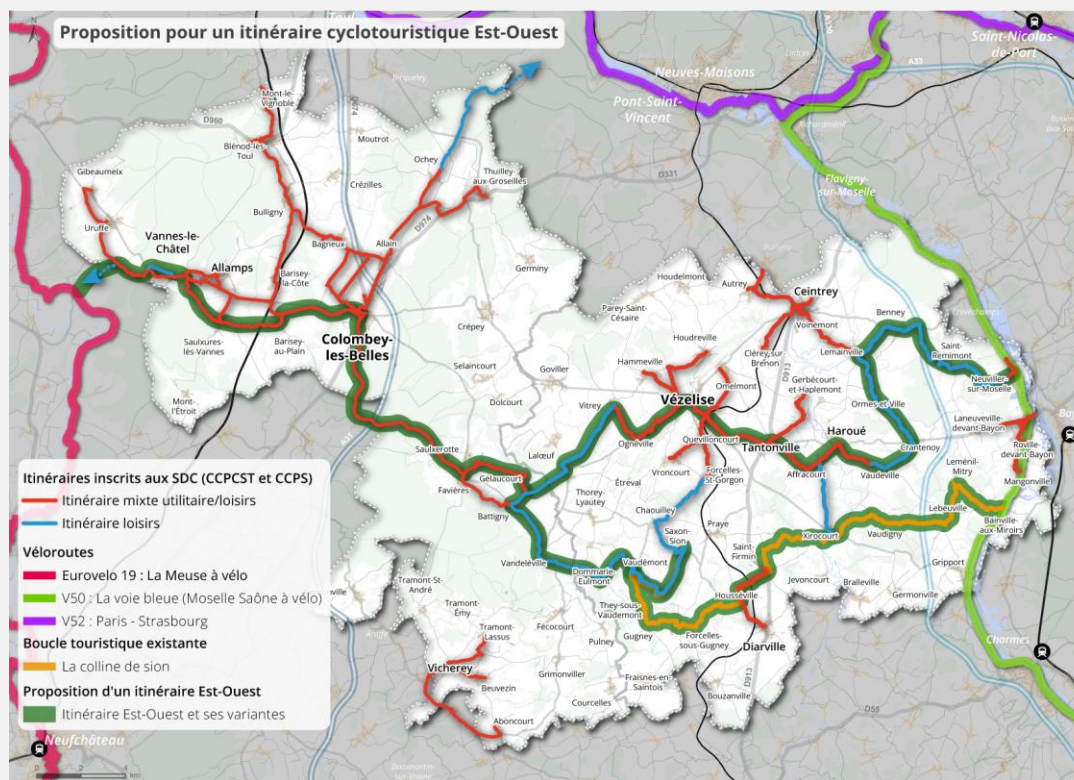
- Développer le potentiel cyclo touristique du territoire en reliant les 2 véloroutes

Synthèse des mesures à mettre en œuvre

Il s'agirait donc de mener une étude visant à définir l'intérêt et le potentiel touristique d'une telle liaison pour faire profiter au territoire d'une partie des cyclotouristes présents sur l'EV19 et V50). Evaluer la faisabilité d'inscrire cette liaison de connexion dans le réseau de véloroute (antenne V52 ?)

Les Schémas Directeurs Cyclables de la CCPCST et de la CCPS ont inscrit des itinéraires qui pourraient être supports de cette liaison Est-Ouest traversant les 2 CC et se assurant le lien avec les 2 véloroutes.

Sur la CCPS, 2 variantes sont possibles, l'une par la Colline de Sion, l'autre plutôt, Vézelize. Sur la CCPCST, un itinéraire se dessine en passant notamment par Favières, Colombey et Vannes-le—Châtel.



Publics cibles

- Tous publics

Périmètre

- CCPCST et CCPS

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPCST / CCPS	Pilote de l'étude et Maitres d'ouvrage de cet itinéraire sur leur périmètre
Communes traversées	Partenaires
CD54 / Région	Partenaires technique / financiers à travers leur politique sur le tourisme à vélo

Coûts

- Etude de potentiel et de faisabilité de cette liaison cyclo-touristique : 30 k€
- Mise en place dans un premier temps d'un jalonnement cyclable continu pour valoriser ce tracé : 24 à 51 k€ au total.

Suivi des mesures

- Nombre de cyclotouristes et cyclosportifs sur l'itinéraire
- Nombre de visiteurs sur le territoire
- Retombées financières estimées

Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

Faisabilité



**Action
8**
Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
👉 Détail des mesures à mettre en œuvre

Ces deux variantes présentent environ la même distance avec +/- 73 km (donc un potentiel de personnes passant une nuit sur le territoire pour le lien entre les deux véloroutes).

Les coûts de certains tronçons d'itinéraires sont coûteux à réaliser (expliquant un coût global entre +/- 3 et 4 M€) **car ils sont aussi communs avec des itinéraires à vocations utilitaires.**

Il faudra donc analyser dans l'étude de faisabilité si, **des itinéraires alternatifs moins directs, par des routes locales à faible trafic pourront être jalonnés, notamment** en attendant la réalisation des tronçons nécessitant des aménagements lourds par exemple.

Si la réalisation de ces itinéraires est propre à chaque EPCI, **la CCPCST et la CCPS devront travailler de concert pour la mise en place d'un jalonnement commun, pour valoriser touristiquement cette liaison à travers la communication et l'information et pour développer de manière cohérente des services pour améliorer l'attractivité de l'itinéraire** (à travers le label accueil vélo chez les commerçants et hébergeurs, mise en place d'aire de repos/pic nique....).

Caractéristiques de la variante par la Colline de Sion

CC	Itinéraires supports de la liaison Est-Ouest	Linéaire des itinéraires au SDC	Coût estimatif des itinéraires au SDC	
			Aménagement et intersections	Jalonnement
CCPCST	30-6-3-1-18-20-31	34,5 km	2,9 M€	+/- 21 k€
CCPS	31-24 + itinéraire de Sion existant	38,5 km	50 k€	+/- 3 k€ (hors itinéraire existant de la Colline de Sion déjà jalonné)
Total		+/- 73,0 km	2,95 M€	+/- 24 k€

Caractéristiques de la variante par Vézelize

CC	Itinéraires supports de la liaison Est-Ouest	Linéaire des itinéraires au SDC	Coût estimatif des itinéraires au SDC	
			Aménagement et intersections	Jalonnement
CCPCST	30-6-3-1-18-20-32	31,9 km	2,9 M€	+/- 19 k€
CCPS	32-4-5-1-10-12-13-33-20	40,9 km	1,1 M€	+/- 32 k€
Total		+/- 73,0 km	4,1 M€	+/- 51 k€


Jalonnement en sortie de bourg

Jalonnement simplifié aux intersections

Aire repos sur Eurovélo


Action 9

Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

📌 Constats du diagnostic

- 54 % des scolaires du territoire sont scolarisés au sein de la CCPS (1 734 scolaires).

📌 Objectif

- Faire émerger une culture vélo chez les jeunes générations en apprenant les bons comportements pour circuler à vélo et les bienfaits du vélo au quotidien.

📌 Synthèse des mesures à mettre en œuvre

Qu'est-ce que le programme « Savoir Rouler à Vélo » ?

Le programme « Savoir Rouler à Vélo » (SRV) a pour objectif l'apprentissage de la **pratique du vélo en autonomie** pour l'ensemble **des enfants de 6 à 11 ans avant l'entrée au collège**. Il permet aux élèves de :

- Devenir autonome à vélo ;
- Pratiquer quotidiennement une activité physique ;
- Se déplacer de manière pratique, écologique et économique.

Le cycle de formation est de **10h à minima** à réaliser en milieu scolaire ou périscolaire et **découpé en 3 blocs** :

- Bloc 1 : « savoir pédaler »** : maîtriser les fondamentaux du vélo : acquérir un bon équilibre, apprendre à conduire et piloter son vélo correctement (pédaler, tourner, freiner).
- Bloc 2 : « savoir circuler »** : découvrir la mobilité à vélo en milieu sécurisé, savoir rouler en groupe, communiquer pour de changer de direction et découvrir les panneaux du code de la route.
- Bloc 3 : « savoir rouler »** : circuler en situation réelle pour apprendre à rouler en autonomie sur la voie publique et à s'appropriier les différents espaces de pratique.



Bloc 1 et 2 en milieu sécurisé



Bloc 3 en condition réelle sur voie publique

📌 Publics cibles

- Scolaires

📌 Périmètre

- CCPS

Acteurs	Rôle
CCPS	Portage et promotion de l'action en tant qu'AOM locale
Communes / associations	Mise en œuvre opérationnelle du SRV dans les écoles

📌 Coûts

Coûts variables selon l'ampleur du SRV.

- Exemple pour **20 classes de 25 élèves** : +/- **29 k€ /an** (coût de 57 € / élève pour 10h de formation – enquête Indigo et ADEME 2019). Les interventions réalisées dans le cadre du SRV peuvent bénéficier d'un **financement à hauteur de 50 % par Génération Vélo** (programme CEE), soit un reste à charge de **14,5 k€ /an**
- Si formateur interne à la CCPS : Temps humain pour les animations du SRV (0,3 ETP), mais pas d'autre coût direct

📌 Suivi des mesures

- Nombre d'élèves et de classes sensibilisées
- Evolution de la pratique chez les scolaires (nbre vélos stationnés).

📌 Impact report modal

Limité Moyen Élevé

📌 Faisabilité



Action
9

Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

👉 Détail des mesures à mettre en œuvre

Il s'agira de cibler toutes les classes d'un ou plusieurs niveaux du territoire pour une première étape de développement : à partir du CE2 pour garantir une certaine autonomie des élèves ? Nombre de classes concernées ?



Exemple de programme écomobilité scolaire sur la CC Val d'Ille-Aubigné (37 480 hab.)

- Dans le cadre du programme « Savoir Rouler à Vélo », destiné aux enfants de 6 à 11 ans, la CCVIA proposent aux écoles élémentaires de son territoire 6 séances d'une durée 1h30 à 2h afin de généraliser l'apprentissage du vélo.
- Les coûts de formation sont pris en charge par l'intercommunalité, l'ADEME et le programme CEE.

A close-up photograph of a hand holding a red pushpin, pinning a map. The map shows a grid of streets and some geographical features. The text 'Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme' is overlaid on the map.

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

Action 10 Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

Constats du diagnostic

- Une pratique du covoiturage plutôt faible : selon l'enquête population, seuls 11 % des répondants pratiquent le covoiturage au moins une fois par semaine.

Objetif

- Inciter à la pratique du covoiturage dans les déplacements quotidiens, pour limiter l'autosolisme en faisant connaître les différentes solutions existantes..

Mesures à mettre en œuvre

Mesure 1 : Faire connaître les plateformes existantes répondant le mieux aux besoins du territoire

Faire la promotion de la plateforme [Allonzy](#) de la Multipole Nancy Sud Lorraine

La plateforme met en relation gratuitement les personnes souhaitant partager leurs trajets. Allonzy s'appuie sur le calculateur Fluo de la Région et rassemble les **offres multi-opérateurs disponibles** sur les principales plateformes de covoiturage du quotidien : BlaBlaCar Daily, illicov, mobicoop, Karos. Allonzy recense les annonces disponibles mais ne permet pas d'en déposer.

Allonzy ne gère pas la réservation et le partage des frais. Pour toute réservation, elle renvoie vers la plateforme de covoiturage sur laquelle a été renseigné le trajet.

A noter que cette plateforme propose également des **conseils** aux covoitureurs ainsi qu'une **liste de points de rencontre** (officiels ou informels).

Les principales plateformes de covoiturage du quotidien des opérateurs permettent :

- le **partage des frais** entre les utilisateurs.
- **d'accéder à la prime covoiturage du gouvernement** de 100 €
- la **participation financière des AOM locales** pour subventionner certains trajets

Publics cibles

- Tous publics

Périmètre

- CCPS



Résultats de recherche

Départ : Colombey-les-Belles

Arrivée : Nancy

Le 23 janvier 2025 à 16h



< 14h Départ 23 janvier 2025 à 16h 18h >

Rue Alexandre III
Colombey-les-Belles

Rue Charles Dusaulx
Nancy

4.1€
Via BlaBlaCar Daily
17h45 → 18h21 40km

Voir d'autres modes de transport

Une recherche propulsée par



Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
Multipole Nancy Sud Lorraine	Maitre d'ouvrage de la plateforme Allonzy
CCPS	Porteur de la communication

Coûts

- Promotion des plateformes existantes : +/- 0,05 ETP
- **Subvention dans le cadre d'un partenariat : +/- 10 k€/an** (pour subventionner environ 10 000 trajets à 1 €)
- **Financements potentiels à travers le Fonds Vert « Développement du covoiturage » pour les collectivités**

Suivi des mesures

- Evolution part modale covoiturage chez les actifs
- Nombre de trajets proposés / réalisés sur les différentes plateformes
- Nombre de trajets subventionnés

Impact report modal

Limité Moyen Élevé

Faisabilité



Action 10 Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

Mesures à mettre en œuvre

Mesure 2 : Etudier la mise en place d'une incitation financière au covoiturage subventionnée par la CCPS (soit en s'appuyant sur Allonz'y soit en contractualisant avec la plateforme d'un opérateur).

Depuis la Loi Orientation des Mobilités (LOM), les collectivités ont la possibilité de subventionner :

- les conducteurs ou passagers dans la limite des coûts qu'ils engagent ;
- les conducteurs qui ont proposé (et réalisé) un trajet sans trouver de passager (« trajets à vide ») ;
- les conducteurs, pour de courts trajets et un nombre limité par jour, en allant au-delà du partage de frais.

Il s'agira de proposer la prise en charge d'une partie des frais d'un trajet effectivement réalisé.

Quelques options possibles de mise en œuvre :

- au km (exemple 0,10 € / km par passager, plafonné à une limite)
- ou fixe (exemple: 1 € par trajet),
- un plafonnement au mois ou non (un montant maxi par usager),
- pour des trajets internes seulement internes à la CCPS ou aussi en lien avec l'extérieur.

Exemple Communauté de communes du Grand Charolais (40 400 habitants, 44 communes) (71)

- Depuis février 2024, la **CCGC** s'est associée à la plateforme BlaBlaCar Daily.
- Elle propose une incitation financière (pour 1 an au minimum) pour les trajets via l'application à l'intérieur du territoire ;
- Une compensation de 2 € par trajet et par passager pour le conducteur. Le passager ne paie que 0,5 € avec les 10 premiers trajets offerts par BlaBlaCar Daily (prise en charge du reste par la CC : Ex d'économies réalisées par les covoitureurs : Paray-le-Monial > Charolles : le conducteur reçoit 2 € et le passager ne débourse que 0,50 €) ;
- **Le Grand Charolais prévoit une enveloppe annuelle de 12 500 € pour subventionner 8 000 trajets.**

Le Registre de Preuve de Covoiturage (RPC)

Le RPC est un service public gratuit visant à faciliter et sécuriser la mise en œuvre de mesures d'incitation au covoiturage courte distance.

Le RPC centralise les trajets en covoiturage communiqués par des opérateurs de covoiturage volontaires pour collaborer avec le registre. Le RPC permet aux collectivités d'exploiter les informations de la base de données et ainsi de connaître les trajets covoiturés sur son territoire.

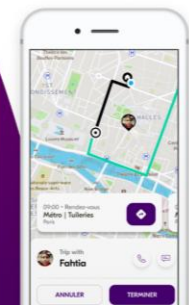
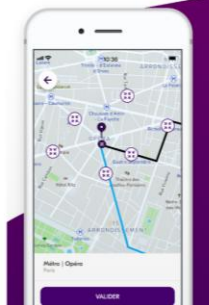
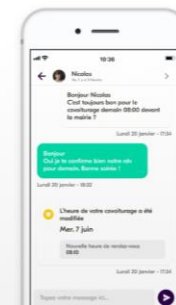
Le RPC permet ainsi aux collectivités de mettre en œuvre des dispositifs d'incitation individuelle au covoiturage sans crainte de fraude massive.



Contactez facilement
les autres membres

Choisissez
le point de rencontre
qui vous convient

Commencez
à covoiturer !



Action 11 Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et Nancy

Constats du diagnostic

- Une mobilité très axée sur l'autosolisme (94 % des déplacements domicile-travail).
- Des flux de déplacements implorants en lien avec Moselle & Madon et Nancy.

Objectif

- Développer un usage partagé de la voiture avec une solution de déplacement spontanée en s'appuyant sur les flux automobiles existants

Synthèse des mesures à mettre en œuvre

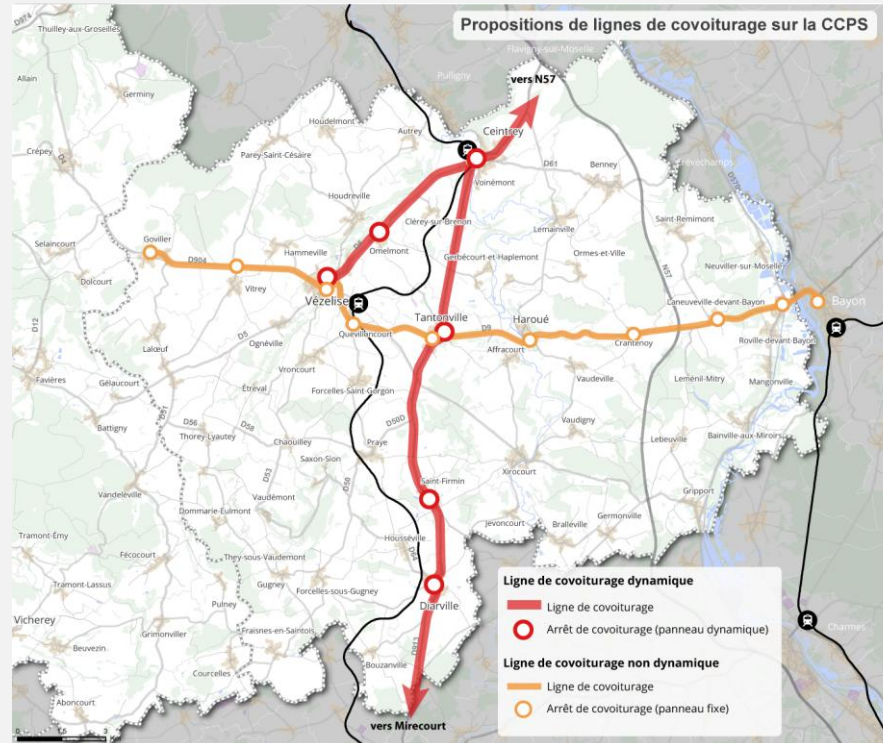
Une **ligne de covoiturage** (qu'elle soit dynamique ou statique), constitue une variante au covoiturage classique, basé sur un système en **temps réel** au sein duquel un conducteur peut prendre un passager sur un trajet en cours. Les lignes de covoiturage permettent de covoiturer comme on prend le bus. C'est un système qui complète dans le temps et l'espace l'offre TC. Il s'appuie sur les **principaux flux routiers** pour offrir une solution structurée de mobilité.

Mesure 1 : Expérimenter une ligne de covoiturage dynamique en Y de Ceintrey à Vézelize et Diarville / Mirecourt

Le principe est basé sur l'**implantation de bornes et/ou de panneaux lumineux** en sortie de ville et sur les grands axes. La destination du passager est inscrite sur le panneau lumineux et une place « arrêt minute » permet l'arrêt des conducteurs.

Mesure 2 : Envisager une ligne de covoiturage non dynamique sur un axe Goviller <-> Bayon

Cette ligne a une dimension plus locale en reliant les polarités de la CCPS. Elle pourra adopter un format plus léger.



Publics cibles

- Tous publics

Périmètre

- CCPS

Acteurs

CCPS
(autres AOM locales ou Région)

Rôle

Maitre d'ouvrage en tant qu'AOM locale avec autre AOM locale sinon portage régional

Opérateur covoiturage

Prestataire pour le déploiement du service

Communes CD54

Partenaires techniques dans la définition et l'aménagement des arrêts

Coûts

- **Mesure 1** : ligne de covoiturage dynamique, pour une expérimentation de 3 ans, **185 à 215 k€**, hors garantie de retour (60 k€) ;
- **Mesure 2** : ligne non dynamique : **+/- 45 k€** pour 3 ans d'expérimentation.
- Prévoir 0,2 ETP pour l'année du lancement

Financements possibles avec Fonds Vert développement du covoiturage

Suivi des mesures

- Nombre de trajets demandés et assurés
- Temps moyens d'attente avant prise en charge
- Retours d'expérience des usagers / motifs déplacements ...

Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

Faisabilité

Simple Complexe

1

2

3

Technique

1

2

3

Financière

1

2

3

Coordination des acteurs

Action 11 Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et Nancy

Zoom mesure 1 : Expérimenter une ligne de covoiturage dynamique en Y de Ceintrey à Vézelize et Diarville / Mirecourt

Ce système est généralement exploité par des sociétés privées (ex : Ecov, Taxito, Mobicoop) qui **proposent différents niveaux de service** :

- Matérialisation d'arrêt à l'aide d'un boîtier et/ou panneau lumineux affichant la destination ;
- Intégration ou non d'une application mobile ;
- Des plages horaires de fonctionnement ;
- Possibilité de partage de frais et de dédommagement « place libre » ;
- Mise en place possible d'une garantie de départ : au bout d'un certain temps d'attente, l'opérateur garantit le trajet à l'aide d'une autre offre (taxi, etc.).

Cette ligne sera expérimentée **entre Ceintrey et Vézelize/Mirecourt, sur l'axe de circulation principale de la CCPS**, en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy au Nord et Mirecourt au Sud, où les besoins de déplacements sont les plus nombreux.

Des arrêts seront à matérialiser le long de la D5 et de la D913 dans les bourgs. Ainsi **7 arrêts sont à matérialiser** (soit 12 poteaux d'arrêt pour que la ligne soit utilisable dans les 2 sens) :

- Vézelize : au croisement D5/D904 vers la gendarmerie (1 sens en direction de Ceintrey) ;
- Omelmont : centre-bourg (2 sens) ;
- Ceintrey : centre-bourg (2 sens) ;
- Tantonville : centre-bourg à proximité de la mairie (2 sens) ;
- Saint-Firmin : centre-bourg à proximité de l'église (2 sens) ;
- Diarville : centre-bourg à proximité de l'école (2 sens) ;
- Mirecourt : près de l'Intermarché (1 sens) ;
- Sur la CC Moselle & Madon et le Grand Nancy (1 sens) : 2 arrêts à définir.

Au regard de l'investissement, une période d'expérimentation de 3 ans est nécessaire pour avoir un recul suffisant sur l'appropriation et l'utilisation de cette ligne.



Coûts indicatifs de la ligne		
Système	Investissement	Fonctionnement
Arrêt avec boîtier et panneau lumineux	14 points d'arrêt (+/- 10 k€/point d'arrêt) : 140 k€ d'investissement	Exploitation et communication : 15 k€/an
En intégrant en parallèle alerte... Via une application mobile		15 k€/an en fonctionnement
Mise en place garantie retour		Exploitation et communication : 25 k€/an
		25 k€/an en fonctionnement
		+/- 20 k€/an

Action 11 Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec le Toullois et le Grand Nancy

Mesure 2 : Envisager une ligne de covoiturage non dynamique sur un axe Goviller <> Bayon

Cette ligne permettra de **connecter les polarités de la CCPS sur un axe est-ouest**.

Afin de limiter les coûts, elle pourra être équipée **sous une forme légère avec des panneaux fixes à implanter dans les bourgs traversés**.

Ces arrêts fonctionneraient comme des **points stop sécurisés**, qui indiqueraient la destination de la personne indiquant l'automobiliste à s'arrêter.

18 points d'arrêt seraient à positionner (2 dans chaque sens et seulement 1 aux extrémités) :

- Dans les 2 sens : Vitrey (sur la D904), Vézelize, Quevilloncourt, Tantonville, Haroué, Crantenoy, Laneuveville, Rville ;
- Dans 1 seul sens : Goviller (en direction de Vézelize) et Bayon (en direction de Rville).

A raison de +/- 2 k€ par point d'arrêt, l'investissement s'établirait à +/- **36 k€** pour cette ligne et +/- **3 k€/an** pour la communication soit +/- **45 k€** pour 3 ans d'expérimentation.

Exemple : le MicroStop dans le sud-est de la Métropole Européenne de Lille

Le MicroStop est une solution de covoiturage spontanée « non dynamique » légère et rapidement opérationnelle sur un territoire périurbain et rural.

En déploiement dans le territoire Est de la Métropole Européenne de Lille, il relie 3 communes à une station de métro.

Objectifs :

- Sécuriser les personnes qui pratiquent l'auto-stop avec un espace d'attente et de stationnement « minute » dédié ;

Fonctionnement :

- Des TotemStop sont implantés dans les bourgs et permettent aux passagers d'indiquer simplement leur direction et d'être bien visible des conducteurs. Il y a 6 choix de destinations possibles dans deux directions différentes sur chaque TotemStop.
- Le temps moyen d'attente constaté 5min !

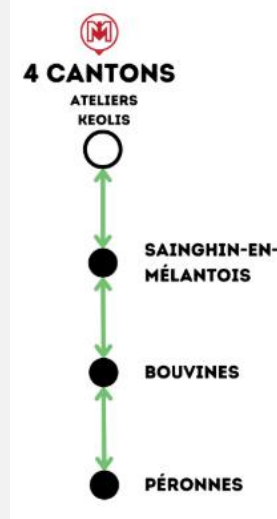


Photo : La Voix du Nord



Indication de la destination en faisant défiler les arrêts de la ligne

Action 11 Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec le Toullois et le Grand Nancy

Exemples

onCovoit, ligne de covoiturage dynamique sur la CC Cœur de Savoie (73)

- La ligne de covoiturage relie 2 communes pôles du territoire entre lesquelles l'offre de bus est faible.
- Le dispositif onCovoit est issu du système développé par Ecov. Il est basé sur une application dédiée et le positionnement de panneaux lumineux. 5 arrêts sont matérialisés.
- Lorsqu'un passager se rend à l'arrêt et fait une demande, les conducteurs sont immédiatement informés de sa présence par l'application et par les panneaux lumineux.
- Le passager annonce son trajet sur l'application ou par SMS. Sa destination s'affiche alors sur le panneau lumineux.
- Le conducteur doit indiquer son trajet sur l'application pour être défrayé. A noter que des conducteurs n'ayant pas l'application peuvent s'arrêter mais ils ne pourront être défrayés.
- Le conducteur reçoit 0,50 € par trajet indiqué (même sans passager) et reçoit 1 € par passager transporté.
- OnCovoit propose également des départs garantis en heure de pointe : si le passager n'est pas parti au bout de 20 min, la collectivité trouve à ses frais une solution de remplacement.
- Coûts : 95 k€ pour la mise en place du système + 30 k€ pour l'animation à la charge de la CC.



Exemple : Léman Stop dans le Bas Chablais: un équipement pour le covoiturage spontané

Léman Stop est une solution de mobilité légère et rapidement opérationnelle sur un territoire rural. Il est développé sur 5 communes et financé par le Pôle Métropolitain du Genevois français en partenariat avec les intercommunalités et les communes.

Objectifs :

- Sécuriser les personnes qui pratiquent l'auto-stop avec un espace dédié ;
- Structurer la pratique permettra la réappropriation de ce mode de transport perdu.

Fonctionnement :

- Des arrêts indiquant la commune ou un point d'intérêt de destination souhaitée par l'auto-stoppeur ;
- Plusieurs lames de bois indiquent les noms des communes étant dans la trajectoire du panneau, l'auto-stoppeur pointera sa destination de façon à l'indiquer aux automobilistes ;
- Sans réservation ni inscription.



Ce système pourrait s'étendre sur la vallée d'Aulps. Coût estimé avec un système abrité +/- 2 k€ par arrêt. Soit +/- 40 k€ pour une ligne de 19 points d'arrêt.





Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

Action 12 Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

📌 Constats du diagnostic

- Une voiture est immobile 90 à 95% du temps, et 53 % des ménages multi-motorisés.

Objectif

- Proposer une solution occasionnelle pour se déplacer en toute autonomie en diminuant le coût de possession d'un véhicule à temps plein.

📌 Mesures à mettre en œuvre

L'autopartage est un service de mobilité qui consiste pour les habitants à disposer d'un véhicule « à la carte » pour une durée déterminée (1h, 4h...).

Il permettrait aussi d'offrir une possibilité de se déplacer pour les visiteurs arrivant sur la CCPS.

En termes d'organisation, il sera privilégié **un système d'autopartage porté par la collectivité qui s'appuiera sur un opérateur privé ou un Partenariat Public Privé pour limiter la gestion** (ex : Citiz, Communauto, e-Colibri...).

Plusieurs modèles de partenariat sont possibles :

- Mise à disposition de véhicules fournis par un opérateur privé ;
- Acquisition ou réaffectation de véhicules de la collectivité qu'intègrent l'opérateur dans son système ;

Le CEREMA préconise 1 à 2 véhicule(s) pour un territoire de moins de 20 000 habitants. En phase d'expérimentation, il est proposé **3 véhicules** avec prise en charge et dépose au même endroit à installer à la **gare de Ceintrey** (1 citadine), principale gare du territoire, l'autre à **Vézelize** (1 sans permis + 1 citadine), commune la plus importante pour maximiser le potentiel d'utilisateurs.

Une expérimentation de 2 ans est nécessaire pour obtenir un retour d'expérience suffisant, le temps nécessaire pour faire connaître le service et changer certaines habitudes.

Si l'expérimentation est positive :

- **Envisager d'étendre le maillage de station** avec d'autres véhicules proposés dans un second temps sur d'autres communes pôles peu desservies par une offre TC comme **Tantonville** et **Diarville**.
- **Proposer des modèles différents de véhicules** (7 places, petit utilitaire, électrique...) pour diversifier les usages.

A terme, pour assurer la pérennité de l'offre et diminuer les coûts de fonctionnement des collectivités, la CCPS, les communes et autres services publics pourront utiliser les véhicules en autopartage pour leurs besoins et se séparer d'un véhicule de leur pool.

📌 Publics cibles

- Tous publics

📌 Périmètre

- CCPS

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS	Maitre d'ouvrage en tant qu'AOM locale
Opérateur d'autopartage	Prestataire pour le déploiement du service
Communes...	Partenaires techniques

📌 Coûts

- **Service délégué à un opérateur** : ex mise à disposition d'un véhicule citadine ou sans permis par Citiz (+/- **8,5 k€/an** avec gestion comprise, mais sans recette pour la collectivité) soit **51 k€** pour expérimentation avec 3 véhicules sur 2 ans
- **Communication** : **5 k€ / 2 ans**
- 0,1 ETP pour contractualisation/suivi

Des aides possibles avec Fonds Vert / France Ruralité (Mobilités durables en zones rurales)

📌 Suivi des mesures

- Nombre de réservations
- Taux d'utilisation des véhicules
- Kilomètres effectués

📌 Impact report modal

Limité Moyen Élevé

📌 Faisabilité



**Action
12**
Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis
📌 Détails des mesures à mettre en œuvre

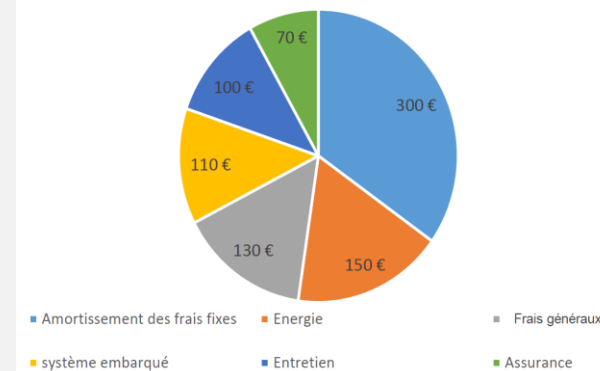
Exemples de coûts détaillés par solution d'exploitation, pour un véhicule sur une période de 12 mois selon 2 solutions de contractualisation avec Citiz (coûts 2022) :

	Prestations	Véhicule en propre de la collectivité	Véhicule Citiz
Coûts fixes	Abonnement		160 €
	Mise à disposition du véhicule Citiz donnant accès à l'ensemble des véhicules du réseau comprenant (comprenant assurance, entretien, carburant)		8 240 €
	Location du véhicule (480 €/mois/véhicule)		
	Prêt véhicule (amortissement 300 €/mois/véhicule)	3 600 €	
	Entretien (100€/mois/véhicule)	1 200 €	
	Installation boîtier CITIZ sur flotte collectivité (200€/véhicule)	200 €	
Recettes	Gestion & exploitation du service (incluant assurance soit 250 HT€/mois/véhicule)	3 000 €	
	Rétrocession à la CCPS de 50% des recettes km + temps (hypothèse)	- 1 000 €	
	Contrat de régie publicitaire (hypothèse de 33 % de recette générée)		
TOTAL en € HT/an à la charge de la collectivité		7 000 €	8 400 €

Coûts moyens mensuels/véhicule, d'un service d'autopartage :

Ordre de grandeur des coûts mensuels, par véhicule, d'un service d'autopartage : **860 euros**

Source : Urb&co et entretiens réalisés auprès de porteurs de projets par le Cerema en 2021



©CEREMA – La boîte à outils en zone peu dense

Il s'agit dans le graphique des coûts globaux intégrant l'énergie ... alors que le tableau présente lui les coûts résiduels à la charge de la collectivité.

	Avec abonnement 16 €/ mois*	Sans abonnement
	2,50 €/ heure (22 €/ jour ou 120 €/ semaine) <i>Yeal: Tarifs S + 2,50 € de prise en charge</i>	5 €/ heure (39 €/ jour ou 180 €/ semaine)
	3 €/ heure (27 €/ jour ou 150 €/ semaine)	5,50 €/ heure (45 €/ jour ou 210 €/ semaine)
	3,50 €/ heure (33 €/ jour ou 180 €/ semaine) + 0,39 €/km (puis 0,20 €/km au-delà de 100 km parcourus)	6 €/ heure (50 €/ jour ou 240 €/ semaine)
	4 €/ heure (38 €/ jour ou 210 €/ semaine)	6,50 €/ heure (56 €/ jour ou 270 €/ semaine)
	4,50 €/ heure (44 €/ jour ou 240 €/ semaine) + 0,49 €/km (puis 0,25 €/km au-delà de 100 km parcourus)	7 €/ heure (60 €/ jour ou 300 €/ semaine)

*hors sociétaire ou tarif réduit

Action 12 Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

Exemples



« L'autonome », CC du Mont des Avaloirs (15 800 habitants)

- Véhicules électriques en autopartage mis à disposition des habitants et des entreprises sur les sites de la CCMA avec l'opérateur Clem'.
- 2 véhicules de type Renault Zoé mis à disposition sur les 2 pôles du territoire (Villaines-la-Juhel / Pré-en-Pail-Saint-Samson). Les véhicules sont affectés à une station.
- Coût pour l'utilisateur : 6€ la demi-journée, 9€ la journée et tarification solidaire (demi-tarif pour les demandeurs d'emploi et étudiants).
- L'équivalent des besoins en électricité des véhicules est produit par des panneaux photovoltaïques

CC de la Grande Vallée de la Marne (15 000 habitants)

- Système d'autopartage proposé depuis 2020 avec l'opérateur Citiz.
- 12 véhicules, électriques ou hybrides, en libre-service sont répartis sur 7 communes du territoire (en gares et en centre bourg).
- Les véhicules sont affectés à une station.
- Coût pour l'utilisateur : 4,5€/h + 0,37 €/km



CC Val d'Ille Aubigné (37 500 habitants)

- 3 véhicules électriques type Zoé en autopartage mis à disposition des habitants et des entreprises.
- Opérateur : e-Colibri.
- Sur 2 pôles du territoire : (Langouët / Saint-Symphorien, Gahard).
- Coût pour l'utilisateur : 5€ jusqu'à 6h d'utilisation, 8€ la journée et tarification solidaire (demi-tarif pour les demandeurs d'emploi et étudiants).
- Ces véhicules ont été financés à 80% par l'État dans le cadre de la convention Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV).



Illustration : CC Val d'Ille Aubigné

Action 13 Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

Constats du diagnostic

- Aucun service de location de VAE de longue durée à destination des habitants du territoire.

Objectif

- Offrir une solution de mobilité alternative à l'automobile et permettre aux habitants de tester la pratique du VAE avant une éventuelle acquisition

Mesures à mettre en œuvre

Le système de location longue durée de vélos est destiné à **tous les habitants**. Une partie de la flotte (+/- 3 vélos) pourra être réservée aux personnes non motorisées en **insertion professionnelle**, par exemple à travers l'association Familles Rurales.

Caractéristiques de la flotte :

- Il s'agira d'avoir une flotte de départ d'environ **25 unités dont 23 vélos à assistance électrique (VAE), 1 vélo cargo** pour les familles et **1 tricycle** afin de diversifier les usages. **Cela représente un investissement de +/- 52,5 k€** (2 k€/vélo + vélo-cargo 4 k€ + tricycle à 2,5 k€) soit +/- 12 k€ sur 3 ans si revente du parc VAE à 33% du prix à l'issue des 3 ans.
- Il est intéressant d'inclure des **équipements annexes à la location** : antivol, casques, paniers, sacoches, siège enfant ...

Modalité d'exploitation du service :

- Durée de location : au moins 1 mois pour ne pas faire concurrence aux loueurs privés, et jusqu'à 6 mois pour favoriser la rotation du parc.
- La gestion des locations peut être assurée directement par la CC ;
- La prise en charge/retour (état des lieux), l'entretien, le stockage serait assuré par un prestataire, association ou vélociste/garagiste local. **(Entretien/état des lieux/stockage : 250€/vélo/an). Sinon il faudra former un agent et cela représentera +/- 10% de son temps.**
- Une option de rachat des VAE vieillissants pour renouveler le parc pourra être proposée (à l'issue des 3 ans).

Publics cibles

- Tous publics

Périmètre

- CCPS



Exemple tarif location (hors solidaire)

Durée	VAE/ tricycle	Cargo
1 mois	50 €	65 €
3 mois	120 €	180 €
6 mois	210 €	300 €
1 an	360 €	480 €

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS	Maitre d'ouvrage en tant qu'AOM
Communes	Partenaires techniques pour communiquer sur le service
Vélociste local, Association...	Gestion opérationnelle de la flotte et de son entretien

Coûts

- Dépenses** : Investissement (12 k€/an) + fonctionnement (5 k€/an) + communication (1 k€/an) = 18 k€/an
- Recettes** : +/- 10 k€/an à raison d'une location moyenne à 38 €/mois
- Reste à charge collectivité** : 8 k€/an
- Prévoir 0,1 ETP/an gestion des locations**

Suivi des mesures

- Nombre de vélos mis en location
- % d'utilisation de la flotte
- Nombre de locations réalisées
- Nombre de bénéficiaires différents

Impact report modal

Limité Moyen Élevé

Faisabilité



Action 13 Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

Exemples :

Exemple de tarifs	1 jour	1 semaine	1 mois	3 mois	6 mois	Commentaires
Communauté d'Agglomération Privas Centre Ardèche (07) 44 000 hab.		40 €	70 €	130 €		Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi, les personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et les étudiants Points de retrait : siège de la CC ou à une maison de santé.
Decazeville Communauté (12) 18 000 hab.			30 €	90 €	270 €	Une flotte de 30 vélos et d'1 vélo-cargo. Possibilité de louer des accessoires : casques, sacoches, paniers, sièges enfant. -50 % sur le prix de la location pour les ménages dont le quotient familial est inférieur à 800€/mois. Un service de livraison du vélo est proposé pour 20€.
Plateforme mobilité Emploi 37 (location solidaire)	1 €*	10 € / 22 €	30 € / 67 €			Distinction entre : • Tarif subventionné (jeunes de moins de 25 ans, stagiaires, apprentis, bénéficiaires du RSA...) • Tarif classique (retrait de permis, pannes ou vol de véhicules...) * Réservé aux intérimaires dans la limite de 90 jours / an
Communauté de communes Bugey Sud (01) 34 000 hab.			40 €	120 €		Possibilité de louer un vélo électrique longtail (70 €/mois)
Ploërmel Communauté (56) 42 000 hab.			60 €	120 €		Demi-tarif d'octobre à mars inclus
Communauté de Communes Vézère Monédières Millesources (19) 6 000 hab.			50 €	150 €		-30 % de décembre à mars inclus La flotte de VAE est complétée par 4 VTAE, 1 longtail et 1 tricycle Possibilité de louer une remorque enfant (15 €/mois) et un siège enfant (5 €/mois) Ce programme est soutenu financièrement par l'Europe, la Région Nouvelle Aquitaine et les Certificats d'Économie d'Énergie.

Action 14 Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'utilisateurs du vélo

📌 Constats du diagnostic

- Une absence d'associations d'utilisateurs du vélo présentes sur la CCPS
- Pas d'animations ou de journée dédiée à la mobilité cyclable

📌 Objectif

- Disposer d'une structure relais pour la promotion et la mise en œuvre de certains volets de la politique cyclable portée par la collectivité

📌 Mesures à mettre en œuvre

Cette action, inscrite aussi au PDMS de la CCPCST, pourra être engagée conjointement par les 2 CC.

1. Le rôle de la CCPS sera de :

- **Communiquer** sur la volonté de la collectivité de structurer une association vélo pour organiser des services et des événements liés au vélo.
- **Identifier des porteurs de projet**, tels que des citoyens ou des associations du territoire ou présentes sur des territoires limitrophes (association EDEN à Nancy ou Véolun' à Lunéville) en relation avec la FUB (Fédération des Usagers de la Bicyclette) potentiellement susceptibles d'étendre leurs activités à la CCPS...

2. Définir conjointement les objectifs, rôles de l'association et le mode d'accompagnement de la collectivité (aide financière, technique et/ou matérielle (ex : prêt d'un local)) :

- Agir en tant qu'**intermédiaire** pour faire remonter les problèmes rencontrés par les cyclistes aux collectivités et en accompagnant ces dernières dans l'élaboration d'aménagements et la détermination des zones à enjeux.
- Mettre en place des **services vélos** : atelier réparation et aide à l'auto-réparation, stages de remise en selle auprès des publics adultes notamment, apprentissage vélo pour petits ou grands, ...
- Organiser des **événements** et des ateliers en lien avec la pratique du vélo, tels que des essais de VAE, des balades thématiques à vélo et des interventions dans les écoles.

3. Communiquer auprès des habitants sur les services proposés par l'association

📌 Publics cibles

- Tous publics

📌 Périmètre

- CCPS, voire étendue à la CCPCST

Association La Roue Fédère à Figeac (46)

Association créée en 2016 ayant pour vocation de développer l'usage du vélo et des autres déplacements doux dans Figeac et ses environs

Un atelier solidaire mensuel est organisé par l'association avec le soutien matériel du Grand Figeac par la mise à disposition d'un local au sein de l'Espace Jeune.



Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS	Initiateur de l'action, aide à la structuration de l'association et de son rôle
Commune	Partenaires techniques
Association / citoyens	Porteurs de projet, assure la réalisation effective des services

📌 Coûts

- Très variable selon l'engagement :
- **aide en nature** (ex : prêt d'un local, achat du matériel),
- **subvention en fonctionnement**, versé annuellement, (exemple +/- 6 k€ pour 2 sessions mensuelles de remise en selle et atelier autoréparation) ou allouée par projet

Existence de financements possibles sur les stages de remise en selle, atelier etc... avec certains programmes CEE (ADMA, ...)

📌 Suivi des mesures

- Nombre d'adhérents à l'association
- Animations et services organisés par l'association

📌 Impact report modal

Limité Moyen Élevé

📌 Faisabilité



A close-up photograph of a hand holding a red pushpin, pinning a map. The map shows a grid of streets and some geographical features. The text 'Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur' is overlaid on the image in a bold, orange font.

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

Action 15 Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

👉 Constats du diagnostic

- Un coût de la mobilité important du fait de zones rurales éloignées, d'un besoin de l'automobile...

👉 Objectif

- Inciter et faciliter la mobilité en limitant son impact financier

👉 Publics cibles

- Jeunes, captifs, chômeurs...

👉 Périmètre

- CCPS

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS	Décide de la politique tarifaire des services qu'elle met en œuvre en tant qu'AOM locale (lobbying pour les services des autres AOM).
Région	Décideur sur ces services en tant qu'AOM régionale
Communes prescripteurs sociaux...	Partenaires techniques, lobbying...

👉 Mesures à mettre en œuvre

Le tableau suivant reprend pour chacune des actions la possibilité ou non de proposer des tarifications spécifiques pour les publics fragiles :

N°	Actions	Tarification spécifique ?	Exemples de dispositif
1	Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car	Existante	Carte Solidaire de la Région donnant droit à -50% sur les lignes Fluo + abonnement pour les bénéficiaires CSS Lobbying pour aller plus loin ?
2	Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CCPS	✓	Possibilité pour CCPS de proposer divers tarifs réduits
3	Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire	✗	
4	Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité disponibles	✗	
5	Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement	✗	
6	Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires définis dans le SDC	✗	

👉 Coûts

- Variable au regard de l'importance des réductions envisagée mais souvent relativement faible au vu de recettes représentant souvent une part faible des coûts d'exploitation des services de mobilité

👉 Suivi des mesures

- Nombre de bénéficiaires
- Nombre de titres solidaires distribués
- Montant des réductions

👉 Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

👉 Faisabilité



Action 15 Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

👉 Suite

N°	Actions	Tarification spécifique ?	Exemples de dispositif
7	Développer un stationnement vélo adapté aux besoins	✗	
8	Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS	✗	
9	Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie	✗	
10	Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs	✓	Possible pour CCPS de proposer un défraiement variable des usagers
11	Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés vers Moselle & Madon et le Grand Nancy	✗	
12	Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis sur la CCPS	✓	Possible pour CCPS de mettre une tarification solidaire
13	Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants	✓	Tarifs sociaux possible par CCPS avec réservation d'une partie de la flotte à des publics fragiles
14	Développer des services vélos (atelier réparation, reconditionnement de vélos, stage remise en selle, ...) en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo	✓	Possible de mettre tarification solidaire en cas de non-gratuité des services
16	Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire	✓	Des tarifs déjà adaptés mais qui peuvent être déclinés selon les revenus des bénéficiaires
17	Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie	✗	
18	Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...)	✓	Des tarifs déjà adaptés mais qui peuvent être déclinés selon les revenus des bénéficiaires

Action 16 Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

📌 Constats du diagnostic

- L'offre de mobilité inclusive présente sur la CCPS se traduit par la présence d'un dispositif de mobilité solidaire portée par l'association Familles Rurales.
- La CCPS ne dispose pas d'une offre de location solidaire de moyen de locomotion.

📌 Objectif

- Lever les freins à la mobilité pour faciliter l'insertion professionnelle

📌 Publics cibles

- Jeunes, captifs, chômeurs...

📌 Périmètre

- CCPS

📌 Mesures à mettre en œuvre

L'objectif est d'offrir aux plus précaires des solutions de déplacement à travers de la location solidaire pour des trajets pas ou mal couverts par les TC, voire maintenir en état leur moyen de locomotion à un coût raisonnable.

1. Faire l'acquisition d'une flotte de nouveaux véhicules par la CCPS à mettre en location à des fins solidaires

Cette flotte pourrait être composée par exemple au départ de :

- 3 VAE (qui pourrait être issue de la flotte de VAE acquise pour l'action 13)
- 5 scooters
- 3 voitures
- 2 voitures sans permis

2. Identifier une structure locale porteuse qui assurera la gestion de la flotte

Ce parc de véhicules serait dédié aux habitants de la CCPS et mis à disposition des structures locales qui assureraient la mise en location et entretien. Cette structure pourra être commune à celle qui pourrait être mobilisée pour la mise en œuvre de l'action 18.



Acteurs

Rôle

CCPS

Participation financière pour l'investissement dans une flotte de véhicules et partenaire technique de l'association qui en assurera l'exploitation.

Région,
Département

Potentiels partenaires financiers

Communes,
prescripteurs
sociaux...

Partenaires ou porteurs du projet pour le développement de services.

📌 Coûts

- Variable selon l'engagement de la CCPS
- Compter +/- **45 k€** d'investissement pour 3 VAE, 5 scooters, 3 VL et 2 sans perms d'occasion
- Les couts d'entretien et de fonctionnement sont couverts par les locations

📌 Suivi des mesures

- Nombre de bénéficiaires
- Nombre de locations et durée moyenne

📌 Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

📌 Faisabilité





Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement et diminuer les besoins de déplacements

Action 17 Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité itinérants et/ou à distance

📌 Constats du diagnostic

- Des zones rurales peu accessibles (hors usage de la voiture) pour les populations captives qui y habitent (personnes âgées, jeunes...).

📌 Objectif

- Rapprocher les services et commerces des habitants pour diminuer les déplacements contraints et ainsi limiter l'immobilité subie et l'exclusion

📌 Mesures à mettre en œuvre

Mesure 1 : Accompagner la mise en place de services à distance dans des espaces relais intercommunaux

- Encourager le déploiement de nouveaux services proposés par l'État, les collectivités ou des entreprises (La poste...) sur des sites relais dédiés ou Maisons France services....
- Mettre à disposition des associations ou des professionnels (assistantes sociales, assistantes maternelles...) des espaces pour leurs activités délocalisées (exemple : Mairie).
- Envisager des espaces pour accueillir des services spécifiques : borne de télémedecine/téléconsultation, ...

Mesure 2 : Accompagner les projets de commerces et services ambulants itinérants

L'accompagnement des projets pourra passer par des financements des collectivités territoriales, des aides matérielles et/ou humaines et par de la communication. L'aide pourra passer par un financement sur l'achat ou le renouvellement du véhicule et de ses aménagements à partir d'un investissement minimum.

Il peut s'agir de : commerces et services de base (épicerie, boulangerie, coiffeur ...), **de services culturels** (bibliothèque / médiathèque), **camion de service de médecine ou santé ambulant** (ex : dentiste, médecin, kiné), **Services sport / loisirs** (salle de sports ambulante, bar ambulant, ...), des actions sociales (portage à domicile...), etc.

Une mise en œuvre commune de cette action avec la CC du Pays du Saintois est intéressante pour apporter un soutien plus fort aux initiatives et ainsi augmenter la chance de viabilité des projets.



📌 Publics cibles

- Tous publics

📌 Périmètre

- CCPS, voire étendue à la CCPCST

Action inscrite au PDMS de la CCPCST

Acteurs	Rôle
CCPS et CCPCST	Accompagnement technique et/ou financier. Promotion des services itinérants auprès de la population.
Communes	Partenaires techniques
Porteurs de projets (privés ou publics)	Chefs de file, mise en œuvre des services itinérants.

📌 Coûts

- Variable selon le type de services proposés
- Besoin humain et coûts pour la collectivité à définir selon le niveau d'accompagnement** : financements, subventions de certains services, aide matérielle ou humaine...

📌 Suivi des mesures

- Nombre de services itinérants mis en place
- Typologie des services, nombre de communes couvertes, nombre d'utilisateurs...

📌 Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

📌 Faisabilité



Action 17 Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité itinérants et/ou à distance

Exemples de services itinérants :

Le Médico-bus (Est de l'Orne)

- Nouveau dispositif innovant de prise en charge des soins non-programmés dans l'Orne-Est depuis avril 2020 destiné en priorité aux personnes sans médecin traitant.
- Projet né du partenariat entre Communauté professionnelle territoriale de santé Orne-Est, l'ARS, la Région Normandie, l'Etat et la CPAM.
- Le Médico-bus sillonne l'Est du Département de l'Orne (CC Mortagne-au-Perche, Pays d'Aigle, Hauts de Perche...).



Un bus de sport dans le Lot

- Créé en 2019 sur l'initiative d'un particulier.
- Le bus parcourt les villages du Lot. service est notamment destiné aux séniors leur offrant la possibilité d'une activité physique et de créer du lien social.
- 400 adhérents dès les premiers mois de fonctionnement.



L'épicerie solidaire de la CC Flandres-Lys (62)

- Service organisé par le CCIAS, l'épicerie est accessible sur dossier selon les ressources financières des familles.
- Une centaine de familles bénéficiaires en 2019.
- L'épicerie s'approvisionne sur les invendus des supermarchés et producteurs, l'épicerie propose des produits 80 % moins chers qu'en grande surface.



Bar Truck dans le Cher

- Lancé par un particulier.
- Une quinzaine de village visités par semaine dans le Pays de Sancerre.
- Un 2e camion en projet.



Une piscine mobile (CC du Val marnaysien)

- Le Centre Aquatique Mobile est doté d'un bassin d'une longueur de 8 m pour une largeur de 2,10 m.
- Il se déplace notamment entre les 9 sites scolaires du territoire, offrant à 1 500 élèves la possibilité d'acquérir l'aisance aquatique sans quitter leur établissement.
- Le bassin mobile est doté d'un plancher réglable qui permet d'ajuster la hauteur de l'eau entre 20 cm et 1,40 m, s'adaptant ainsi à différentes activités : cours de natation, bébés nageurs, rééducation, sauvetage....



Action 18 Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite

📌 Constats du diagnostic

- L'offre de mobilité inclusive présente sur la CCPS se traduit par la présence d'un dispositif de mobilité solidaire portée par l'association Familles Rurales.

📌 Objectif

- Accompagner les déplacements des publics fragiles afin de limiter l'immobilité subie, et encourager des pratiques de déplacement alternatives à la voiture individuelle

📌 Mesures à mettre en œuvre

Mesure 1 : Favoriser et accompagner l'installation d'une plateforme de mobilité sur le territoire, sous forme d'une antenne dédiée ou d'une permanence dans une structure existante.

Cette plateforme pourra proposer **un panel de services** assurés par un conseiller mobilité :

- Diagnostic mobilité : conseil individualisé sur les modes de déplacements alternatifs l'autosolisme et sur l'offre de transport disponible sur le territoire ;
- Accès aux aides financières liées à la mobilité ;
- Aide à l'obtention du permis de conduire ;
- Essai, voire location d'une flotte de véhicules (en lien avec l'action 15)

La CCPS peut envisager de s'appuyer sur des **structures existantes à proximité du territoire** (exemple de Familles Rurales ou de la plateforme Wimoov à Neufchâteau...) pour un développement sur la CCPS. Elle peut également favoriser l'implantation d'une structure avec un soutien financier et / ou matériel .

📌 Publics cibles

- Captifs

📌 Périmètre

- CCPS

Acteurs

Rôle

CCPS

Promotion de la plateforme et accompagnement technique et / ou financier du porteur de projet

Porteurs de projets (privés ou publics)

Chefs de file, mise en œuvre de la plateforme de mobilité solidaire

📌 Coûts

- Variables selon la structure projetée : permanence téléphonique ou physique ? Création d'une antenne dédiée ? Combien de personnels ?
- Des financements et subventions existent (Fond Social Européen, appel à projets, CEE, fonds privés, ...)

📌 Suivi des mesures

- Nombre de bénéficiaires des dispositifs proposés

📌 Impact report modal

Limité

Moyen

Élevé

📌 Faisabilité



MobiGam sur la CC du Gd Autunois Morvan (71)

- A destination des demandeurs d'emplois et des intérimaires rencontrant des difficultés de mobilité.
- Plusieurs outils mis à disposition par la plateforme :
 - Renseignements sur l'offre de mobilité et réalisation de diagnostic de mobilité
 - Une offre de location de voitures et de scooters : 5 € / jour pour une voiture, 2 € / jour pour un scooter.
 - Des micro-crédits pour la mobilité (financement du permis de conduire, ...).
 - Des ateliers de mobilité.

Permanence Wimoov sur la CC de l'Ouest Vosgiens (88)

- Permanence 1 fois par semaine à la MFS de Neufchâteau
- Réalisation de diagnostics de mobilité
- 86 personnes accompagnées de 2019 à 2022
- 80 % des publics n'ont pas d'emploi
- 80 % de l'accompagnement sous forme de service pédagogique.



A close-up photograph of a hand holding a red pushpin, about to pin it to a map. The map shows a grid of streets and some geographical features. The text 'Synthèse des actions' is overlaid on the image.

Synthèse des actions

Synthèse : pilote et coûts de mise en œuvre des actions

Actions	Acteur pilote	Coûts à charge autres acteurs		Coûts à charge CCPS		Moyens humains CCPS
		Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	
1	Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car	Région (CCPS en lobbying)	+/- 5 k€/véhicules pour accroche vélos	+/- 167 k€/an		Ponctuel
2	Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CCPS	CCPS			De 51 à 231 k€/an selon scénario	0,15 ETP
3	Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire	CCPS, Région et SNCF Réseau		+/- 925 k€		0,3 ETP
4	Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité disponibles	CCPS			Entre 6 et 10 k€ selon les choix	0,15 ETP pour créer le guide
5	Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement	CCPS			Selon les choix +/- 10 k€/an	0,10 ETP
6	Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires définis dans le SDC	A définir selon le rôle que souhaite prendre la CCPS	+/- 4,7 M€ pour les aménagements estimés à répartir entre les différents maîtres d'ouvrage et financeurs en lien avec leurs programmes de subventions Entretien à terme : +/- 104 k€/an			Selon choix à partir de 0,1 ETP
7	Développer un stationnement vélo adapté aux besoins	CCPS		Une partie des +/- 61 k€ selon choix		Ponctuel
8	Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50)	CCPCST / CCPS		+/- 15 k€ (50% étude)	+/- 15 k€ (50% étude)	Ponctuel pour suivi étude
9	Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie	CCPS en lien avec les écoles et les communes			14,5 k€/an	0,3 ETP si personnel CCPS

Synthèse : pilote et coûts de mise en œuvre des actions (II)

	Actions	Acteur pilote	Coûts à charge autres acteurs		Coûts à charge CCPS		Moyens humains CCPS
			Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	
10	Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs	Multipôle Nancy Sud Lorraine / CCPS				+/- 10 k€/an subventionnement trajet	0,05 ETP
11	Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés vers le Toullois et le Grand Nancy	CCPS (avec autres AOM)			+/- 176 k€	18 à 48 k€/an selon options retenues	0,2 ETP pour l'année du lancement
12	Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis sur la CCPS	CCPS				+/- 28 k€/an	0,1 ETP
13	Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants	CCPS			+/- 52,5 k€	+/- 8 k€/an (reste à charge)	0,1 ETP
14	Développer des services vélos (atelier réparation, stage remise en selle, ...) en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo	CCPS				Très variable selon choix de la collectivité (+/- 6 k€ ?)	Ponctuel
15	Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers	CCPS pour coordination				Variable selon réductions envisagées	Ponctuel
16	Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire	CCPS			Selon choix retenus +/- 45 k€		Ponctuel
17	Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie	Porteur de projet public ou privé (CCPS en accompagnement)				Variable selon le type de services proposés	Ponctuel
18	Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite	CCPS				Variable selon le type de services proposés	



Liste des aides disponibles

Les aides nationales (à la date d'arrêt du PDMS)

Modes	Dispositif	Objectifs	Aide	Date limite
Tous modes	Fonds Vert / France Ruralité (Mobilités durables en zones rurales)	Stratégie / plan de mobilité simplifié, mise en place de solutions de mobilité : TAD, autopartage, location de VAE, mobilité solidaire, conseils en mobilité...	Jusqu'à 50 % pour la CC AOM et 20 % pour la Région AOM locale	2027
	La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)	Projets de mobilité tous modes (pistes cyclables, véhicules de transports en commun...).	Varie selon les budgets alloués aux territoires (ex. DSIL en Normandie : entre 100 et 200 k€ / projet et 2 k opérations depuis 2016)	Dotations annuelles
	La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	Soutien aux projets visant à favoriser le développement des services publics en milieu rural.		
	La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID)	Projets dont la mise en œuvre a pour objectif la solidarité entre les différents territoires d'un même département ou d'une même région		
	Les dotations politique de la ville (DPV) ou subventions pour travaux divers d'intérêts local (TDIL)	Aides financières pour les projets urbains divers (davantage axées sur les travaux urbains)		
	Le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT)	Soutien en investissement et fonctionnement aux actions mettant en œuvre les choix stratégiques de la politique d'aménagement, dont la mobilité.	Chaque année, une circulaire vient préciser les règles de répartition et d'emploi du FNADT	Subvention annuelle
	Programme certificats d'économies d'énergie (CEE)	Une dizaine de programmes CEE Transport développée dans le tableau suivant: bus électriques, achat / location / retrofit, vélo, logistique urbaine durable, éco-mobilité (programme TIMS), bornes de recharge...		
	Offres de la Banque des territoires	Trois dispositifs de soutien : offre de crédits d'ingénierie, mobi-prêts pour les infrastructures et équipements pour les mobilités propres, investissement financier dans des partenariats publics-privés, pour permettre le décollage de services de mobilité non rentables à leur démarrage.		
	Petites Villes de Demain (PVDD) / CRTE	Améliorer la qualité de vie des habitants des petites communes (< 20 k hab.) et des territoires alentours en les accompagnant (diagnostic, stratégie, actions) dans des trajectoires dynamiques dans le cadre de la transition écologique jusqu'en 2026		

Les aides nationales (à la date d'arrêt du PDMS)

Modes	Dispositif	Objectifs	Aide	Date limite
Modes actifs / Voiture	Mobilités actives et partagées (EPCI, Associations)	Accompagner le changement de comportements vers le passage à l'action via un programme d'actions pour les collectivités, les employeurs et les établissements scolaires	Chargé de mission : 30 k€ / an / ETPT + 3k€ max d'équipements Com. / animation / formation : 50 % d'aide (montant max de 20 k€ / an)	8 ^{ème} projet pas encore défini à date
	Plan de circulation pour la transition écologique (EPCI / Communes)	Modifier le partage de l'espace public et faire davantage de plateaux autres usages (marche, vélo...), diminuer le trafic automobile de transit, améliorer le cadre de vie des habitants	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'aide : 70 % Montant maximum d'un projet : 100 k € 	Pas de certitudes de reconduction en 2025
	Verdissement des flottes (collectivités, entreprises)	Pousser les entreprises et les collectivités françaises à électrifier leur parc automobile et cyclable : <ul style="list-style-type: none"> Prime à la conversion pour les entreprises (1) Bonus écologique pour les entreprises (2) Bonus vélo (3) 	Des primes et bonus dépendant du type de véhicule : <ul style="list-style-type: none"> (1) : jusqu'à 4 k€ / véhicule (2) : jusqu'à 3 k€ / véhicule (3) : jusqu'à 1,5 k€ / vélo 	Prime et bonus depuis le 14/02/2024
	Programme Advenir (CEE) pour les collectivités et les entreprises	Prime pour l'installation des infrastructures collectives et des bornes de recharge.	Jusqu'à 30 % du montant de fournitures, matériels et de travaux dans la limite de 9 k€ / point de recharge (1 k€ pour les VAE) + 300 € pour les bornes à la demande	Fin 2025
Modes actifs / Voiture / TC	Ville apaisée, quartiers à vivre (EPCI, Communes)	Inciter les collectivités développer la qualité de vie et l'attractivité des quartiers dans un contexte de changement climatique (programme d'actions couvrant les 10 engagements du manifeste)	<ul style="list-style-type: none"> Chargé de mission : 30 k€ / an / ETPT + 3k€ max d'équipements Com. / animation / formation : 50 % d'aide (montant max de 20 k€ / an) 	Pas de certitudes de reconduction en 2025
Voiture	Fonds Vert « Développement du covoiturage » pour les collectivités	Schéma covoiturage, études pré-opérationnelles, travaux d'aires de covoiturage ou de voies réservées, réalisation de lignes de covoiturage ou d'auto-stop organisé, animation, communication, campagnes d'incitations financières à la pratique.	Montant de l'aide attribuée selon le préfet de département : entre 20 et 50 % du coût du projet	Dispositif reconduit jusqu'en 2027

Les aides nationales (à la date d'arrêt du PDMS)

Modes	Dispositif	Objectifs	Aide	Date limite
Marche	Le programme « ID-marche » / Marche du quotidien	Accompagner les politiques publiques locales en faveur de la marche et diffuser les bonnes pratiques. Etudes, aménagements, actions d'animation et de communication.	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'aide : 50 % Montant d'aide maximal : 89 k€ Montant minimum du projet : 30 k€ 	Pas de certitudes de reconduction en 2025
Vélo	Le fonds mobilités actives (collectivités)	Finance des projets d'aménagements cyclables en site propre ainsi que des programmes de maillage : <ul style="list-style-type: none"> AAP « Aménagement cyclable » AAP « territoires cyclables » 	<ul style="list-style-type: none"> Montant de subvention : >100 k€, taux d'aide entre 15 et 60 % selon les cas 	AAP réguliers jusqu'en 2027
	Fonds Vert « Soutenir les aménagements cyclables »	Les subventions seront attribuées aux projets qui suppriment une discontinuité cyclable ou réalisent un itinéraire continu et sécurisé (de moins de 15 km).	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'aide : 25 % maximum 	15 décembre 2025
	AVELO 3 (CEE) pour les collectivités	Financement d'études liées au vélo (1), de services vélo (2), d'actions d'animation et de promotion de politiques cyclables (3) ainsi que le financement de postes de chargé de mission vélo (4).	<ul style="list-style-type: none"> Montant maximum par thématique : 100 k€ Montant minimum d'un projet : 20 k € Montant par agent ETPT : 29 k € Taux d'aide : 50 % 	Pas de certitudes de reconduction en 2025
	Alvéole + (CEE) portée par la FUB (collectivités, écoles, entreprises...)	Prime pour l'installation de stationnement vélos sur l'espace public, dans les établissements scolaires et les pôles d'échange multimodaux ainsi que d'actions de sensibilisation	40 % de l'investissement hors taxe (50 % en ZFE), avec un montant maximal par type d'abri et par place	11 juillet 2025
	Génération vélo (CEE) pour les collectivités	Programme de financement pour soutenir le déploiement du Savoir Rouler à Vélo (formation par des intervenants pour permettre aux enfants de 6-11 ans d'apprendre à se déplacer à vélo	Les interventions réalisées dans le cadre du SRAV peuvent bénéficier d'un financement à hauteur de 50 % par Génération Vélo	Fin 2025
	Objectif Employeur Pro-Vélo (FUB) / CEE	Accompagnement des employeurs privés, publics et associatifs dans la promotion du vélo pour les déplacements domicile-travail et professionnels	Pour les employeurs : cofinancement de 40 à 60 % d'équipements et services (« remise en selle »...)	Pas de certitudes de reconduction en 2025

Les aides nationales (à la date d'arrêt du PDMS)

Modes	Dispositif	Objectifs	Aide	Date limite
Vélo	Mon vélo de A à Z (AMI) portée par la FUB / CEE (prescripteurs sociaux)	Accompagner de « A à Z » des personnes précaires vers la mobilité à vélo et ancrer durablement une expertise autour des politiques de marche et de vélos pour les prescripteurs d'aide sociale (CCAS, mission locale, associations...)	Forfait de lancement : 5 k€ (1 ^o année) Part fixe : 35,5 k€ / an Part variable : 100 € / personne	2026
	Académie des Mobilités Actives (ADMA) de la FUB / CEE	Accroître et diffuser l'expertise autour des politiques marche et vélo (formation, ateliers pédagogiques)	Formations prises en charges par le programme	Décembre 2026
	ColisActiv' (FUB) / CEE	Développer la livraison de colis à vélo sur les derniers kilomètres en réduisant les coûts techniques (rupture de charge, entrepôt urbain...) par rapport aux modes thermiques	Subvention versée durant 3 ans aux entreprises : 0,6 € de prime moyenne par colis	2025

Les aides locales (à la date d'arrêt du PDMS)

► La Région Grand Est



Modes	Dispositif	Objectifs	Aide	Date limite
TC	Soutien aux services de transport à la demande	Pour la mise en place d'un service public de transport à la demande (TAD) d'intérêt local et présentant également un intérêt régional (meilleure accessibilité aux centralités rurales et bourgs-centre, amélioration de l'intermodalité...) pour les AOM ne prélevant pas le Versement Mobilité.	<ul style="list-style-type: none"> Taux de base : 40% du déficit d'exploitation annuel, bonifié de 30% pour les EPCI rurale ou périurbaine Montant maximum : jusqu'à 40 k€ 	-
	Dispositif d'intervention régionale Intermodalité	Financement pour l'aménagement d'un point d'arrêt ferroviaire ou d'un point d'arrêt routier Fluo	<p>Pour les points d'arrêt ferroviaire</p> <ul style="list-style-type: none"> Taux maximal : 50 % du reste à charge Montant maximum selon la fréquentation annuelle de la gare : 110 k€ (si < 7 300 voy/an), 220 k€ (si de 7 300 à 50 000 voy/an) <p>Pour les points d'arrêt routier</p> <ul style="list-style-type: none"> Taux maximal : 50 % Montant maximum : 10 k€ par point d'arrêt prioritaire définis au Sd'Ap et 7,5 k€ par point d'arrêt non prioritaire 	-
Vélo	Soutien à la réalisation des infrastructures cyclables et la mise en œuvre de services vélos pour la mobilité de demain	Soutient financièrement les AOM locales pour la réalisation : <ul style="list-style-type: none"> Des aménagements cyclables Des études préalables aux travaux (uniquement si associées à des travaux effectivement réalisés) Des services vélo (abris, arceaux, compteurs permanents, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Taux de base : 25%, bonifié à : <ul style="list-style-type: none"> +10% pour les AOM rurales et +5% pour les AOM périurbaines +5 à 15 % selon le niveau de prise en compte de l'environnement +10% pour une liaison entre 2 AOM ou en résorption de discontinuité Montant maximum : 10€/habitant sur la période 2022-2028 	2028
	Structuration et la mise en tourisme des véloroutes et voies vertes	Financement pour des projets d'équipement, de jalonnement, d'amélioration de l'offre de services ou des conditions d'accueil des cyclotouristes sur les itinéraires inscrits au SN3V	<ul style="list-style-type: none"> Taux de base : 20% Montant maximum : jusqu'à 400 k€ pour les projets d'équipements cyclables et jusqu'à 50 k€ pour les services et l'amélioration de l'accueil 	-
	Itinéraires inscrits aux schémas national ou régional	Financement pour un itinéraire du SNV ou du schéma régional connecté au SNV	<ul style="list-style-type: none"> Taux de base : 40% Montant maximum : 140 k€/km 	-

Les aides locales (à la date d'arrêt du PDMS)

► Le Département de Meurthe-et-Moselle

Modes	Dispositif	Objectifs	Aide	Date limite
Tous modes	Appui aux Territoires 54	<p>Ce fonds multi-thématique est destiné à financer des projets d'investissement des collectivités locales. Une attention particulière est accordée aux projets qui concourent à la transition écologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonds spécifique aux mobilités douces à travers le Plan Vélo 54 - Fonds Appui aux communes pour les communes à vocation de centralité (au sens des SCoT) pour des opérations pouvant porter sur l'amélioration du cadre de vie et les espaces publics 	Selon les projets	2028
Vélo	Plan Vélo 54	<p>3 volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Volet vélo au quotidien : financement des aménagements cyclable pour les territoires ayant un SDC ▪ Volet itinérance pour la V50 ▪ Volet loisirs : porte notamment sur les boucles autour de la voie bleue 	Pour le volet vélo au quotidien : aide à hauteur de 30%, sans plafond	2028



Contact ITEM Etudes & Conseil :

Geoffroy Brischoux

Chef de projet

Tél : 03 81 83 24 71 – 06 62 67 43 09

brischoux@item-conseil.fr

Matthieu Bordier

Chargé d'études

Tél : 03 81 83 24 71

bordier@item-conseil.fr

Le Président du Conseil régional
Franck LEROY

Strasbourg,
le **27 OCT. 2025**

Dossier suivi par :
Michael Jonvel
michael.jonvel@grandest.fr

Monsieur Jérôme KLEIN

Président
Communauté de Communes du Pays du
Sainctois
21 RUE DE LA GARE
54116 TANTONVILLE

Objet : Avis du Conseil Régional sur votre projet de plan de mobilité simplifié

Monsieur le Président,

Dans un courrier en date du 24 juillet 2025, vous avez transmis au Conseil Régional et pour avis le Projet de Plan de Mobilité Simplifié (PDMS) de votre territoire, suivant en cela les dispositions de l'article L.1214-36-1 du Code des transports.

Je tiens à saluer votre initiative, l'élaboration d'un PDMS n'étant liée à aucune obligation. Le développement des compétences au sein des autorités organisatrices de la mobilité est de nature à assurer la pérennisation des dynamiques de projet.

Le PDMS que vous avez réalisé a permis de mener une réflexion sur les mobilités en intégrant la dimension infrastructurelle et celle des besoins des habitants. En l'espèce, et à l'issue d'un travail de diagnostic, vous avez retenu 18 actions en réponse aux 7 enjeux identifiés qui forment la feuille de route du territoire.

L'avis général du Conseil Régional sur le projet de plan soumis est positif avec néanmoins quelques points de vigilance. Le détail de cet avis est donné en annexe.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bien cordialement .



Annexe — Avis du Conseil Régional

L'avis du Conseil Régional porte notamment sur les actions relevant de la compétence régionale de la mobilité.

- Enjeu n°1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défailante

- o Action 1 : Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de cars

Point de vigilance :

Il sera possible d'envisager, en lien avec la CC du Pays du Saintois, la création de services de rabattements par véhicules adaptés sur les lignes R580 et O6C, pour les petites communes du périmètre Saxon-Sion.

- Enjeu n°1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défailante

- o Action 3 : Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire.

Point de vigilance :

La ligne ouvrira avec la desserte fixée dans la concession mais une éventuelle évolution de l'offre pourra être étudiée postérieurement à l'ouverture de la ligne au regard de son fonctionnement (offre/fréquentation). Les démarches visant à aménager les points d'arrêt en PEM sont engagées et accompagnées par la Région Grand Est.

La ligne de car R580 FLUO54, adossée partiellement à l'itinéraire de la ligne ferroviaire, transporte à plus de 70% des usagers scolaires sectorisés sur les établissements scolaires de Vandœuvre-les-Nancy et Nancy, Elle les dessert via la CC Moselle et Madon. Cette ligne pourrait desservir la gare de Ceintrey, si un point d'arrêt est aménagé en retrait de la RD913.

Les autres actions relevant de la compétence de la CC du Pays du Saintois reçoivent un avis positif de la Région Grand Est : TAD, guide de la mobilité, communication, aménagements cyclables et services vélo, covoiturage/autopartage.



Nancy, le 29/09/2025

M. JEROME KLEIN
PRESIDENT DE LA CC DU PAYS
DU SAINTOIS
21 RUE DE LA GARE
54117 TANTONVILLE

Réf : FPZ/IBA – 25-118 – Courrier_Avis_CD54_PDMS_CCPS2025
Dossier suivi par Frederic Perrollaz
Direction Infrastructures et Mobilité / Service Nouvelles mobilités
Tel : 03 83 94 58 46
Courriel : fperrollaz@departement54.fr
www.meurthe-et-moselle.fr

Objet : Plan de Mobilité Simplifié et sa déclinaison en Schéma Directeur Cyclable

Monsieur le Président,

C'est avec un grand intérêt que le Département du Meurthe-et-Moselle a pris connaissance de votre Plan de Mobilité Simplifié et de votre Schéma Directeur Cyclable élaborés à l'échelle du territoire du Pays du Saintois.

Je tiens à saluer la qualité et la richesse de ce document, qui traduit une réelle volonté d'agir en faveur d'une mobilité plus durable, plus sûre et plus accessible pour l'ensemble des habitants. L'étude montre également que les infrastructures existantes pour les piétons et cyclistes sont encore trop limitées ou dégradées, ce qui freine leur usage quotidien. La clarté des données chiffrées, notamment sur les parts modales et les perspectives de report, renforce la pertinence de ce diagnostic.

L'approche globale retenue – combinant transports collectifs, covoiturage, mobilités actives, services solidaires et actions de sensibilisation – constitue une réponse cohérente aux enjeux sociaux, environnementaux et économiques de notre territoire.

En particulier, je note avec satisfaction :

- La volonté de développer un maillage cyclable structuré et interconnecté, garantissant sécurité et continuité des parcours, notamment grâce à votre objectif de 96 km d'aménagements,
- L'importance accordée à la sécurisation des routes départementales, qui deviendront progressivement de véritables corridors multimodaux,
- La place donnée à l'intermodalité (gares, pôles d'échanges, stationnements vélo, connexions aux transports collectifs),

- Les actions visant à réduire l'autosolisme et à favoriser l'équité territoriale grâce au transport à la demande et aux services solidaires.

Concernant les routes départementales, je mesure pleinement les conséquences positives des aménagements prévus :

- Une amélioration sensible de la sécurité routière, grâce à des dispositifs de signalisation, d'apaisement et de partage de la voirie,
- Une valorisation des axes départementaux, qui deviendront supports de mobilités douces et itinéraires cyclotouristiques attractifs, contribuant également à l'image et au dynamisme touristique du territoire,
- Une meilleure complémentarité entre infrastructures, automobile et modes actifs, répondant aux attentes croissantes des habitants.

Le Département est toujours attentif à la complémentarité des déplacements et des mobilités par les autorités compétentes qui œuvrent au quotidien pour offrir des services publics de qualité à leurs concitoyens. Je suis particulièrement attentive à l'intermodalité future qui sera développée avec la ligne 14 Nancy-Contrexéville, très attendue par vos habitants. Sur ce sujet, j'attire votre attention sur l'importance du rabattement de vos aménagements cyclables vers les gares de Ceintrey et Vézelize, sans oublier, à proximité de votre territoire, la gare de Bayon. J'accorde également de l'importance à l'optimisation des trajets automobiles par le covoiturage, et à ce sujet, je pense que l'axe structurant de la RN57 qui traverse votre territoire pourrait offrir des opportunités d'aménagements complémentaires à ceux déjà réalisés.

Plus particulièrement, je me réjouis de votre volonté de contribuer au réseau cyclable continu et sécurisé de Meurthe-et-Moselle comptant d'ores et déjà 700 km. Cette ambition de création d'un maillage global de 96 km d'itinéraires cyclables s'inscrit pleinement dans les objectifs de notre Plan vélo. Vous pourrez pour cela compter sur le soutien technique et financier du Département à hauteur de 30% maximum du coût de vos projets d'infrastructures cyclables.

Il est toutefois important de souligner que le Département est uniquement gestionnaire de la voirie départementale et n'a pas la compétence en termes de mobilités actives. Il appartient donc aux communes compétentes en matière de voirie ou les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) de mettre en œuvre leur schéma cyclable.

Aussi, je vous assure de la volonté du Département de travailler en partenariat et en proximité avec les communes ou AOM pour accompagner la mise en œuvre progressive de ce plan et en particulier de ce schéma cyclable, notamment dans la perspective de la réalisation des aménagements envisagés sur nos routes départementales. Il peut mettre à disposition son domaine routier départemental par conventionnement. La recherche de solutions techniques adaptées et durables, en toute cohérence avec nos dispositifs d'accompagnement départementaux est indispensable à la réalisation de vos projets.

Je suis particulièrement attentive à vos propositions d'itinéraires cyclables et à leurs interactions avec le réseau routier départemental. Sur ce sujet, j'attire votre attention sur les points suivants :

- 22.2 : Roville-devant-Bayon <> Bayon : les équipes du Département collaborent avec les communes de Bayon et Roville devant Bayon, accompagnées par notre agence d'ingénierie départementale (MMD 54) dans la réalisation d'une étude de faisabilité de cet itinéraire,

- 14 : Ceintrey et Voinémont : l'installation d'un encorbellement sur un pont départemental nécessite une étude de faisabilité préalable réalisée en concertation avec notre service « Pont, structures et ouvrages »,
- 7 : Quevilloncourt <> Gare de Vézelize : au niveau de la traversée de la RD 904 à Quevilloncourt, il serait préférable de poursuivre l'aménagement jusqu'à hauteur de la rue de la gare sur l'accotement. Cela permettra de réaliser une traversée perpendiculaire à la route. La traversée se ferait ainsi à une distance plus grande du virage, sécurisant la traversée.
- Concernant la création d'une voie verte sur trottoir en agglomération, nous vous rappelons qu'« un trottoir ne peut pas être considéré comme une voie verte » (*Certu, Fiche Vélo n°4*).
- Concernant l'aménagement de type « couloir de courtoisie », ne correspondant pas à un aménagement réglementaire, celui-ci ne pourrait être autorisé sur le domaine routier départemental,
- Concernant les CVCB, les voiries avec une bonne covisibilité sont à privilégier. Le cas échéant, il sera nécessaire de supprimer les masques à la visibilité.

Je vous remercie d'avoir tout au long de la démarche engagée, associé notre collectivité.

Vous assurant de notre soutien à ce projet ambitieux et structurant pour l'avenir du Pays du Saintois, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Audrey BARDOT

Audrey BARDOT
2025.09.25 16:52:23 +0200
Ref:9484500-14276531-1-D
Signature numérique
Pour la présidente et par délégation,
Vice-Présidente, déléguée aux
Infrastructures et aux mobilités

Blainville le 15 septembre 2025

Monsieur Jérôme KLEIN
Président de la Communauté de Communes
du Pays du Saintois
21 Rue de la Gare
54116 TANTONVILLE

Affaire suivie par : Florence LACOUR
Objet : Plan de mobilité simplifié CCPS
Réf. : DP/MM/FA/2025/

Monsieur le Président, Cher Collègue,

Nous avons pris connaissance avec intérêt du Plan de mobilité simplifié de la Communauté de Communes du Pays du Saintois que vous nous avez fait parvenir et vous en remercions.

A sa lecture, nous pouvons vous faire part des remarques suivantes :

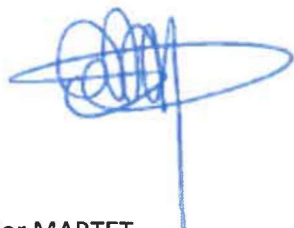
- Dans le cadre du Schéma Directeur Cyclable : il serait opportun de faire un travail en lien avec la CC3M sur les « portes d'entrée » que sont les communes de Velle sur Moselle et Crevéchamps, notamment avec la halte repos de la voie bleue. Il est important de ne pas se limiter uniquement à l'entrée par Bayon.

- Nous regrettons que le bureau d'études n'ait pas pris l'attache de la CC3M pour l'étude du secteur limitrophe Bayon / Velle sur Moselle / Crevéchamps qui participe également au bassin de vie de plusieurs communes de la CCPS.

Nous restons à votre disposition afin de travailler en collaboration sur ces thématiques pour le bien être de nos habitants.

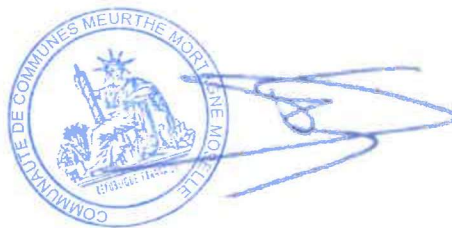
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Cher Collègue, l'expression de nos sincères salutations.

Le Vice Président en charge de
l'Aménagement du Territoire,



Olivier MARTET

Le Président,



Philippe DANIEL

REPUBLIQUE FRANCAISE

AUTREY SUR MADON

ARRONDISSEMENT NANCY

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE**

**DEPARTEMENT DE MEURTHE
ET MOSELLE**

Séance du 08 octobre 2025

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 09

Présents : 08

Votants : 09

L'an deux mille vingt cinq, le 08 octobre à 20 H30
le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni
dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence
de Vincent PEULTIER, Maire.

DATE DE CONVOCATION

03/10/2025

Tous les conseillers sont présents sauf Samuel
GARCIA-PARRILLA excusé, qui a donné pouvoir
à Christelle MAÏAUX.

DATE AFFICHAGE
10/10/2025

A été nommée secrétaire : Christelle MAÏAUX

31-2025

**5. Institutions et vie politique
5.7 Intercommunalité**

PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car

2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du

Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération.

La secrétaire de séance
Christelle MAÏAUX



Le Maire
Vincent PEULTIER



COMMUNE DE BOUZANVILLE

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 2025

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
07	07	07

Date de la convocation
08/10/2025

Date d'affichage
22/10/2025

CCPS
Plan de mobilité simplifié et
schéma directeur cyclable

19/2025

Nomenclature :

5 Institutions et vie politique
5.7 Intercommunalité

L'an deux mil vingt-cinq, le 16 octobre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme. Nicole BELLOT, Maire.

PRÉSENTS :

Ms Laurent BONTEMPS, David CERQUEIRA, Fernand JEANDEL, Jean-Claude GIRARD et Jean-Luc MOREL

POUVOIR : Mr Michel MOHRING à Mr Jean Luc MOREL

ABSENT : néant

Mr David CERQUEIRA a été élu secrétaire.

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

- 1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car
- 2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
- 3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

- 4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité
- 5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes pratiques

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en définis dans le SDC

7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Envoyé en préfecture le 22/10/2025

Reçu en préfecture le 22/10/2025

Publié le

ID : 054-215400920-20251016-19_2025-DE



Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'usager

15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, Mme le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal : néant

Vote : adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme

Mme le Maire

BELLOT Nicole



**Extrait du Registre des Délibérations de la Commune de FORCELLES-SAINT-GORGON
Séance du 8 septembre 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le huit septembre, à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de Forcelles-Saint-Gorgon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Éric PIERRAT, Maire.	
<u>Nombre de Conseillers</u> En exercice : 11 Présents : 9 Pouvoirs : 2 Votants : 11 Convocation : 01/09/2025 Affichage : 12/09/2025 <u>Secrétaire de séance :</u> Jean-Philippe CHAUVEAU	<u>Etaient présents</u> : Éric PIERRAT, Jean-Philippe CHAUVEAU, Bruno FLORENTIN, Murielle LEIDER, Sébastien TALLEUX, Frédéric WEIBEL, Valérie ANDRÉ, Bernard JABIOL, Estelle REGNARD. <u>Absentes excusées</u> : Anne-Marie LOSTRIAT, Violette THIERY. <u>Pouvoirs</u> : Anne-Marie LOSTRIAT donne pouvoir à Éric PIERRAT, Violette THIERY donne pouvoir à Jean-Philippe CHAUVEAU.
Objet de la délibération	Arrêt du Plan de Mobilité Simplifié de la CC du Pays du Saintois

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire, les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadéquates aux besoins et défaillante

- 1 - Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car
- 2 - Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
- 3 - Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

- 4 - Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité
- 5 - Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

- 6 - Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC
- 7 - Développer un stationnement vélo adapté aux besoins
- 8 - Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclo touristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
- 9 - Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

- 10 - Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs
- 11 - Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

- 12 - Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis
- 13 - Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants
- 14 - Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

- 15 - Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers
- 16 - Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

- 17 - Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie
- 18 - Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération.

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal : néant.

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits,
Pour extrait conforme,
Le Maire,
Éric PIERRAT



22 GRANDE RUE
54740 GERMONVILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

SEANCE DU 21 OCTOBRE 2025 – Délibération N° 2025-019

NOMBRE DE CONSEILLERS

Afférents au Conseil Municipal	Nombre de pouvoirs	Ont pris part à la délibération
09	2	08

Date de la convocation

03/10/2025

Date d'affichage

03/10/2025

Objet de la délibération

Arrêt du Plan de Mobilité Simplifié de la CC du Pays du Saintois.

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture

28/10/2025

Et publication ou notification

28/10/2025



Signature et cachet

L'an deux mille vingt cinq

Et le 21 octobre à vingt heures

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie de GERMONVILLE, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur OGE Christian, Maire.

Présents : M. OGE Christian, M. DENIS Bernard, M. BOURET Julien, Mme GRIFFATON Yvette, M. DUBREUCQ Jean-Loup, M. POTTIE Jean-Charles.

Absents excusés : Mme LARRIERE Amélie, pouvoir à M. BOURET Julien.
M. PERRIN Cédric, pouvoir à M. OGE Christian.
M. SIMON Florent, aucun pouvoir.

Secrétaire de séance : M. BOURET Julien.

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

- 1 - Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car
- 2 - Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
- 3 - Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits,
Les membres présents ont signé au registre

Pour extrait certifié conforme

Je certifie que le présent acte a été publié ou notifié selon les règlements
en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE DE GERMONVILLE

République Française

N° 2025-019 SUITE

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

- 4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité
- 5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

- 6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC
- 7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins
- 8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
- 9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

- 10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs
- 11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

- 12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis
- 13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants
- 14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

- 15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers
- 16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

- 17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie
- 18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.
Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du

Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération.

L'ensemble du Conseil Municipal donne un avis favorable.

Les remarques suivantes ont été faites :

- M. BOURET suggère la mise en place par la CCPS d'un site internet pour répertorier les aires de covoiturage sur le saintois (même fonctionnement que BlaBlaCar).
- M. POTTIE dit qu'il serait judicieux de mettre en place un moyen de transport pour les personnes âgées : solidarité envers les aînés afin qu'ils puissent se déplacer le plus facilement possible.

DEPARTEMENT
MEURTHE ET MOSELLE

**ARRONDISSEMENT
NANCY**

CANTON

Meine au Saintois

NOMBRE

De Conseillers en exercice **10**

De Présents **10**

De Votants **10**

OBJET

17/25

**Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et
d'un Schéma Directeur Cyclable
(SDC) de la Communauté de
communes du Pays du Saintois**

Le Maire Certifie que le compte-rendu de cette
délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 1 aout
2025

et que la convocation du Conseil avait été faite le 21
juillet 2025

Certifié exécutoire la présente délibération transmise à
la Préfecture le 1 aout 2025

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toullois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car

2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

COMMUNE DE HOUSSEVILLE

EXTRAIT DE PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 30 juillet 2025

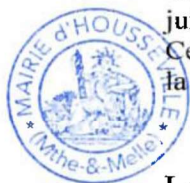
L'an deux mil vingt-cinq le trente juillet

Le Conseil Municipal de la commune de HOUSSEVILLE étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances après convocation légale, sous la présidence de **Mme PERNOT-TRÉVILLOT Geneviève**, Maire

Etaient présents : **MM. COQ Fabrice, COLLARD Thierry, HUIN Florent, JACQUEMIN Thomas, MAIRESSE Sébastien, MAIRESSE Yves, MARIN Louis, RUIZ Jésus, VIBRAC Nelly**

Etaient absents excusés :

Il a été procédé conformément à l'article L.121.14 du Code des Communes, à l'élection **d'une secrétaire** pris dans le sein du Conseil ; Mme VIBRAC Nelly ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

- 6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC
- 7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins
- 8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
- 9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

- 10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs
- 11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

- 12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis
- 13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants
- 14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'usager

- 15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers
- 16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

- 17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

- 18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports. Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, après en avoir délibéré,

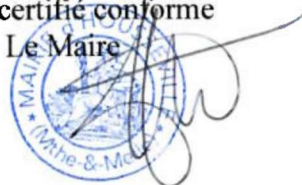
Décide de s'abstenir de rendre un avis sur le dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal :

Le coût engagé est important face aux bénéfices réels pour le territoire et les habitants.

Ont signé les membres présents,
Pour extrait certifié conforme

Le Maire





Commune de
OMELMONT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 9 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le mardi neuf septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de OMELMONT étant réuni en lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Michel HENRION, Maire.

Présents : Mesdames Antoinette COLMÉ, Véronique LOUIS et Maud BRUEY

Messieurs Michel LAURENT, William JALLAT, Fabrice MAGRON, Pascal NICOLLE, Christophe RAPIN et Jean-Pierre STEFF

Absente excusée avec pouvoir : Madame Nathalie SLOMIANY donnant pouvoir à Maud BRUEY

Madame Maud BRUEY a été désignée comme secrétaire de séance.

17-2025 Point 3 ACTES n°8.4 - Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Pays du Saintois (PdMS de la CCPS)

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'automobile. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car

2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclo touristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'utilisateurs du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du

Plan de Mobilité Simplifié ;

Conseillers en exercice : 11 - Conseillers Présents : 10 - Conseillers votants : 11

À l'unanimité

Convocation du 04/09/2025

- Affichage de la délibération et transmission à la Préfecture : 12/09/2025

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis **favorable** au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal :

- Revoir le tracé de la piste cyclable entre Omelmont et Vézelize, plus praticable le long de la départementale n°5, car le tracé prévu sera le chemin emprunté par les agriculteurs suite à la suppression des passages à niveau de la ligne 14 sur le territoire de Omelmont.

Fait et délibéré, le 9 septembre 2025
Ont signé au registre des délibérations
Tous les Conseillers présents
Pour extrait certifié conforme et exécutoire.
Le Maire, Michel HENRION



REPUBLIQUE FRANCAISE
ARRONDISSEMENT NANCY

ORMES ET VILLE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DEPARTEMENT DE MEURTHE
ET MOSELLE

Séance du 09 octobre 2025

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 10

Votants : 8

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf octobre,
le Conseil Municipal, régulièrement convoqué,
s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la
présidence de Monsieur Gilbert GODFROY, le Maire.

DATE DE CONVOCATION

02/10/2025

Tous les conseillers étaient présents sauf mr Bianchi Arnaud, absent et m
Richard Doublier, excusé.

DATE AFFICHAGE

13/10/2025

A été nommé secrétaire : Judith Rodriguez

17/2025

5. INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE

5.7 Intercommunalité

PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIÉ (PDMS)

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire, les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car

2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du

Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Secrétaire de séance,
Judith RODRIGUEZ,



Le Maire,
Gilbert GODFROY,



DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CANTON DE MEINE AU SAINTOIS

COMMUNE DE ROVILLE-DEVANT-BAYON**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATOINS DU CONSEIL MUNICIPAL****Séance du 12 septembre 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le 12 septembre à 20 h30, le Conseil Municipal de la commune de ROVILLE-DEVANT-BAYON, étant assemblé en session ordinaire au lieu habituel des séances sous la présidence de Madame BRETON Clara, Maire.

Présents : GODEY Alain- LAHACHE Robert-CASTAGNOZZI Franco -GRECO Valérie- DUBOIS Gilles- SALGUEIRO Victor - BAUM Eric - FRANCOIS Stéphane - COLLET Florian

Excusés : THIRY William (procuration à Mme BRETON Clara)

COLLET Mickaël (procuration à Mme GRECO Valérie)

Conseillers en exercice : 12

date convocation : 02/09/2025

Conseillers présents : 10

date affichage : 15/09/2025

Nombre de votants : 12

Secrétaire de séance : Mr DUBOIS GILLES

Délibération 21/2025**Avis de la commune sur le dossier d'arrêt du Plan de Mobilité Simplifié et d'un Schéma Directeur Cyclable**

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car

2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du

Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité propose de donner un avis défavorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal :

Notre commune, située dans la vallée de la Moselle, ne se retrouve pas dans les priorités retenues par la Communauté de communes dans ce plan.

Les problématiques spécifiques de mobilité de notre territoire, notamment la création d'une piste cyclable entre Roville et Bayon, ne sont pas prises en compte dans les phases prioritaires ni dans les tracés envisagés dans le PdMS.

Ce projet de liaison cyclable, pourtant essentiel pour les déplacements doux entre nos deux communes, est totalement absent des calendriers et orientations stratégiques du plan.

Face à cette situation, et dans le souci de répondre aux besoins concrets de notre population, notre commune a donc décidé de porter ce projet indépendamment, en partenariat direct avec la commune de Bayon.

Pour toutes ces raisons, le Conseil Municipal considère que ce plan, dans sa forme actuelle, ne répond pas aux attentes ni aux besoins de notre territoire, et formule donc un avis défavorable.

Fait et clos les jour, mois et an susdits délibération certifiée exécutoire le 15/09/2025

Madame le Maire, Clara BRETON



25036

COMMUNE DE TANTONVILLE

1, place des Anciens Combattants
54116 TANTONVILLE
Mail : mairie-tantonville@wanadoo.fr
Tél : 03.83.52.46.74

Département :
MEURTHE & MOSELLE
Arrondissement : Nancy
Canton : Meine au Saintois

Conseillers en exercice : 14
Présents : 8
Votants : 11

Pour : 11
Contre : 0
Abstention : 0

L'an deux mille VINGT CINQ, le 20 du mois de septembre à 20h30, le CONSEIL MUNICIPAL s'est réuni après convocation en date du 12/09/2025, sous la présidence de M. François XEMAY, Maire.

Etaient présents (8) : Mme CLEMENT Stéphanie, M. DEFRAIN Nicolas, M. GERARD Olivier, M. JANNOT Jérôme, M. LANG Jean-Louis, Mme NOËLLE Marie-Hélène, M. QUENETTE Benoît et M. XEMAY François

Procuration (3) : M. BIRCHEN Raymond donne pouvoir à M. XEMAY François, M. GEANT Michel donne pouvoir à Mme CLEMENT Stéphanie et Mme VALDENNAIRE Véronique donne pouvoir à M. LANG Jean-Louis

Absent (3) : M. CHAFFIN Ludovic, Mme DREUMONT Natacha et Mme PENNEQUIN Nathalie

Secrétaire de séance : Mme CLEMENT Stéphanie

Président de séance : M. XEMAY François

DELIBERATION N° 25036 – PLAN DE MOBILITE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions.

Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

- 1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car
- 2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
- 3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

- 4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité
- 5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

- 6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC
- 7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins
- 8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclo touristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
- 9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

- 10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs
- 11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

- 12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis
- 13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants
- 14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'usager

- 15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers
- 16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

- 17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie
- 18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire, XEMAY François



2025-22

République Française
Département de Meurthe et Moselle
Commune de Vaudémont

Extrait du Registre des Délibérations de la Commune de VAUDÉMONT

Séance du 21 Octobre 2025 à 19h

L'an deux mil vingt-cinq, le 21 octobre 2025 à 19h, le Conseil Municipal de la Commune de Vaudémont, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Rémi PEREAUX, Maire.

Nombre de Conseillers	Etaient présents : Aude BLET- CHARAUDEAU, Jean-Baptiste MOTSCH, Sébastien MARGUIER, Rémi PEREAUX.
En exercice : 5	
Présents : 4	Etai(en)t absent(s) excusé(s) :
Pouvoir : 0	
Votants : 4	Etai(en)t absent(s): Christine REUTER

Convocation : 15/10/2025
Affichage : 15/10/2025 Secrétaire de séance : Aude BLET- CHARAUDEAU

Objet de la délibération	Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du pays du Saintois
--------------------------	---

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire, les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

- 1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car
- 2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
- 3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

1. Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

- 4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

1. Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

1. Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

1. Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'utilisateurs du vélo

1. Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

1. Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du

Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal :

Aucune remarque n'est proposée

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits
Pour extrait conforme
Le Maire,
Rémi PEREAUX



Acte rendu exécutoire après affichage et transmission en préfecture.

République Française

Département de la Meurthe-et-Moselle

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Vaudigny

SEANCE DU 23 SEPTEMBRE 2025

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
6	6	6

Date de convocation
12 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à dix-huit heures quarante-cinq, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu à la mairie, sous la présidence de **François TOUSSAINT-NOVIANT**, Maire.

Présents : **DUVOID Stella, HUSSON Gabriel, LOUIS Antony, MASSCHELEIN Philippe, TOUSSAINT-NOVIANT François, TOUSSAINT-NOVIANT Philippe.**

Absents : .

Représentés : .

Madame DUVOID Stella a été nommée secrétaire de séance.

Objet : Délibération sur l'arrêté PDMS (Plan Mobilité Simplifié) de la communauté de communes du pays du saintois
N° de délibération : D2025_21

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
6	0	6	0	0	0

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car

2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

1. Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

1. Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

- 7** -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins
- 8** -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
- 9** -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

1. Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

- 10** -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs
- 11** -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

1. Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

- 12** -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis
- 13** -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants
- 14** -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

1. Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'utilisateur

- 15** -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers
- 16** -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

1. Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

- 17** -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie
- 18** -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports. Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités
Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du
Plan de Mobilité Simplifié ;
Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;
Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Aucunes remarques n'ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal.



François TOUSSAINT-NOVIANT

François TOUSSAINT-NOVIANT, Maire
Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
2025.09.24 13:23:22
Ref:9514422-14322135-110
Signature numérique
Extrait conforme



Commune de
VITREY

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DE CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mercredi 10 septembre 2025

L'an deux mille vingt-Cinq, le mercredi dix septembre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de VITREY, se sont réunis en lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame Mireille MALGLAIVE, le Maire.

Présents : Mesdames Sophie COLSON-COUPAYE (arrivée à 19h40), Émilie OLIVIER et Magali RAFFIN, Messieurs Didier LAMBINET, Pierre GIRARD, Pierre-Jean BAGARD et Denis DEBRUN

Absente avec pouvoir : Madame Pauline JABBOUR donnant pouvoir à Mireille MALGLAIVE

Absent excusé : Arnaud SIMONIN

Absent non excusé : Jean-Noël BONTEMPS

Monsieur Didier LAMBINET a été désigné comme secrétaire de séance.

**19-2025 - Point 3 - ACTES n°8.4 - Arrêt du Plan de Mobilité Simplifié de la
Communauté de Communes du Pays du Saintois**

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

- 1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car
- 2 -Étudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC
- 3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

- 4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité
- 5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

- 6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC
- 7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins
- 8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclo touristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS
- 9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

- 10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs
- 11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

- 12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis
- 13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants
- 14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'usager

- 15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers
- 16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

- 17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie
- 18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal :

[Aucune remarque]

Fait et délibéré, le 10 septembre 2025

Ont signé au registre des délibérations

tous les Conseillers présents

Pour extrait certifié conforme et exécutoire,

Le Maire, Mireille MALGLAIVE



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26/09/2025

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
8	5	7

Vote
A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstention : 0

L'an 2025, le 26 Septembre à 19:30, le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle communale de Vroncourt, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur LARUE FLORIAN, Maire, en session ordinaire. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au panneau d'affichage le 18/09/2025.

Présents : M. LARUE FLORIAN, Maire, Mmes : GERVAISE SOPHIE, MERNY VERONIQUE, NOEL Nadia, M. HURIET DOMINIQUE

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme MOUBARAK Annelise à Mme NOEL Nadia, M. CHARDIN Damien à Mme GERVAISE SOPHIE

Absent(s) : M. MIRHIS Hamid

Acte rendu exécutoire après dépôt en PREFECTURE
Le :
Et
Publication ou notification du :

A été nommée secrétaire : Mme NOEL Nadia

Objet : 2025-28 – CCPS : Plan de Mobilité Simplifié (PDMS) et sa déclinaison en Schéma Directeur Cyclable

Nomenclature : 5 Institutions et vie publique - 5.7 intercommunalité

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme. Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme. Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire, les associations et les AOM limitrophes. Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

Le projet de Plan de Mobilité annexé à la présente délibération est composé du diagnostic, de la démarche de concertation mise en œuvre ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Ainsi le programme d'actions du plan de mobilité s'articule autour de 7 enjeux stratégiques, déclinés en 18 actions opérationnelles :

Enjeu 1 : Développer l'offre de transports collectifs (routiers et ferrés) et l'intermodalité, actuellement inadaptées aux besoins et défaillante

1 -Porter auprès de la Région une amélioration de l'offre sur les lignes de car

2 -Etudier la faisabilité d'une offre de transport à la demande (TAD) pour permettre de répondre aux besoins essentiels de déplacements à l'échelle de la CC

3 -Suivre la réouverture et la desserte proposée sur la ligne 14, et aménager les haltes de Ceintrey et Vézelize en véritables PEM pour le territoire

1 Enjeu 2 : Améliorer la communication et l'information

4 -Créer un guide mobilité à l'échelle de la CC afin de rassembler et de faire connaître toutes les offres et services de mobilité

5 -Organiser des événements pour promouvoir les solutions alternatives de mobilité et encourager le changement de comportement

1 Enjeu 3 : Répondre au manque d'infrastructures vis-à-vis des modes actifs et la sécurisation de la pratique

6 -Développer un vrai maillage d'aménagements cyclables en mettant en œuvre les itinéraires prioritaires définis dans le SDC

7 -Développer un stationnement vélo adapté aux besoins

8 -Engager une étude de faisabilité d'un itinéraire cyclotouristique Est-Ouest permettant de faire le lien entre la Meuse à Vélo et La Voie Bleue (V50) traversant la CCPCST et la CCPS

9 -Développer le programme « savoir rouler à vélo » dans les écoles pour apprendre à circuler en toute autonomie

1 Enjeu 4 : Limiter l'autosolisme

10 -Démocratiser le covoiturage en favorisant et sécurisant la mise en relation des covoitureurs

11 -Mettre en place une ou des lignes de covoiturage avec des arrêts sécurisés en lien avec Moselle & Madon et le Grand Nancy

1 Enjeu 5 : Diversifier les services de mobilité

12 -Expérimenter la mise place de véhicules en autopartage avec ou sans permis

13 -Proposer un service de location moyenne/longue durée de VAE à destination des habitants

14 -Développer des services vélos en s'appuyant sur l'implantation d'une association locale d'usagers du vélo

1 Enjeu 6 : Réduire le coût de la mobilité pour l'usager

15 -Développer des tarifs solidaires, forfaits familles, voire la gratuité des transports selon les usagers

16 -Développement une offre de location multimodale solidaire (VAE, 2RM, voiture, voiture sans permis...) à l'échelle du territoire

1 Enjeu 7 : Lutter contre l'isolement (social et géographique) et diminuer les besoins de déplacements

17 -Encourager et accompagner le développement d'un panel de services de proximité et/ou itinérants et/ou à distance pour limiter les besoins de déplacements et l'immobilisation subie

18 -Diversifier les services de mobilité solidaire et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (plateforme de mobilité solidaire type wimoov, garage et auto-école solidaire...).

À la suite de l'arrêt du Plan de mobilité simplifié, le document sera transmis aux personnes publiques mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports pour avis dans un délai de 3 mois conformément au R1214-12 du code des transports.

Le Plan de mobilité simplifié et le schéma directeur cyclables seront ensuite mis à disposition du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités

Vu l'article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du

Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du 03 juillet 2025 de la communauté de communes du Pays du Saintois arrêtant le Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Après en avoir délibéré, le Maire propose de donner un avis favorable au dossier de Plan de mobilité simplifié et de schéma directeur cyclable annexé à la présente délibération

Les remarques suivantes ont été formulées lors du débat au sein du conseil municipal : *Neant*

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 30/09/2025
Le Maire
Florian LARUE



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation
04/12/2025

Date d'affichage
23/12/2025

Objet de la délibération :
Approbation du Plan De
Mobilité Simplifié
N°083/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEaux Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d’Orientation des Mobilités

Vu l’article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d’élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l’élaboration d’un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d’Orientation des Mobilités

Vu l’article L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports définissant les modalités d’élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du 05 octobre 2023 de la communauté de communes du Pays du Saintois prescrivant l'élaboration d'un Plan de mobilité simplifié comprenant un schéma directeur cyclable ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 030/2025 en date du 22 juillet 2025, relative à l'arrêt du projet de Plan de Mobilité Simplifié de la communauté de communes du Pays du saintois

Vu l'avis favorable du Comité des Partenaires Mobilités, en date du 18 novembre 2025 quant au projet de Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la consultation des Personnes Publiques Associées (PPA), réalisé de juillet à novembre 2025 ;

Vu la consultation du public, réalisé du 3 au 30 novembre 2025; aucune contribution n'a été réceptionnée durant la période

La Communauté de Communes du Pays du Saintois s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) et d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC) depuis septembre 2023 en collaboration avec la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Le PdMS est un véritable outil de planification qui permet de définir la stratégie et la politique de mobilité d'un territoire à court, moyen, et long terme.

Ce document vise à définir les ambitions de la CCPCST en matière de politique en faveur des transports en commun, des modes actifs et des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme.

Ce plan de mobilité simplifié, incluant un schéma directeur cyclable a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique, les habitants du territoire les associations et les AOM limitrophes.

Ainsi, plusieurs outils ont été mobilisés tout au long de l'étude : questionnaires, ateliers de co-construction et conférence des maires.

La construction de ce plan s'est déroulée en plusieurs étapes.

Phase 1 Diagnostic de la mobilité sur le territoire et enjeux

Phase 2 Proposition de scénarios, stratégie de mobilité du PDMS et du volet cyclable

Phase 3 Plan d'actions et concrétisation des deux documents de planification

Phase 4 Adoption des documents

La phase de consultation du PDMS étant terminée, il convient désormais de voter son approbation finale.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité, de :

- **APPROUVER** la synthèse des avis rendus par les PPA et par les habitants lors de la consultation sur le Plan de Mobilité Simplifié, jointe à la présente délibération ;
- **APPROUVER** le Plan de Mobilité Simplifié et son Schéma Directeur Cyclable joint à la présente délibération
- **AUTORISER** le Président à signer tous les documents relevant de cette décision, en particulier les conventions de financement pour la mise en œuvre du Plan de Mobilité Simplifié ainsi que les avenants y afférents.

PJ :

- Rapport final de PDMS
- Rapport Final SDC
- Consultation et avis des PPA

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Création et statuts du CIAS de la CCPS

N°084/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code de l’Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.123-4, L.5214-16 et suivants ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale ;
Vu la modification de l’intérêt communautaire du 20 novembre 2025 élargissant le champs de l’action sociale
Considérant la nécessité de coordonner les actions sociales sur le territoire ;
Considérant l’intérêt de mutualiser les services, d’améliorer la lisibilité des dispositifs et d’harmoniser les réponses aux besoins sociaux ;

Suite aux nombreuses actions menées dans le cadre de l'action sociale par la CCPS depuis 2021, la création d'un CIAS en complémentarité avec les CCAS du territoire permet leur poursuite et surtout identifie la CCPS comme interlocuteur privilégié sur le territoire.

Le regroupement des compétences sociales au niveau intercommunal permet de renforcer la cohérence, l’équité territoriale et l’efficacité des services publics rendus à la population.

Dans la perspective de la création d'un CIAS, les CCAS conserveront toutes leurs compétences. En effet, l'action des CCAS est efficace parce que liée à la proximité avec les habitants et adaptée à la réalité de chaque commune. CIAS et CCAS sont complémentaires. Conformément aux textes en vigueur, il est proposé de créer un Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) doté d'un conseil d'administration et de statuts annexés.

La création s'accompagne des statuts d'un CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale) qui sont essentiels car ils définissent le cadre légal, organisationnel et fonctionnel de cette structure, à savoir plusieurs chapitres :

- Le périmètre d'intervention
- L'objet (enjeux, attributions des missions)
- L'organisation administrative (le siège, l'organisation, la Présidence, la composition et le fonctionnement du CA...)
- Les dispositions financières (Budget, compte administratif...)
- Modification des statuts et durée du CIAS
- Une approche du règlement intérieur qui sera voté par le CA du CIAS

à noter : Les statuts des CIAS (Centres Intercommunaux d'Action Sociale) sont réglementés principalement par le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et plus précisément par les dispositions relatives aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère social.

Aussi, après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

- décide de la création du Centre Intercommunal d'Action Sociale de la CCPS à compter du 1^{er} janvier 2026.**
- approuve les statuts du CIAS tels que présentés et joints à la présente décision.**
- décide du rattachement du CIAS à l'EPCI en tant qu'établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.**
- confie au CIAS du Pays du Saintois ainsi créé la mise en oeuvre des compétences d'action sociale d'intérêt communautaire.**

PJ :

- *Statuts du CIAS*

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

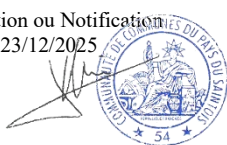
Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification

Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



STATUTS DU CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE de la Communauté de Communes du Pays du Saintois

Article 1 : Constitution :

En application des articles L123-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles, il est créé un Centre Intercommunal d'Action Sociale (ci-après CIAS) rattaché à la Communauté de Communes du Pays du Saintois.

Périmètre : Le « CIAS du Pays du Saintois » intervient sur le territoire des communes membres de la Communauté de Communes du Pays du Saintois, soit les communes suivantes :



Article 2 : Objet :

Le « CIAS Pays du Saintois » a pour objet de favoriser l'action sociale communautaire sur l'ensemble du territoire de la CC du Pays du Saintois.

Il a pour enjeux :

- d'accompagner le rôle des communes dans la mise en œuvre de l'action sociale de proximité ;
- d'orienter l'action sociale intercommunale au regard des situations et besoins repérés à l'échelle du territoire ;
- de favoriser la coordination et la mise en synergie des acteurs sociaux et institutionnels et leur mise en synergie ;
- de développer une politique cohérente, concertée et équitable en faveur de la petite enfance, de la jeunesse et de la parentalité, notamment dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG)¹.

Il a pour attributions :

- La réalisation de l'analyse des besoins sociaux (ABS) liée à la période de mandature ;
- Le soutien aux actions d'animations de la vie sociale, éducatives ou familiales dont l'impact dépasse le périmètre d'une seule commune ;
- Les dispositifs ou services à vocation intercommunale, tels que la coordination des acteurs éducatifs et sociaux, le soutien aux structures d'accueil de la petite enfance, de l'enfance, les actions collectives d'insertion, de l'emploi, et du vieillissement ;
- Les études, diagnostics, coordinations et accompagnements favorisant la mutualisation et la cohérence des politiques sociales locales ;
- La coordination et l'appui technique aux CCAS des communes membres, notamment pour le montage de projets communs ou la mutualisation des moyens ;
- Les actions visant à favoriser et soutenir l'implantation d'accueils pour personnes âgées ou handicapées ;

Ces missions sont exercées, pour la partie intercommunale, par le Centre intercommunal d'action sociale (CIAS), établissement public administratif de la Communauté, conformément aux articles L.123-4 et suivants du Code de l'action sociale et des familles.

- Les missions de ce CIAS sont amenées à évoluer en fonction des transformations sociales à l'œuvre sur le territoire, des orientations de l'action publique intercommunale et des propositions des partenaires.
- Les centres communaux d'action sociale (CCAS) conservent leurs missions de proximité et d'aide sociale individuelle.

TITRE I – ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU CIAS

Article 3 : Siège ;

Le siège du « CIAS du Pays du Saintois » est celui de la Communauté de Communes soit :

¹ Ou tout autre dispositif qui lui serait substitué

Chapitre I - Règles institutionnelles et missions

Règles institutionnelles : Le Centre Intercommunal d'Action Sociale (ci-après CIAS) rattaché à la Communauté de Communes du Pays du Saintois (ci-après CCPS) est régi par les articles L 123-4 à L 123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ainsi que par les articles R. 123-1 à R 123-38 du même Code. Conformément à l'Article L 123-6 du CASF, le CIAS constitue un établissement public intercommunal, il dispose d'une personnalité juridique propre.

Article 4 : Organisation

Le « CIAS de la CCPS » est administré par un conseil d'administration et par son Président qui en est le représentant légal.

Le Président assure le fonctionnement du CIAS.

Article 5 : la Présidence du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration est de droit le Président de la CCPS.

Article 6 : la Composition du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration est composé comme suit :

- Le Président assure le fonctionnement du CIAS.
- Huit membres élus par le Conseil Communautaire et nommés par le Président
- Huit membres nommés par le Président de la Communauté de Commune (ces huit personnes sont représentatives des associations de l'action sociale du territoire, de l'Union Départementale des Associations Familiales).

Soit au total, 17 administrateurs.

Les membres élus ou nommés le sont à la suite de chaque renouvellement du Conseil Communautaire pour la durée du mandat du Conseil Communautaire et ceci dans un délai maximum de deux mois. En cas de vacance de sièges en cours de mandat et pour quelque cause que ce soit, il est procédé à une nouvelle élection dans un délai de deux mois à compter de la vacance du siège. Le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Conseil Communautaire.

Il peut également être procédé à l'élection ou à la nomination des membres du Conseil d'Administration en cas de modification par délibération du Conseil Communautaire, du nombre de sièges du conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent :

- Être agents de la Communauté de Communes ou du CIAS,
- Être fournisseurs de biens ou de services au CIAS (article R123-15 du code de l'action sociale).

Les membres du Conseil d'Administration doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les membres du Conseil d'Administration ne reçoivent aucune rémunération ou indemnités.

Article 7 : le fonctionnement du Conseil d'Administration

Les règles relatives au fonctionnement du CIAS sont prévues principalement par les articles L 123-6 à L 123-8 et R 123-16 à R 123-26 du CASF.

Dès qu'il est constitué, le Conseil d'Administration élit en son sein un vice-Président qui le préside en l'absence du Président. Il est membre du collège « élus » issu du Conseil Communautaire.

Le Président du Conseil d'Administration :

- Est le représentant légal du CIAS ;
- Représente en justice et dans les actes de la vie civile le CIAS, et peut ester en justice ;
- Fait tout acte conservatoire des droits du CIAS ;
- Prépare les décisions du Conseil d'Administration et prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration ;
- Accepte, à titre conservatoire, des dons et legs et de former, avant l'autorisation, des demandes en délivrance ;
- Est l'ordonnateur du CIAS et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ;
- Nomme les personnels du CIAS.
- Peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions ou sa signature au vice-président du CA et au Directeur du CIAS, lequel assiste aux réunions et en assure le secrétariat.

Conseil d'Administration :

Les membres du Conseil d'Administration doivent jouir de leurs droits civiques et ou civils ;

- Crée les emplois du CIAS, régie les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- Autorise le Président à intenter ou soutenir les actions judiciaires et à accepter les transactions ;
- Vote le budget du CIAS et délibère sur les comptes ;
- Délibère sur les mesures à prendre au vu des résultats de l'exploitation à la clôture de chaque exercice et au besoin en cours d'exercice ;
- Délibère sur l'acceptation définitive des dons et legs ;
- Se réunit obligatoirement tous les trois mois. Il peut en outre être réuni par son président chaque fois que celui-ci le juge utile ou sur la demande de la majorité des membres ou du Préfet ;
- Délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement du CIAS ;
- Les délibérations du CIAS ne sont soumises à l'avis ou à l'avis conforme du conseil communautaire que dans les cas prévus aux articles L-2121-34 et L-2241-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Interdictions :

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent :

- Etre agents de la Communauté de Communes ou du CIAS ;
- Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec le CIAS ;
- Occuper une fonction dans ces entreprises ;
- Assurer une prestation pour ces entreprises ;
- Les membres du Conseil d'Administration ne reçoivent aucune rémunération ni jetons de présence mais peuvent être remboursés de leurs frais de déplacement sur justificatif.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'Administration, à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président de la CCPS,

Démission - Décès :

- En cas de démission ou de décès, il est procédé dans les plus brefs délais au remplacement de la personne démissionnaire ou décédée et le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Conseil Communautaire.

Réunions :

- L'ordre du jour est arrêté par le Président.
- Toute convocation est faite par le Président. Elle est adressée par écrit et à domicile, trois jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par décision du Président.
- Le Conseil ne peut délibérer que lorsque la moitié des membres en exercice assiste à la séance.
- Quand, après deux convocations successives, à trois jours au moins d'intervalle, le Conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération est valable quel que soit le nombre de membres présent
- On membre du conseil empêché d'assister à la séance peut donner à un administrateur de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom sur les questions figurant à l'ordre du jour de la séance dont la date sera portée sur le pouvoir.
- Un même administrateur ne peut être porteur que d'un seul mandat.
- Le mandat est toujours révocable, si l'administrateur qui l'a donné ne peut matériellement récupérer son pouvoir, il notifie sa décision par écrit à l'administrateur qui l'a reçu et adresse copie de cet écrit au Président avant la séance s'il ne peut lui-même assister,
- Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.
- Les séances du Conseil d'Administration ne sont pas publiques,
- Le Conseil désigne en son sein un secrétaire de séance. Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre conformément à la réglementation en vigueur.
- Le personnel administratif assiste aux séances avec voix consultative, excepté s'il est personnellement intéressé l'affaire.

TITRE II – DISPOSITIONS FINANCIERES

Chapitre I Exercice budgétaire

Article 8 : Budget

Le projet de budget de l'année à venir est préparé par le Président du Conseil d'Administration. Il est voté par le Conseil d'Administration.

Article 9 : Compte Administratif

En fin d'exercice, le Président du Conseil d'Administration établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion.

Ces documents sont présentés au Conseil d'Administration au plus tard le 30 juin de chaque année.

Les comptes sont ensuite transmis pour information à la CCN dans un délai de deux mois à compter de la délibération du Conseil d'Administration.

Article 10 : Règles comptables

Les règles qui régissent la comptabilité des communes sont applicables au CIAS. Les règles qui régissent la comptabilité des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics autonomes sont applicables aux établissements et aux services mentionnés à l'article L-312-I qui sont gérés par le CIAS.

Chapitre II Agent comptable

Article 11 : Désignation

Le comptable du CIAS est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Le comptable du CIAS est le comptable de la CCPS.

Chapitre III Régime financier

Article 12: Recettes

Les recettes sont constituées des apports, dons, legs, subventions, réserves, dotations, FCTVA, sommes perçues au titre des prestations assurées par le CIAS, dotations département, dotation de l'état, revenus des biens meubles et immeubles, participation des communes membres de la CCPS, ainsi que toutes recettes légalement autorisées

Le CIAS est habilité à contracter des emprunts auprès de tout organisme prêteur ou auprès des particuliers, sous réserve de l'application de l'article L-2121-34 du Code Général des Collectivités Locales. Les fonds du CIAS sont déposés au Trésor.

Article 13 : Régies d'avances et de recettes

Le Président du Conseil d'Administration peut, par délégation du Conseil d'Administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R-IGI7-I à R-IBI7-I8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Titre III MODIFICATION DES STATUTS ET DUREE DU CIAS

Article 14 : Modification des Statuts

Les présents statuts peuvent à tout moment faire l'objet de modifications par délibérations concordantes du Conseil d'Administration du CIAS et du conseil de la CCPS.

Article 15 : Durée du CIAS

Il est mis fin au CIAS en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire.

La délibération du Conseil Communautaire décidant de mettre fin à l'exploitation du CIAS détermine la date à laquelle prennent fin les opérations du CIAS.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

Le Président de la CCPS est chargé de procéder à la liquidation du CIAS et peut désigner à cet effet un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par l'agent comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la CCPS.

Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris au budget de la CCPS, par délibération du conseil communautaire.

En cas de dissolution, la situation des personnels du CIAS est déterminée par délibération prévue à l'article L-2221-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, et est soumise, pour avis, aux

commissions administratives paritaires compétentes.

TITRE IV REGLEMENT INTERIEUR

Article 17 : Contenu

Le règlement intérieur peut prévoir la désignation au sein du Conseil d'Administration d'une commission permanente, dont il détermine le fonctionnement et les attributions. Outre son Président, qui est un conseiller Communautaire, cette commission est composée pour moitié de conseillers Communautaires et pour moitié de membres nommés, désignés les uns et les autres par le Conseil d'Administration.

Le règlement intérieur peut prévoir la réunion à date déterminée du Conseil d'Administration. Il précise les modalités particulières de convocation des membres applicables dans ce cas.

Pour tous les points non réglés par les articles précédents, il y a lieu d'appliquer les dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles et du Code Général des Collectivités Territoriales, se rapportant au Centre Intercommunal d'Action Sociale.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Fixation du nombre et de la composition des administrateurs du Centre Intercommunal d'Action Sociale, CIAS, du Pays du Saintois

N°085/2025

PRÉSENTS : M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEaux Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES : Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment son article R.123-15,

Vu les statuts du Centre Intercommunal d’Action Sociale,

Considérant que, conformément à ses statuts, le Centre Intercommunal d’Action Sociale est administré par un Conseil d’administration présidé de droit par le Président de la Communauté de communes,

Considérant que ce Conseil d’administration est composé à parité de membres élus au sein de l’EPCI par le Conseil communautaire et de personnes qualifiées nommées par le Président,

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer le nombre des administrateurs et de valider la composition du Conseil d'administration,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Le Conseil communautaire décide de fixer le nombre des membres du Conseil d'administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale à dix-sept (17) administrateurs, répartis en deux collèges de huit (8) membres chacun, l'un composé de membres élus par le Conseil communautaire, l'autre de personnes qualifiées nommées par le Président, auxquels s'ajoute le Président de la Communauté de communes, président de droit du Conseil d'administration.

Parmi les personnes qualifiées nommées par le Président devront obligatoirement figurer un représentant des associations de personnes âgées et de retraités du département, un représentant des associations de personnes handicapées du département, un représentant de l'Union Départementale des Associations de Familles (UDAF) et un représentant des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions.

Ne peuvent être membres du Conseil d'administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale les agents de la Communauté de communes ou du CIAS, ni les fournisseurs de biens ou de services au CIAS, conformément à l'article R.123-15 du Code de l'action sociale et des familles. Les membres du Conseil d'administration doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont exercées à titre gratuit. Aucun administrateur ne peut percevoir de rémunération ou d'indemnité à ce titre.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Élection des représentants de la CCPS au Conseil d'administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS)

N°086/2025

PRÉSENTS : M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES : Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment son article L.123-6,
Vu les statuts du Centre Intercommunal d'Action Sociale,

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L.123-6 du Code de l'action sociale et des familles, la composition du Conseil d'administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale résulte pour moitié de l'élection de membres issus du Conseil communautaire,

Considérant que, pour l'autre moitié, le Président est chargé de nommer par arrêté des personnalités qualifiées,

Considérant qu'il convient de procéder à l'élection des représentants du collège des élus du CIAS,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

le Conseil communautaire décide de procéder à l'élection des huit (8) membres représentant la Communauté de communes de la CCPS au sein du Conseil d'administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale. Il est procédé à un vote à main levée, lequel est adopté à l'unanimité.

Les candidatures proposées sont les suivantes :

Mireille Grillet, Dominique Lemoine, Eric Pierrat, Bénédicte Haye, Jean-Marie Marlier, Geneviève Trevillot, Marie Schlachter et François Xemay.

À l'issue du vote à main levée, le Conseil communautaire élit à l'unanimité en qualité de représentants de la Communauté de communes de la CCPS au Conseil d'administration du CIAS les membres suivants :

- Mireille Grillet
- Dominique Lemoine
- Eric Pierrat
- Bénédicte Haye
- Jean-Marie Marlier
- Geneviève Trevillot
- Marie Schlachter
- François Xemay

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Renouvellement de la convention de partenariat avec l'association « Collectif nous vieillirons ensemble dans le Saintois »

N°087/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes,

Vu la convention de partenariat conclue avec l'association Collectif nous vieillirons ensemble dans le Saintois dans le Saintois, arrivant à échéance le 30 juin 2026,

Considérant que l’association « Collectif nous vieillirons ensemble dans le Saintois,» regroupe des membres institutionnels, comprenant notamment sept structures institutionnelles (trois EHPAD, deux EAM, l’association Équipage, le service Autonomie TDL–CD54 et la CCPS), ainsi que la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS),

Considérant que l'association compte également des adhérents individuels, au nombre de vingt au 25 octobre 2025, contre treize au 31 décembre 2024, dont trois siègent au conseil d'administration, et qu'une campagne d'adhésion pour l'année 2026 a été lancée le 3 novembre 2025, incluant le renouvellement et de nouvelles adhésions avec la création d'un tarif « couple »,

Considérant que l'association répond aux besoins des personnes en perte d'autonomie, liée à l'âge ou à une situation de handicap, ainsi qu'à ceux de leurs aidants,

Considérant que les missions principales de l'association portent sur l'observation des besoins du territoire par des enquêtes de proximité, l'animation territoriale à travers des actions de prévention, notamment la lutte contre la fracture numérique et le soutien aux aidants, ainsi que sur la mise en œuvre d'une plateforme de services favorisant la mutualisation des ressources des établissements du territoire,

Considérant la demande de l'association visant à adapter les modalités de subventionnement,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Le Conseil communautaire approuve le renouvellement de la convention de partenariat avec l'association « Collectif nous vieillirons ensemble dans le Saintois » pour la période allant du 1er juillet 2026 au 31 décembre 2029, étant précisé qu'aucun versement de subvention n'interviendra pour la période du 1er juillet 2026 au 31 décembre 2026.

Il est précisé que, suite à la demande de l'association, la période de subventionnement sera désormais fixée du 1er janvier au 31 décembre, pour une durée de trois ans, et que la subvention afférente à l'année N sera versée en début d'année N+1, après transmission au service compétent de la CCPS du bilan de l'année N.

Les montants des subventions annuelles allouées à l'association sont arrêtés comme suit :

- 15 553 € pour l'année 2027,**
- 16 020 € pour l'année 2028,**
- 16 500 € pour l'année 2029.**

La convention de partenariat correspondante, jointe à la présente délibération en annexe.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Règlement Général d'attribution des aides OPAH

N°088/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

- Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles relatifs aux aides à l'amélioration de l'habitat ;*
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions relatives aux compétences en matière d'habitat ;*
- Vu la convention OPAH signée en 2024 entre l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), la CCPS, la commune de Vézelize, le Département 54 et la Région Grand Est*
- Vu les délibérations n° 09 du 25/01/2024 et n°36 du 20/06/2024 par laquelle la Communauté a approuvé la participation financière de l'EPCI à l'OPAH,*
- Vu les statuts de la Communauté et notamment les compétences en matière d'habitat et d'amélioration du logement ;*
- Vu le règlement général de l'ANAH, ainsi que les règles applicables aux dispositifs OPAH ;*
- Vu l'avis de la commission aménagement de la CCPS,*

Considérant que la Communauté de communes du Pays du Saintois met en œuvre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sur l'ensemble de son territoire pour une durée de trois ans, afin de soutenir la rénovation et l'amélioration de l'habitat privé,

Considérant qu'afin de garantir une attribution transparente, équitable et sécurisée des abondements communautaires aux aides de l'ANAH, il est nécessaire de définir les modalités de demande, d'instruction et d'attribution des aides, ainsi que les obligations des bénéficiaires,

Considérant qu'un marché public de suivi-animation de l'OPAH a été attribué, pour une durée de trois ans, au bureau d'études URBAM CONSEIL, en qualité d'opérateur chargé de l'accompagnement des ménages,

Considérant que l'OPAH vise le traitement de 191 dossiers, répartis entre la lutte contre la précarité énergétique, le maintien à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap, la reconquête du parc vacant et la lutte contre l'habitat indigne,

Considérant que le dispositif s'applique aux 55 communes du territoire communautaire et s'adresse aux propriétaires occupants modestes et très modestes, ainsi qu'aux propriétaires bailleurs pour des logements à la location encadrée situés dans le périmètre de l'ORT de Vézelize,

Considérant que la gouvernance de l'OPAH repose sur un comité de pilotage stratégique réunissant l'ensemble des partenaires institutionnels,

Considérant la nécessité de préciser le fonctionnement de la commission d'attribution des aides et le rôle de l'opérateur dans un contexte d'ouverture à la concurrence des Accompagnateurs Rénov' agréés,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Le Conseil communautaire adopte le règlement d'attribution des aides dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat 2024-2027.

Il est précisé que le règlement définit les objectifs du programme, les bénéficiaires éligibles, les modalités d'instruction des dossiers, le fonctionnement de la commission d'attribution des aides ainsi que les conditions de versement des abondements financiers de la Communauté de communes et, le cas échéant, de la commune de Vézelize.

Afin d'assurer la cohérence, la qualité du suivi des projets, l'égalité de traitement des bénéficiaires et la bonne utilisation des fonds publics, le Conseil communautaire décide que l'attribution des abondements financiers de la Communauté de communes du Pays du Saintois et de la commune de Vézelize est strictement conditionnée au suivi des dossiers par l'opérateur désigné dans le cadre du marché public de suivi-animation de l'OPAH, à savoir Urbam Conseil.

À ce titre, la prise en charge du coût opérateur et le bénéfice des aides financières communautaires ou communales ne pourront être accordés que pour les dossiers accompagnés par cet opérateur, sans préjudice de la liberté des ménages de recourir à un autre accompagnateur pour les aides n'impliquant pas de financement communautaire.

Règlement Général d'attribution des aides OPAH, joint à la présente délibération.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN





REGLEMENT GENERAL D'ATTRIBUTION DES AIDES

OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH)

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Convention n°054PR0065

Période 2024 - 2027

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
PREAMBULE	4
ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT	5
ARTICLE 2 : PERIMETRE ET CHAMPS D'INTERVENTION	5
A. Périmètre	5
B. Champs d'intervention	6
ARTICLE 3 : RECEVABILITE DU DOSSIER	7
A. Champ d'application.....	7
B. Bénéficiaires.....	7
C. Travaux subventionnables	8
D. Responsabilité du chantier	9
ARTICLE 4 : MODES DE CALCUL DES AIDES	9
A. Bases de calcul.....	9
B. Montant des aides.....	9
ARTICLE 5 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'ATTRIBUTION.....	12
A. Le comité de pilotage et la commission d'attribution des aides	12
B. Constitution du dossier	15

PREAMBULE

La Communauté de Communes du Pays du Saintois, compétente en matière de politique de logement et du cadre de vie, s'est doté en 2024 d'une OPAH (Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat). Cette OPAH s'inscrit dans la dynamique du Pacte Territorial France Rénov' (PIG) signé pour la période 2025 – 2027.

Les aides pour les particuliers consistent en :

- Un accompagnement par un opérateur spécialisé, de l'incitation à la réalisation des travaux ;
- Un abondement aux aides versées par l'Anah via ses dispositifs d'aides en faveur de la rénovation énergétique, l'adaptation à la perte d'autonomie et la lutte contre l'habitat indigne.

Une OPAH se caractérise par l'instauration d'un dispositif d'incitation ouvert aux propriétaires privés visant la réalisation de travaux d'amélioration de l'habitat ainsi que par la volonté des pouvoirs publics d'intervenir pour favoriser le réinvestissement de son bourg centre et l'équilibre de l'offre de logements.

Les aides de la Communauté de Communes du Pays du Saintois et de la commune de Vézelize ne constituent pas un droit à délivrance et n'ont pas un caractère systématique. Les aides sont attribuées en fonction de l'intérêt économique, social, technique et environnemental des travaux projetés et des crédits disponibles, sur la base du présent règlement d'attribution des aides financières.

Les conditions d'attributions détaillées sont établies dans le présent règlement spécifique. Les conditions relatives aux aides de la Communauté de Communes du Pays du Saintois et de la commune de Vézelize, ainsi que les taux maximums de subvention, sont susceptibles de modifications, en fonction des modifications du présent règlement générale et des réglementations de droit commun.

Le bénéficiaire de l'aide reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des dispositions du présent règlement et s'engage à s'y conformer.

En cas de manquement du bénéficiaire à tout ou partie de ses obligations au titre des règles générales ou du contrat de financement, la Communauté de Communes du Pays du Saintois et sera en mesure de retirer unilatéralement le bénéfice de l'aide dans les conditions définies dans le présent règlement.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT

La CC Pays du Saintois, l'Etat, l'Anah, le département de Meurthe-et-Moselle en sa qualité de délégataire des aides à la pierre de type 3, la Région Grand Est et la commune de Vézelize, décident de réaliser une première Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat intercommunale, dénommée « OPAH de la communauté de communes du Pays du Saintois ».

L'objet du présent règlement est de préciser les conditions et modalités de mise en œuvre des aides complémentaires de la Communauté de Communes du Pays du Saintois et de la commune de Vézelize auprès des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs : conditions techniques, financières, administratives.

ARTICLE 2 : PERIMETRE ET CHAMPS D'INTERVENTION

A. Périmètre

L'opération concerne les ménages propriétaires occupants très modestes et modestes¹ de la totalité du territoire intercommunal soit l'ensemble des 55 communes suivantes: Affracourt, Autrey, Bainville-aux-Miroirs, Benney, Bouzanville, Bralleville, Ceintrey, Chaouilley, Clérey-sur-Brenon, Crantenoy, Diarville, Dommarie-Eulmont, Étreval, Forcelles-Saint-Gorgon, Forcelles-sous-Gugney, Fraisnes-en-Sainctois, Gerbécourt-et-Haplemont, Germonville, Goviller, Grippont, Gugney, Hammeville, Haroué, Houdelmont, Houdreville, Housséville, Jevoncourt, Laloef, Laneuveville-devant-Bayon, Lebeuville, Lemainville, Leménit-Mitry, Mangonville, Neuwiller-sur-Moselle, Ognéville, Omelmont, Ormes-et-Ville, Parey-Saint-Césaire, Praye, Quevilloncourt, Roville-devant-Bayon, Saint-Firmin, Saint-Remimont, Saxon-Sion, Tantonville, They-Sous-Vaudémont, Thorey-Lyautey, Vaudémont, Vaudeville, Vaudigny, Vézelize, Vitrey, Voinémont, Vroncourt, Xirocourt.

¹ Selon barème de l'Anah des plafonds de ressources « revenus fiscaux de référence » hors Île-de-France en vigueur au moment du dépôt du dossier

B. Champs d'intervention

Les champs d'intervention répondent aux orientations mentionnées dans la convention d'OPAH, qui vise à favoriser la rénovation du parc privé ancien existant, en réduisant la vacance et en développant une offre de logements de qualité afin d'être plus concurrentielle par rapport à la construction neuve. La stratégie d'intervention vise :

- La lutte contre la précarité énergétique et l'amélioration de la performance thermique des logements avec :
 - Un repérage des logements énergivores et des situations de précarité énergétique ;
 - Une information appropriée des ménages, des propriétaires et des professionnels ;
 - Un accompagnement des porteurs de projets et une assistance aux travaux ;
- L'autonomie des personnes âgées ou handicapées dans leur logement en favorisant le maintien à domicile des personnes âgées, par l'amélioration et l'adaptation de leur logement (travaux d'adaptation au vieillissement et au handicap) ;
- La reconquête du parc vacant en développant l'offre locative avec des logements de bon rapport qualité/prix, respectant les critères du logement décent, et adaptés aux besoins locaux ;
- La lutte contre l'insalubrité, l'habitat indigne ou très dégradé en améliorant les logements de propriétaires occupants à faibles ressources, en particulier par la réalisation de travaux d'économies d'énergie.

Il est précisé que le dispositif incitatif d'aides mis en place s'articule avec les aides de l'Anah, avec certaines adaptations pour répondre aux enjeux locaux. Aussi, la CC du Pays du Saintois et la commune de Vézelize abondent les aides ou primes de l'Anah.

En outre, la CC du Pays du Saintois finance le complément offrant la prise en charge à 100% du coût de l'ingénierie aux ménages modestes et très modestes pour les ménages accompagnés par l'opérateur désigné pour le suivi-animation de l'OPAH.

L'opérateur désigné pour l'OPAH est le bureau d'étude URBAM CONSEIL.

ARTICLE 3 : RECEVABILITE DU DOSSIER

A. Champ d'application

Les règles d'application sont les mêmes que celles de l'Anah.

Sont éligibles, les immeubles compris dans le périmètre de l'OPAH et dans la limite des crédits annuels disponibles. Les périmètres sont définis dans la convention OPAH.

Pour bénéficier d'une aide, les immeubles ou logements doivent respecter les conditions d'ancienneté prévues par le règlement de l'Anah. En principe, ils doivent avoir été achevés depuis 15 ans au moins à la date de notification de la décision d'octroi de l'aide, sauf exceptions listées à l'article 6 du règlement général de l'Anah (adaptation des logements, économies d'énergies...) et cas exceptionnels listés au même article (péril, insalubrité, catastrophe naturelle...).

B. Bénéficiaires

La subvention concerne les propriétaires privés au sens large (nu-propriétaire, usufruitier, indivision, sociétés civiles immobilières, copropriétaires à l'exception des personnes morales de droit privé).

Les propriétaires occupants

Sont éligibles, tous les propriétaires occupants dont les ressources sont inférieures ou égales aux plafonds fixés par l'Anah, qui ont droit à une subvention Anah.

Les propriétaires bailleurs

Sont éligibles tous les propriétaires bailleurs ayant accès à une subvention Anah et pour des logements situés dans le périmètre ORT sur la commune de Vézelize. Aucune condition de ressource n'est requise. En revanche, pour bénéficier d'une aide, le propriétaire bailleur bénéficiant d'une aide de l'Anah pour réaliser les travaux, doit passer une convention avec l'Anah l'engageant à pratiquer un loyer modéré pendant une durée minimum de 6 ans ainsi qu'à louer le logement à un ménage dont les ressources sont inférieures à certains plafonds.

C. Travaux subventionnables

Nature des travaux subventionnables

Sont subventionnés :

- Tous les travaux recevables par l'Anah sur la base d'une liste que l'Agence se réserve le droit de réactualiser ou de modifier ;
- Tous les travaux concourant à la mise aux normes minimales d'habitabilité et de sécurité des logements (chauffage, sanitaires, électricité, isolation, ventilation etc.), hormis les travaux assimilés à de l'entretien (peintures sauf en cas de restructuration, sols souples etc.), conformément au règlement de l'Anah.

Ne sont pas subventionnables les constructions neuves, ni les reconstructions. Les extensions de logements (surélévations, création de volume) sont soumises aux mêmes règles que celles de l'Anah.

Recevabilité

Les logements doivent répondre aux normes minimales de confort ou présenter un projet de réhabilitation d'ensemble visant à répondre aux normes minimales de confort.

Les travaux doivent être conformes aux autorisations d'occupation des sols (déclarations préalables, permis de construire...).

Les travaux doivent respecter les prescriptions techniques de l'opérateur en charge du suivi-animation de l'OPAH.

Le propriétaire doit s'engager à habiter ou à louer son logement à titre de résidence principale, selon les conditions prévues par l'Anah. En cas de non-respect, le propriétaire devra rembourser l'aide municipale et intercommunale au *pro rata temporis*.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises professionnelles inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, et normalement assurées.

Une dérogation est possible pour les propriétaires occupants réalisant des travaux dans le cadre d'une opération d'auto réhabilitation accompagnée.

Les travaux doivent être engagés dans le délai d'un an maximum suivant la notification de l'Anah. Un report peut être accordé par la commission d'attribution des aides après analyse.

Les travaux doivent être achevés sous un délai de 3 ans à compter de la notification de l'Anah. Une prorogation peut être accordée sur demande.

Les dossiers présentés seront acceptés dans la limite des crédits annuels inscrits au budget de la communauté de communes et de la commune et dans l'ordre d'enregistrement.

Les dossiers n'ayant pu être validés en fin d'exercice budgétaire, seront automatiquement reportés sur l'exercice budgétaire de l'année suivante.

D. Responsabilité du chantier

Le pétitionnaire aura l'entière responsabilité de son chantier.

ARTICLE 4 : MODES DE CALCUL DES AIDES

A. Bases de calcul

Le calcul estimatif du montant de la subvention est réalisé sur la base des devis € HT des travaux subventionnables.

Le montant définitif sera arrêté sur la base des travaux subventionnables effectivement réalisés et sur présentation des factures € HT validées par le propriétaire ou le maître d'œuvre.

B. Montant des aides

Cumul des aides

Le montant total des subventions et primes cumulées doit être en conformité avec le règlement de l'Anah en vigueur au moment du dépôt du dossier.

Aides octroyées par la Communauté de Communes du Pays du Saintois et la commune de Vézelize

Sur la durée de l'OPAH, la CC Pays du Saintois met en place des abondements aux aides de l'Anah à destination des propriétaires occupants selon les modalités suivantes, sous réserve de disponibilité des crédits et tenant compte du plafond de dépenses éligibles aux subventions de l'Anah :

Typologie de logement	Typologie de ménage	Abondement des subventions de l'Anah
Logement indigne occupé	Propriétaires modestes et très modestes	Abondement de 15 % CC Pays du Saintois
Logement très dégradé vacant (non éligible aux aides de la Région)	Propriétaires modestes	Abondement de 10 % CC Pays du Saintois
Logement très dégradé vacant (non éligible aux aides de la Région)	Propriétaires très modestes	Abondement de 15 % CC Pays du Saintois
Logement très dégradé vacant (éligible aux aides de la Région)	Propriétaires modestes	Abondement de 5 % CC Pays du Saintois ²
Logement très dégradé vacant (éligible aux aides de la Région)	Propriétaires très modestes	Abondement de 7,5 % CC Pays du Saintois ²
Logement avec des travaux d'autonomie de la personne	Propriétaires modestes	Abondement de 15 % CC Pays du Saintois
Logement avec des travaux d'autonomie de la personne	Propriétaires très modestes	Abondement de 15 % CC Pays du Saintois
Logement avec travaux énergétique (non éligible aux aides de la Région)	Propriétaires modestes	Abondement de 10 % CC Pays du Saintois
Logement avec travaux énergétique (non éligible aux aides de la Région)	Propriétaires très modestes	Abondement de 15 % CC Pays du Saintois
Logement avec travaux énergétique (éligible aux aides de la Région)	Propriétaires modestes	Abondement de 5 % CC Pays du Saintois ²
Logement avec travaux énergétique (éligible aux aides de la Région)	Propriétaires très modestes	Abondement de 7,5 % CC Pays du Saintois ²

Sur la durée de l'OPAH, la commune de Vézelize participe à l'OPAH intercommunale en proposant des aides à destination des propriétaires bailleurs pour des logements situés dans le périmètre ORT, selon les modalités suivantes, sous réserve de disponibilité des crédits et tenant compte du plafond de dépenses éligibles aux subventions de l'Anah :

² Dans le cadre du Fonds Commun d'intervention, la Région Grand Est abonde à somme égale.

Typologie de logement	Typologie de ménage	Abondement des subventions de l'Anah
Logement locatif très dégradé ou indigne (non éligible aux aides de la Région)	Propriétaires bailleurs	Abondement de 25 % Commune de Vézelize
Logement locatif très dégradé ou indigne (éligible aux aides de la Région)	Propriétaires bailleurs	Abondement de 12,5 % Commune de Vézelize ³
Logement locatif dégradé (non éligible aux aides de la Région)	Propriétaires bailleurs	Abondement de 20 % Commune de Vézelize
Logement locatif dégradé (éligible aux aides de la Région)	Propriétaires bailleurs	Abondement de 10 % Commune de Vézelize ³
Logement locatif avec travaux énergétique (non éligible aux aides de la Région)	Propriétaires bailleurs	Abondement de 20 % Commune de Vézelize
Logement locatif avec travaux énergétique (éligible aux aides de la Région)	Propriétaires bailleurs	Abondement de 10 % Commune de Vézelize ³

³ Dans le cadre du Fonds Commun d'intervention, la Région Grand Est abonde à somme égale.

ARTICLE 5 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'ATTRIBUTION

A. Le comité de pilotage et la commission d'attribution des aides

1. Le comité de pilotage stratégique (COPIL)

Le comité de pilotage stratégique annuel concerne l'ensemble des dispositifs en vigueur dans le cadre de l'exercice de la compétence « logement et du cadre de vie » (Pacte Territorial France Rénov' 2025-2027, OPAH 2024-2027, Convention Territoriale Globale 2026-2030, etc.).

Il définit les orientations de l'opération, examine son déroulement et son avancement, évalue les résultats et valide, si nécessaire, les réorientations. Il émet un avis sur les rapports annuels et final, identifie les difficultés éventuelles et propose les solutions adaptées (renforcement de partenariats, mesures d'accompagnement social, actions de communication, etc.).

Afin de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés, il se réunira au moins une fois par an et comprendra les membres suivants :

- Le président de la CC Pays du Saintois ou son représentant ;
- Des représentants de la CCPS, élus et techniciens ;
- Le maire de la commune de Vézelize ou son représentant ;
- Des représentants de l'État (Préfecture, DDT, PDLHIND, etc.) ;
- La Présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle ou son représentant, en particulier du service « habitat », également déléataire des aides à la pierre et de l'attribution des aides à l'amélioration de l'habitat privé de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ;
- Le Président du Conseil régional Grand Est ou son représentant.

Tout autre partenaire pouvant apporter ses compétences pourra être invité.

Le comité de pilotage stratégique est assisté par :

- L'équipe de suivi-animation du Pacte Territorial France Rénov' ;
- L'équipe de suivi-animation de l'OPAH.

2. La commission d'attribution des aides

La commission d'attribution des aides sera en charge, par délégation du conseil communautaire et après délibération ayant fixée ses prérogatives, d'émettre un avis sur les demandes présentées par le bureau d'études missionné pour le suivi-animation de l'OPAH et par le représentant de l'Anah.

Le comité se réunira autant que de besoin et au minimum tous les trois mois. Les modalités de réunion seront déterminées par la CC Pays du Saintois (présentiel, visio-conférence, formule mixte). Il est composé par :

- Le vice-président de la CC Pays du Saintois en charge de la compétence « logement et cadre de vie » ou son représentant ;
- Le chargé de mission « habitat » de la CC Pays du Saintois ;
- Le maire de la commune de Vézelize ou son représentant ;
- Un représentant du service « habitat » du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, également délégataire des aides à la pierre et de l'attribution des aides à l'amélioration de l'habitat privé de l'Agence nationale de l'habitat (Anah)
- Un représentant de la Région Grand Est.

Tout autre partenaire pouvant apporter ses compétences pourra être invité.

3. Modalités d'instruction

Principes généraux

La responsabilité de chaque collectivité mobilisée est d'allouer ses fonds selon ses priorités.

L'opérateur URBAM Conseil, en charge du suivi et de l'animation de l'OPAH, assure le montage et le suivi des dossiers de subvention. L'opérateur missionné pour l'OPAH a le rôle de :

- Référent technique du programme ;
- Vérificateur de la conformité des projets aux orientations de l'OPAH ;
- Interface entre l'Espace Conseil France Rénov', l'Anah, le Département de Meurthe-et-Moselle, la Région Grand Est, la CC Pays du Saintois et la commune de Vézelize.

L'opérateur URBAM Conseil présentera toutes les demandes de subventions à la commission d'attribution des aides. Aussi :

- Aucune prise en charge financière de la partie ingénierie ne sera offerte par la CC Pays du Saintois pour les dossiers accompagnés par un autre MAR' que celui qui a été choisi après mise en concurrence lors du processus de marché de suivi-animation de l'OPAH de la CC Pays du Saintois ;
- Aucun abondement des subventions aux travaux de l'Anah ne sera offert par la CC Pays du Saintois ou la commune de Vézelize pour les dossiers accompagnés par un autre MAR' que celui qui a été choisi après mise en concurrence lors du processus de marché de suivi-animation de l'OPAH de la CC Pays du Saintois.

Toute demande de subvention fera l'objet d'un avis technique préalable de l'opérateur OPAH. Cet avis vérifie :

- La cohérence avec le règlement d'intervention local ;
- L'adéquation aux objectifs du programme ;
- L'éligibilité au regard des plafonds, priorités ou typologies visées.

Pour chaque dossier, la subvention validée par le financeur après avis de la commission d'attribution des aides est réservée, pour une durée de trois ans à compter de la date d'un accord écrit adressé au propriétaire.

Le montant prévisionnel de la subvention est notifié au propriétaire après chaque réunion de la commission d'attribution des aides, par les services de la collectivité concernée.

Pour les dossiers bénéficiant d'une aide de l'Anah, ce sont les délais d'instruction consentis par cette dernière pour la notification, l'engagement et le paiement des subventions allouées validées par l'instance en vigueur, qui conditionnent les dates de traitement de ces dossiers par les collectivités concernées.

La commission d'attribution prend sa décision sur la base :

- Du rapport de l'opérateur URBAM CONSEIL ;
- De l'avis de conformité aux objectifs de l'OPAH ;
- Du plan de financement consolidé ;
- Des critères de priorisation du règlement d'aides.

Refus motivé

En cas de non-conformité (travaux non pertinents, absence d'alignement avec les objectifs, incohérence technique ou financière), la commission d'attribution des aides peut refuser l'attribution d'un abondement aux aides de l'Anah et des partenaires.

Le refus doit être motivé et transmis au porteur.

4. La décision d'attribution

L'avis de la commission d'attribution des aides porte sur l'attribution des abondements de la CC Pays du Saintois ou de la commune de Vézelize (en fonction de la nature du dossier), mais aussi sur la conformité des travaux réalisés, en se référant aux demandes d'autorisations déposées.

Pour que la commission d'attribution des aides statue valablement sur un dossier, la CC Pays du Saintois et la commune de Vézelize doivent être impérativement représentées.

Chaque financeur est souverain pour statuer sur les demandes de subventions qui lui sont faites. En effet, chaque collectivité est compétente en ce qui la concerne.

Aussi, à l'issue de l'avis de la commission d'attribution des aides, chaque partenaire pourra décider de suivre ou non l'avis de la commission d'attribution des aides.

Une subvention n'est jamais acquise de plein droit.

5. Modalités de paiement

Le paiement de la subvention s'effectuera après vérification du parfait achèvement des travaux par l'opérateur URBAM Conseil en charge de l'OPAH, et délivrance de la fiche de visite de conformité de fin de chantier.

Les travaux devront être conformes aux prescriptions réglementaires et au programme de travaux initialement validé par le comité de pilotage technique.

B. Constitution du dossier

L'ensemble des dossiers faisant l'objet d'une demande de subvention doivent répondre aux mêmes conditions que celles exigées par la délégation locale du département de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (Anah). Il conviendra donc de prendre en compte les conditions indiquées dans le règlement de l'Anah en vigueur.

L'opérateur URBAM Conseil a la responsabilité de produire des dossiers exhaustifs, intégrant toutes les pièces requises pour l'instruction Anah, afin de garantir la mobilisation optimale des subventions et abondements en vigueur au moment du dépôt.

L'opérateur URBAM Conseil est en charge d'accompagner le demandeur dans la constitution du dossier.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Décision Modificative Budget Général

N°089/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Il convient d’ajuster les crédits budgétaires afin de tenir compte de l’évolution des besoins constatés en cours d’exercice, Il s’agit d’une décision modificative de fin d’année sur le Budget Général : insuffisance de crédits, annulation de dépenses et amortissements

Section de fonctionnement :

FONCTIONNEMENT DÉPENSES					
Article	Libellé	Service	Fonction	Montant	Observations
60632	Fournitures de petit équipement	RECUPEAU	731	-49 950	Deuxième opération récupérateurs d'eau retardée
62268	Autres honoraires, conseils...	FRAISGEN	020	-4 000	Annulation honoraires avocat + commissaire-priseur enchère terrain Mangonville
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	FRAISGEN	020	-500	Annulation droit de mutation + publication de jugement enchère terrain Mangonville
	TOTAL CHAPITRE 011			-54 450	
7391118	Fonds de péréquation ressources communales	Défaut	020	2 450	Deg. TMAPI (fiscalité 2025)
	TOTAL CHAPITRE 014			2 450	
65748	Subventions	ASSOC	020	16 700	
65748	Subventions	PERISCO	4221	6 500	Régularisation 2ème semestre 2024
	TOTAL CHAPITRE 65			23 200	
678	Autres charges exceptionnelles	Défaut	020	6 800	Reprise filet anti-inflation 2022
	TOTAL CHAPITRE 67			6 800	
6811	Dotations aux amortissements	Défaut	020	22 000	Amortissements prorata temporis 2025
	TOTAL CHAPITRE 042			22 000	
	TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT			0 €	

FONCTIONNEMENT RECETTES					
Compte	Libellé	Service	Fonction	Montant	Observations
777	Quote-part des subv.d'inv.transf.au cpte de résul.	Défaut	020	2 000	Reprises subventions prorata temporis 2025
	TOTAL CHAPITRE 042			2 000	
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT			2 000 €	

Section d'investissement (amortissements et reprise de subventions) :

INVESTISSEMENT DÉPENSES					
Compte	Libellé	Service	Fonction	Montant	Observations
139158	Autres groupements	Défaut	020	2 000	Reprises subventions prorata temporis 2025
	TOTAL CHAPITRE 040			2 000	
2111	Terrains nus	Défaut	020	-35 000	Annulation crédits enchère terrain Mangonville
	TOTAL CHAPITRE 21			-35 000	
	TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT			-33 000 €	

INVESTISSEMENT RECETTES					
Compte	Libellé	Service	Fonction	Montant	Observations
2802	Frais liés aux documents d'urbanisme	Défaut	020	8 800	Amortissements prorata temporis 2025
28031	Frais d'études	Défaut	020	3 400	Amortissements prorata temporis 2025
28041412	Bâtiments et installations	Défaut	020	1 960	Amortissements prorata temporis 2025
280422	Bâtiments et installations	Défaut	020	825	Amortissements prorata temporis 2025
28051	Licences, logiciels, droits similaires	Défaut	020	2 080	Amortissements prorata temporis 2025
28088	Autres immobilisations incorporelles	Défaut	020	60	Amortissements prorata temporis 2025
28145	Installations générales, agencements	Défaut	020	60	Amortissements prorata temporis 2025
2815738	Autres matériel et outillage de voirie	Défaut	020	415	Amortissements prorata temporis 2025
281578	Autre matériel technique	Défaut	020	250	Amortissements prorata temporis 2025
28181	Installations générales, agencements	Défaut	020	1 250	Amortissements prorata temporis 2025
281828	Autres matériels de transport	Défaut	020	890	Amortissements prorata temporis 2025
281838	Autre matériel informatique	Défaut	020	2 010	Amortissements prorata temporis 2025
	TOTAL CHAPITRE 040			22 000	
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT			22 000 €	

Pour la bonne marche budgétaire de la CCPS, le conseil communautaire valide cette DM à l'unanimité.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Subventions aux associations et BAFA

N°090/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Après l’étude des dossiers de demande, la commission Dynamisme culturel et promotion territoriale du 17 novembre 2025 propose au conseil communautaire les subventions suivantes :

Associations :

Animations terminées, pièces justificatives transmises								
Association	Commune	Projet	Date du projet	Coût total définitif	Montant subventionnable	Montant demandé	% montant sub	Participation CC définitive
CHL	Haroué	17 ^{ème} grand prix	01/05/2025	2978,89 €	1804,77 €	1000,00 €	40 %	721,91 €
École de musique	Haroué	Fête de la musique 2025	21/06/2025	4 290,00 €	1 716,00 €	2 408,00 €		1 716,00 €
PAR HAND 54	Allamps	Voyage parc de St Croix	20/09/2025	2 142,50 €	50 € x 8 participants du Saintois			400,00 €
Santois Triathlon	Thorey-Lyautey	Trail de la Colline	28/09/2025	18 967,60 €	18 967,60 €	1 420,00 €		1 420,00 €
Compagnie des Trimardeurs	Vandeleuille	L'écho du marteau	Du 1 au 9/08/2025	24 303,99 € /		3 000,00 €		1 500,00 € + 1 500,00 € (La seconde subvention est soumise aux contraintes découlant du retrait des structures)
Foyer Rural Tantonville	Tantonville	Le Pays du Saintois au fil du temps	08/06/2025	17 374,48 €	6 480,72 €	5 000,00 €	50 %	3 240,36 €

6 dossiers pour un total de 10 498.72 €

➤ **BAFA :**

Nom Prénom	Commune	Stage	Coût	% sub	Participation CC (Plafond 200 €)
VALLANCE Rébecca	Goviller	BAFD 1	600,00 €	50 %	200,00 €
LEBRUN Léa	Vroncourt	BAFA 1	405,00 €		200,00 €
GERMAIN Lou	Roville-devant-Bayon	BAFA 1	405,00 €		200,00 €

3 dossiers pour un total de 600 €

Le conseil communautaire valide à l'unanimité ces subventions aux associations et BAFA.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Modifications du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets recyclables et de la déchèterie

N°091/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu les articles R.2224-23 à R.2224-29 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux modalités d’organisation du service public de gestion des déchets ;

Vu les articles L.2224-13 et suivants du Code général des collectivités territoriales relatifs à la compétence de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ;

Vu le principe de libre administration des collectivités territoriales consacré à l’article 72 de la Constitution ;

Vu le principe d’égalité des usagers devant le service public, tel que rappelé par la jurisprudence constante du Conseil d’État, notamment l’arrêt CE, 9 mars 1951, Société des concerts du conservatoire ;

Vu le règlement de collecte des déchets ménagers assimilés et recyclables en vigueur ;

Vu la délibération du 25 septembre portant première modification du règlement de collecte ;

Vu le transfert de l'exploitation du service public de collecte des déchets ménagers assimilés et de la gestion de la déchetterie à la Société Publique Locale COVALOM ;

Considérant ce qui suit :

Dans le prolongement des premières évolutions déjà adoptées par délibération du 25 septembre 2025, il apparaît nécessaire de procéder à une seconde série de modifications du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets recyclables et de la déchetterie, afin de compléter et finaliser l'adaptation du service public aux pratiques opérationnelles et aux besoins actuels du territoire.

Ces ajustements s'inscrivent dans le cadre des compétences exercées par la Communauté de communes en matière de collecte et de gestion des déchets ménagers assimilés, dont l'exploitation est désormais assurée par la SPL COVALOM, et visent à sécuriser juridiquement les pratiques, à améliorer l'efficacité du service et à renforcer la lisibilité des règles applicables aux usagers.

Les premières modifications ont permis d'harmoniser certaines pratiques. La présente révision a pour objet d'achever cette mise en cohérence du règlement de collecte avec les pratiques réellement mises en œuvre sur le terrain, en tenant compte des constats partagés avec la SPL COVALOM, notamment :

- la nécessité d'améliorer l'efficacité opérationnelle ;
- la clarification de certaines situations particulières insuffisamment encadrées ;
- la formalisation de pratiques existantes afin d'en assurer la sécurité juridique.

Les compléments apportés au règlement de collecte portent notamment sur :

- la généralisation du bac de 120 litres pour les résidences secondaires ;
- la formalisation des modalités applicables en cas de bac rendu sale, en cohérence avec les pratiques de nettoyage en atelier ;
- le passage d'une facturation à l'acte à une forfaitisation pour certaines interventions techniques courantes ;
- la création d'une prestation encadrée de collecte des déchets hétérogènes à destination des personnes isolées âgées de plus de 70 ans ou en situation de handicap ;
- l'encadrement des dérogations relatives aux bacs positionnés sur voirie ;
- l'ouverture de la déchetterie aux professionnels le week-end ;
- l'adaptation des modalités d'accès des professionnels à la déchetterie, avec plafonnement des volumes admis.

Il est précisé que si ces modifications du règlement de collecte sont susceptibles d'avoir un impact indirect sur la tarification du service.

Les évolutions tarifaires correspondantes feront l'objet d'une délibération distincte, portant spécifiquement sur le règlement de facturation et la tarification.

Enfin, le Président de la Communauté de communes ne disposant pas du pouvoir de police en matière de déchets, il convient d'assurer la publicité du règlement par transmission aux communes membres afin qu'il soit porté à la connaissance des usagers, notamment par voie d'affichage en mairie.

Aussi, après en avoir délibéré, avec 7 contre et 3 abstentions, le Conseil communautaire décide :

- **d'approuver la modification du règlement Modifications du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets recyclables et de la déchèterie, venant compléter les premières modifications adoptées par délibération du 25 septembre 2025 ;**
- **d'approuver le règlement de collecte modifié, lequel est joint à la présente délibération ;**
- **de préciser que le règlement de collecte modifié entrera en vigueur à compter du 15 juin 2026 ;**
- **de préciser que le règlement de collecte approuvé sera transmis aux communes membres afin d'être porté à la connaissance des usagers, notamment par voie d'affichage en mairie ;**
- **de rappeler que les présentes modifications sont sans incidence directe sur les tarifs en vigueur, lesquels feront l'objet, le cas échéant, d'une délibération distincte ;**
- **d'autoriser le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération**

PJ : Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets recyclables et de la déchèterie.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets recyclables et de la déchetterie

Adresse de correspondance

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU
PAYS DU SAINTOIS
21 RUE DE LA GARE
54116 TANTONVILLE



**Trions mieux,
Payons juste !**

Modifié par délibération du conseil communautaire du 20 Décembre 2025

Préambule

La communauté de communes du Pays du Saintois a élaboré en date du 25/09/2025 un programme local de prévention des déchets (PLPDMA) comprenant de nombreuses actions. Le document en cours de validité est consultable sur simple demande auprès des services dont vous pourrez trouver les coordonnées en première page du présent document.

Vu l'article L.5214-16 du code général des collectivités territoriales fixant les compétences des communautés de communes ;

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux ICPE ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 ;

Vu le décret du 10 mars 2016 relatif à la gestion des Déchets Ménagers et Assimilés ;

Vu le livre V, titre IV du code de l'environnement relatif aux déchets ;

Vu le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2215-1, L.2224-13 et suivants, L.5211-9-2 et R.2224-23 et suivants ;

Vu l'article L.2333-76 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles 1383 et 1384 du Code civil ;

Vu les articles R.610-5, R.632-1 et R.635-8 du code pénal ;

Vu le titre IV du règlement sanitaire départemental de Meurthe-et-Moselle relatif à l'élimination des déchets et aux mesures de salubrité générales ;

Vu le Code de la santé publique.

Par délibération du 29 Juin 2016, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays du Saintois a décidé de la mise en place de la Redevance Incitative sur le territoire.

Applicable aux 55 communes composant le territoire, la Redevance Incitative est un mode d'organisation et de facturation des ordures ménagères, basée sur l'incitativité. La facture est fonction des déchets que les habitants et les professionnels produisent, pour un tarif plus juste.

La Redevance Incitative est effective depuis le 1^{er} Janvier 2018. Une période de test du nouveau système s'est effectuée entre Juillet et Décembre 2017, permettant de calibrer la nouvelle organisation et d'informer les habitants de leur production de déchets.

Considérant que la Communauté de Communes du Pays du Saintois exerce pour le compte de l'ensemble de ses communes membres la compétence « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ».

Considérant que les modalités réglant les conditions de collecte des déchets ménagers et assimilés, doivent être définies ainsi que les modalités de facturation de la redevance incitative,

Considérant que cette obligation incombe à la Communauté de Communes du Pays du Saintois,

Considérant qu'il est indispensable de réglementer le service de gestion des déchets en fixant les règles de fonctionnement du service des déchets ainsi que les droits et devoirs des usagers,
Arrêtons

Table des matières

PARTIE 1 – REGLEMENT DE COLLECTE.....	6
Chapitre I – Dispositions générales.....	6
Article 1 –Objet.....	6
Article 2 – Compétences et champ d’application	6
Chapitre 2 – Dispositions relatives aux déchets ménagers et assimilés	7
Article 3 – Définitions	7
Article 3.1 : Les déchets ménagers	7
Article 3.2 Les autres déchets des ménagers	10
Article 3.3 : Les déchets assimilés aux déchets ménagers	12
Article 3.4 : Les déchets industriels spéciaux	12
Article 4 : Modalités de collecte des déchets	13
Article 4.1 La collecte en porte à porte des OMR et des corps creux	13
4.1.1 - Types de contenants et règles d’attribution des contenants	13
4.1.2- Emménagement et déménagement	16
4.1.3 – Conditions de collecte	17
Article 4.2 - La collecte en abri-bacs des OMR et des corps creux.....	23
Article 4.3 - La collecte en Point d’Apport Volontaire des recyclables (PAV)	24
4.3.1 – Modalités d’utilisation.....	24
4.3.2 - Accessibilité des voies à la collecte	24
Article 4.4 - La collecte en déchetterie.....	25
Article 4.5 - Prêt de matériel de collecte des ordures ménagères.....	25
Article 4.6 - Lotissement neuf – immeuble neuf - aménagement divers.....	25
Article 5 : Dispositions relatives aux encombrants ménagers en porte à porte	25
Chapitre 3 : Dispositions relatives à la déchetterie.....	27
Article 6 : Liminaire	27
Article 7 : Définition et rôle de la déchetterie	27
Article 8 : Jours et horaires d’ouverture	27
Article 9 : Conditions d’accès en déchetterie	28
Article 9.1 – L’accès des usagers	28
9.1.1 – L’accès des particuliers	28
9.1.2 – L’accès des professionnels.....	28
Article 9.2 – L’accès des véhicules.....	28
Article 9.3 – Les différents types de déchets	29
Article 9.4 – Limitation des apports	29

Article 9.5 – Obtention de la carte d'accès et contrôle des entrées	29
Article 9.6 – Tarification et modalité de paiement	30
Article 10 : Rôle et missions de l'agent d'accueil en déchetterie	30
Article 11 : Comportement des utilisateurs de la déchetterie	31
Article 12 : Sécurité et prévention des risques	32
Article 12.1 – Circulation et Stationnement.....	32
Article 12.2 – Risques de chute	33
Article 12.3 – Risques de pollution.....	33
Article 12.4 – Risque d'incendie	34
Article 12.5 – Autres consignes de sécurité	34
Article 12.6 Surveillance du site, vidéoprotection	34
Article 13 : Responsabilités.....	35
Chapitre 4 - Infractions et poursuites	35
Article 14 : Règlementation	35
Article 15 : Sanctions	35
Article 16 : Protection des données.....	38
PARTIE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION DU PRESENT REGLEMENT DE COLLECTE	40
Article 1 : Application et abrogation.....	40
Article 2 : Litiges et recours des usagers.....	40
Article 3 : Police du service	40
Article 4 : Modification du présent règlement et textes complémentaires	40
Article 5 : Affichage et information des usagers.....	41
Article 6 : Exécution du règlement	41
ANNEXES.....	42
I - COLLECTE	43
A-CALENDRIER DE COLLECTE.....	43
B-LISTE DES POINTS D'APPORTS VOLONTAIRES.....	44
C-LIEU DE FOURNITURE DES ECO-SACS.....	46
II- SERVICE EN DECHETERIE.....	46
A-ADRESSE ET HORAIRES.....	46
B-LISTE DES COMMUNES AUTORISEES A ACCEDER AU SERVICE	46
C-SOLUTIONS DE DONS ET REPARATION	47
D-PLAN DE SITE.....	48
E-DECHETS ACCEPTES ET INTERDITS	49
F-LIMITATION DES APPORTS	55

PARTIE 1 – REGLEMENT DE COLLECTE

Chapitre I – Dispositions générales

Article 1 –Objet

L'objet du présent règlement de collecte est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumise la collecte des ordures ménagères résiduelles et des déchets assimilés de tout usager, ne présentant pas de risques pour le personnel de collecte et l'environnement. Ce règlement indique les dispositions relatives aux déchets recyclables et à la déchetterie.

Le règlement décrit les conditions d'exécution du Service Public de Gestion des Déchets et clarifie le rôle de chacun des acteurs, permettant ainsi de garantir un service public de qualité.

La détermination des modalités de fonctionnement et de recours au service est fixée par la Communauté de Communes du Pays du Saintois (CCPS) dans les conditions encadrées par les textes législatifs et réglementaires.

Ce règlement pourra être réactualisé en fonction des évolutions réglementaires et des évolutions techniques de la redevance incitative.

Article 2 – Compétences et champ d'application

Article 2.1 : Compétence en matière de collecte et de traitement des déchets

La Communauté de Communes du Pays du Saintois (CCPS) est compétente en matière de « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ».

Ce service comprend :

- la collecte, le transport et le traitement des ordures ménagères résiduelles et des déchets assimilés,
- la collecte, le transport et le tri des déchets recyclables secs (hors verre),
- la collecte et le transport du verre,
- l'exploitation de la déchetterie intercommunale ainsi que la collecte, le transport et le traitement des déchets qui y sont apportés,
- la gestion administrative du service.

Article 2.2 : Champ d'application du règlement de collecte

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tout producteur qu'il s'agisse de particulier, de personne physique, de personne morale de droit public ou de droit privé, présent sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays du Saintois.

Le producteur de déchet est concerné par le présent règlement.

Toute personne qui a produit des déchets et/ou toute personne qui a effectué des opérations de prétraitement, de mélange ou autres conduisant à un changement de nature ou de composition de ces déchets :

- les ménages,
- les administrations, les collectivités, les commerçants, les professions libérales, les artisans, les entreprises privées et les associations dès lors que les quantités et natures des déchets produits ne nécessitent pas de sujétions techniques particulières pour les collecter et sont donc assimilables aux déchets ménagers.

Dans le respect des lois, décrets et de toutes dispositions en vigueur lors de l'exécution du service, la Communauté de Communes du Pays du Saintois devient propriétaire des déchets à partir de leur prise en charge. Ainsi, tout usager reste propriétaire de ses déchets jusqu'au moment de la collecte.

Chapitre 2 – Dispositions relatives aux déchets ménagers et assimilés

Article 3 – Définitions

Article 3.1 : Les déchets ménagers

3.1.1 – Les déchets résiduels ou ordures ménagères résiduelles (OMR)

Il s'agit de l'ensemble des déchets produits par les ménages qui ne sont ni valorisables ni recyclables. Cette fraction de déchets est parfois appelée « poubelle noire » et est collectée en bac, abri-bac ou sac orange. Ces déchets sont non toxiques, non dangereux et non inertes.

En sont exclus :

- les emballages recyclables dans l'état actuel des consignes de tri
- les déchets végétaux provenant de l'entretien du jardin
- tout objet « encombrant »
- les cadavres d'animaux*
- les bouteilles de gaz, y compris lorsqu'elles sont vides
- les déchets de l'artisanat : plâtre, peinture, solvant, sanitaire, mobilier, revêtement de sols
- les pneumatiques, batteries et autres éléments des véhicules automobiles
- les piles et accumulateurs
- les huiles de vidange et graisses
- les huiles végétales
- les cendres chaudes (les cendres froides sont tolérées)
- tous les produits des industries chimiques qu'ils soient solides ou liquides même en faibles quantités
- les produits pharmaceutiques et les radiographies médicales
- les déchets de soins : aiguilles, seringues, ...
- les déchets toxiques et spéciaux : peinture, solvants, amiante, ...

- tous produits ou objets susceptibles de provoquer une explosion ou un incendie

Cette liste n'est pas exhaustive.

*Les cadavres d'animaux (code rural et de la pêche maritime, notamment l'article 226-1 et suivants) : Il est interdit de les déposer en déchèterie, sur la voie publique, dans la nature ou dans les ordures ménagères ainsi que de les jeter dans les égouts, mares, rivières abreuvoirs et gouffres sous peine d'une amende de 150€ (3750€ pour les animaux de plus de 40 kg). L'élimination des cadavres d'animaux est placée sous la responsabilité de leur propriétaire.

- Les animaux de plus de 40 kg relèvent d'un service d'équarrissage. Les coordonnées de ce service sont disponibles auprès des mairies.
- Les animaux de moins de 40 kg ne sont pas soumis à cette obligation. Pour ces derniers, plusieurs solutions : une incinération collective par le biais des vétérinaires, une incinération individuelle par une société spécialisée, un cimetière animalier ou un enfouissement sous condition de respecter la réglementation (code rural et de la pêche maritime, notamment l'article 226-1 et suivants).

Pour les déchets contenant de l'amiante (fibrociment, isolants,...), la communauté de communes du Pays du Saintois ne les collecte pas et pourra orienter les détenteurs vers des professionnels de la filière de traitement de l'amiante.

3.1.2 - Les déchets ménagers recyclables

Il s'agit des déchets faisant l'objet d'une valorisation matière et d'une collecte en éco-sacs de tri transparents, en éco-bacs (bacs de tri à couvercle jaune) ou en point d'apport volontaire. L'annexe I-B indique les emplacements de ces PAV.

A collecter en éco-sacs ou en éco-bacs :

- Les emballages plastiques :
 - bouteilles et flacons en plastique, alimentaires ou non, munis d'un bouchon vissé (bouteilles d'eau minérale ou de boissons fruitées, gazeuses, bidons de lessive, flacons de produits d'hygiène et de beauté, ...) correctement vidés de leur contenu, à l'exclusion des récipients ayant contenu des déchets dangereux
 - Les pots en plastique (de yaourts, de crème fraîche ...), les boîtes en plastique (de charcuterie, de viennoiserie...), les barquettes de beurre.
 - Les barquettes en polystyrène ; en plastique souple (sacs et films en plastique, suremballages en plastique).
- Les emballages métalliques :
 - Emballages en acier (boîtes de conserve, aérosols vidés de leur contenu et sans leur bouchon en plastique), boîtes de boisson, ...) ou d'aluminium (canettes, barquettes, ...) ou d'autres métaux correctement vidés de leur contenu.
 - Les petits aluminiums : bouchons, capsules et couvercles en métal, capsules de café, tube de crème en aluminium, tablettes de médicaments.
- Les briques alimentaires ou assimilés (boîtes de lait, de soupe, de jus de fruits, de crème, ...).

En sont exclus : Les cartonnettes, les journaux-revues-magazines, les papiers souillés et tout déchet autre qu'un emballage.

A déposer en PAV :

Point d'Apport Volontaire : zone aménagées mises à disposition de la population permettant le dépôt du verre, du textile et des corps plats

- Le verre correspond aux contenants en verre alimentaire : les bouteilles, bocaux et pots ménagers en verre exempts de produits toxiques et vidés de leur contenu ;

Ne rentrent pas dans cette catégorie : la vaisselle, la faïence, la porcelaine ; les bouchons et capsules des récipients cités ci-dessus ; les ampoules électriques, les néons ; les verres armés et spéciaux : vitres, miroirs, parebrise, écrans, les verres médicaux, les seringues,

- Les corps plats correspondent aux :
 - o emballages ménagers en cartonnette : boîtes de gâteaux, de biscuits, de lessive, de céréales, de pâtes
 - o suremballages en carton : emballages de yaourts, des conserves,...
 - o papiers blancs, journaux, magazines, revues, prospectus publicitaires et les catalogues.

Ne rentrent pas dans cette catégorie : les papiers d'emballage, papiers cadeaux plastifiés, papiers alimentaires et d'hygiène ; les papiers spéciaux : carbone et calque; les papiers sales ; les papiers résistant à l'humidité : papier peints, affiches publicitaires, photos,...

- Les déchets textiles sont les déchets issus des produits textiles non souillés d'habillement :
 - o les vêtements réutilisables, abîmés, troués,
 - o les sous-vêtements,
 - o les foulards, gants et bonnets,
 - o les chaussures de ville et de sport, tongs et sandales,
 - o le linge de maison : draps, serviettes, nappes et mouchoirs,
 - o la petite maroquinerie : sacs à main, ceintures,...

Ne rentrent pas dans cette catégorie : les vêtements souillés ; les textiles sanitaires (couches pour bébés, lingettes nettoyantes, serviette hygiéniques, mouchoirs, protections pour l'incontinence) ; les chiffons ; les chaussures sans semelles et trouées.

3.1.3 - Les déchets ménagers biodégradables ou « Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères F.F.O.M. »

Ce sont principalement les déchets de cuisine (restes de repas, les épluchures, croutes de fromage, marc de café, coquilles d'œuf) ainsi que d'autres déchets issus de la maison (mouchoirs papier, cendres froides, essuie-tout, carton brun non imprimé, ...) et pouvant faire l'objet d'une décomposition biologique.

Ces biodéchets sont à valoriser dans les solutions mises à disposition par la communauté de communes : compostage en tas, compostage domestique, compostage collectif. Le lombricompostage peut également répondre à ce besoin.

Article 3.2 Les autres déchets des ménagers

Il s'agit des déchets liés à une activité domestique occasionnelle des ménages, ces déchets sont à déposer en déchetterie.

3.2.1 Les gravats et déblais domestiques

Il s'agit de déchets inertes des ménages (déchets de matériaux de construction, terres cuites, graviers, cailloux, terres végétales). Une valorisation en centre de remblaiement est opérée.

3.2.2 Les déchets verts

Il s'agit des déchets des ménages issus de l'entretien des jardins et cours (tonte de gazon, taille des haies, branches, feuilles, fleurs...). Ces déchets ne sont pas pris en compte par la collecte traditionnelle des ordures ménagères. Ils sont à déposer à la déchetterie en vue d'une valorisation sur une plateforme de compostage.

3.2.3 Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE ou D3E)

Ce sont les déchets d'équipements électriques ou électroniques incluant tous leurs composants, sous-ensembles et consommables spécifiques. Ils comprennent par exemples les gros appareils ménagers générant du froid (climatiseur, réfrigérateur, congélateur) ou non (cumulus, cuisinière, four, lave-vaisselle, lave-linge...), les petits appareils ménagers (sèche-cheveux, matériel informatique (hors écran), matériel hi-fi) et les écrans (TV, ordinateur portable, tablette...). Ils font l'objet d'une filière dédiée et sont à rapporter au revendeur lors de l'achat d'un équipement neuf. A défaut, ils sont collectés en déchetterie.

3.2.4 Les piles et accumulateurs portables

Les piles et accumulateurs sont des générateurs électrochimiques utilisés comme source d'énergie principale ou secondaire dans de nombreux appareils ou véhicules. On distingue les piles à usage unique des accumulateurs (ou batteries) qui sont rechargeables. Ils sont collectés en déchetterie ou en points d'apport dédiés (supermarchés, mairies, associations...).

3.2.5 Les DDS, Déchets Diffus Spécifiques (aussi appelés Déchets Ménagers Spéciaux – DMS)

Les déchets diffus spécifiques (DDS) ménagers sont des déchets communément présents chez les particuliers, issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement en raison de leurs caractéristiques physico-chimiques. La limitation de leur impact sur l'environnement et la santé humaine nécessite un traitement spécifique. Ils doivent donc être collectés séparément des ordures ménagères.

L'arrêté du 16 août 2012, modifié par l'arrêté du 4 février 2016, fixe la liste des produits chimiques concernés par la filière. Cette filière couvre les catégories de produits chimiques suivantes :

- déchets de produits de chauffage, cheminée et barbecue,
- déchets de produits de bricolage et décoration (produits d'adhésion, d'étanchéité et de préparation de surface),

- déchets de produits d'entretien de véhicule,
- déchets des produits spéciaux d'entretien de la maison,
- déchets d'entretien de piscine,
- déchets des produits de jardinage.

Ces déchets sont collectés en déchetterie.

3.2.6 Les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)

Définition du Déchet d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) selon le code de la santé publique (CSP) : "déchets soumis à la première section du chapitre V-III du code de la santé publique qui : soit présentent un risque infectieux, du fait qu'ils contiennent des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'en raison de leur nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants ; soit même en l'absence de risque infectieux, relèvent de l'une des catégories suivantes :

- matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique,
- produits sanguins à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption,
- déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables."

Ces déchets sont à déposer dans une borne de collecte DASRI ou chez un professionnel de santé habilité à les collecter.

3.2.7 Les médicaments périmés ou non, entamés ou non, avec leur emballage

Ils sont collectés en pharmacie

3.2.8 Les encombrants

Les encombrants sont les déchets provenant de l'activité domestique des ménages qui, en raison de leur volume ou de leur poids, ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères et nécessitent un mode de gestion particulier (les déblais, les gravats, la ferraille, les meubles). Ils sont collectés en déchetterie.

3.2.9 Huiles végétales

Ce sont toutes les huiles alimentaires usagées végétales et corps gras de cuisine usagés (huiles de friture, huiles de cuisson (dites « huiles de fond de poêle »)). Ces déchets sont à déposer à la déchetterie.

Il est interdit de déverser des huiles alimentaires usagées dans l'évier ou dans la poubelle. Il est conseillé de reverser l'huile usagée, une fois froide, dans son emballage d'origine ou dans des récipients étanches et de la déposer à l'agent d'accueil en déchetterie. N'est pas acceptée la présence d'eau ni d'huile minérale, ou tout autre produit qui n'est pas de l'huile végétale

3.2.10 Huiles moteurs

Ce sont toutes les huiles (minérales et de synthèse) utilisées pour le fonctionnement des voitures, des deux roues ou des engins de jardinage. Ces déchets sont à déposer à la déchetterie.

L'utilisateur doit éviter tout contact de l'huile usagée avec les mains et les bras. L'huile de vidange doit être versée avec prudence dans le conteneur dédié sur la déchetterie, en évitant toute égoutture. Les bidons ayant servi pour le transport des huiles sont pris en charge dans un bac spécifique (se renseigner auprès de l'agent d'accueil en déchetterie) en tant que déchets dangereux. En cas de déversement accidentel, l'utilisateur devra prévenir immédiatement l'agent d'accueil qui se chargera de répandre de l'absorbant végétal au sol. Ne sont pas admis : l'eau, l'huile végétale, les liquides de frein ou de refroidissement, les solvants, diluants ou acides de batterie.

3.2.11 Les autres déchets

Sont compris dans cette catégorie tous les autres déchets non listés précédemment qui, en raison de leur inflammabilité, de leur pouvoir corrosif, de leur caractère explosif ou d'autres propriétés (de par leurs risques pour la sécurité des personnes ou pour l'environnement), ou de leur volume ou poids, ne peuvent être pris en compte par la collecte ordinaire des ordures ménagères. Pour toutes questions, il conviendra de se rapprocher de la communauté de communes du Pays du Saintois dont les coordonnées sont précisées en page de couverture.

Article 3.3 : Les déchets assimilés aux déchets ménagers

Les déchets assimilés sont des déchets non ménagers mais qui, en fonction de leurs caractéristiques et quantités produites, peuvent être collectés dans les récipients mis à disposition et traités sans sujétions techniques particulières et sans risques pour les personnes et l'environnement, dans les mêmes conditions que les déchets des ménages.

Sont ainsi assimilés aux ordures ménagères, si les conditions précédentes sont respectées, les déchets non dangereux, non inertes résultant d'une activité professionnelle ou associative, les déchets des établissements artisanaux, commerciaux, industriels, administratifs, de service, et de tout autre producteur de déchets (exploitant agricole...), les déchets des communes qui sont des déchets non dangereux résultant de l'activité propre des services communaux (administrations, déchets de balayage, cuisines centrales, écoles...).

Article 3.4 : Les déchets industriels spéciaux

Déchets potentiellement polluants, du fait de leur nature ou leur quantité, d'origine non ménagère, dont l'élimination impose le respect de règles spécifiques pour leur élimination. Ils ne sont pas pris en charge par la Communauté de Communes du Pays du Saintois car ils relèvent de la compétence des industriels.

Il s'agit notamment des :

- Bouteilles de gaz, extincteurs,
- Déchets d'abattoirs et cadavres d'animaux,

- Déchets contaminés (radioactivité, sang,...) provenant des hôpitaux, cliniques et laboratoires d'analyses,
- Boues et vases,
- Et d'une manière générale tous les déchets qui peuvent porter atteinte d'une façon quelconque à la sécurité des préposés ou à l'environnement,
- Déchets agricoles.

Ces énumérations ne sont pas limitatives, la Communauté de Communes du Pays du Saintois se réserve le droit de modifier la présente liste.

Article 4 : Modalités de collecte des déchets

Article 4.1 La collecte en porte à porte des OMR et des corps creux

Mode d'organisation de la collecte dans lequel le contenant est affecté à un ou plusieurs foyers nommément identifiables : le point d'enlèvement est situé à proximité immédiate du domicile de l'utilisateur ou du lieu de production des déchets, en bordure du domaine public.

Les déchets collectés en porte à porte sont les suivants :

- les ordures ménagères résiduelles (OMR)
- les corps creux

Ces emballages doivent être préalablement vidés et non imbriqués les uns dans les autres. Ils sont à déposer dans les éco-sacs de tri transparents fournis par la communauté de communes du Pays du Saintois ou en éco-bacs (bacs de tri à couvercle jaune fourni par la communauté de communes du Pays du Saintois).

Tout emballage en verre ne rentre pas dans cette catégorie.

4.1.1 - Types de contenants et règles d'attribution des contenants

a) En contenant équipés d'une puce électronique (BAC)

Sont dénommés bacs : les poubelles normalisées pouvant assurer une collecte mécanisée des déchets ménagers.

Seuls les bacs équipés d'une puce électronique fournis par la communauté de communes du Pays du Saintois et répertoriés dans la base de données sont acceptés à la collecte.

Les bacs sont mis à la disposition des usagers par la communauté de communes du Pays du Saintois. Le bac demeure la propriété exclusive de la communauté de communes du Pays du Saintois. Seul l'usage de celui-ci est confié à l'utilisateur. En tant que gardien de la chose, au sens de l'article 1384 du code civil, l'utilisateur est responsable civilement des bacs qui lui sont remis, sauf intervention d'un tiers dûment identifié et prouvée, et doit prendre les dispositions nécessaires pour éviter les dommages pouvant résulter de la présence des bacs sur la voie.

La communauté de communes du Pays du Saintois attribue un bac pour chaque logement ou un ensemble d'appartements. Ce bac reste attribué au logement ou à l'immeuble et ne doit pas être emporté même en cas de déménagement sur une même commune. Les bacs mis à disposition par la communauté de communes du Pays du Saintois sont munis d'une puce électronique permettant d'enregistrer chaque ramassage. Chaque bac est nettement identifié

par la puce électronique, le logo de la communauté de communes du Pays du Saintois et le numéro apposé au dos. Le bac reste la propriété de la communauté de communes du Pays du Saintois.

Il est formellement interdit d'utiliser le matériel mis à disposition pour d'autres sites et usages.

Les règles de dotation en bac OMr définies par la CCPS sont les suivantes :

Tout occupant d'un logement individuel ou collectif :

- foyer de 1 à 3 parts : bac de 120 litres
- foyer de 3,5 parts : bac de 120 litres ou bac de 240 litres
- foyer de 4 parts et plus : bac de 240 litres
- pour les résidences secondaires : bac 120 litres

Propriétaires de logements vacants souhaitant accéder aux services : la part fixe correspondant à un bac de 120 litres est attribuée dans le cas où le propriétaire souhaite accéder à la déchetterie.

Pour les professionnels producteurs de déchets ménagers et assimilés ne pouvant justifier d'un contrat avec un prestataire privé portant sur l'élimination de l'ensemble des déchets générés par l'activité professionnelle concernée : bac 120 litres, 240 litres et/ou 770 litres sur demande.

Les administrations et les associations : bac 120 litres, 240 litres et/ou 770 litres sur demande.

Il est indiqué que les foyers composés de 1 à 3 personnes (bac 120 litres) souhaitant un bac de 240 litres peuvent en faire la demande. Le cas inverse n'est pas possible.

Dans les cas particuliers suivants : assistant(e)s maternelles, assistant(s) familiaux (familles d'accueil) mais aussi personne en situation de soin qui génèrent des volumes de déchets de soin important, le volume du bac mis à disposition peut éventuellement être supérieur à celui normalement attribué par rapport à la composition du foyer. Une demande doit être expressément formulé au service déchets ménagers de la Communauté de Communes du Pays du Saintois, elle sera évaluée sur justificatif (attestation médicale).

Un enfant en garde alternée correspond à ½ part.

Toute dégradation volontaire du matériel mis à disposition par la communauté de communes du Pays du Saintois, ou dommage résultant d'une utilisation non conforme aux prescriptions du fabricant ou aux recommandations de la communauté de communes du Pays du Saintois, entraînera une obligation de réparation ou un remplacement à la charge de l'utilisateur. Le bac endommagé sera changé au tarif en vigueur conformément à la délibération. L'utilisateur devra s'acquitter de cette somme auprès de la communauté de communes du Pays du Saintois et faire jouer son assurance le cas échéant. La communauté de communes du Pays du Saintois s'engage à livrer le nouveau bac dans un délai de 5 jours ouvrés suivant le règlement dudit bac.

Les bacs présentant des signes d'usure normale et nécessitant ainsi une réparation ou un remplacement seront remis en état ou échangés contre des bacs de même type et même

contenance par la communauté de communes du Pays du Saintois ou son prestataire qui en avisera l'utilisateur.

En cas de vols, une copie du dépôt de plainte auprès d'un service de police sera exigée par la communauté de communes du Pays du Saintois. Les éventuelles dégradations (vandalisme, renversement par un véhicule, etc.), dysfonctionnements ou vols, sont ensuite à signaler à la communauté de communes du Pays du Saintois afin que les opérations de maintenance nécessaires puissent être planifiées.

La désinfection et le lavage des bacs roulants doivent être effectués par l'utilisateur autant que nécessaire. Les produits utilisés pour les opérations d'entretien doivent être respectueux de l'environnement. Ces opérations ne doivent pas avoir lieu sur le domaine public, sauf pour les usagers qui n'ont pas d'autre alternative.

Si un bac pucé est rendu sale, un coût de nettoyage sera appliqué au locataire du bac ou à l'ancien locataire du bac en cas d'intervention du prestataire pour le nettoyage. Le tarif est indiqué sur la délibération votée par le conseil communautaire.

Si, lors de l'emménagement le bac à disposition dans le logement est sale, une substitution peut être demandée via le formulaire d'intervention (photo nécessaire à l'évaluation de la demande).

Aucune modification des bacs susceptible d'entraver la collecte ne sera acceptée.

b) En sacs orange

La communauté de communes du Pays du Saintois peut décider de déroger aux règles générales de dotation de bacs, et fournir aux usagers des sacs orange normalisés, homologués et fournis exclusivement par la communauté de communes du Pays du Saintois dans les cas suivants :

- si la présentation du bac à la collecte constitue un risque trop important pour quiconque, en cas de trottoir inexistant et de fort trafic routier par exemple,
- en cas d'impossibilité pour l'utilisateur de transporter sans risque son bac, du fait notamment de son état physique,
- en cas d'impossibilité reconnue de remiser à domicile un bac, compte tenu de la configuration du logement, de la déclivité de la rue ou du terrain.
- en cas d'impossibilité d'accès pour le véhicule de collecte

La dotation des sacs orange est obligatoire pour les usagers concernés. Cette dernière s'effectue chaque semestre de la façon suivante :

- La première entre le 1^{er} janvier et le 30 juin (en décembre de l'année n-1)
- La seconde entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre (en juin de l'année n)

Avant le début de chaque semestre, la communauté de communes du Pays du Saintois assure deux permanences à Vézelize pour distribuer les sacs payants aux usagers concernés. La date et l'horaire de chaque permanence sont communiqués par courrier aux usagers qui se sont déclarés au préalable auprès de la CCPS.

S'il est impossible de venir à une permanence, l'utilisateur doit prendre contact avec le service de gestion des déchets dans le semestre à venir pour obtenir sa dotation, dans le cas contraire, il sera surfacturé. En cas de non dotation avant la fin du semestre concerné, une surfacturation s'appliquera comme précisé à l'article 13 du règlement de facturation de la redevance incitative.

Si l'utilisateur n'a pas reçu de courrier parce qu'il ne s'est pas déclaré auprès de la CCPS et qu'il n'est pas doté de sacs payants, la surfacturation précisée à l'article 13 du règlement de facturation s'appliquera également.

La communauté de communes du Pays du Saintois avec avis de la commune juge de l'opportunité de déroger aux règles de fourniture des bacs.

Les sacs seront à présenter à la collecte selon les mêmes principes que les bacs comme décrit au paragraphe 4.1.3. Les sacs trop lourds ou non homologués par la communauté de communes du Pays du Saintois ne seront pas collectés.

Les sacs orange ont une contenance de 30 litres.

c) En éco-sacs transparents ou en éco-bacs (bacs de tri à couvercle jaune)

Les corps creux sont collectés en éco-sacs (ou en éco-bac de tri à couvercle jaune sur décision de la communauté de communes du Pays du Saintois).

Si des déchets ne correspondant pas aux consignes de tri sont présents dans les éco-sacs, les agents de collecte se réservent le droit de ne pas les ramasser. Un autocollant est alors apposé, l'utilisateur est invité à retrier son éco-sac et à le présenter correctement trié lors de la collecte suivante.

Des rouleaux d'éco-sacs sont disponibles dans les mairies des communes sur leurs horaires d'ouvertures. Le siège de la Communauté de Communes du Pays du Saintois met aussi à disposition des sacs de tri sur ses horaires d'ouverture. Le détail des lieux est indiqué en annexe I-C.

4.1.2- Emménagement et déménagement

Les demandes d'attribution de nouveaux bacs, les échanges, les retraits ou les demandes de maintenance se font exclusivement auprès de la Communauté de Communes du Pays du Saintois via les formulaires en ligne sur son site (<https://www.ccpaysdusaintois.fr/>).

Situation de déménagement :

Je préviens au plus tôt la Communauté de Communes du Pays du Saintois et ma mairie pour tout changement !

- Déménagement dans le périmètre de la CCPS ?

Je laisse mon bac pucé (et les clés en cas de verrou) dans mon ancien logement. Ce bac sera désactivé dès l'information reçue. Je garde ma carte d'accès en déchetterie (sauf pour les communes listées dans l'annexe II-B)

- Déménagement hors périmètre de la CCPS ?

Je laisse mon bac pucé (et les clés en cas de verrou) dans mon ancien logement. Ce bac sera désactivé dès l'information reçue. Je rapporte ma carte d'accès à la déchetterie à la CCPS.

Un coût sera facturé si le locataire du bac emporte avec lui le bac hors du territoire lors du déménagement. Un coût sera également facturé si je déménage et que je ne rapporte pas ma carte d'accès en déchetterie au siège de la communauté de communes du Pays du Saintois. Les tarifs sont indiqués sur la délibération votée par le conseil communautaire.

Pour les logements en location, il est demandé au propriétaire de vérifier lors de l'état des lieux de sortie des locataires la présence du bac et des clés afférentes.

Situation d'emménagement :

Je préviens au plus tôt la communauté de communes et ma mairie pour tout changement !

Lorsque vous emménagez :

- Votre logement comporte déjà un bac pucé ?

Contactez-nous via les formulaires en ligne pour réactiver le bac et pour que vous soit mise à votre disposition votre carte d'accès à la déchetterie.

- Vous n'avez aucun moyen de collecte ?

Contactez-nous via les formulaires en ligne afin de recevoir votre moyen de collecte et afin que vous soit mise à disposition votre carte d'accès à la déchetterie.

4.1.3 – Conditions de collecte

a) Prévention des risques liés à la collecte

Recommandations de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés :

La recommandation R437 du 13 mai 2008 de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés formule plusieurs prescriptions à respecter lors de la collecte des déchets ménagers et assimilés. Ces recommandations visent à limiter les risques encourus par les équipages de collecte en définissant des règles de sécurité.

Les préconisations de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie Travailleurs Salariés sont notamment les suivantes :

- Limitation de la collecte des déchets en sacs afin d'éviter les risques de piqûres ou blessures diverses, ou de troubles musculosquelettiques. A noter que, selon le code du travail, le personnel de collecte ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 55 kg qu'à condition d'y avoir été autorisé par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kg. Aussi, les conteneurs ou sacs trop lourds pour être levés par l'agent ou le lève conteneurs ne seront pas collectés. Les déchets coupants et tranchants devront être préalablement enveloppés avant d'être déposés dans le conteneur ou sac ordures ménagères ;

- Non recours à la marche arrière des véhicules de collecte qui constitue un mode de fonctionnement anormal sauf en cas de manœuvre de repositionnement ;
- Interdiction de la collecte bilatérale (le personnel passant d'un côté à l'autre de la rue) du fait du risque de renversement du personnel lors de la traversée d'une voie, sauf dans des cas très exceptionnels où tout dépassement ou croisement avec un véhicule tiers n'est pas possible.

b) Accessibilité des voies à la collecte

La communauté de communes du Pays du Saintois assure la collecte sur les voies publiques et praticables aux véhicules spécialisés dans des conditions de circulation conforme au Code de la Route et aux arrêtés en vigueur si les conditions ci-après sont respectées.

Si le véhicule de collecte ne peut pas circuler dans des conditions normales de sécurité, la communauté de communes du Pays du Saintois fera appel aux services de police qui prendront toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage du véhicule de collecte conformément à l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Recommandations techniques des voies de desserte pour la collecte des bacs :

A compter de la publication du présent règlement et des arrêtés qui en prescrivent, les voies de circulation doivent prendre en compte le passage du camion de collecte des ordures ménagères, à savoir :

- Largeur : la largeur d'une voie à sens unique à stationnement interdit doit être au minimum de 3 mètres,
- Résistance des voies : les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent pouvoir supporter une charge de 26 tonnes,
- Rayon de braquage extérieur : 12 mètres,
- Revêtement des voies : seules les voies carrossables et idéalement goudronnées seront empruntées,
- Trottoirs : des trottoirs bateau sont recommandés là où les bacs sont disposés à la collecte (moins de bruit, moins de pénibilité à la collecte, durabilité du bac),
- Ralentisseurs : les dos d'ânes ou autres chicanes sont déconseillés (les bennes à ordures ménagères sont basses et les marches-pieds à l'arrière peuvent être endommagés).
- Places de stationnement : L'emplacement de stationnement de véhicules est choisi de manière à éviter des conditions difficiles de manœuvre du camion de collecte et des agents. Si nécessaire, un panneau d'interdiction de stationner pourra être implanté.

Cas des voies en impasse

Afin de respecter au mieux les recommandations de la CNAM : R437, les services veilleront à limiter au maximum les marche-arrière pour la collecte des bacs. Des aires de retournement devront être aménagées à l'extrémité de toutes les voies en impasse. Les dimensions de ces aires de retournement devront être compatibles avec les caractéristiques des véhicules de collecte :

- Largeur hors tout : 3 mètres minimum
- Longueur hors tout : 12 mètres minimum
- Hauteur hors tout : 4,50 mètres

Cas des voies privées

A titre exceptionnel, lorsqu'il est impossible de collecter sur le domaine public, le ramassage des déchets dans les lieux privés (voies ouvertes à la circulation ou propriétés) est admis. Toutefois, les caractéristiques géométriques du site, son état d'entretien, les caractéristiques de la voirie, les horaires d'ouverture et l'organisation du stationnement doivent être compatibles avec la circulation des véhicules de collecte et garantir le déroulement de l'intervention du personnel de collecte dans les conditions normales de sécurité et de travail. En ce sens une autorisation de passage sera établie.

En cas de difficulté ou d'incident il pourra être décidé d'arrêter de circuler sur ce type de voie. Dans ce cas, les récipients seront à présenter en bordure de voie publique desservie.

Les conditions d'utilisation de ce type de voies par les équipes de collecte sont les mêmes que celles citées précédemment.

Recommandations techniques des voies de desserte des collectes pour la collecte des PAV

De la même manière, les voies d'accès aux PAV doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Largeur : la largeur d'une voie à sens unique à stationnement interdit doit être au minimum de 3 mètres,
- Résistance des voies : les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent pouvoir supporter une charge de 26 tonnes,
- Voies en impasse : des aires de retournement doivent être aménagées à l'extrémité de toutes les voies en impasse. Les dimensions de ces aires de retournement doivent être compatibles avec les caractéristiques des véhicules de collecte :
 - Largeur hors tout : 3 mètres minimum
 - Longueur hors tout : 12 mètres minimum
 - Hauteur hors tout : 4,5 mètres minimum
 - Rayon de braquage extérieur : 10 mètres minimum
- Revêtement des voies : seules les voies goudronnées seront empruntées

- Ralentisseurs : les dos d'ânes ou autres chicanes sont déconseillés

c) Fréquence de la collecte

Un calendrier de collecte est distribué chaque fin d'année dans les boîtes aux lettres. Ce planning de collecte en porte-à-porte figure également sur le site Internet de la communauté de communes du Pays du Saintois.

La communauté de communes du Pays du Saintois se réserve le droit, selon les nécessités, d'instaurer et de modifier les jours de collecte, les itinéraires, les horaires et fréquences de ramassage, après concertation préalable du ou des maires concernés, notamment pour la modification des arrêtés municipaux réglementant la circulation et ayant une incidence sur la collecte. Elle en informe les usagers.

Les spécificités en cas de jours fériés sont également indiquées sur le calendrier de collecte.

d) Présentation des bacs et des éco-bacs à la collecte

Les déchets présentés dans d'autres récipients que les éco-bacs ou bacs normalisés fournis par la communauté de communes du Pays du Saintois, tel qu'indiqué au paragraphe 4.1.1, ne relèvent pas de l'exécution normale du service et seront assimilés à un dépôt sur la voie publique pouvant faire l'objet de sanctions (cf. article 15).

Les bacs sont strictement réservés à la collecte des ordures ménagères résiduelles et assimilées, c'est-à-dire aux ordures préalablement triées. Tout autre usage est formellement interdit. Les ordures ménagères doivent être mises en sac préalablement puis déposées dans le bac. Le nettoyage du bac reste de la responsabilité de l'utilisateur.

Les bacs et éco-bacs doivent être présentés à la collecte couvercle fermé afin d'éviter l'exposition des déchets aux intempéries. Le tassement excessif des déchets par compactage ou mouillage est formellement interdit : les bacs doivent pouvoir être vidés par gravité sans l'intervention de l'équipage.

Si le poids des déchets présentés ne correspond pas aux conditions normales de collecte, les agents de collecte se réservent le droit de ne pas les collecter, il sera demandé à l'utilisateur de respecter ses obligations.

Pour un bac débordant (couvercle non complètement fermé), une double levée sera comptabilisée et un autocollant informatif sera posé sur le bac.

Les bacs de collecte et éco-bacs devront être déposés sur les voies ouvertes à la circulation et poignées orientées vers la route, la veille au soir après 19h (sauf arrêté municipal plus restrictif) ou le jour de collecte avant 5h ; les bacs devront être rentrés après le passage du camion de collecte au plus tard à 13h.

En dehors du temps de collecte, les bacs doivent obligatoirement être remisés à l'intérieur des propriétés privées sauf dérogation communale.

Les bacs doivent être, si possible, éloignés des bâtiments, notamment des rebords de toiture, des portes et fenêtres. En l'absence de trottoir, ils seront placés sur un sol goudronné ou

bétonné à un emplacement ne gênant pas la circulation des personnes à mobilité réduite, piétonne, cycliste et automobile.

Ils peuvent être entreposés sur une aire aménagée ou dans un local de stockage spécialement réservé à cet effet et situés sur le domaine privé ; le local de stockage sera de préférence ouvert (pas de cadenas ou de serrure fermée). Cependant, les bacs devront être facilement accessibles à la collecte, à proximité immédiate du circuit de ramassage (< 5 mètres). Dans le cas contraire, le propriétaire de l'immeuble contactera la collectivité pour convenir des modalités de collecte (sortie des bacs par les gardiens et dérogation de passage). L'aménagement et l'entretien de cette aire ou de ce local sont à la charge de leurs usagers.

Il est interdit, sans accord de la communauté de communes du Pays du Saintois, de déplacer un bac à une autre adresse que celle pour laquelle il est prévu.

Les usagers ayant obtenu la dérogation les autorisant à ne pas rentrer leur bac peuvent avoir, en le signalant lors de la demande de dotation, un fanion rouge « bac à ne pas vider » à attacher sur la poignée de leur bac. Il en est de même pour les usagers d'un immeuble dont les bacs restent dans des dépendances communes ou les points de regroupement situés sur la partie publique.

Les bacs des usagers ne pourront être équipés de serrures que dans des situations particulières. Pour toute demande, l'utilisateur doit s'adresser à la communauté de communes du Pays du Saintois.

Les usagers des bacs à verrou sont dotés d'un fanion rouge portant l'inscription « ne pas collecter » quand le bac ne doit pas être collecté. Les bacs doivent alors rester contre la façade de la maison pour dégager le trottoir et permettre aux piétons de circuler. Les bacs sans fanion rouge, donc en attente de collecte, doivent être avancés sur le trottoir et placés à proximité immédiate du camion.

Si un usager ne remplit pas les conditions d'obtention d'un verrou mais souhaite tout de même un bac verrouillé, il doit s'acquitter du prix du verrou voté par le conseil communautaire et de la prestation de livraison si le bac est déjà à l'adresse demandée. En cas d'entretien nécessaire, (détérioration du verrou, casse du verrou, perte de clés, ...) les frais du verrou seront facturés à l'utilisateur.

En cas de perte des clés, le changement de serrure sera nécessaire et à la charge de l'utilisateur ou de l'ancien locataire.

Dans la mesure du possible et afin d'optimiser le travail des agents de collecte, les bacs roulants peuvent être regroupés deux par deux et être alignés de manière visible, les poignées dirigées vers la chaussée, en bordure du trottoir et à proximité directe du circuit de collecte. Cette opération améliore la qualité de la collecte (moins d'arrêts du camion donc moins de nuisances sonores, moins de consommation de carburant, moins de fatigue pour les agents de collecte).

e) Présentation des sacs orange ou des éco-sacs de tri

Les sacs trop lourds ou les déchets présentés dans d'autres contenants que les éco-sacs ou sacs orange fournis par la communauté de communes du Pays du Saintois ne relèvent pas de l'exécution normale du service et seront assimilés à un dépôt sur la voie publique pouvant faire l'objet de sanctions (cf. article 15).

Les sacs orange ou les éco-sacs devront être déposés sur les voies ouvertes à la circulation la veille au soir après 19h (sauf arrêté municipal plus restrictif) ou le jour de collecte avant 5h.

Les sacs doivent être présentés parfaitement fermés, les objets tranchants ou coupants devant être préalablement enveloppés afin d'éviter tout risque de blessure pour les agents de collecte.

En dehors du temps de collecte, aucun sac ne doit être sorti : dans le cas contraire ils feront l'objet de sanctions conformément à l'article 15.

f) Cas d'oublis de collecte ou de surproduction ponctuelle de déchets

Les bacs, les sacs orange, les éco-bacs ou les éco-sacs doivent impérativement être sortis la veille au soir du jour de collecte. Si ceux-ci n'ont pas été collectés car ils n'ont pas été sortis à temps, l'usager devra les rentrer et attendre la collecte suivante ; il pourra retirer des sacs orange tel qu'indiqué à l'article 4.1.1 qui lui seront comptabilisés.

Si le bac, les sacs orange, les éco-bacs ou les éco-sacs n'ont pas été collectés alors qu'ils ont été sortis à temps, un rattrapage de la collecte sera opéré dans les meilleurs délais. Il sera considéré que l'oubli de collecte relève de la communauté de communes du Pays du Saintois dès lors que plusieurs bacs ou sacs de la rue n'ont pas été collectés. En revanche, s'il s'agit d'un bac ou sac isolé, l'oubli sera attribué à l'usager.

g) En cas de travaux, manifestations, fêtes

Dans le cas de circonstances extraordinaires (travaux, manifestations, ...), les tournées de collecte peuvent être modifiées afin d'assurer le ramassage des ordures ménagères.

En cas de travaux publics ou privés et de manifestations rendant l'accès aux voies ou immeubles impossible ou dangereux pour le véhicule et/ou le personnel de collecte, le maître d'ouvrage, c'est-à-dire le commanditaire des travaux, sera tenu de laisser un ou plusieurs accès sécurisés permettant au personnel de collecte d'approcher les contenants autorisés au passage du véhicule de collecte. L'arrêté de circulation devra être transmis au service par la commune concernée 15 jours avant les travaux.

Dans le cas où ce type d'accès est jugé impossible par la communauté de communes du Pays du Saintois, cette dernière mettra en place un ou plusieurs points de regroupement temporaires. Ces points seront disponibles à la collecte jusqu'au rétablissement de la circulation.

En cas d'impossibilités techniques (collecte nécessitant une marche-arrière notamment) ou de configuration difficile des lieux, la communauté de communes du Pays du Saintois pourra également mettre en place un point de regroupement, c'est-à-dire un emplacement équipé d'un ou plusieurs contenants affectés à un groupe d'usagers nommément identifiables.

h) Restrictions et modifications éventuelles de service

La communauté de communes du Pays du Saintois peut être amenée à restreindre ou à modifier le service si des circonstances particulières l'exigent : dans ce cas, la CCPS informera les usagers avec un préavis de trois mois révolus. En cas d'événement imprévisible (notamment en cas de grève, intempérie...), une information sera réalisée par mail auprès des communes concernées.

En cas d'intempéries (verglas, neige, forte précipitation, alerte préfectorale...) ne permettant pas aux camions de collecte de circuler normalement et aux agents de débarrasser les bacs, la communauté de communes du Pays du Saintois et le prestataire de collecte se réservent le droit de reporter la tournée. La reprise de la collecte est effectuée dès le retour à des conditions météorologiques normales.

Une interruption provisoire du service, pour quelque cause que ce soit, n'ouvre pas droit à indemnité au profit de l'utilisateur. De même, l'utilisateur n'aura droit à aucune indemnisation si la collecte est supprimée ou reportée. En revanche, le surplus de déchets accumulés du fait de la carence de la communauté de communes du Pays du Saintois sera collecté aux tournées suivantes.

Article 4.2 - La collecte en abri-bacs des OMR et des corps creux

Il s'agit d'un mode d'organisation d'une collecte de déchets dans lequel un « contenant de collecte » est mis à la disposition des usagers sur une zone définie par la communauté de communes du Pays du Saintois. Ces abri-bacs situés sur des espaces publics ou privés comportent 2 accès : l'un nécessitant une carte d'accès et permettant la collecte des OMR et l'autre en libre accès permettant la collecte des corps creux (que l'on met dans les éco-sacs pour la collecte en porte à porte).

Les abri-bacs dédiés aux OMR sont équipés d'un boîtier électronique permettant d'enregistrer les dépôts des sacs. Chaque trappe est dimensionnée pour un dépôt de 30 litres maximum d'ordures ménagères en sacs fermés. Les ordures ménagères doivent être déposées préalablement en sac puis dans le tambour du conteneur. La pratique du déversement d'ordures ménagères hors sac directement dans le tambour est interdite. Chaque usager autorisé dispose d'une carte d'accès.

En cas de perte, vol ou dégradation de cette carte, cette dernière est renouvelée gratuitement la 1^{ère} fois. En cas de nouvelle perte, vol, dégradation, celle-ci sera facturée. Le tarif est indiqué sur la délibération votée par le conseil communautaire. La communauté de communes du Pays du Saintois décline toute responsabilité en cas de perte d'objets de valeur ; il ne sera pas effectué de fouille dans les conteneurs.

Les corps creux doivent être déposés en vrac dans les abri-bacs prévus pour recueillir les corps creux.

Les opérations de nettoyage des abri-bacs sont à la charge de la communauté de communes du Pays du Saintois.

Il est interdit de déposer des déchets de quelque nature que ce soit à côté des abri-bacs, même en cas d'indisponibilité d'une borne, sous peine de poursuites à l'encontre de son auteur (cf. article 15).

Lorsqu'un conteneur est plein ou en défaut de fonctionnement, l'utilisateur est invité à contacter la communauté de communes du Pays du Saintois pour le signaler.

Article 4.3 - La collecte en Point d'Apport Volontaire des recyclables (PAV)

La liste des points d'apports volontaires situés sur le périmètre de la CC du Pays du Saintois est précisée en annexe I-B.

4.3.1 – Modalités d'utilisation

Les dépôts de ces matériaux à l'intérieur des conteneurs doivent se faire par les usagers selon les consignes de tri fournies par la communauté de communes du Pays du Saintois. Ils doivent être exempts d'éléments indésirables, c'est-à-dire ne correspondant pas à la définition de ladite catégorie telle que précisée à l'article 3.1.2.

En cas de débordement du conteneur, casse, détérioration, il est demandé de prévenir la communauté de communes du Pays du Saintois au plus vite.

Les dépôts des déchets à l'intérieur des conteneurs doivent se faire par l'utilisateur selon les recommandations suivantes :

- Il est interdit de déposer des déchets à côté des conteneurs (cf. article 15),
- Pour des raisons de nuisances sonores, il est demandé de déposer les recyclables entre 7 heures et 20 heures,
- Les déchets non conformes déposés au sol ou dans les conteneurs font l'objet de poursuites à l'encontre de leur auteur (cf. article 15).

4.3.2 - Accessibilité des voies à la collecte

Recommandations techniques des voies de desserte des collectes pour la collecte des PAV

Les voies d'accès aux PAV doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Largeur : la largeur d'une voie à sens unique à stationnement interdit doit être au minimum de 3 mètres,
- Résistance des voies : les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent pouvoir supporter une charge de 26 tonnes,
- Voies en impasse : des aires de retournement doivent être aménagées à l'extrémité de toutes les voies en impasse. Les dimensions de ces aires de retournement doivent être compatibles avec les caractéristiques des véhicules de collecte :
 - o Largeur hors tout : 3 mètres minimum
 - o Longueur hors tout : 12 mètres minimum
 - o Hauteur hors tout : 4,5 mètres minimum
 - o Rayon de braquage extérieur : 10 mètres minimum
- Revêtement des voies : seules les voies goudronnées seront empruntées
- Ralentisseurs : les dos d'ânes ou autres chicanes sont déconseillés.

Article 4.4 - La collecte en déchetterie

La déchetterie est un espace clos et gardienné où les particuliers peuvent venir déposer les déchets qui ne sont pas collectés en porte à porte et qui ne peuvent être déposés dans les PAV. Un tri y est effectué par les usagers eux-mêmes afin de permettre la récupération des matériaux. L'accès à la déchetterie est soumis à présentation d'une carte d'accès mise à disposition par la communauté de communes du Pays du Saintois dans la limite d'une par foyer et par entreprise.

Les utilisateurs de la déchetterie veillent ainsi à répartir leurs déchets dans des contenants spécifiques mis à leur disposition sur la déchetterie en vue de réemployer, recycler, valoriser ou traiter ces déchets conformément à la législation.

La déchetterie permet ainsi de trier puis de diriger vers des filières adéquates les déchets qui ne sont pas pris en charge dans le cadre de la collecte habituelle des déchets.

Article 4.5 - Prêt de matériel de collecte des ordures ménagères

Dans le cadre de manifestations ponctuelles, la communauté de communes du Pays du Saintois peut mettre à disposition du matériel pour la collecte des déchets des communes membres et des associations de son territoire. Le matériel mis à disposition par la communauté de communes du Pays du Saintois permet la collecte des ordures ménagères et des recyclables.

Le matériel est alloué en fonction des demandes en cours. Les bacs sont déposés par le délégataire ou les services techniques de la communauté de communes du Pays du Saintois sur place et sont récupérés propres après la collecte.

Un contrat ou une convention définira les conditions de mise à disposition du matériel.

Les modalités de collecte sont les mêmes que celles décrites à l'article 4.1.

Article 4.6 - Lotissement neuf – immeuble neuf - aménagement divers

La communauté de communes du Pays du Saintois émet un avis et des recommandations techniques sur les modalités de collecte des déchets (voirie, aire de retournement, locaux ou espaces poubelles, point d'apport volontaire, containers enterrés...) lors de l'instruction des permis de construire, des permis à lotir ou des permis d'aménagement.

Article 5 : Dispositions relatives aux encombrants ménagers en porte à porte

Sont compris dans la dénomination d'encombrants, les déchets provenant exclusivement de l'activité domestique des ménages qui, en raison de leur taille, leur volume ou de leur poids, ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères résiduelles et nécessitent un mode de gestion particulier, à savoir :

- Le mobilier (tables, canapés, sommiers, armoires, fauteuils, bureaux, commodes, lits ...),
- Autres objets (vélos, poussettes, landaus, moquette,...).
- Objet volumineux de maximum 2 mètres de longueur.

Il s'agit le plus souvent de déchets occasionnels.

Ne sont pas compris dans la dénomination d'encombrants des ménages tous les autres déchets et notamment :

- Les ordures ménagères,
- Les recyclables (emballages, verre, papiers),
- Les déchets provenant des établissements artisanaux, commerciaux et industriels,
- Les déchets dangereux, déchets qui peuvent être explosifs, corrosifs (acides), nocifs, toxiques, irritants (ammoniaque, résines), comburants (chlorates), facilement inflammables, ou d'une façon générale dommageables pour l'environnement. Il s'agit notamment des peintures, huiles usagées, batteries, pneus, piles, radiographies,
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques (biens d'équipement ménagers usagés qui disposent d'une prise, d'une pile ou d'un accumulateur, par exemple réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver, Hi-fi, télévision, aspirateurs, perceuses, téléphones portables, rasoirs),
- Les déchets issus des travaux des particuliers (déblais, gravats, décombres, déchets verts de jardin, ...),
- Les bouteilles de gaz.

La communauté de Communes du Pays du Saintois propose aux usagers du service de gestion des ordures ménagères une collecte en porte à porte des encombrants ménagers sur rendez-vous. Pour cela, il est nécessaire remplir le formulaire de demande d'intervention disponible sur le site de la communauté de communes du Pays du Saintois. Le service déchets ménagers accuse réception de la demande puis planifie une fois le nombre de demande suffisante sur le territoire atteint, un passage chez l'utilisateur. Une participation forfaitaire sera facturée sur le semestre concerné directement à l'utilisateur.

Chapitre 3 : Dispositions relatives à la déchetterie

Cette partie du présent règlement détermine les modalités d'organisation du service ainsi que les responsabilités respectives des différentes parties prenantes.

Article 6 : Liminaire

Les présentes dispositions ont pour objet de définir l'ensemble des règles d'utilisation de la déchetterie communautaire implantée sur le territoire de la communauté de communes du Pays du Saintois.

Ces dispositions s'imposent à tous les utilisateurs du service.

Article 7 : Définition et rôle de la déchetterie

Une déchetterie est une installation classée pour la protection de l'environnement (rubrique 2710 de la nomenclature ICPE).

La déchetterie permet de :

- Limiter la pollution due aux dépôts sauvages et aux déchets ménagers spéciaux sur le territoire de la collectivité
- Evacuer les déchets non pris en charge par les collectes traditionnelles dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité
- Favoriser au maximum le recyclage et la valorisation des matériaux, dans les meilleurs conditions techniques et économiques du moment, tout en préservant les ressources naturelles
- Sensibiliser l'ensemble de la population aux questions de respect de l'environnement et à l'interdiction du brûlage des déchets à l'air libre
- Encourager la prévention des déchets par leur réemploi en lien avec le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)

L'emplacement de la déchetterie est précisé à l'annexe II-A.

Article 8 : Jours et horaires d'ouverture

L'accès à la déchetterie ne peut se faire que lors des horaires d'ouvertures définis dans l'annexe II-A du présent règlement.

Dernier accueil autorisé : 10 minutes avant la fermeture

En cas de conditions météorologiques défavorables (verglas, neige, vent,...) la collectivité se réserve le droit de fermer le site.

En dehors des horaires d'ouverture, l'accès à la déchetterie est formellement interdit, la communauté de communes du Pays du Saintois se réserve le droit d'engager des poursuites envers les contrevenants pour violation de propriété privée.

Les jours et horaires de la déchetterie sont susceptibles d'être modifiés en cours d'exploitation. Tout changement des jours et horaires d'ouverture est indiqué au plus tard 5

jours avant en déchetterie, au siège de la communauté de communes et sur les différents supports électroniques (Site internet, Page Facebook,...) de la collectivité.

Article 9 : Conditions d'accès en déchetterie

Il est recommandé à tout usager qu'il soit professionnel ou particulier de charger son véhicule en regroupant les déchets par catégorie. Afin de faciliter cette démarche, le plan du site est accessible en annexe II-D du présent règlement. Cette organisation permet un gain de temps une fois sur le site.

Article 9.1 – L'accès des usagers

Le nombre de passages et le volume maximum par jour sont indiqués en annexe II-F.

9.1.1 – L'accès des particuliers

L'accès à la déchetterie est réservé aux particuliers disposant d'une résidence sur le territoire de la communauté de communes du Pays du Saintois.

La liste des communes dont les habitants sont autorisés à accéder à la déchetterie est indiquée en annexe II-B du présent règlement.

9.1.2 – L'accès des professionnels

Sont considérés comme professionnels tous les non ménages. Sont donc concernés les artisans, les commerçants, les autoentrepreneurs, les mairies et les administrations qui utilisent la déchetterie pour les besoins de leur activité professionnelle.

Seuls les professionnels implantés sur le territoire de la communauté de communes du Pays du Saintois sont autorisés à accéder en déchetterie. L'accès des professionnels qui ne disposent pas de locaux sur le territoire n'est donc pas permis. Les professionnels peuvent accéder à la déchetterie sous réserve de l'accessibilité de leur véhicule (voir annexe II-F).

La nature et le volume estimé des déchets apportés par les professionnels en déchetterie sont enregistrés. Un professionnel ne peut faire usage de sa carte particulier pour des apports qui concerneraient son activité d'entreprise. Tout professionnel tentant de contourner le présent règlement en usurpant la qualité de particulier pourra se voir refuser définitivement l'accès à la déchetterie, il encourt des poursuites à son encontre.

Article 9.2 – L'accès des véhicules

L'accès à la déchetterie est limité aux catégories suivantes :

- Véhicules légers des particuliers, en location ou en prêt attelés ou non d'une remorque avec une largeur carrossable inférieure ou égale à 2,25 mètres, d'un Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) inférieur ou égale à 3,5 tonnes
- Tous les véhicules nécessaires à l'exploitation du site

Les PTAC des véhicules se trouve :

- Sur les cartes grises
- Sur le côté avant droit du véhicule pour les véhicules utilitaires
- Sur la plaque de tare située à l'avant droit pour les remorques

Celui-ci est susceptible d'être vérifié par le personnel d'accueil en déchetterie. De plus, pour des raisons de sécurité, l'accès aux usagers piétons n'est pas admis. Les véhicules à moteur non immatriculés ne sont pas non plus autorisés à accéder en déchetterie, seule une autorisation écrite de la communauté de communes du Pays du Saintois peut y déroger.

Le nombre de véhicules sur la déchetterie est limité. Si le nombre de véhicules autorisés atteint son maximum, l'utilisateur devra attendre pour entrer qu'un véhicule quitte le site.

Article 9.3 – Les différents types de déchets

Les déchets acceptés et refusés sont indiqués en annexe II-E.

Article 9.4 – Limitation des apports

Il est conseillé à l'utilisateur d'optimiser ses chargements, toutes les informations relatives aux quantités maximums autorisées par apport sont indiquées en annexe II-F.

L'agent d'accueil en déchetterie procédera à une estimation visuelle du volume des apports. Seule l'estimation de l'agent fait foi. Il est habilité à accepter ou refuser les déchets en fonction des apports et en fonction des capacités de stockage sur le site de la déchetterie.

Le nombre de passages maximum par an pour les usagers est indiqué en annexe II-F.

Si l'utilisateur, y compris professionnel, a un volume de déchets supérieur au volume maximal autorisé, il pourra lui être demandé d'échelonner ses apports dans le temps de manière à ne pas saturer une même benne. En cas de saturation des bennes ou des contenants, il pourra être demandé à l'utilisateur de différer son dépôt. Se renseigner auprès de l'agent d'accueil en déchetterie sur la démarche à suivre.

Un dépôt supérieur au volume autorisé pourra être exceptionnellement autorisé sur présentation d'une dérogation disponible sur le site Internet ou à l'accueil de la communauté de communes du Pays du Saintois. La validité de cette dérogation ne pourra excéder une semaine.

Article 9.5 – Obtention de la carte d'accès et contrôle des entrées

La communauté de communes du Pays du Saintois a mis en place un système de contrôle d'accès informatisé. La présentation de la carte d'accès est obligatoire à l'entrée de la déchetterie.

La carte d'accès détermine la catégorie d'utilisateurs (particuliers, professionnels) ainsi que les modalités de tarification associées.

Les modalités d'obtention de la carte d'accès sont précisées à l'article 4.1.2 du présent règlement.

Chaque utilisateur particulier voit son compte crédité d'un nombre de passage annuel indiqué en annexe II-F. Au-delà de ce seuil, l'utilisateur particulier peut acquérir un forfait de passages supplémentaires. Ce forfait sera délivré une seule fois par an par foyer, sous réserve de l'utilisation du nombre de passage autorisé. La communauté de communes du Pays du Saintois se réserve le droit, en cas de suspicion d'une utilisation frauduleuse ou abusive de la

déchetterie, de ne pas délivrer ce forfait. Le nombre de passages autorisés par an sera remis à zéro chaque 1^{er} janvier.

Durant les horaires d'ouverture de la déchetterie, l'utilisateur doit présenter la carte d'accès devant le lecteur de la borne pour déclencher l'ouverture de la barrière et pouvoir accéder à la déchetterie. Il pourra à tout moment être procédé à la vérification de la carte d'accès et à la demande d'une pièce d'identité. Le contrôle porte sur l'adéquation entre l'utilisateur et les informations enregistrées sur la carte d'accès.

Le don et le prêt de la carte sont interdits, elle est nominative et non-cessible. Il ne sera fourni qu'une seule carte par foyer. En cas de perte, vol ou dégradation de la carte d'accès, cette dernière est renouvelée gratuitement la 1^{ère} fois et ensuite facturée. Le tarif est indiqué sur la délibération votée par le conseil communautaire.

A chaque passage en déchetterie, la carte d'accès permet de connaître le jour et l'heure d'entrée sur le site, ces informations sont enregistrées. L'utilisateur autorise l'exploitation de ces données par la communauté de communes du Pays du Saintois à des fins d'optimisation du service. Les cartes d'accès donnent lieu à l'exercice du droit d'accès prévu par la CNIL. Ce droit d'accès s'exerce sur demande écrite adressée à la communauté de communes du Pays du Saintois.

Toute utilisation contraire aux principes énoncés précédemment fera l'objet de sanctions, qui sont décrites dans l'article 15 du présent règlement.

Article 9.6 – Tarification et modalité de paiement

Les apports des professionnels en déchetterie sont soumis à tarification précisée en annexe du règlement de facturation. La facturation est effectuée par la collectivité à partir du type de déchets apportés et enregistrés sur la déchetterie par l'agent d'accueil. Le système de facturation se fait au forfait, par passage, dans la limite de 5m³, selon le type de matériaux apporté. Dans le cas où plusieurs types de déchets sont apportés par le professionnel, est facturé le coût du déchet le plus élevé. Le nombre de passages n'est pas limité pour les professionnels, chaque passage entraînera une facturation.

Les factures sont envoyées trimestriellement. En cas de non-paiement par un professionnel, malgré les relances, l'accès à la déchetterie lui sera refusé. Aucun remboursement ne sera effectué par la CCPS en cas d'utilisation frauduleuse de la carte.

Article 10 : Rôle et missions de l'agent d'accueil en déchetterie

L'agent d'accueil en déchetterie est présent en permanence pendant les horaires d'ouverture de la déchetterie indiqués en annexe II-A.

Celui-ci est missionné pour permettre l'application du règlement intérieur auprès des usagers. L'agent est garant de la qualité de l'accueil délivré sur la déchetterie et pourra interdire l'accès au site à tout contrevenant.

Il n'est en revanche pas habilité à interpréter le présent règlement. Seule la communauté de communes du Pays du Saintois est en mesure de traiter en amont ou a posteriori les cas très particuliers ou les différentes réclamations.

Dans la déchetterie, le gardien a pour rôle d'accueillir et d'orienter les usagers en leur indiquant le ou les contenants appropriés au type de déchets apportés. Sa mission est avant tout une mission de conseil auprès des usagers. Une éventuelle aide à la manutention doit demeurer exceptionnelle et correspondre à un besoin particulier d'une personne en difficulté. Il n'a pas à monter dans les bennes quelle qu'en soit la raison.

Aucun pourboire ou gratification, de quelque nature que ce soit, ne peut être sollicité par l'agent d'accueil ou proposé par l'utilisateur.

D'une manière générale, le rôle de l'agent d'accueil consiste à :

- Assurer l'ouverture et la fermeture de la déchetterie
- Contrôler l'accès des usagers de la déchetterie en application des règles du présent règlement
- Orienter les usagers vers les contenants et les lieux de dépôt adaptés
- Refuser si nécessaire les déchets non admis et informer le cas échéant des autres lieux de dépôts adéquats
- Faire respecter les différentes règles de sûreté, d'hygiène, de sécurité et d'environnement par les usagers (éviter toute pollution accidentelle)
- Veiller à l'entretien et au bon état du site
- Identifier, quantifier et enregistrer tous les apports des professionnels
- Surveiller le degré de remplissage des bennes et commander leur enlèvement au bon moment
- Faire respecter les dispositions du présent règlement et prévenir immédiatement la communauté de communes du pays du Saintois et les autorités compétentes de tout incident ou accident pouvant se produire sur le site, ainsi que toute infraction constatée

En tout état de cause, les usagers sont tenus de se conformer aux consignes qui leurs sont données par le personnel d'accueil en déchetterie.

Article 11 : Comportement des utilisateurs de la déchetterie

Il est recommandé de porter une tenue appropriée sur le site pour effectuer le déchargement en toute sécurité. Le déchargement des déchets dans les bennes se fait sous la responsabilité des usagers.

L'utilisateur doit :

- Avoir un comportement correct envers l'agent d'accueil
- Se renseigner sur les conditions d'accès et de dépôt de la déchetterie
- Se présenter à l'agent et respecter le contrôle d'accès en suivant les indications fournies
- Respecter le règlement intérieur et les consignes de l'agent d'accueil
- Trier ses déchets avant de les déposer dans les lieux mis à leur disposition (bennes, conteneurs, plateforme)
- Se référer à la signalétique du site et aux consignes des agents pour le dépôt des déchets en toute sécurité

- Quitter la déchetterie après la dépose des déchets pour éviter l'encombrement du site et des voies d'accès
- Laisser le site aussi propre que lors de son arrivée et, au besoin, effectuer un balayage au moyen du matériel mis à disposition
- Respecter le matériel et les infrastructures du site

A noter que toutes les incivilités (infractions au règlement, menaces verbales ou physiques,...) envers les agents d'accueil de la déchetterie ainsi que le vandalisme éventuel contre les équipements sont constitutifs d'infractions pénales et feront systématiquement l'objet d'une plainte auprès du procureur de la république.

En cas de saturation des bennes ou contenants, l'utilisateur doit s'adresser à l'agent d'accueil afin de connaître les lieux où le dépôt est possible et se renseigner sur la marche à suivre. Tout usager qui refuse d'effectuer le tri de ses déchets peut se voir interdire l'accès à la déchetterie.

Il est strictement interdit aux usagers de :

- Descendre dans les bennes
- Se livrer à tout chiffonnage ou de donner un quelconque pourboire à l'agent d'accueil ou aux autres usagers
- Fumer sur le site ou apporter toute flamme
- Consommer, distribuer ou être sous l'influence de produits stupéfiants et/ou de l'alcool sur le site
- Pénétrer sans autorisation dans le local de stockage des déchets dangereux spécifiques
- Pénétrer dans le local de l'agent d'accueil, sauf en cas de nécessité absolue et en accord avec les agents d'accueil en déchetterie
- Accéder en tant que piéton au bas de quai ou aux lieux réservés au service

Tout dépôt, volontaire ou accidentel dans les bennes ne pourra être récupéré. En effet, pour des raisons de sécurité, la descente dans les bennes est interdite.

Dans la mesure du possible, au vu des nombreux risques sur le site, il est conseillé aux usagers de ne pas amener leurs enfants à la déchetterie. Le cas échéant, les enfants doivent rester sous la responsabilité et la surveillance des parents et accompagnants.

Les animaux ne sont pas admis à la déchetterie, sauf s'ils restent dans le véhicule de leur maître.

Article 12 : Sécurité et prévention des risques

La déchetterie est une installation susceptible de créer des risques pour la sécurité des usagers, du personnel ou des prestataires extérieurs. Les prestataires extérieurs s'engagent à respecter les protocoles de sécurité de la communauté de communes du Pays du Saintois.

Le personnel d'accueil de la déchetterie est garant de la sécurité et peut permettre ou non l'accès aux zones par les véhicules.

Article 12.1 – Circulation et Stationnement

Pour des raisons de sécurité, afin que le site ne s'encombre pas et pour permettre l'enregistrement de chaque usager, des barrières d'accès sont installées à l'entrée et à la sortie

de la déchetterie. Il est demandé à chaque usager de s'arrêter au niveau de la barrière d'entrée, et sauf contrordre de l'agent d'accueil, de présenter sa carte d'accès au site.

Pour des raisons de sécurité et afin d'éviter tout risque lié à la coactivité avec les prestataires intervenants sur le site, il pourra être demandé aux usagers d'attendre à l'entrée du site ou dans une zone matérialisée par l'agent d'accueil en déchetterie.

La circulation dans l'enceinte de la déchetterie se fait dans le strict respect du code de la route et de la signalisation mise en place. La vitesse est limitée à 10 km/h. Les piétons sont prioritaires sur les véhicules en circulation.

Il est demandé aux usagers d'arrêter le moteur de leur véhicule pendant le déchargement. En descendant du véhicule, les usagers doivent circuler en respectant le marquage des zones réservées aux piétons. Les usagers doivent quitter la déchetterie dès que les dépôts sont terminés afin d'éviter tout encombrement sur le site. La durée du déchargement devra être la plus brève possible.

Le stationnement permanent des véhicules, remorques, ou autre est interdit dans l'enceinte de la déchetterie.

Article 12.2 – Risques de chute

Une attention toute particulière est portée au risque de chute depuis le haut de quai de déchargement. Il est impératif de respecter les gardes corps mis en place le long des quais, de ne pas les escalader, et de prendre les dispositions nécessaires pour effectuer le vidage en toute sécurité.

L'usager doit décharger lui-même ses matériaux en faisant particulièrement attention à éviter les chutes de plain-pied ensuivant la signalisation et les instructions de l'agent d'accueil.

Article 12.3 – Risques de pollution

Les usagers veilleront à ne pas salir le site lors du dépôt de leurs déchets dans les contenants prévus.

Conditions de stockage	
Déchets dangereux	<p>Réceptionnés uniquement par les agents d'accueil qui les entreposent eux-mêmes dans le local dédié pour le stockage (à l'exception des huiles, des bidons vides souillés, des lampes, des néons, des cartouches d'encre, des batteries et des piles).</p> <p>Les déchets dangereux (produits issus des activités de bricolage) doivent être conditionnés dans leur emballage d'origine et identifiés. Ils doivent être entreposés par les usagers sur le bac de rétention situé à l'entrée du local en vue du stockage par le personnel d'accueil.</p>
Huiles de vidange	<p>Le mode opératoire de déversement des huiles est affiché sur le lieu de dépôt et doit être lu avec attention. Il est interdit de mélanger les huiles minérales et alimentaires. En cas de déversement accidentel, il est indispensable de prévenir l'agent d'accueil dans les plus brefs délais.</p>

	En aucun cas, les récipients ayant servi à l'apport des huiles ne doivent être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt. Ils doivent être stockés dans les conteneurs spécifiques mis à disposition sur la déchetterie
--	---

A cet effet, les usagers nettoieront la zone de dépôt avant de quitter le site. Du matériel est mis à disposition à proximité du local de l'agent d'accueil. Les usagers veilleront, lors de l'apport de déchets liquides tels que les huiles de vidange ou huiles alimentaires à ce qu'ils soient effectués dans les fûts prévus à cet effet.

Article 12.4 – Risque d'incendie

Tout allumage de feu ou présence de flamme est prohibé, il est donc interdit de fumer. Le dépôt des déchets incandescents (cendre, charbon de bois, ...) n'est pas permis sur l'ensemble de la déchetterie.

En cas d'incendie, l'agent en déchetterie en application du mode opératoire correspondant :

- Donne l'alerte en appelant les pompiers à partir du téléphone fixe de la déchetterie, puis en informe sa hiérarchie ou l'agent d'astreinte, le cas échéant
- Interdit l'accès au site et organise son évacuation
- Utilise les extincteurs présents sur le site, dans l'attente de l'arrivée des secours

En cas d'impossibilité d'agir de la part du personnel en déchetterie, l'utilisateur est autorisé à accéder au local de l'agent d'accueil pour appeler les secours (18)

Article 12.5 – Autres consignes de sécurité

Il est demandé à l'utilisateur de se conformer à la signalétique mise en place sur le site, que celle-ci soit temporaire ou permanente. Le personnel d'accueil peut y avoir recours afin d'optimiser les chargements ou alors qu'une benne s'apprête à être collectée par le prestataire en bas de quai.

Ainsi, lorsqu'un panneau « benne fermée » est positionné sur un quai, il n'est pas permis à l'utilisateur de déposer ses déchets dans le contenant.

Ces mêmes consignes prévalent en cas d'opération de compactage ou de broyage sur le site, pour laquelle une distance de sécurité devra être respectée : barrières, balisages et panneaux d'interdiction d'accès en matérialisant le périmètre.

Article 12.6 Surveillance du site, vidéoprotection

La déchetterie de la communauté de communes du Pays du Saintois est placée sous vidéoprotection en permanence afin d'assurer la sécurité des agents, des usagers et des biens. Les images sont conservées temporairement, conformément aux autorisations en vigueur. Les images de vidéoprotection seront transmises aux services de gendarmerie et pourront être utilisées à des fins de poursuite en cas d'infraction au présent règlement.

Toute personne peut accéder aux enregistrements la concernant, la demande doit être adressée par courrier au siège de la communauté de communes du Pays du Saintois.

Le système de vidéoprotection est soumis aux dispositions réglementaires des articles L 223-1 à L 223-9, L251-1 à L255-1 et L613-13 du code de la sécurité intérieure ainsi qu'au décret d'application n°96-926 du 17 octobre 1996.

Article 13 : Responsabilités

L'utilisateur est responsable des dommages et des dégradations qu'il peut provoquer aux biens et aux personnes sur le site. La communauté de communes du Pays du Saintois décline toute responsabilité quant aux casses, pertes et vols d'objets personnels survenant dans l'enceinte de la déchetterie. La communauté de communes du Pays du Saintois n'est pas responsable en cas d'accidents de circulation, les règles du code de la route s'appliquant.

Pour toute dégradation sur les installations, il sera établi un constat amiable signé par les deux parties, dont un exemplaire sera remis à la communauté de communes du Pays du Saintois. Pour tout accident matériel, le personnel d'accueil devra prévenir sa hiérarchie afin d'enregistrer l'accident.

La déchetterie est équipée d'une trousse ou d'une armoire à pharmacie contenant les produits et matériels utiles aux premiers soins et située en évidence dans le local de l'agent d'accueil. Celui-ci est autorisé à prendre les mesures nécessaires en cas d'accident des usagers (conformément aux procédures internes de la communauté de communes du Pays du Saintois). En cas d'impossibilité d'intervention de cet agent ou en cas de blessure de l'agent d'accueil nécessitant des soins médicaux urgents, l'utilisateur pourra contacter à partir du téléphone fixe de la déchetterie les pompiers (18) ou le SAMU (15 ou 112 à partir d'un téléphone mobile).

Pour tout accident corporel, l'agent d'accueil devra prévenir sa hiérarchie afin d'enregistrer l'accident.

Chapitre 4 - Infractions et poursuites

Article 14 : Règlementation

En vertu de l'article 63 de la loi du 16 décembre 2010 codifié à l'article L5211-9-2 du CGCT, le Président de la Communauté de Communes du Pays du Saintois est la seule autorité compétente pour réglementer, par arrêté, l'activité de collecte des déchets sur le territoire. Il fixe les règles de présentation, les conditions de remise des déchets en fonction de leurs caractéristiques, les modes de collecte et les sanctions éventuelles.

Le maire est compétent en matière de dépôt sauvage.

Article 15 : Sanctions

Article 15.1 – Non-respect des modalités de collecte

La communauté de communes veillera au respect du présent règlement : bacs ou sacs utilisés, modalités de présentation des bacs ou sacs, modalités de tri des déchets et d'usage des bacs ou sacs... Ainsi, la communauté de communes du Pays du Saintois se réserve le droit d'inspecter à tout moment le nombre et le contenu des bacs ou sacs présentés à la collecte

ainsi que ceux dédiés aux produits recyclables et de procéder à une caractérisation (vérification du conteneur et de la nature des déchets) le cas échéant.

Dans le cadre de ces contrôles, la communauté de communes du Pays du Saintois est tenue de protéger les fonctionnaires et agents publics non titulaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Elle dispose, en outre, aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer au besoin par voie de constitution de partie civile devant la juridiction pénale Loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée par la loi n°2011-525 du 17 Mai 2011.

Article R 610-5 du code pénal : « La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{ère} classe » soit 38 euros.

Article R 632-1 du code pénal : « Le fait de déposer aux emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, en vue de leur enlèvement par le service de collecte, sans respecter les conditions fixées par cette autorité, notamment en matière d'adaptation du contenant à leur enlèvement, de jours, et d'horaires de collecte ou de tri des ordures » est puni d'une amende de 150 euros.

Article 633-6 du code pénal : « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe (soit 450 euros) le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, y compris en urinant sur la voie publique, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation »

En cas de non-respect des modalités de collecte, il pourra être procédé d'office, conformément à l'article L541-3 du Code de l'environnement, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement des déchets concernés.

Le service pour lequel le manquement est constaté pourra également être refusé au contrevenant dès lors qu'il ne respecte pas le règlement (non collecte des déchets, blocage de la carte de déchetterie, ...).

Par exemple, seront considérés comme non-respect des modalités de collecte :

- Les déchets déposés au pied ou au-dessus d'un bac : ces non-conformités sont considérées comme des dépôts irréguliers s'ils sont situés sur le circuit de collecte des déchets ménagers. Ces dépôts nécessitent une évacuation pour libérer le domaine public, soit pour des raisons de circulation ou soit de salubrité.
- Un bac débordant = couvercle ouvert : Un bac débordant à la collecte est un bac dont le couvercle n'est pas complètement fermé ; dans ce cas, une double-levée sera comptabilisée.

- Si le poids des déchets présentés ne correspond pas aux conditions normales de collecte, les agents de la collecte se réservent le droit de ne pas les collecter, il sera demandé à l'usager de respecter ses obligations.

La dépose d'un bac à ordures ménagères en permanence dans la rue ou la dépose d'un encombrant est passible d'une amende de 750 € (voire 3 750 € s'il s'agit de déchets professionnels). Article 644-2 du Code pénal.

Article 15.2 – Dépôts sauvages

Un dépôt sauvage est un dépôt d'ordures ponctuel ou régulier de quelque nature que ce soit dans un lieu non autorisé ou qui ne respecte pas les prescriptions de ce présent règlement (dépôt en dehors du calendrier de collecte, au pied d'un bac, dans le bac d'un autre usager...).

Les amendes encourues pour les dépôts sauvages et irréguliers sont les suivantes :

- Chiffonnage : 38 euros
- Dépôt sauvage de déchets, dépôt des déchets en dehors des plages de collecte : 150 euros (Art. R632-1 du Code Pénal)
Conformément à l'article L 541-3 du Code de l'environnement, tous les frais engagés par l'administration pour l'élimination des déchets abandonnés ou déposés contrairement au présent règlement seront intégralement récupérés auprès du contrevenant sans préjudice de poursuites éventuelles
- Brûlage des déchets : 450 euros
- Dépôt ou abandon d'objet embarrassant la voie publique par des matériaux ou objets quelconques : 750 euros
- Dépôt sauvage réalisé à l'aide d'un véhicule : 1500 euros (3000 euros si récidive) et confiscation du véhicule (Art. R635-8 du Code Pénal).

Article 15.3 – Brûlage des déchets

Le brûlage des déchets ménagers et assimilés est interdit à l'air libre (article 84 du règlement sanitaire départemental). La violation des dispositions du Règlement Sanitaire Départemental est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 3^{ème} classe.

Article 15.4 – Le chiffonnage

La récupération ou le chiffonnage, c'est-à-dire le ramassage par des personnes non habilitées d'objets de toute nature présentés dans le cadre de l'enlèvement des déchets ménagers, sont strictement interdits avant, pendant et après la collecte.

Article 15.5 – Autres infractions

Tout usager a l'obligation de dépenser ses ordures ménagères dans les conteneurs qui lui sont alloués (bac individuel, bac collectif ou bac de regroupement ou abri-bacs) à l'exclusion de tout autre endroit ou de tout autre conteneur. Ces conteneurs sont strictement réservés à leurs ayants-droits. Tout dépôt dans ces conteneurs par une autre personne sera considéré comme un dépôt sauvage et sera passible d'une amende de 2^{ème} classe ou de 5^{ème} classe suivant les cas (cf. article 15.2).

Les déchets autres que les ordures ménagères seront, selon leur nature, déposés conformément aux dispositions de ce règlement (déchetterie, PAV, ...). Tout dépôt dans un autre lieu sera aussi considéré comme dépôt sauvage et sanctionné comme tel.

Les agents de collecte et le personnel de la communauté de communes du Pays du Saintois affectés au service déchets sont habilités à vérifier le contenu des récipients dédiés à la collecte des déchets.

Les usagers se verront refuser l'accès à la déchetterie dans les cas suivants :

- Utilisation frauduleuse ou non conforme de la carte
- Refus de présentation ou absence de la carte
- Refus manifeste de respecter les consignes de tri malgré les préconisations du personnel d'accueil
- Comportement contraire à la sécurité sur site : conduite dangereuse, ébriété, consommation de tabac et substances illicites
- Non-respect du présent règlement

Article 16 : Protection des données

Dans le cadre de ses activités, l'Organisation collecte et traite des données à caractère personnel conformément au **Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD)** et à la législation nationale en vigueur.

Article 16.1 - Principe de licéité, loyauté et transparence

Les données à caractère personnel sont collectées de manière licite, loyale et transparente à l'égard des personnes concernées. Toute collecte repose sur une base légale clairement identifiée (obligation légale, exécution d'un contrat, consentement, intérêt légitime, etc.).

Article 16.2 - Finalités déterminées et légitimes

Les données sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Elles ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités.

Article 16.3 - Minimisation des données

Seules les données strictement nécessaires à la réalisation des finalités poursuivies sont collectées. Toute collecte excessive ou non pertinente est proscrite.

Article 16.4 - Information des personnes concernées

Au moment de la collecte, les personnes concernées sont informées de manière claire et accessible, notamment sur :

- l'identité du responsable du traitement,
- les finalités du traitement,
- la base légale,
- les destinataires des données,
- la durée de conservation,
- leurs droits (accès, rectification, effacement, limitation, opposition, portabilité),
- les modalités d'exercice de ces droits.

Article 16.5 - Données sensibles

La collecte de données sensibles (au sens de l'article 9 du RGPD) est strictement limitée et n'intervient que lorsque cela est autorisé par la réglementation et dûment justifié par la finalité du traitement.

Article 16.6 - Sécurité et confidentialité

Des mesures techniques et organisationnelles appropriées sont mises en œuvre afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données collectées et d'empêcher tout accès, utilisation ou divulgation non autorisés.

Article 16.7 - Durée de conservation

Les données personnelles sont conservées pour une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées, conformément aux obligations légales et aux règles internes de conservation.

Article 16.8 - Responsabilité et contrôle

Toute personne participant à la collecte des données personnelles est tenue de respecter les présentes règles. Le responsable du traitement ou le délégué à la protection des données (DPO) veille au respect de ces dispositions et peut procéder à des contrôles.

PARTIE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION DU PRESENT REGLEMENT DE COLLECTE

Article 1 : Application et abrogation

Le présent règlement de collecte de la redevance incitative a été adopté par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays du Saintois le 11/12/2025.

Il est mis en vigueur à compter du 15 juin 2026.

Le présent règlement de collecte des déchets ménagers est applicable à compter de sa publication par la Communauté de Communes du Pays du Saintois et les communes membres et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Il est opposable à tous les habitants, administrations et entreprises du territoire de la Communauté de Communes du Pays du Saintois.

Article 2 : Litiges et recours des usagers

En cas de litige avec un usager, seule la collectivité est qualifiée pour décider si des déchets entrent dans l'une ou l'autre des catégories précitées.

Tout contrevenant aux dispositions contenues dans le présent règlement s'expose à des sanctions et à des poursuites pénales.

La juridiction compétente pour tout litige est le Tribunal Administratif de Nancy.

En cas de faute du service de collecte, l'usager doit adresser un recours au Président de la Communauté de Communes du Pays du Saintois.

Article 3 : Police du service

Le Président de la Communauté de Communes du Pays du Saintois est chargé de l'application du présent règlement. Le dépôt sauvage de déchets, le chiffonnage, la récupération dans les différents contenants (PAV, contenants ordures ménagères, bennes déchetterie) et le brûlage sont strictement interdits.

Article 4 : Modification du présent règlement et textes complémentaires

Les modifications du présent règlement de collecte de la redevance incitative peuvent être décidées par la Communauté de Communes du Pays du Saintois et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

Toute décision communautaire exécutoire, relative notamment à la création d'équipement ou à l'exploitation du service public de gestion des déchets des ménages et assimilés, sera annexée au présent règlement.

Les règlements particuliers complétant le présent règlement pourront être modifiés en raison de leur spécificité indépendamment du présent règlement, sauf en cas de dispositions contradictoires. Leur mise en application sera subordonnée à leur publication et à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Le Président peut y apporter des modifications mineures, notamment en cas de modification des consignes de tri et d'évolution de la réglementation en vigueur.

Article 5 : Affichage et information des usagers

Le présent règlement sera affiché à la déchetterie et au siège de la Communauté de Communes du Pays du Saintois. Il est consultable sur le site Internet de la CCPS. Il est également possible d'avoir une copie du règlement sur simple demande en venant au siège de la collectivité.

Le présent règlement de collecte des déchets ménagers est consultable également sur le site internet de la Communauté de Communes du Pays du Saintois.

Pour tout renseignement supplémentaire ou réclamation au sujet du service public de gestion des déchets et de la redevance incitative, les usagers sont invités à s'adresser par courrier à :

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays du Saintois
Service Déchets
21, rue de la Gare
54116 TANTONVILLE

Article 6 : Exécution du règlement

- Le Président de la Communauté de Communes du Pays du Saintois,
- Les Maires des communes membres de la CCPS,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement de collecte de la redevance incitative.

ANNEXES

SOMMAIRE

I - COLLECTE	43
A-CALENDRIER DE COLLECTE	43
B-LISTE DES POINTS D'APPORTS VOLONTAIRES.....	44
C-LIEU DE FOURNITURE DES ECO-SACS.....	46
II- SERVICE EN DECHETERIE.....	46
A-ADRESSE ET HORAIRES.....	46
B-LISTE DES COMMUNES AUTORISEES A ACCEDER AU SERVICE	46
C-SOLUTIONS DE DONS ET REPARATION	47
D-PLAN DE SITE.....	48
E-DECHETS ACCEPTES ET INTERDITS	49
F-LIMITATION DES APPORTS	55

I - COLLECTE

A-CALENDRIER DE COLLECTE

CALENDRIER DE COLLECTE DES DÉCHETS 2026

Du 1^{er} janvier au 12 juin 2026

!! Changements au 15 juin

POUR MAÎTRISER VOTRE FACTURE, COMPOSTEZ !



1/3

des ordures ménagères collectées et incinérées sur le Saintois sont compostables.

Comment faire ?

Adopter un composteur dans mon jardin,

> Composteurs de 500L disponibles au tarif préférentiel de 50€ auprès de Covalom,

Déposer mes biodéchets sur un site de compostage partagé dans ma commune.

> Pas encore de site près de chez vous ? Contactez Covalom.

Composter en tas dans mon jardin.

Tu savais que quand on met nos déchets alimentaires (épluchures, restes de repas) dans la poubelle noire, on paie pour qu'ils soient brûlés ?

Sérieux ? Alors que si on les composte sur place chez nous, ils nourrissent notre sol gratuitement !

Et oui ! En plus, le tri à la source des biodéchets est devenu obligatoire en 2024 !



712, rue Nicolas Cugnot 54230 Neuves-Maisons

secretariat@covalom.fr - 03.54.95.62.41

Horaires standard téléphonique

Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h30 & 13h30-16h30

Mardi : 8h30-12h30



ORDURES MÉNAGÈRES

Collecte toutes les semaines

> Présentez vos bacs ou sacs oranges, lorsqu'ils sont pleins, la veille à partir de 19h.

> Bac noir avec la poignée côté rue, en bordure de trottoir.

Lundi	Mardi	Mercredi
AUTREY BOUZANVILLE BRALLEVILLE DIARVILLE FORCELLES-SOUS-GUGNEY FRAISNES-EN-SAINTOIS GERMONVILLE GOVILLER GRIPPORT GUGNEY HAMMEVILLE HOUELDMONT HOUDREVILLE HOUSSEVILLE JEVONCOURT OMELMONT PAREY-SAINT-CESAIRE PRAYE SAINT-FIRMIN SAXON-SION THEY-SOUS-VAUDEMONT VITREY	BAINVILLE-AUX-MIROIRS CRANTENOY LANEUVEVILLE-DVT-BAYON LEBEUVILLE LEMENIL-MITRY MANGONVILLE NEUVILLER-SUR-MOSELLE ROVILLE-DVT-BAYON SAINT-REMIMONT	AFFRACOURT FORCELLES-ST-GORGON HAROUÉ ORMES-ET-VILLE QUEVILLONCOURT TANTONVILLE VAUDEVILLE VAUDIGNY XIROCOURT
Jeudi	Vendredi	
BENNEY CEINTREY CLEREY-SUR-BRENON GERBECOURT-ET-HAPLEMONT LEMAINVILLE VOINEMONT	CHAOUILLEY DOMMARIE-EULMONT ETREVAL LALOEUF (Puxe, Velle, Souveraincourt) OGNEVILLE THOREY-LYAUTEY VAUDEMONT VEZELISE VRONCOURT	

*Pas de collecte d'ordures ménagères les jours fériés

* lundi férié

> collecte le mardi

* mardi, mercredi, jeudi ou vendredi férié

> collecte la veille du jour férié

POINTS TRI

Le conteneur est plein ? Prévenez nous et dirigez vous vers le point de collecte le plus proche.



Papier, Carton

Tous les papiers et cartons se recyclent



Verre

Tous les emballages en verre se recyclent



Plastique, métal

Tous les emballages se trient
+ briques alimentaires



Textile

Tous les vêtements, chaussures et linge de maison se trient, mêmes usés ou abîmés



Emballages uniquement



Déchets séparés



Bien vider



Emballages uniquement



30 litres fermé



liées par paire



secs propres

Où les trouver ?

- Points tri
- Composteurs partagés



B-LISTE DES POINTS D'APPORTS VOLONTAIRES

Commune	Adresse	Papier (bleu)	Corps creux (jaune)	Verre (vert)	Textile (blanc)
Affracourt	rue sous Monvaux			1	
Affracourt	rue Basse	1	1	1	
Autrey-sur-Madon	CC vers Ceintrey	1	1	1	
Bainville aux Miroirs	61 rue de Lebeuville	1	1	2	
Benney	rue du Château d'Eau	1	1	2	
Benney	rue du Stade	1	1	1	
Bouzanville	route de Mirecourt chemin communal	1	1	1	
Bralleville	ancienne route de Xirocourt près de salle des fêtes	1	1	1	
Bralleville	Grande rue			1	
Ceintrey	rue de la Gare parking salle polyvalente	2	2	3	1
Chaouilley	route de Vézelize entrée du village	1	1	1	
Clérey-sur-Brénon	rue basse sortie du village à droite	1	1	1	
Crantenoy	route de Vaudeville	1	1	1	
Diarville	place de la Fête	1	2	2	1
Dommarie-Eulmont	village de Dommarie CC n°9 sortie village direction Vaudémont	1	1	1	1
Etreval	rue de Laloeuf	1	1	1	
Forcelles-Saint-Gorgon	chemin des Charmilles face Loisy	1	1	1	
Forcelles-sous-Gugney	rue de Socourt direction Praye près du Cimetière	1	1	1	
Fraisne-en-Santois	route de Boulaincourt face cimetière	1	1	1	
Gerbécourt-et-Haplemont	Haplemont rue du Château	1	1	1	
Germonville	chemin des Mirabelliers	1	1	1	
Goviller	Grande rue devant cimetière / cimetière sortie village vers Crepey	1	1	2	1
Grippport	rue des Charmilles	1	1	1	
Gugney	route de They	1	1	1	
Hammeville	Place René Martin	1	1	1	
Haroué	rue de Ville devant groupe scolaire	1	1	1	1
Haroué	Maison de retraite Beau Site 16 rue de l'Abbé Harmand	1	1	1	
Houdelmont	rue d'Autrey	1	1	1	
Houdreville	route de Parey, près des tennis	1	2	2	
Housséville	rue de l'Eglise	1	1	1	
Housséville	chalet étang			1	

Housséville	mairie 4 grande rue			1	
Jevoncourt	3 rue de Bralleville parking mairie	1	1	1	
Laloeuf (Puxe)	rue Saint rémi, route de Vitrey	1	1	1	
Laneuveville-devant-Bayon	les Ruelles	1	2	1	1
Laneuveville-devant-Bayon	devant marché aux bestiaux			1	
Lebeuville	Faubourg direction Vaudigny	1	1	1	
Lemainville	Grande rue, face aire de jeux (dit les maillons)	1	1	2	
Léménil Mitry	devant le Château			1	
Mangonville	grande rue près de l'Église	1	1	1	
Neuviller-sur-Moselle	rue des Écoles	1	1	1	1
Ognéville	chemin rural dit de Qua	1	1	1	
Omelmont	rue de la Plaine	1	1	1	
Ormes et Ville	village d'Ormes route de Haroué	1	1	1	
Parey-Saint-Césaire	route de Vitrey près du n°1	1	1	1	
Praye-sous-Vaudémont	rue de la Chapelle	1	1	1	
Quevilloncourt	rue du Lavoir	1	1	1	
Roville-devant-Bayon	Cuny Molard près du stade	2	2	2	
Roville-devant-Bayon	HLM les Paquis	1	1	1	
Roville-devant-Bayon	avenue Général Leclerc cimetièrre	1	1	1	1
Saint-Firmin	chemin Pariset	2	1	1	
Saint-Firmin	maison retraite accès chemin des Corbes	1	1	1	1
Saint-Remimont	1 route de Crévéchamp près cimetièrre	1	1	1	
Saint-Remimont	hameau de Herbémont direction Benney		1	1	
Saint-Remimont	route de Neuviller bordure CC 2		1	1	
Saxon-Sion	rue de la Fontaine à Saxon	1	1	2	
Saxon-Sion	parking site de Sion	1	1	1	
Saxon-Sion	terrain hippique			1	
Tantonville	rue des Brasseurs	1	2	2	
Tantonville	rue de la Gare devant la déchetterie	2	2	1	2
They-sous-Vaudémont	CC n°2 vers Gugney	1	1	1	
Thorey-Lyautey	sortie du village direction Vandeleuille route de Laloeuf	1	1	1	
Vaudémont	Départementale 53 direction Sion sortie village	2	1	2	
Vaudeville	Rue de Villers	1	1	1	
Vaudigny	Rue principale	1	1	1	
Vézelize	rue de l'Abattoir	1	1	2	

Vézelise	rue de Vaudémont	1	1	1	1
Vézelise	HLM Haut de Barmont	1	1	1	
Vézelise	ruelle du Brenon	1	1	1	
Vézelise	Rue de la Libération (entre la cantine du collège et la DITAM)				1
Vézelise	6, avenue Jacques Leclerc, parking G 20				1
Vézelise	Maison de retraite	1			
Vézelise	Collège	1			
Vitrey	rue du Réveillon	1	1	1	
Voinémont	route de Benney parking devant le cimetière	1	1	2	
Vroncourt	rue de l'Église	1	1	1	
Xirocourt	rue de l'Église	1	1	1	1
Xirocourt	rue du Faubourg	1	1	1	

C-LIEU DE FOURNITURE DES ECO-SACS

En cours de construction

II- SERVICE EN DECHETERIE

A-ADRESSE ET HORAIRES

La déchetterie de la Communauté de Communes du Pays du Saintois se situe entre Tantonville et Omelmont, sur la D9C, à proximité de la gare de Tantonville.

	Horaires d'hiver (1 ^{er} octobre au 31 mars)	Horaires d'été (1 ^{er} avril au 30 septembre)
Lundi	9h-12h 13h30-17h30	9h-12h 13h30-18h30
Mardi	-	-
Mercredi	13h30-17h30	13h30-18h30
Jeudi	13h30-17h30	13h30-18h30
Vendredi	13h30-17h30	13h30-18h30
Samedi*	9h-12h 13h30-17h30	9h-12h 13h30-18h30
Dimanche*	9h-12h	9h-12h

La déchetterie est fermée les jours fériés et les dimanches de Pâques et de Pentecôte.

B-LISTE DES COMMUNES AUTORISEES A ACCEDER AU SERVICE

CARTE CCPS AVEC RAPPEL DES COMMUNES AUTORISEES : PLUTOT LA LISTE DES COMMUNES

- les particuliers résidant (ou disposant d'une résidence secondaire) sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays du Saintois **pouvant accéder à la déchetterie de Tantonville sont :**
- les communes de **Fraignes-en-Santois** et de **Forcelles-sous-Gugney** qui ont accès à la **déchetterie de Mirecourt**
- les communes de **Bainville-aux-Miroirs, Mangonville, Neuville-sur-Moselle et Roville-devant-Bayon** qui ont accès aux **déchetteries de Bayon et de Blainville-sur-l'Eau.**

C-SOLUTIONS DE DONS ET REPARATION

Les actions de prévention des déchets en déchetterie sont mises en place pour donner une seconde vie à un maximum d'objets. Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas.

Quelques bonnes pratiques :

- Au moment de l'achat/la construction se poser la question de la fin de vie d'un objet/des matériaux de construction :

- Vérifier que l'on ne possède pas déjà un objet similaire

- Se questionner sur ses besoins et envisager des alternatives à l'achat (locations, emprunt...) pour des objets que l'on n'utilisera que ponctuellement

- Choisir des objets durables, réutilisables, réparables, facilement recyclables

- Donner/vendre les objets en bon état et/ou encore utilisables en toute sécurité : meubles, livres, vêtement, équipement de sport, restes de matériaux de chantier...

- Réparer/remettre en état les objets qui sont cassés

Un support reprenant la liste des structures locales et des sites internet pour donner ou réparer est joint ci-dessous.

Réduire ses déchets de jardin et les considérer comme des ressources :

- Choisir des espèces d'arbustes et de gazon à croissance lente

- Réduire la fréquence des tailles et des tontes

- Laisser les tontes sur place (mulching)

- Réutiliser au jardin les tontes, feuilles, tailles : paillage, haie sèche...

- Rejoindre le réseau JARDINS, Jardiner Autrement, Réduire ses Déchets et s'Initier à de Nouveaux Savoir-faire, pour connaître les techniques de jardinage au naturel (paillage, mulching, haie sèche...).



E-DECHETS ACCEPTES ET INTERDITS

Sont collectés en déchetterie :

- les gravats, inertes,
- le bois ;
- les déchets verts ;
- les cartons épais et volumineux (cartons bruns) ;
- les textiles ;
- les pneus de véhicules légers déjantés ;
- les huiles minérales ;
- les huiles végétales ;
- les huiles de vidange et graisse ;
- les piles et accumulateurs portables ;
- les emballages souillés (bidons d'huile, de produits toxiques vides) ;
- le mobilier (litterie, matelas, meubles de cuisine...) ;
- le tout venant : objets divers, objets composites ; plastiques volumineux non recyclables ;
- les DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques voir article 121e) ;
- les DDS (Déchets Diffus Spécifiques, voir article 121k) ;
- les ampoules et néons ;
- le verre ;
- les corps plats ;
- les cartouches d'impression ;
- la ferraille.

Ne sont pas acceptés en déchetterie :

- les ordures ménagères,
- les photocopieurs,
- les médicaments,
- les DASRI,
- l'amiante,
- les pneus de camions et de tracteurs,
- les bouteilles de gaz, les extincteurs.

(Liste non exhaustive).

LES DECHETS ACCEPTES

La déchetterie est avant tout un lieu de valorisation des déchets où les particuliers peuvent venir déposer les déchets qui ne sont pas collectés en porte à porte et qui ne peuvent être déposés dans les Point d'apport volontaire. Un tri y est effectué par les usagers eux-mêmes afin de permettre la récupération des matériaux. La liste des déchets acceptés peut évoluer en fonction des nouvelles filières. En cas de doute, l'agent d'accueil en déchetterie est disponible pour conseiller et guider l'utilisateur dans son geste de tri.

Huiles de vidange

Les huiles de vidange usagées sont les huiles minérales et synthétiques, lubrifiantes ou industrielles qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient destinées (huiles de moteur à combustion, huiles lubrifiantes). L'utilisateur doit éviter tout contact de l'huile usagée avec les mains et les bras. L'huile de vidange doit être versée avec prudence dans le conteneur dédié sur la déchetterie, en évitant toute égoutture. Les bidons ayant servi pour le transport des huiles sont pris en charge dans un bac spécifique (se renseigner auprès de l'agent d'accueil en déchetterie) en tant que déchets dangereux. En cas de déversement accidentel, l'utilisateur devra prévenir immédiatement l'agent d'accueil qui se chargera de répandre de l'absorbant végétal au sol.

Ne sont pas admis : l'eau, l'huile végétale, les liquides de frein ou de refroidissement, les solvants, diluants ou acides de batterie.

Huiles alimentaires

Les huiles alimentaires sont les huiles de fritures usagées des ménages. Il est interdit de déverser des huiles alimentaires usagées dans l'évier ou dans la poubelle. Il est conseillé de reverser l'huile usagée, une fois froide, dans son emballage d'origine ou dans des récipients étanches et de la déposer à l'agent d'accueil en déchetterie. N'est pas acceptée la présence d'eau ni d'huile minérale, ou tout autre produit qui n'est pas de l'huile végétale

Pneumatiques

Acceptés : Pneus de véhicules automobiles de particuliers, déjantés, provenant de véhicules de tourisme, camionnettes, 4x4..., et les pneus de véhicules 2 roues de particuliers déjantés provenant de motos, scooters

Ne sont pas admis : Les pneus de véhicules légers des professionnels, pneus de poids lourds, pneus agraires, pneus de génie civil ainsi que les pneus souillés, peints ou comprenant des autres matériaux comme gravats, métaux, terre

Les pneus peuvent notamment et prioritairement être repris gratuitement par le distributeur à l'occasion de l'achat d'un équipement identique dans le cadre de la reprise du «un pour un».

Produits chimiques liés aux activités de jardinage, bricolage, entretien

Les déchets diffus spécifiques acceptés sont les déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement. Les déchets doivent être déposés sur la zone dédiée qui sera indiquée aux usagers par l'agent d'accueil en déchetterie. Celui-ci s'assurera préalablement que le produit en question est accepté en déchetterie (qu'il s'agisse du produit mais également du poids ou volume autorisé). Voici une liste des familles de produits acceptés :

- Aérosols
- Acides
- Bidons vides de combustibles de chauffage
- Produits phytosanitaires
- Peintures
- Solvants

- Combustibles (durcisseurs, eau oxygénée pour le bricolage, galets de désinfection pour piscines...)

- Produits liquides (antigel, décapant, white spirit, polish...)
- Filtres à huile
- Radiographies

Les déchets doivent être identifiables, fermés et conditionnés dans leur emballage d'origine

Déchet d'équipement électrique ou électronique (DEEE)

Un déchet d'équipement électrique ou électronique (DEEE) est un produit électrique fonctionnant soit par le branchement d'une prise sur le secteur, soit par une source autonome (pile, batterie).

Il existe 4 catégories de DEEE (hors lampes) collectées en déchetterie :

- Le Gros Electroménager Froid (GEM F) : réfrigérateur, congélateur, climatiseur
- Le Gros Electroménager Hors Froid (GEM HF) : cuisinière, four, hotte aspirante, chauffe-eau, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge, cumulus
- Les écrans (ECR) : télévision, ordinateur, minitel,
- Les PAM : sèche-cheveux, chaîne hi-fi, radio réveil...

Des contenants spécifiques sont à disposition pour le dépôt des PAM et les écrans. Les GEM F et HF sont à déposer au sol.

Les DEEE peuvent également et prioritairement être repris gratuitement par le distributeur (y compris les distributeurs vendant à distance) à l'occasion de l'achat d'un équipement identique dans le cadre de la reprise dite « un pour un ».

Huisseries

Acceptés : les portes, fenêtres, volets et encadrements de fenêtres en bois, plastique ou aluminium

Laine de verre

Acceptées : laine de verre à souffler, laine de verre nue, laine de verre panneaux, laine de verre avec un revêtement en papier kraft, laine de verre revêtue d'un voile, laine de verre ancienne

N'est pas admise : la laine de roche

Textiles

Les déchets textiles sont les déchets issus des produits textiles d'habillement, des chaussures et du linge de maison, à l'exclusion des textiles sanitaires. Les articles déposés peuvent être usés, mais ils doivent être propres, secs et contenus dans un sac fermé.

Ne sont pas acceptés les articles mouillés ou souillés comme les vêtements ayant servi au bricolage et aux travaux ménagers. Les chaussures doivent être attachées par paire, le sac bien fermé et raisonnablement volumineux.

Ne sont pas admis : les textiles d'ameublement (rideaux, coussins, housses) ou de camping (sacs de couchage, duvets ...).

Papier

Acceptés : les Journaux Revues Magazines ainsi que les papiers d'archives. Tous les papiers se recyclent !

Verres

Acceptés : l'ensemble des emballages en verre tels que des bouteilles, pots et bocaux

Films plastiques souples

Acceptés : le papier bulle, les films plastiques de couleur et transparents

Ne sont pas admis : les bâches de protection tissées

Polystyrène

Accepté : le polystyrène blanc et propre

N'est pas admis : le polystyrène de couleur et aggloméré avec des morceaux de plastique

Les métaux

Acceptés : les tuyaux, plaques, feuilles d'aluminium, ferraille (tout objet constitué principalement de métal).

Ne sont pas admis : les objets en métal contenant des hydrocarbures, les extincteurs, les bouteilles de gaz ou tout autre objet susceptible de prendre feu ou d'exploser.

Plâtre

Acceptés : les plaques de plâtre standard ou le plâtre aggloméré

N'est pas admis : le béton cellulaire

Déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

Les déchets considérés comme déchets d'ameublement ménagers sont les déchets issus d'éléments d'ameublement détenus par les ménages ainsi que les déchets d'ameublement assimilables à ceux produits par les ménages.

La liste des déchets d'ameublement pris en compte est la suivante :

- Meubles de salon/séjour/salle à manger;
- Meubles d'appoint;
- Meubles de chambres à coucher;
- Literie;
- Meubles de bureau;
- Meubles de cuisine;
- Meubles de salle de bains;
- Meubles de jardin
- Sièges

Le bois

Les déchets de bois sont des emballages particuliers ou des matériaux issus de la récupération ; ils regroupent également plusieurs types de sousproduits générés à tous les stades de la filière bois.

Acceptés : palettes de tous types en bois, contre-plaqué, bois de construction non traité, cagettes, planches, chutes de bois.

Ne sont pas admis : les bois traités (bois extérieurs ou charpente couleur verdâtre), les portes fenêtres, encadrements de fenêtres, portes contenant du carton, fond d'armoire cartonnée, portes avec miroir, les objets en osier, les pares-vue végétale, treillis de bois avec plâtre.

Le tout-venant

Ce sont tous les déchets, exempts de substances dangereuses, qui ne peuvent pas être valorisés par une autre filière proposée dans la déchetterie.

Ne sont pas admis : les déchets diffus spécifiques et autres matières toxiques.

Les cartons

Acceptés : gros cartons d'emballages propres et pliés débarrassés de tout autre matériau (plastique, polystyrène, etc.).

Ne sont pas admis : les mouchoirs, le papier-cadeau, le papier ménage, le papier peint.

Les gravats

Les gravats sont les matériaux inertes provenant de démolitions.

Acceptés : cailloux, pierres, béton, mortier, ciment, briques, marbre.

Ne sont pas admis : le plâtre (sous toutes ses formes), le torchis, les tôles, les tuyaux en fibrociment, le béton armé, le béton cellulaire, le bitume ou l'enrobé.

Ampoules

Acceptées : les lampes à LED, les « néons », lampes de basse consommation et autres lampes techniques.

Ne sont pas admises : les lampes à filament ("ampoules classiques" à incandescence, halogènes). Le symbole « poubelle barrée » obligatoire depuis 2005 que vous pouvez trouver sur l'emballage indique que la lampe doit être collectée séparément et non jetée à la poubelle.

Piles et accumulateurs

Acceptés : Piles, piles boutons, assemblages en batterie ou accumulateurs qui sont scellés et peuvent être portés à la main et ne sont ni une pile ou un accumulateur industriel, ni une pile ou un accumulateur automobile.

Des conteneurs spécifiques sont mis en place sur la déchetterie, se renseigner auprès de l'agent d'accueil déchetterie pour tout dépôt.

Batteries

Acceptés : Toute pile ou accumulateur destinée à alimenter un système de démarrage, d'éclairage ou d'allumage (batteries automobiles).

Les batteries doivent être déposées auprès de l'agent d'accueil en déchetterie qui se chargera de les stocker dans un local spécifique.

Cartouches d'encre

Acceptés : les cartouches d'encre, les toners lasers, les toners classiques

LES DECHETS INTERDITS

Cadavres d'animaux

> Vétérinaire Equarrissage

Ordures ménagères

> Collecte en porte à porte / Compostage domestique

Carcasses de voitures

> Ferrailleurs ou autres professionnels spécialisés dans les Véhicules Hors d'Usage

Déchets phytosanitaires professionnels

> ADIVALOR

Déchets d'amiante

> Sociétés spécialisées/ Déchetterie spécifique

Pneumatiques professionnels

> Reprise par les garagistes

Produits contaminés radioactifs des hôpitaux, cliniques, pharmacies et laboratoires d'analyses

Engins explosifs

> Gendarmerie (Arrêté du 09/09/1997 Art30)

Déchets non refroidis

> Attendre le refroidissement (Arrêté du 09 septembre 1997, Art. 30)

Bouteilles de gaz et extincteurs

> Reprise par les producteurs (Article L.541-10-7 Code de l'environnement)*

Déchets d'activité de soins à risque infectieux

> Pharmacies

Boues et vases

Déchets agricoles

D'une manière générale tous les déchets qui peuvent porter atteinte d'une façon quelconque à la sécurité des préposés ou à l'environnement,

Ces énumérations ne sont pas limitatives, la Communauté de Communes du Pays du Saintois se réserve le droit de modifier la présente liste.

F-LIMITATION DES APPORTS

Véhicule avec ou sans remorque	PARTICULIERS	PROFESSIONNELS
Volume maximum par jour	3m3	5m3
Capacité maximum en déchets dangereux ou toxiques	15 kg	50 kg
Nombre de passages maximum par an	20 (+10)	Sans limite

Le poids maximal autorisé des véhicules sur site est de 3,5 tonnes.

les véhicules n'entrant pas dans ces catégories doivent faire l'objet d'une autorisation préalable

Un portique de 2,80 mètres de hauteur est installé à l'entrée de la déchetterie. Tout véhicule dépassant cette hauteur ne peut pas accéder à la déchetterie.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation
04/12/2025

Date d'affichage
23/12/2025

Objet de la délibération :
Fixation des tarifs de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative (REOMi) 2026
N°092/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions relatives à la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative ;*
- Vu le Code de l'environnement ;*
- Vu la délibération du Conseil communautaire du 29 juin 2016 approuvant la mise en place de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative (REOMi) à compter du 1er janvier 2018 ;*
- Vu les règlements en vigueur relatifs à la collecte des déchets ménagers et assimilés, à la facturation du service et à la tarification ;*
- Vu la convention confiant, à compter du 1er janvier 2024, la collecte, le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés ainsi que la gestion de la déchetterie à la SPL COVALOM ;*

Vu le coût réel du service de collecte, de traitement et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour l'exercice considéré ;

Considérant ce qui suit :

La Communauté de communes du Pays du Saintois est compétente en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire composé de 55 communes.

Le financement de ce service public est assuré par la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative (REOMi), laquelle est calculée en fonction de l'utilisation effective du service par les usagers, conformément au principe de proportionnalité au service rendu.

Sont considérés comme usagers du service :

Toute personne qui a produit des déchets et/ou toute personne qui a effectué des opérations de prétraitement, de mélange ou autres conduisant à un changement de nature ou de composition de ces déchets :

- les ménages,
- les administrations, les collectivités, les commerçants, les professions libérales, les artisans, les entreprises privées et les associations dès lors que les quantités et natures des déchets produits ne nécessitent pas de sujétions techniques particulières pour les collecter et sont donc assimilables aux déchets ménagers.

À compter du 1er janvier 2024, la Communauté de communes a confié à la SPL COVALOM l'exécution des missions de collecte, de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés, ainsi que la gestion de la déchetterie.

Après deux exercices marqués par une évolution tarifaire destinée à rééquilibrer durablement les recettes de la redevance avec les charges du service, il est proposé, pour l'exercice 2026, de reconduire à l'identique les tarifs applicables en 2025, tant pour les ménages que pour les professionnels.

Il est également proposé de fixer, pour l'année 2026, les tarifs annexes applicables aux prestations spécifiques et aux équipements, conformément aux règlements de collecte et de facturation en vigueur.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide avec 5 contre :

- **de fixer la grille tarifaire de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative (REOMi) applicable aux ménages à compter du 1er janvier 2026, telle que présentée en annexe à la présente délibération ;**
- **de fixer les tarifs applicables aux professionnels assimilés au service public de collecte et de traitement des déchets, incluant les modalités spécifiques de collecte et d'accès à la déchetterie, selon la grille tarifaire annexée ;**
- **de valider les tarifs annexes applicables aux usagers du service, relatifs notamment :**

- au nettoyage des bacs rendus sales,
- à l'échange, la détérioration ou la non-restitution des bacs et verrous,
- à la délivrance et au renouvellement des cartes de déchetterie,
- aux prestations spécifiques, notamment la collecte à la demande des déchets hétérogènes pour les personnes âgées de plus de 70 ans ou en situation de handicap,
conformément aux règlements en vigueur ;
- de préciser que la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative fera l'objet d'une facturation semestrielle, soit deux factures par an, couvrant les périodes :
 - du 1er janvier au 30 juin,
 - du 1er juillet au 31 décembre ;
- de préciser que les dépenses et recettes correspondantes seront inscrites au budget annexe Ordures Ménagères de l'exercice 2026 ;
- d'autoriser le Président à émettre les titres de recettes correspondants et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

PJ : Annexes tarifaires.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



ANNEXES TARIFAIRES
DCC n °92/2025 : Fixation des tarifs de la redevance d'enlèvement des ordures
ménagères incitative (REOMi) 2026

TARIFS RI 2026 :

PART FIXE			
	Frais d'accès au service		
	foyer 1 personne	69.10 €	
	foyer 2 personnes	138.20 €	
	foyer 3 personnes	207.30 €	
	foyer 4 personnes	276.40 €	
	foyer 5 personnes	345.50 €	
	foyer 6 personnes	414.60 €	
	résidence secondaire	69.10 €	
	professionnel (120 L)	91.80 €	
	professionnel (240 L)	183.50 €	
	professionnel (770 L)	611.30 €	
	option pro déchetterie	46.50 €	
	Volume du bac		
	bac 120 L	18 €	
	bac 240 L	36 €	
	bac 770 L	115.50 €	
	en abri-bac ou sac 1 à 3 pers	18 €	
	en abri-bac ou sac 4 pers et +	36 €	
	Levées incluses		
	foyer 1 personne	19,00 €	<i>10 levées 120 L ou 40 apports ou sacs 30 L</i>
	foyer 2 personnes	22.80 €	<i>12 levées 120 L ou 48 apports ou sacs 30 L</i>
	foyer 3 personnes	22.80 €	<i>12 levées 120 L ou 48 apports ou sacs 30 L</i>
	foyer 4 personnes	45.60 €	<i>12 levées 240 L ou 96 apports ou sacs 30 L</i>
	foyer 5 personnes	45.60 €	<i>12 levées 240 L ou 96 apports ou sacs 30 L</i>
	foyer 6 personnes	45.60 €	<i>12 levées 240 L ou 96 apports ou sacs 30 L</i>
	résidence secondaire	11.40 €	<i>6 levées 120 L ou 24 apports ou sacs 30 L</i>
	professionnels	0,00 €	<i>pas de minimum pour les pros</i>
PART VARIABLE			
	levée bac 120 L	1,90 €	
	levée bac 240 L	3,80 €	
	levée bac 770 L	12,20 €	
	apport 30 L	0,48 €	
	sac 30 L	0,48 €	

Il est également rappelé les seuils et la facturation des levées, à savoir :

Résidence principale, 12 levées facturées à partir d'une composition de foyer de 2 personnes :

- ➔ 6 levées sur le 1^{er} semestre (à raison d'une levée par mois)
- ➔ 6 levées sur le 2^{ème} semestre (à raison d'une levée par mois)

Résidence principale, 10 levées facturées pour un foyer d'une personne :

- ➔ 5 levées sur le 1^{er} semestre
- ➔ 5 levées sur le 2^{ème} semestre

Résidence secondaire, 6 levées facturées :

- ➔ 3 levées sur le 1^{er} semestre
- ➔ 3 levées sur le 2^{ème} semestre

Selon le prorata de présence, le mois entamé est compté.

Un foyer qui n'a pas consommé ses levées pendant le semestre paiera le seuil minimal.

Le seuil minimal se régularise d'un semestre à un autre, à l'année.

Il est précisé que tout changement de bac (volume, bacs cassés...) induit une levée de facturée.

ANNEXE 2 : Tarifs RI Annexes

Suite à la détermination de la grille tarifaire RI pour le 1^{er} janvier 2026 exposée ci-dessus, il est aussi proposé de rappeler conformément au règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets recyclables et de la déchetterie et au règlement de facturation des déchets ménagers et assimilés les tarifs pour 2026 concernant les points suivants :

- **Bac rendu sale auprès du prestataire de la CCPS :**

Une pénalité de 75€ TTC sera appliquée au locataire du bac ou à l'ancien locataire du bac en cas d'intervention du prestataire pour le nettoyage au dépôt.

- **Demande d'échange de bac légitime et refus du bac à la livraison**

Prestation de livraison payante pour le foyer : 37,20 € TTC

Le tarif de la facture des ordures ménagères ne change pas tant que le volume du bac n'a pas changé physiquement.

- **En cas de perte ou de non restitution des 2 clés pour un bac pucé, le foyer ou le professionnel devra payer le verrou correspondant à son bac et la prestation de livraison**

Verrou sur un bac 2 roues avec 2 clés + prestation de livraison	57 TTC
Verrou sur un bac 4 roues avec 2 clés + prestation de livraison	75 TTC

- **En cas de détérioration d'un verrou, le foyer ou le professionnel devra payer le verrou correspondant à son bac et la prestation de livraison**

Une clé cassée dans le verrou correspond à une détérioration de verrou (bac 2 roue et ou 4 roues)

Verrou sur un bac 2 roues avec 2 clés + prestation de livraison	57 TTC
Verrou sur un bac 4 roues avec 2 clés + prestation de livraison	75

- **En cas de détérioration d'un bac, le foyer ou le professionnel devra payer le montant du bac détérioré et la prestation de livraison pour son remplacement**

Bac 120 L sans verrou + prestation de livraison	60 € TTC
Bac 120 L avec verrou et ses 2 clés + prestation de livraison	80, € TTC
Bac 240 L sans verrou + prestation de livraison	67 € TTC
Bac 240 L avec verrou et ses 2 clés + prestation de livraison	88 € TTC
Bac 770 L sans verrou + prestation de livraison	177 € TTC
Bac 770 L avec verrou et ses 2 clés + prestation de livraison	212 € TTC

- **En cas de demande d'un verrou sans remplir les conditions d'obtention, à la demande l'usager devra payer :**

Verrou et ses 2 clés à la demande	57 € TTC
-----------------------------------	----------

- **En cas de perte de la carte de déchetterie pour un foyer ou un professionnel**

Le 1^{er} renouvellement est gratuit, le 2^{ème} renouvellement sera facturé 16 € TTC.

- **En cas de non-retour de la carte de déchetterie à la CCPS pour un foyer ou un professionnel lors d'une clôture de compte**

Une pénalité de 16 € TTC sera appliquée si la carte de déchetterie n'est pas retournée à la CCPS lors d'une clôture de compte (par exemple : déménagement, maison vide de tout meuble, logement vacant, fermeture d'une entreprise, ...). En cas de retour de la carte de déchetterie après facturation, un remboursement peut être effectué à la demande en fournissant un RIB à la CCPS.

- **Situation de déménagement, maison vide de tout meuble ou logement vacant**

Une pénalité est appliquée si le locataire du bac emporte avec lui le bac hors du territoire lors du déménagement. Ce dernier devra payer le montant correspondant au bac emporté et la prestation de livraison pour son remplacement.

Bac 120 L sans verrou + prestation de livraison	60 € TTC
Bac 120 L avec verrou et ses 2 clés + prestation de livraison	80, € TTC
Bac 240 L sans verrou + prestation de livraison	67 € TTC
Bac 240 L avec verrou et ses 2 clés + prestation de livraison	88 € TTC
Bac 770 L sans verrou + prestation de livraison	177 € TTC
Bac 770 L avec verrou et ses 2 clés + prestation de livraison	212 € TTC

- **Demande d'accès temporaire à la déchetterie suite à un décès**

- La personne qui effectue la demande doit fournir un justificatif.
- Si la demande de l'accès temporaire est faite durant l'année civile du décès, la carte d'accès en déchetterie sera réactivée jusqu'à la fin de l'année ou à défaut, la CCPS fournira des accès temporaires. La facture comprendra uniquement les frais d'accès au service/an et les frais d'accès à la déchetterie de la part fixe. La facture sera envoyée à la personne qui en fait la demande.
- Si la demande est effectuée un an après le décès, ou au-delà, une demande devra être formulée auprès du service facturation de la CCPS (régime de la résidence secondaire).

- **En cas de détérioration des pièces et accessoires de collecte**

En référence à l'article 4.1.1 « Types de contenants et règles d'attribution des contenants » du chapitre 2 du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, des déchets recyclables et de la déchetterie de la CCPS. « Il sera procédé à la réparation ou au remplacement [...] d'un paiement par l'utilisateur ou par le professionnel, des récipients, pièces et accessoires endommagés ou mis hors service de son fait. » Les tarifs sont les suivants avec la prestation de livraison :

Couvercle pour bac 120 L + prestation de livraison	6 € TTC + 37,20 € TTC = 43,20 € TTC
Couvercle pour bac 240 L + prestation de livraison	7,44 € TTC + 37,20 € TTC = 44,64 € TTC
Couvercle pour bac 770 L + prestation de livraison	49,20 € TTC + 37,20 € TTC = 86,40 € TTC
Axe pour couvercle pour bac 2 roues + prestation de livraison	0,30 € TTC + 37,20 € TTC = 37,50 € TTC
Axe pour couvercle pour bac 4 roues + prestation de livraison	0,60 € TTC + 37,20 € TTC = 37,80 € TTC
Roue libre pour bac 2 roues + prestation de livraison	3,36 € TTC + 37,20 € TTC = 40,56 € TTC
Roue libre pour bac 4 roues + prestation de livraison	28,80 € TTC + 37,20 € TTC = 66 € TTC
Roue avec frein pour bac 4 roues + prestation de livraison	33,60 € TTC + 37,20 € TTC = 70,80 € TTC
Axe de roue pour bac 2 roues + prestation de livraison	3 € TTC + 37,20 € TTC = 40,20 € TTC

- **Collecte à la demande des déchets hétérogènes**

Un service de collecte à la demande des déchets hétérogènes est mis en place au bénéfice des personnes âgées de plus de 70 ans ou des personnes à mobilité réduite (PMR).

Cette prestation est réalisée sur demande préalable de l'utilisateur, au moyen d'un formulaire dédié transmis au service compétent de la Communauté de communes.

La collecte est facturée au tarif forfaitaire de 70 euros TTC par passage, dans la limite d'un volume maximal de 3 m³ par intervention.

Le nombre de passages n'est pas limité, sous réserve du respect des conditions d'éligibilité et des modalités définies par le présent règlement.

ANNEXE 3 : TARIFS DES DEPOTS DES PROFESSIONNELS DU TERRITOIRE EN DECHETTERIE :

Tarifs de dépôts des professionnels du territoire :

FLUX	Prix HT
Ferraille	- €
Huisseries	- €
Platre	- €
Polystyrène	- €
Carton	9,30 €
Bois	15,30 €
Films plastiques	22,20 €
Déchets verts	26,08 €
Gravats	45,00 €
Laine de verre	54,80 €
Tout-venant	71,57 €

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Tarifs du service public d'assainissement collectif et fixation de la contre-valeur AERM 2026

N°093/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-12-2, L.5211-17-2 et R.2224-19-1 et suivants ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.213-10 et suivants, et articles D.213-48-12-2 à -7, et D.213-48-35-2 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L.2224-12-3 du code général des collectivités territoriales

Par délibération n°053/2025 du 25 septembre 2025, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays du Saintois (CCPS) a approuvé le transfert, à titre facultatif, à compter du 1er janvier 2026 de la compétence assainissement collectif pour ses communes membres de Affracourt, Ceintrey, Chaouilley, Diarville, Etreval, Forcelles Saint Gorgon, Goviller, Housséville, Laloef, Mangonville, Neuville, Ognéville, Omelmont, Parey-Saint-Césaire, Praye, Roville-devant-Bayon, Saxon-Sion, Tantonville, Vaudémont, Vaudeville, Vézelize, Voinémont et Xirocourt et la modification statutaire en découlant.

Selon les dispositions prévues à l'article L.2224-12-2 du Code général des collectivités territoriales, les règles relatives aux redevances d'eau potable et d'assainissement et aux sommes prévues par les articles L.1331-1 à L. 1331-10 du Code de la santé publique sont établies par délibération l'assemblée délibérante du groupement de collectivités territoriales.

L'autorité gestionnaire d'un service d'assainissement collectif institue une redevance pour la part du service qu'elle assure et en fixe le tarif. Ces redevances sont destinées à couvrir les charges consécutives aux investissements, au fonctionnement et aux renouvellements nécessaires à la fourniture des services ainsi que les charges et impositions de toutes natures afférentes à leur exécution.

La redevance d'assainissement est composée d'un montant calculé en fonction du volume d'eau réellement consommé par l'utilisateur et d'une part fixe revenant au service pour couvrir ses charges fixes.

Le tarif de la redevance d'assainissement collectif sur les communes membres de la CCPS qui ont transféré la compétence sera composé, à compter du 1er janvier 2026 des parts suivantes :

- La part communautaire qui permet de financer les investissements et l'exploitation du service ;

- Les redevances de l'Agence de l'Eau dont les montants sont fixés par cette dernière,

L'article L. 213-10-6 du Code de l'environnement prévoit que l'autorité compétente en matière d'épuration des eaux usées est redevable, auprès de l'Agence de l'eau, de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement. Cette redevance est assise sur :

- les volumes facturés aux usagers au cours de l'année N,

- un taux voté par les instances de bassin de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse au plus tard le 31 octobre de l'année N-1. Pour l'exercice 2026, ce taux est fixé à 0,370€/m³,

- un coefficient de modulation établi en fonction, pour chaque système d'assainissement, de la validation de l'autosurveillance (coefficient entre 0 et 0,3), de la conformité réglementaire

(coefficient entre 0 et 0,2) et de la performance (coefficient entre 0 et 0,2) puis pondéré globalement par la charge entrante en DCO de chaque système d'assainissement. Au regard des indicateurs du service sur l'exercice 2025, ce coefficient de modulation est fixé à 0,457.

Pour que cette redevance soit, conformément à la réglementation, déclarée et payée à l'Agence de l'eau au plus tard le 31 mars de l'année N+1, l'autorité compétente en matière d'assainissement collectif est chargée d'appliquer, sur les volumes facturés au cours de l'année N, une contre-valeur sous la forme d'un supplément au prix du m³ vendu conformément à l'article D.213-48-35-2 du Code de l'environnement.

Cela conduit ainsi à approuver la contre-valeur de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement, applicable aux volumes facturés aux usagers sur l'exercice 2026, qui sera de 0.174 €/HT/m³.

La CCPS est également compétente pour fixer sur son territoire les tarifs applicables aux travaux et prestations accessoires liées à l'assainissement collectif à compter du 1er janvier 2026.

A savoir :

Prestations	Montant TTC
Contrôle de conformité / vente	150€
Contre visite	75€
Prestation passage caméra ITV	
Prestation <1h dans bâtiment de type maison individuelle	50€
Au-delà de 1h dans bâtiment de type maison individuelle	30€/h
Prestation <1h dans bâtiment de type immeuble, entreprise, entrepôt	100€
Au-delà de 1h dans bâtiment de type maison immeuble, entreprise, entrepôt	60€

Ainsi, après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

-D'approuver la grille tarifaire de la redevance d'assainissement collectif, en annexe à la présente délibération, applicable à compter du 1er janvier 2026 ;

-D'approuver la contre-valeur de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement applicable aux volumes facturés aux usagers sur l'exercice 2026 qui sera de 0.174 € HT/m³ ;

-D'approuver la grille tarifaire des travaux et prestations accessoires liées à la compétence assainissement collectif en annexe à la présente délibération, applicable à compter du 1er janvier 2026 ;

-D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces afférentes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation
04/12/2025

Date d'affichage
23/12/2025

Objet de la délibération :
Marché public pour
l'exploitation du service
d'assainissement
N°094/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions relatives aux compétences en matière d'assainissement collectif ;

Vu le Code de la commande publique, et notamment les dispositions relatives aux marchés passés selon une procédure formalisée ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays du Saintois ;

Vu le budget annexe du service public d'assainissement collectif ;

Considérant ce qui suit :

Afin d'assurer le contrôle, la maintenance et la gestion des équipements d'assainissement, ainsi que la réalisation des travaux de branchement, de réhabilitation et de réparation sur le réseau, il est nécessaire de recourir à des prestataires externes spécialisés.

Il convient donc de lancer un marché public à bons de commande, passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres, pour une durée de trois ans, pour un montant estimatif global de 750 000 € HT, réparti en plusieurs lots correspondant aux différentes prestations attendues :

Le marché est intitulé :

« Marché de prestations de services pour l'exploitation du service d'assainissement »

Répartition en lots :

- Lot 1 – Contrôle des ouvrages et des systèmes d'assainissement.
- Lot 2 – Curage et inspection télévisée pour les réseaux d'assainissement.
- Lot 3 – Travaux réseaux d'assainissement et génie civil.

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) sera saisie pour l'examen des offres et l'attribution du marché.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité le Conseil communautaire décide :

- **d'autoriser le lancement d'une procédure formalisée d'appel d'offres pour la passation du marché public à bons de commande intitulé :
« Marché de prestations de services pour l'exploitation du service d'assainissement », pour une durée de trois ans ;**
- *d'approuver le principe de l'allotissement du marché selon les lots précisés ci-dessus ;*
- *de soumettre le marché à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres pour l'analyse des offres et l'attribution ;*
- *d'autoriser le Président à signer et notifier le ou les marchés au(x) titulaire(s) retenu(s) après avis de la Commission d'Appel d'Offres ;*
- *de préciser que les crédits nécessaires à l'exécution du marché seront inscrits au budget annexe du service public d'assainissement collectif ;*

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Application de la redevance prévue à l'article L 1331-8 du Code de la santé publique N°095/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique, et notamment son article L.1331-8, relatif à la participation financière exigible en cas de refus de raccordement à l’assainissement collectif après mise en demeure par l’autorité de police du maire ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays du Saintois ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu la prise de compétence en matière d’assainissement collectif pour 23 communes du territoire par la CCPS à compter du 1er janvier 2026 ;

Considérant ce qui suit :

- L'article L.1331-8 du Code de la santé publique prévoit que, lorsqu'un propriétaire ne se conforme pas à l'obligation de raccordement à l'assainissement collectif après mise en demeure, la redevance qu'il paie au service public d'assainissement peut être majorée jusqu'à 400 % ;
- L'exécution de cette majoration, sa facturation et sa gestion relèvent du service public d'assainissement, qui sera exercé par la CCPS à compter du 1er janvier 2026
- Il appartient à l'EPCI, en tant que futur gestionnaire du service, de fixer par délibération le taux de majoration applicable ;
- La majoration a pour objectif d'assurer l'égalité entre les usagers face au coût du service public d'assainissement et de garantir son financement conformément au principe « pollueur-payeur ».

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

-De fixer, conformément à l'article L.1331-8 du Code de la santé publique, le taux de majoration de la redevance d'assainissement à 100 % pour les propriétaires qui, après mise en demeure, ne se sont pas raccordés au réseau public d'assainissement collectif.

-Que la présente décision entrera en vigueur le 1er janvier 2026, date de prise de compétence de la CCPS en matière d'assainissement collectif.

-Que la majoration sera appliquée par le service public d'assainissement de la CCPS jusqu'à la réalisation effective du raccordement par le propriétaire concerné.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture
le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Création du Budget Annexe

Assainissement Collectif

CCPS

N°096/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-1 et L.2224-2 ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 260 A ;

Vu l’instruction budgétaire et comptable M49 ;

Vu la délibération n°053/2025 du 25 septembre 2025 du Conseil communautaire de la CCPS approuvant le transfert, à titre facultatif, à compter du 1er janvier 2026 de la compétence assainissement collectif pour ses communes membres de Affracourt, Ceintrey, Chaouilley, Diarville, Etrevail, Forcelles Saint Gorgon, Goviller, Housséville, Laloef, Mangonville, Neuville, Ognéville, Omelmont, Parey-Saint-Césaire, Praye, Roville-devant-Bayon, Saxon-Sion, Tantonville, Vaudémont, Vaudeville, Vézélise, Voinémont et Xirocourt et la modification statutaire en découlant

Le principe d'équilibre budgétaire prévu par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), requiert que la gestion dudit service soit individualisée au sein d'un budget annexe au budget principal de l'autorité gestionnaire afin de pouvoir identifier les coûts et ressources dudit service.

Le service sera géré en gestion directe sous la forme d'un service public administratif doté d'autonomie financière, sans personnalité morale.

Ainsi, en principe, la tenue d'un budget spécifique s'impose quel que soit le mode de gestion.

Cette obligation est confirmée par l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable aux services publics locaux industriels et commerciaux d'eau potable et d'assainissement, qui régit l'organisation budgétaire et comptable des services d'eau potable et d'assainissement.

Ce service sera financé par les redevances assainissement usagers.

La CCPS doit donc se doter d'un budget annexe pour gérer cette nouvelle compétence.

Le budget sera voté par chapitre en section d'exploitation et d'investissement. Les provisions seront semi-budgétaires.

La faculté d'option pour assujettissement à TVA du service d'assainissement collectif, prévue à l'article 260 A du Code général des impôts, ne vaut que lorsque l'autorité gestionnaire exploite directement le service en régie. Or, la CCPS ne souhaite pas assujettir à la TVA son budget annexe du service public d'assainissement collectif. Le régime du FCTVA se révèle plus pertinent.

Aussi, le Conseil communautaire à l'unanimité décide :

- **De créer un budget annexe assainissement collectif dénommé « Budget annexe Assainissement collectif » à compter du 1^{er} janvier 2026,**
- **De dire que ce budget annexe assainissement collectif ne sera pas assujetti à la TVA,**
- **D'autoriser le Président à procéder à toutes les formalités nécessaires à l'immatriculation de ce budget.**

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification

Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Ligne de trésorerie budget assainissement

N°097/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L1612-1 et suivants relatifs aux ressources des collectivités territoriales et à leur gestion financière,

Vu la circulaire du 22 février 1989 relative aux modalités de gestion des lignes de trésorerie et à l’optimisation de la gestion financière des collectivités territoriales,

Dans le cadre de la mise en place du service assainissement au 1er janvier 2026, et afin de garantir le fonctionnement et la continuité du service public dès janvier, il est proposé d’autoriser l’ouverture d’une ligne de trésorerie au profit du budget annexe assainissement. Cette ligne permettra de faire face aux éventuels décalages de trésorerie entre les dépenses obligatoires de fonctionnement ou d’investissement et l’encaissement des recettes, notamment celles issues des redevances d’assainissement.

Après consultation de plusieurs banques, le conseil est invité à approuver la proposition transmise par la Caisse d'Épargne Grand Est Europe aux conditions suivantes :

- Montant maximum de 500 000 €
- Date d'entrée en vigueur le 5^{er} janvier 2026
- Durée : 1 an
- Montant de l'encours plafond : 500 000 €

Les conditions financières sont les suivantes :

- Taux d'intérêt : Ester flooré + 1 %
- Base de calcul des intérêts : exact/360
- Commission de non utilisation : 0,30 % de l'encours quotidien non mobilisé
- frais de dossier : 500 €
- Paiement des intérêts : trimestriel par débit d'office

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil communautaire décide :

- d'accepter l'offre de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe pour une ligne de trésorerie de 500 000 euros, aux conditions précitées, pour le budget annexe assainissement,**
- d'autoriser le Président de la CCPS à signer le contrat afférent.**

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Convention de mise à disposition du personnel communal au service assainissement de la CCPS

N°098/2025

PRÉSENTS : M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEaux Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIAnt François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES : Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Dans le cadre de la prise de compétence assainissement collectif au 1er janvier 2026, la Communauté de communes doit assurer l'entretien des espaces verts des stations d'épuration ainsi que, au besoin, certaines interventions d'entretien courant des installations et postes de relèvement.

Les communes disposent des moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser durablement l'entretien des espaces verts des ouvrages d'assainissement. Afin d'assurer la continuité de ce service dans des conditions optimales, il est proposé de confier ces travaux aux services techniques communaux, via une convention de mise à disposition.

Par ailleurs, en attendant la montée en charge du service assainissement et le recrutement des agents dédiés, il pourra être nécessaire que les agents communaux interviennent ponctuellement pour certains travaux d'entretien courant sur les stations d'épuration ou les postes de relèvement. Ces interventions transitoires seront également encadrées par la convention.

Conformément à l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales, la mise à disposition d'agents communaux auprès d'un EPCI est possible dans le cadre d'une convention conclue entre les parties.

Il est donc envisagé de conclure des conventions de mise à disposition d'agents communaux au profit du service assainissement de la Communauté de communes, pour les travaux d'entretien des espaces verts, ainsi que pour l'entretien courant des stations d'épuration et des postes de relèvement, dans l'attente de la montée en charge des effectifs du service avec les 23 communes qui ont transféré leur compétence.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

-D'approuver la mise en place d'une convention de mise à disposition d'agents communaux au profit du service assainissement de la Communauté de communes, pour les missions d'entretien définies ci-dessus.

- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PJ : convention type jointe à la présente délibération .

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ET DE GESTION TRANSITOIRE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté de Communes du Pays du Saintois (CCPS), Sise 21, rue de la Gare – 54116 TANTONVILLE, Représentée par son Président Monsieur Jérôme KLEIN, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire, Ci-après dénommée « **La CCPS** »,

D'UNE PART,

ET

La Commune de [NOM DE LA COMMUNE], Sise [ADRESSE DE LA MAIRIE], Représentée par son Maire en exercice, M./Mme [NOM DU MAIRE], dûment habilité(e) par délibération du Conseil Municipal en date du [DATE], Ci-après dénommée « **La Commune** »,

D'AUTRE PART.

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L512-6 à L512-17 ;
Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
Vu les nécessités de service ;

PRÉAMBULE

Considérant le transfert de la compétence « Assainissement Collectif » de la Commune vers la CCPS.
Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service public durant la phase de transition et de structuration du service intercommunal. Considérant la décision du Conseil Communautaire du 20 novembre 2025 relative aux modalités financières et techniques de ce transfert.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration technique et financière entre la Commune et la CCPS afin d'assurer le bon fonctionnement des installations d'assainissement (Station d'Épuration - STEP et réseaux) situées sur le territoire communal.

Elle précise les engagements de la Commune concernant la mise à disposition de personnel, l'entretien des espaces verts, la participation financière pour la gestion des eaux pluviales dans les réseaux unitaires, ainsi que les formalités administratives de transfert de biens.

ARTICLE 2 : MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL COMMUNAL

Dans l'attente du recrutement complet des effectifs nécessaires au service assainissement par la CCPS, et afin de garantir la surveillance technique des ouvrages :

La Commune s'engage à mettre à disposition son agent technique, M./Mme [NOM DE L'AGENT] (ou son remplaçant désigné), ayant pour grade [Grade de la fonction publique] pour effectuer les tâches

courantes d'exploitation et d'entretien de la Station d'Épuration (relevés, dégrillage, surveillance visuelle, etc.) et des postes de relevage (Temps de fonctionnement des pompes, vidange des paniers dégrilleur...).

La durée hebdomadaire ne dépassera pas 2h.

En cas de dysfonctionnement des équipements électromécaniques, c'est à la CCPS de contacter le prestataire et de convenir d'une date d'intervention avec la commune.

- **Modalités :** Cette mise à disposition est partielle et ponctuelle, calibrée selon les besoins du service constatés sur place.
- **Autorité :** Pour l'exécution de ces tâches spécifiques, l'agent communal agira sous la coordination fonctionnelle du responsable du service assainissement de la CCPS, tout en restant administrativement rattaché à la Commune.
- **Durée :** Cette disposition cessera de plein droit dès que la CCPS aura finalisé le recrutement de son personnel dédié, et au plus tard à l'échéance de la présente convention.

ARTICLE 3 : ENTRETIEN DES ESPACES VERTS (FAUCHAGE)

La Commune s'engage à assurer l'entretien des espaces verts situés dans l'enceinte et aux abords immédiats de la Station d'Épuration.

Cet engagement comprend spécifiquement la réalisation de **deux (2) opérations de fauchage**. Ces interventions devront être réalisées impérativement **avant le 30 juin 2026**. La Commune informera les services de la CCPS de la programmation de ces interventions pour faciliter l'accès au site.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Les engagements relatifs à l'entretien (fauchage) sont valables jusqu'au **30 juin 2026**. Les autres dispositions restent valables le temps de la période transitoire jusqu'à l'autonomie complète du service intercommunal.

Elle prendra fin sans préavis en cas de faute disciplinaire, par accord entre la CCPS et la commune.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La commune versera à [Nom de l'agent] la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

La CCPS rembourse à la commune sa participation, calculée au prorata du temps de travail du fonctionnaire mis à disposition dans la collectivité et selon un décompte horaire établi et signé par le responsable du service assainissement.

Cette participation comprend tous les salaires et charges sociales liés au statut du fonctionnaire/ou agent contractuel public mis à disposition.

La facture est établie par la commune.

ARTICLE 5 : LITIGES

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. À défaut d'accord, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Fait à _____, le _____, en deux exemplaires originaux.

Pour la Commune de [NOM]

Le Maire,

(Signature et cachet)

Pour la CCPS

Le Président,

(Signature et cachet)

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Convention de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux d'assainissement pour les communes de Goviller et Parey Saint Césaire

N°099/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Dans le cadre du transfert de la compétence Assainissement collectif, les communes de Goviller, Parey et Saint-Césaire ne seront prochainement plus compétentes pour conduire directement les opérations relatives à ce service.

Or, les travaux d'assainissement actuellement en cours sur leurs territoires nécessitent un suivi et une gestion opérationnelle. Afin d'assurer la bonne conduite de ces projets, il est proposé de mettre en place une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Cette convention permettra aux communes de continuer à porter et gérer les travaux en cours pour le compte de l'EPCI, tout en respectant les obligations techniques, financières et réglementaires du service public d'assainissement collectif.

Elle précise les responsabilités de chaque partie, les modalités de suivi et de contrôle, ainsi que les conditions financières liées à la réalisation des travaux.

L'objectif est de garantir :

- la continuité et la qualité des travaux,
- le respect des délais et des normes techniques,
- une gestion cohérente et sécurisée des opérations malgré le transfert de compétence.

Ainsi, la délégation de maîtrise d'ouvrage permet aux communes de poursuivre efficacement les travaux en cours, tout en s'inscrivant dans le cadre réglementaire et administratif de l'EPCI compétent.

Les équipements seront intégrés à l'actif de la CCPS après réception des travaux.

Le Conseil communautaire décide à l'unanimité d'approuver le principe de la délégation de maîtrise d'ouvrage et d'autoriser la signature de la convention correspondante pour les communes de Parey et de Goviller de la CCPS.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Convention de délégation de compétence avec la commune de Vézelize

N°100/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Dans la perspective du transfert de la compétence Assainissement collectif à la CCPS, la commune de Vézelize ne sera prochainement plus compétente pour conduire les opérations envisagées relatives à l’assainissement.

Toutefois, la commune souhaite assurer la réalisation des travaux d’assainissement collectif prévu sur son territoire à partir de février/mars 2026.

Ce projet n’étant pas encore engagé, il est nécessaire de conclure une convention de délégation de compétence, permettant à la commune de mener elle-même l’opération pour le compte de l’EPCI.

Cette délégation vise à garantir la continuité du service, à maintenir une cohérence technique avec les besoins locaux et à permettre l'engagement rapide des travaux.

Elle fixe les conditions juridiques, financières et administratives dans lesquelles la commune interviendra au nom de l'EPCI.

Le Conseil communautaire décide à l'unanimité d'approuver le principe de la délégation de compétence et d'autoriser la signature de la convention correspondante entre la commune de Vézelize et de la CCPS.

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture
le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation
04/12/2025

Date d'affichage
23/12/2025

Objet de la délibération :

Tableau des effectifs
N°101/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la fonction publique

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Il est nécessaire d'actualiser le tableau des effectifs de la collectivité à la date du 1er janvier 2026 afin de prendre en compte les modifications et les changements survenus, notamment par la création des postes nécessaires au service assainissement

TABEAU DES EFFECTIFS 01/01/2026

Cadres ou emplois	Catégorie	Effectif	Durée hebdomadaire de service
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché principal	A	0	
Attaché	A	7	6 postes temps complets - 1 poste à temps non complet (80%)
Secrétaire de Mairie	A	1	1 poste à temps non complet 20h00
Rédacteur principal 1ère classe	B	0	
Rédacteur principal 2ème classe	B	1	1 poste à temps complet
Rédacteur	B	2	1 poste à temps non complet (80%) - 1 poste à temps complet
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	0	
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	2	1 poste à temps complet - 1 poste à temps non complet 8h00
Adjoint administratif	C	2	1 poste à temps complet - 1 poste à temps non complet (90%)
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieur	A	1	1 poste à temps complet
Technicien principal de 1ère classe	B	1	1 poste à temps complet
Technicien principal de 2ème classe	B	1	1 poste à temps complet
Technicien	B	1	1 poste à temps complet
Adjoint technique territorial de 1ère classe	C	0	
Adjoint technique territorial de 2ème classe	C	0	
Adjoint technique territorial	C	3	3 postes à temps complet
FILIERE SOCIALE			
Educateur de jeunes enfants	A	1	1 poste à temps complet
TOTAL		23	

Le Conseil communautaire décide d'adopter (avec deux abstentions) le tableau des effectifs actualisé, tel que présenté ci-après et arrêté à la date du 1^{er} janvier 2026.

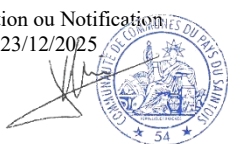
Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Saintois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Modulation à 90 % du régime indemnitaire en cas de congés maladie ordinaire, décret du 27 février 2025

N°102/2025

PRÉSENTS : M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEaux Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIAnt François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES : Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,
VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,
VU la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
VU la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi n°2025-17 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;
VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;

VU le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

VU la loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025 et notamment l'article 189 relatif aux congés de maladie ;

VU le décret n°2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ;

VU la délibération n°73 du 27/09/2017 extraite du registre des délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays du Saintois, portant sur le complément de la mise en place du RIFSEEP ;

VU la délibération n°47 du 19/06/2019 extraite du registre des délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays du Saintois, portant modification des plafonds annuels de la catégorie n°1 du CIA et de l'IFSE ;

La loi de finances pour 2025 prévoit de nouvelles règles d'indemnisation pour les agents publics (fonctionnaires et contractuels de droit public) durant les congés de maladie ordinaire, et ce à compter du 1er mars 2025.

Cadre légal :

La loi de finances pour 2025 prévoit que durant les trois premiers mois du congé de maladie ordinaire (CMO), le fonctionnaire perçoit, après application de la journée de carence, 90 % du traitement, en lieu et place du plein traitement jusqu'ici en vigueur (modification de l'art. L. 822-3 du CGFP).

Cette mesure a été transposée par décret aux agents contractuels (de droit public) pendant la période du CMO précédant le passage à demi-traitement (modification des art. 7, 12 et 45 du décret n° 88-145 du 15 février 1988).

La réduction s'applique aux CMO accordés à compter du 1er mars 2025 (1er jour du mois suivant la publication de la loi de finances).

Ces nouvelles règles d'indemnisation viennent produire des effets sur le sort de l'IFSE et du CIA en cas d'absence pour congé de maladie ordinaire, comme le présente le tableau ci-dessous :

Éléments impactés	Avant le 1er mars 2025	À partir du 1er mars 2025
Traitement durant les 3 premiers mois	100%	90%
Traitement durant les 9 mois suivants	50%	50%
Jour de carence	1 jour	1 jour

Supplément familial de traitement (SFT)	Inchangé	Inchangé
Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)	Maintenue si applicable	Réduction proportionnelle au traitement
Complément de traitement indiciaire (CTI) et transfert primes/points	Inchangés	Réduction proportionnelle au traitement
Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)	100%	A 90% du 1 ^{er} jour d'absence
Complément indemnitaire annuel (CIA)	100%	A 90% du 1 ^{er} jour d'absence

Il convient donc de modifier les règles applicables en cas d'absence concernant l'IFSE et le CIA sur la collectivité.

CONSIDÉRANT que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale ;

CONSIDÉRANT que le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précise que lors de la transition vers le RIFSEEP, chaque agent bénéficie du maintien de son niveau mensuel de régime indemnitaire ;

CONSIDÉRANT que la présente délibération sera complétée au fur et à mesure de la publication des arrêtés ministériels et de leur transposition aux autres cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale ;

CONSIDÉRANT que la conservation des primes (régime indemnitaire) aux agents territoriaux absents pour indisponibilité de santé doit reposer sur une délibération de la collectivité dont le contenu ne peut être plus favorable, en vertu du principe de parité, aux dispositions en vigueur dans la fonction publique de l'Etat. Or, ces dispositions prévoient un maintien du régime indemnitaire en congé de maladie ordinaire dans les mêmes proportions que le traitement ;

Le Conseil communautaire, décide à l'unanimité d'approuver les nouvelles règles de modulation de l'IFSE et du CIA en cas d'absence comme suit :

TYPE D'ABSENCE	MODULATION DE L'IFSE ET DU CIA
Congé de Maladie Ordinaire rémunéré à 90% du traitement	IFSE à 90% CIA à 90%
Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service (CITIS) = <i>accident de service et congé pour maladie professionnelle (ne sont pas concernés les accidents de trajet)</i>	IFSE à plein traitement CIA à plein traitement
Maternité, paternité, adoption	IFSE à plein traitement CIA à plein traitement
Congé Longue Maladie, de Grave Maladie, de Longue Durée	Suspension de l'IFSE Suspension du CIA
Congé de Longue Durée	Suspension de l'IFSE Suspension du CIA
Temps partiel thérapeutique	IFSE maintenu dans les mêmes proportions que le traitement CIA maintenu dans les mêmes proportions que le traitement

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Meurthe et Moselle

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Meine-au-Santois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SAINTOIS

Séance du 11 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre 2025, à vingt heures, le conseil communautaire, convoqué le 04/12/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Maison des Animations de Vaudigny, sous la présidence de M. Jérôme KLEIN, Président.

Afférents au conseil communautaire	70
Procurations	5
Votants	52

Date de la convocation

04/12/2025

Date d'affichage

23/12/2025

Objet de la délibération :

Convention SPORT SANTE
au travail
N°103/2025

PRÉSENTS: M. VOINOT Etienne ; M. LEMOINE Dominique ; M. BOULANGER Jean-Marc ; M. ROBERT Jean-Paul ; Mme GRILLET Mireille ; M. FAYS Xavier ; M. THOUVENIN Ludovic ; M. WEBER Alain ; Mme HAYE Bénédicte ; M. JEANDEL Mathieu ; M. DEPRUGNEY Eric ; M. PIERRAT Eric ; M. SAINT MIHIEL Mathieu ; Mme THIRION Barbara ; M. KLEIN Jérôme ; M. BARBIER Julien (suppléant) ; Mme SCHLACHTER Marie-Madeleine ; M. PY François ; M. MARLIER Jean-Marie ; M. SCHROTZENBERGER Vincent ; Mme PERNOT-TREVILLOT Geneviève ; M. MOREAU Francis (suppléant) ; M. BERGÉ Olivier ; M. BARBEZANT Maurice ; Mme MARTIN Patricia ; M. DAVILLER Sébastien ; Mme CLAUDE Dominique ; M. GRAEFFLY Patrick ; M. HENRION Michel ; M. GODFROY Gilbert ; M. STOTE Eric (suppléant) ; M. MANGIN Jacques ; M. BRUNNER Gauthier ; M. TROTOT Francis ; Mme BRETON Clara ; M. SALGUEIRO Victor ; M. GODEY Alain ; M. NICOLAS Thierry ; Mme DAMIEN Viviane ; M. XEMAY François ; M. THOMAS Didier ; M. COLIN Stéphane ; M. MOUGENOT Alain ; M. MUNGER Georges ; M. GASS Patrick ; Mme SIRON Marie-France ; M. FRANCOIS Marc et M. ZIMMER Alexandre.

ABSENTS : Mme BELLOT Nicole ; M. TIMON Yann ; M. MARTIN Michaël ; M. DUBREUCQ Jean-Loup ; M. PARGON Nicolas ; M. BERY Daniel ; M. PEIGNIER Bernard ; M. DE MITRY Jean-Hyacinthe ; Mme BRUSSEAUX Bénédicte ; M. LECLERC Augustin ; Mme CLEMENT Stéphanie ; M. MAHUT Loïc ; M. PEREAUX Rémi ; M. STOLL Vincent ; M. TOUSSAINT NOVIANT François ; Mme LANOIS Coralie et M. LAMBINET Didier.

EXCUSES: Mme MEYER Brigitte ; M. THOMASSIN Jean-Philippe ; M. CHIARAVALLI Bruno ; M. PERROTEZ Eric ; M. VALLANCE Pierre ; M. CHESINI Romuald ; Mme SCHUBNEL Catherine et M. HURIET Dominique.

Conformément à l’article L2121-15 du CGCT, M. Patrick GRAEFFLY a été élu secrétaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Contrat Local de Santé du Pays Terres de Lorraine ;

Vu la proposition du dispositif « sports salariés » portée par le CLS et le Collectif Nous Vieillirons Ensemble dans le Santois ;

Dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS) du Pays Terres de Lorraine, et en collaboration avec le Collectif Nous Vieillirons Ensemble dans le Santois, un groupe mutualisé « sports salariés » a été mis en place sur le territoire du Santois.

Ce dispositif propose aux agents des structures territoriales des séances d'activité physique adaptées :

- renforcement musculaire, étirements, et/ou danse modern-jazz,
- encadrées par une intervenante diplômée, du Foyer rural de Tantonville.

Les séances se déroulent :

- le jeudi, hors vacances scolaires,
- de 12h30 à 13h15,
- à la Résidence des 3 Fontaines à Vézelize, située à moins de 10 minutes en voiture du siège de la CCPS.

Le coût est fixé à 100 € par personne et par an pour 30 séances.

Afin de favoriser le bien-être au travail, la prévention des risques professionnels, et la cohésion d'équipe, il est proposé que la Communauté de communes participe financièrement à hauteur de 50 % de la cotisation annuelle pour chaque salarié volontaire inscrit au dispositif.

Une convention avec le CLS formalise cette participation.

Le conseil communautaire décide avec une abstention :

- de valider la participation de la CCPS à hauteur de 50% de la cotisation par salarié participant au dispositif,**
- d'autoriser le président à signer la convention avec le CLS.**

PJ : convention Sport Santé CLS

Conformément à l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département pour le contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 5 place de la Carrière, C.O. n°20038, 54036 NANCY CEDEX, soit par voie électronique à partir du site de téléprocédure : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après
envoi en Préfecture

le 23/12/2025

Et Publication ou Notification
Le 23/12/2025



Fait et délibéré à Vaudigny
Le président de la Communauté de Communes
du
PAYS DU SAINTOIS

Jérôme KLEIN

